99e ANNÉE
VOL. 99

N° 5
937

Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 4 février 1967

Quebec, Saturday, February 4, 1967

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. It that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion: otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on ***Wednesday***, unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE / PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT
L'Imprimeur de la reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: $1.50 la douzaine.

Abonnement: $10 par année à compter de janvier.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertion, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seul fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la reine,
ROCH LEFEBVRE

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: $1.50 per dozen.

Subscriptions: $10 per year from January.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertion, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962

13377 — 1-52-c

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.

Lettres patentes

A. P. Management Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Céline Trudeau, Jeanne Glushik, toutes deux secrétaires, célibataires, 1155, ouest, boulevard Dorchester, Montréal, et Jean Monet, avocat, 4681, avenue Westmount, Westmount, pour les objets suivants:

Exercer des affaires comme conseillers de gestion, consultants et conseillers dans le domaine industriel et dans toutes sortes de commerces et activités, sous le nom de « A. P. Management Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montreal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265 5015-66

Les Aigles de Drummondville inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Gaston Boisselle, épicier-boucher, 335 rue Hériot, Roland Bolduc, plombier, 660, rue Hériot, et Gaston Gingras, commerçant, rue Lafontaine, tous trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Letters Patent

A. P. Management Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Céline Trudeau, Jeanne Glushik, both secretaries, spinsters, of 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, and Jean Monet, advocate, 4681 Westmount Avenue, Westmount, for the following purposes:

To carry on business as management consultants, industrial consultants and advisers and consultants in the operation of all kings of businesses and operations, under the name of "A. P. Management Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common share of the par value of $1 each and 39,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265-o 5015-66

Les Aigles de Drummondville inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of Septembre, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaston Boisselle, grocer-butcher, 335 Hériot Street, Roland Bolduc, plumber, 660 Hériot Street, and Gaston Gingras, trader, Lafontaine Street, all three of Drummondville, for the following purposes:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public et faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Les Aigles de Drummondville inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 3793-66

To operate a business consisting in furnishing amusement to the public and to carry on business as a holding company, under the name of "Les Aigles de Drummondville inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 3793-66

Alliance Petroleum Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de novembre 1966, constituant en corporation: Guy LeBrun, 13, rue Pépin, Bertrand Lamothe, 805, Cardinal Roy, tous deux avocats, et Mariette Vallerang, secrétaire, fille majeure, 162, rue Dorval, tous trois de Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Faire le commerce des huiles, graisses, pétroles et du gaz naturel, sous le nom de « Alliance Petroleum Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 851, boulevard Ouest, Louiseville, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4938-66

Alliance Petroleum Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of November, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy LeBrun, 13 Pépin St., Bertrand Lamothe, 805 Cardinal Roy, both advocates, and Mariette Vallerand, secretary, fille majeure, 162 Dorval St., all three of Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To carry on business dealing in oil, grease, petroleum and naturel gas, under the name of "Alliance Petroleum Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divised into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 851 West Blvd., Louiseville, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 4938-66

Dave Amsel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Daniel Morris, 6165, Notre-Dame-de-Grâce, Allen Feldman, 6300, Lennox, tous deux de Montréal, et Irving Halperin, 5609, Queen Mary, Hampstead, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de vêtements et d'articles vestimentaires, sous le nom de « Dave Amsel Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5550, avenue Trent, app. 205, Côte St-Luc, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265 5097-66

Dave Amsel Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Daniel Morris, 6165 Notre-Dame-de-Grâce, Allen Feldman, 6300 Lennox, both of Montreal, and Irving Halperin, 5609 Queen Mary, Hampstead, all three advocates, for the following purposes:

To deal in all kinds of garments and wearing apparel, under the name of "Dave Amsel Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 5550 Trent Avenue, Apt. 205, Côte St-Luc, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265-o 5097-66

Association de Chasse et Pêche de Kamouraska inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de décembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Rosaire Deschênes prêtre, professeur, Benoit Arbour, chef-cuisinier, Léopold Rioux, contremaître, Marc-Aurèle Pelletier, menuisier, Armand Verret, gérant, Pierre Lambert, industriel, tous six de La Pocatière, Hervé Meunier, organisateur, Renald Normand, gérant, tous deux de Montmagny, Dr Albert Royer, médecin, St-Pacôme, et Gérard Laboissonnière, marchand, St-Onésime-d'Ixworth, pour les objets suivants:

Association de Chasse et Pêche de Kamouraska inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Rosaire Deschênes, priest, professor, Benoit Arbour, chief-cook, Léopold Rioux, foreman, Marc-Aurèle Pelletier, joiner, Armand Verret, manager, Pierre Lambert, industrialist, all six of La Pocatière, Hervé Meunier, organizer, Renald Normand, manager, both of Montmagny, Dr. Albert Royer, physician St-Pacôme, and Gérard Laboissonnière, merchant, St-Onésime-d'Ixworth, for the following purposes:

Promouvoir un bon esprit sportif dans la chasse et la pêche, sous le nom de « Association de Chasse et Pêche de Kamouraska inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $200,000.

Le siège social de la corporation est à La Pocatière, district judiciaire de Kamouraska.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 5036-66

To promote a good sporting spirit in fish and game, under the name of "Association de Chasse et Pêche de Kamouraska inc.".

The amount to which is limited the value of the immoveable property that the corporation may acquire and possess is $200,000.

The head office of the corporation is at La Pocatière, judicial district of Kamouraska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 5036-66

Association des Propriétaires de Rivièra

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de novembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Gilles-G. Brunet, caporal, 118, d'Auvergne, Alan O'Connor, employé du Bell Téléphone, 166, d'Auvergne, Gilles Chatelain, professeur, 21, Avignon, et Rodrigue Bourgault, comptable, 61, Lisieux, tous quatre de Touraine, pour les objets suivants:

Grouper les propriétaires de résidences à Touraine et les environs, sous le nom de « Association des Propriétaires de Rivièra ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $25,000.

Le siège social de la corporation est à Touraine, district judiciaire de Hull.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 5004-66

Association des Propriétaires de Rivièra

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day November 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Gilles-G. Brunet, caporal, 118 d'Auvergne, Alan O'Connor, Bell Telephone Employee, 166 d'Auvergne, Gilles Chatelain, professor, 21 Avignon, and Rodrigue Bourgault, accountant, 61 Lisieux, all four of Touraine, for the following purposes:

To group the owners of residences in Touraine and vicinity, under the name of "Association des Propriétaires de Rivièra".

The amount to which is limited the value of the immoveable property that the corporation may acquire or possess is $25,000.

The head office of the corporation is at Touraine, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 5004-66

Association sociale U.A.P. Saguenay, Lac St-Jean inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Paul-Yvon Pagé, Léonard Villeneuve, tous deux mécaniciens, et Paul-Arthur Déry, vendeur, tous trois de St-Félicien, pour les objets suivants:

Établir et diriger un club social, sous le nom de « Association sociale U.A.P. Saguenay, Lac St-Jean inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $20,000.

Le siège social de la corporation est 244, boulevard Lamarche, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 5043-66

Association sociale U.A.P. Saguenay, Lac St-Jean inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Paul-Yvon Pagé, Léonard Villeneuve, both mechanics, and Paul-Arthur Déry, salesman, all three of St-Félicien, for the following purposes:

To establish and conduct a social club, under the name of "Association sociale U.A.P. Saguenay, Lac St-Jean inc.".

To amount to which is limited the value of the immoveable property that the corporation may acquire or possess is $20,000.

The head office of the corporation is at 244 Lamarche Boulevard, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 5043-66

Ateliers des Sourds (Montréal) inc.
Industrial Shops for the Deaf (Montreal) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Raymond Crevier, 497, chemin Côte Ste-Catherine, Outremont, Pierre Legrand, 1435, Cap Éternité, Laval, L.-Yves Fortier, 40, Arlington, Westmount, Michel-A. Gagnon, 939, Côte Vertu, Jacques Laurent, 195, Marcotte, tous deux de St-Laurent, Claude Fontaine, 616, avenue Victoria, St-Lambert, tous six avocats, et André Guertin, commis, 222, Lacharité, LaSalle, pour les objets suivants:

Ateliers des Sourds (Montréal) inc.
Industrial Shops for the Deaf (Montreal) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Crevier, 497 Côte Ste-Catherine Road, Outremont, Pierre Legrand, 1435 Cap Éternité, Laval, L.-Yves Fortier, 40 Arlington, Westmount, Michel-A. Gagnon, 939 Côte Vertu, Jacques Laurent, 195 Marcotte, both of St-Laurent, Claude Fontaine, 616 Victoria Avenue, St-Lambert, all six lawyers, and André Guertin, clerk, 222 Lacharité, LaSalle, for the following purposes:

Poursuivre les activités d'une compagnie d'imprimerie et de reliure sous tous ses aspects, sous le nom de « Ateliers des Sourds (Montréal) inc.— Industrial Shops for the Deaf (Montreal) Inc. », avec un capital total de $500,000, divisé en 100,000 actions ordinaires de la valeur nominale de $1 chacune et en 40,000 actions privilégiées de la valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 5176-66

To carry on the activities of a printing and bookbinding company in all its aspects, under the name of "Ateliers des Sourds (Montréal) inc.— Industrial Shops for the Deaf (Montreal) Inc.", with a total capital stock of $500,000, divided into 100,000 common shares of a nominal value of $1 each and into 40,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 5176-66

Atomic Snow Removal Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1966, constituant en corporation: Clarence Lefebvre, 2379, Quesnel, Royal Lefebvre, 2670, Raudot, tous deux de Montréal, et Aurèle Lefebvre, 1055, Champigny, St-Laurent, tous trois industriels, pour les objets suivants:

Exploiter des entreprises pour l'enlèvement de la neige, sous le nom de « Atomic Snow Removal Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2379, rue Quesnel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 3687-66

Atomic Snow Removal Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Clarence Lefebvre, 2379 Quesnel, Royal Lefebvre, 2670 Raudot, both of Montreal, and Aurèle Lefebvre, 1055 Champigny, St-Laurent, all three industrialists, for the following purposes:

To operate snow removal companies, under the name of "Atomic Snow Removal Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and into 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 2379 Quesnel Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 3687-66

Beran Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de novembre 1966, constituant en corporation: Bernard Bernstein, administrateur, Chana Bernstein, ménagère, épouse séparée de biens dudit Bernard Bernstein, tous deux de 3033 ouest, rue Sherbrooke, et Ann Clark, secrétaire, célibataire, 3484, Durocher, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de nettoyeurs, presseurs, teinturiers, tailleurs, fourreurs, dresseurs et réparateurs, sous le nom de « Beran Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265 4921-66

Beran Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard Bernstein, executive, Chana Bernstein, housewife, wife separate as to property of the said Bernard Bernstein, both of 3033 Sherbrooke Street West, and Ann Clark, secretary, spinster, 3484 Durocher, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as cleaners, pressers, dyers, tailors, furriers, blockers and repairers, under the name of "Beran Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265-o 4921-66

Boucherie Tony-Benito ltée
Tony-Benito Meat Market Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1966, constituant en corporation: Gaetano Cirrincione, 6529, rue Clark, Armano Benito, 6825, rue St-Urbain, et Antonio Le Donne, 6811, rue Clark, tous trois marchands, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, bouchers et boulangers, sous le nom de « Boucherie Tony-Benito ltée — Tony-Benito Meat Market Ltd. »,

Boucherie Tony-Benito ltée
Tony-Benito Meat Market Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaetano Cirrincione, 6529 Clark Street, Armano Benito, 6825 St-Urbain Street, and Antonio Le Donne, 6811 Clark Street, all three traders of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as grocers, butchers and bakers, under the name of "Boucherie Tony-Benito ltée — Tony Benito Meat Market Ltd.",

avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4563-66

Brettco Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Samuel Chait, avocat et conseil en Loi de la reine, 4, Surrey Gardens, Westmount, Nahum Gelber, 4115, Jean-Brillant, et Bernard Reis, 4906, avenue Fulton, ces deux derniers avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeuble, de construction, de placements et de portefeuille, sous le nom de « Brettco Holdings Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 38,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3755, rue Courtrai, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265 5068-66

Breuvages Laurentiens ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1966, constituant en corporation: Bernard Gauthier, distributeur, Catherine Gauthier, ménagère, épouse séparée de biens dudit Bernard Gauthier, François Gauthier, distributeur, et Pierre-André Gauthier, comptable, tous quatre de 2300, boulevard Labelle, Lafontaine, pour les objets suivants:

Faire la distribution de liqueurs douces, sous le nom de « Breuvages Laurentiens ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2300, boulevard Labelle, Lafontaine, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4289-66

The Bridge Inn Inc.
Auberge du Pont inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Tanya Bell, réceptionniste, 1395, Overdale, app. 3, Juliette Boudrias, secrétaire, 3777, Drolet, et Margaret Lawrie, secrétaire, 5353, ouest, rue Sherbrooke, app. 207, toutes trois filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'hôtel, restaurant salle de café, taverne, salle de rafraîchissements et logeurs, sous le nom de « The Bridge Inn Inc.— Auberge du Pont inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une

with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each and into 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 4563-66

Brettco Holdings Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Samuel Chait, advocate and Queen's Counsel, 4 Surrey Gardens, Westmount, Nahum Gelber, 4115 Jean-Brilant, and Bernard Reis, 4906 Fulton Avenue, the latter two advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Brettco Holdings Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of $1 each and 38,000 prefereed shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 3755 Courtrai Street, Montreal, judicial district of Montréal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265-o 5068-66

Breuvages Laurentiens ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard Gauthier, distributor, Catherine Gauthier, housewife, wife separate as to property of the said Bernard Gauthier, François Gauthier, distributor, and Pierre-André Gauthier, accountant, all four of 2300 Labelle Blvd., Lafontaine, for the following purposes:

To distribute softdrinks, under the name of "Breuvages Laurentiens ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 2300 Labelle Blvd., Lafontaine, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 4289-66

The Bridge Inn Inc.
Auberge du Pont inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Tanya Bell, receptionist, 1395 Overdale, Apt. 3, Juliette Boudrias, secretary, 3777 Drolet, and Margaret Lawrie, secretary, 5353 Sherbrooke Street West, Apt. 207, all three spinsters of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of hotel, restaurant, café, tavern, refreshment room and lodging housekeepers, under the name of "The Bridge Inn Inc.— Auberge du Pont inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000

valeur au pair de $1 chacune, 8,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 300 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265 5017-66

Canadiennes Palettes ltée
Canadian Battledores Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de novembre 1966, constituant en corporation: René Couture, expéditeur, Rose-Ange Lapierre, ménagère, épouse séparée de biens dudit René Couture, tous deux de 7480, Châteaubriand, et Fréderic Lapierre, rentier, 7835, Boyer, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de placement et de construction, sous le nom de « Canadiennes Palettes ltée — Canadian Battledores Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7480, rue Châteaubriand, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4755-66

Centre de loisirs de St-Adelphe inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de novembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Constant Trudel, épicier-boucher, 701, rue Principale, Lucien Cossette, marchand général, et Gérald Lafontaine, professeur, 730, rue Principale, tous trois de St-Adelphe, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Centre de loisirs de St-Adelphe inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $10,000.

Le siège social de la corporation est à St-Adelphe, comté de Champlain, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4731-66

Centre des loisirs de St-Pacôme inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de décembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Richard Lévesque, commis de banque, Gilbert Royer, marchand, Richard Chamberland, garagiste, Arthur Levesque, voyageur, J.-Cyrille Hudon, chef de gare, Mme J.-Norbert Dionne, ménagère, veuve, Alain Dionne, commis de magasin, et Gérard Leclerc, gérant de banque, tous huit de St-Pacôme, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Centre des loisirs de St-Pacôme inc. ».

common shares of the par value of $1 each, 8,000 class "A" preferred shares of the par value of $1 each and 300 class "B" preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265-o 5017-66

Canadiennes Palettes ltée
Canadian Battledores Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of November, 1966, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: René Couture, shipper, Rose-Ange Lapierre, housewife, wife separate as to property of the said René Couture, both of 7480 Châteaubriand, and Fréderic Lapierre, annltant, 7835 Boyer, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, investment and construction company, under the name of "Canadiennes Palettes ltée — Canadian Battledores Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 7480 Châteaubriand St., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 4755-66

Centre de loisirs de St-Adelphe inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of November, 1966, have been issued by the Government Administrator of the Province to incorporate a corporation wihout share capital: Constant Trudel, grocer-butcher, 701 Main St., Lucien Cossette, general merchant, and Gérald Lafontaine, professor, 730 Main St., all three of St-Adelphe, for the following purposes:

The organization of recreational facilities, under the name of "Centre de loisirs de St-Adelphe inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation is at St-Adelphe, county of Champlain, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 4731-66

Centre des loisirs de St-Pacôme inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Richard Lévesque, bank clerk, Gilbert Royer, merchant, Richard Chamberland, garage keeper, Arthur Levesque, traveller, J.-Cyrille Hudon, stationmaster, Mrs. J.-Norbert Dionne, housewife, widow Alain Dionne, store clerk, and Gérard Leclerc, bank manager, all eight of St-Pacôme, for the following purposes:

Organization of recreations, under the name of "Centre des loisirs de St-Pacôme inc.".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à St-Pacôme, district judiciaire de Kamouraska.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 5035-66

Centre d'Otologie de Montréal, ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de novembre 1966, constituant en corporation: Dr J.-Roger Thibert, 9654, boulevard Gouin ouest, Pierrefonds, Dr Jean-Guy Balthazard, 2225, Nicolas-Perrot, Montréal, tous deux médecins, et Maurice Martel, avicat et conseil en Loi de la reine, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, pour les objets suivants:

Établir un centre d'otologie, sous le nom de « Centre d'Otologie de Montréal, ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune, 3,750 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 30, boulevard St-Joseph est, suite 302, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4910-66

Charleclair ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de décembre 1966, constituant en corporation: André Levesque, 2533, des Hospitalières, Sillery, Jean-G. Bergeron, 3136, Hochelaga, Ste-Foy, tous deux avocats, et Ginette Fournier, secrétaire, fille majeure, 30, Ste-Ursule, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Charleclair ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 48, Côte du Passage, Lévis, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 5155-66

Charleroi Sports Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Wilfrid-A. Prud'Homme, commerçant, Ghislaine Martin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Wilfrid-A. Prud'Homme, tous deux de 1375, D'Auteuil, Laval, et Réjean Lavallée, comptable agréé, 11411, rue Éthier, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous articles de sports, sous le nom de « Charleroi Sports Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

The amount to which is limited the value of the immoveable property that the corporation may acquire or possess is $100,000,

The head office of the corporation is at St-Pacôme, judicial district of Kamouraska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 5035-66

Centre d'Otologie de Montréal, ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Dr. J.-Roger Thibert, 9654 Gouin Boulevard West, Pierrefonds, Dr. Jean-Guy Balthazard, 2225 Nicolas-Perrot, Montreal, both doctors, and Maurice Martel, lawyer and Queen's Counsel, 1301 St-Viateur West, Outremont, for the following purposes:

To establish an otology center, under the name of "Centre d'Otologie de Montréal, ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each, 3,750 preferred class "A" shares of $10 each and into 1,500 preferred class "B" shares of $1 each.

The head office of the company is at 30 St-Joseph Boulevard East, suite 302, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 4910-66

Charleclair ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Levesque, 2533 des Hospitalières, Sillery, Jean-G. Bergeron, 3136 Hochelaga, Ste-Foy, both lawyers, and Ginette Fournier, secretary, fille majeure, 30 Ste-Ursule, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Charleclair ltée", with a total capital stock of $40,000, div ided into 1,000 common shares of $1 each and into 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 48 Côte du Passage, Levis, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 5155-66

Charleroi Sports Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Wilfrid-A. Prud'Homme, trader, Ghislaine Martin, housewife, wife contractually separate as to property of said Wilfrid-A. Prud'Homme, both of 1375 D'Auteuil, Laval, and Réjean Lavallée, chartered accountant, 11411 Éthier Street, Montreal-North, for the following purposes:

To deal in all sports articles, under the name of "Charleroi Sports Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 5092-66

La Chemise D. L. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de novembre 1966, constituant en corporation: Josaphat Dubé, rentier, Suzanne Dubé, technicienne, fille majeure, Jacques Dubé, plâtrier, Michelle Dubé, infirmière, fille majeure, Jérôme Dubé, Jean-Pierre Dubé, tous deux étudiants, tous six de 22, rue Victoria, André Dubé, gérant, 3, rue Victoria, Maurice Lemay, restaurateur, rue Laval, Martial Dumas, professeur, 2, rue Salaberry, Raymond Latulippe, officier de douane, 133, rue Bécigneul, Raymond Dubé, commis voyageur, 13, rue Victoria, Denis Boulet, marchand, 239, rue Laval, tous douze de Lac Mégantic, et Yvon Dubé, coiffeur, Salaberry-de-Valleyfield, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements de toutes sortes, sous le nom de « La Chemise D. L. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lac Mégantic, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4925-66

La Chorale Les Roitelets de Trois-Pistoles inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de novembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: David Rioux, tanneur, Jean Nadeau, travailleur social, Jean-Pierre Gagnon, imprimeur, Denise Roussel, institutrice, et Lucienne Bélanger, secrétaire, ces deux dernières filles majeures, tous cinq de Trois-Pistoles, pour les objets suivants:

Développer et encourager les arts et la musique chez les jeunes, sous le nom de « La Chorale Les Roitelets de Trois-Pistoles inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $20,000.

Le siège social de la corporation est à Trois-Pistoles, district judiciaire de Kamouraska.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 3024-66

La Cie de Développement St-Charles inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de novembre 1966, constituant en corporation: Irving L. Adessky, 56, place Heath, Hampstead, Daniel Kingstone, 4985, avenue Iona, Montréal, et Dionysia Zerbisias, 5525, Westbourne, Côte St-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « La Cie de Développement St-Charles inc. », avec un capital total de $40,000, divisé

The head office of the company is at Montreal-North, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 5092-66

La Chemise D. L. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of November, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Josaphat Dubé, annuitant, Suzanne Dubé, technician, fille majeure, Jacques Dubé, plasterer, Michelle Dubé, nurse, fille majeure, Jérôme Dubé, Jean-Pierre Dubé, both students, all six of 22 Victoria Street, André Dubé, manager, 3 Victoria Street, Maurice Lemay, restaurant keeper, Laval Street, Martial Dumas, professor, 2 Salaberry Street, Raymond Latulippe, Customs officer, 133 Bécigneul Street, Raymond Dubé, travelling salesman, 13 Victoria Street, Denis Boulet, trader, 239 Laval Street, all twelve of Lac Mégantic, and Yvon Dubé, hairdresser, Salaberry-de-Valleyfield, for the following purposes:

To deal in clothing of all kinds, under the name of "La Chemise D. L. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Lac Mégantic, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 4925-66

La Chorale Les Roitelets de Trois-Pistoles inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: David Rioux, tanner, Jean Nadeau, social worker, Jean-Pierre Gagnon, printer, Denise Roussel, professor, and Lucienne Bélanger, secretary, the latter two filles majeures, all five of Trois-Pistoles, for the following purposes:

To develop and foster arts and music among the youngsters, under the name of "La Chorale Les Roitelets de Trois-Pistoles inc.".

The amount to which is limited the value of the immoveable property that the corporation may acquire or possess is $20,000.

The head office of the corporation is at Trois-Pistoles, judicial district of Kamouraska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 3024-66

La Cie de Développement St-Charles inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of November, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Irving L. Adessky, 56 Heath Place, Hampstead, Daniel Kingstone, 4985 Iona Avenue, Montreal, and Dionysia Zerbisias, 5525 Westbourne, Côte St-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "La Cie de Développement St-Charles inc.", with a total capital stock of $40,000, divi-

en 3,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,700 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265 4759-66

Clinique médicale du Pied Essiac inc.
Essiac Medical Foot Clinic Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Dr J.-Augustin Landreville, 1462, St-Joseph est, Dr Gaston Caisse, 901, St-Joseph est, tous deux de Montréal, et Dr Alfred Lavallée, 86, Maberley, Mont-Royal, tous trois médecins, pour les objets suivants:

Exploiter une clinique du pied autre qu'un hôpital, sous le nom de « Clinique médicale du Pied Essiac inc.— Essiac Medical Foot Clinic Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4391-66

Clinique Orthopédique de Montréal inc.
Montreal Orthopaedic Clinic Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de novembre 1966, constituant en corporation: Dr J.-Calixte Favreau, 228, chemin Côte Ste-Catherine, Dr Roger Simoneau, 822, avenue Pratt, tous deux d'Outremont, Dr Bernard Gauthier, 2240, Sheridan, Mont-Royal, Dr Pierre Labelle, 850, Lapointe, St-Laurent, et Dr Morris Duhaime, 11347, St-Réal, Montréal, tous cinq médecins, pour les objets suivants:

Administrer une ou plusieurs cliniques médicales et chirurgicales ou centres et bureaux médicaux ou chirurgicaux autres que des hôpitaux, sous le nom de « Clinique Orthopédique de Montréal inc.— Montreal Orthopaedic Clinic Inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 20,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4608-66

Club d'Auto-Neige Robinson inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-A. Trudel, commerçant, St-Narcisse, Lucien Normandin, garagiste, St-Luc, comté de Champlain, et Rejean Mathon, commis, Ste-Geneviève-de-Batiscan, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport et la culture physique et en particulier le sport de l'auto-neige, sous le nom de « Club d'Auto-Neige Robinson inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

ded into 3,000 common shares of $1 each and 3,700 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265-o 4759-66

Clinique médicale du Pied Essiac inc.
Essiac Medical Foot Clinic Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Dr. J.-Augustin Landreville, 1462 St. Joseph East, Dr. Gaston Caisse, 901 St. Joseph East, both of Montreal, and Dr. Alfred Lavallée, 86 Maberley, Mount-Royal, all three physicians, for the following purposes:

To operate a foot clinic other than a hospital, under the name of "Clinique médicale du Pied Essiac inc.— Essiac Medical Foot Clinic Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 4391-66

Clinique Orthopédique de Montréal inc.
Montreal Orthopaedic Clinic Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of November, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Dr. J.-Calixte Fabreau, 228 Côte Ste-Catherine Road, Dr. Roger Simoneau, 822 Pratt Ave., both of Outremont, Dr. Bernard Gauthier, 2240 Sheridan, Mount-Royal, Dr. Pierre Labelle, 850 Lapointe, St-Laurent, and Dr. Morris Duhaime, 11347 St-Réal, Montreal, all five physicians, for the following purposes:

To administer one or several medical and surgical clinics or centers, and medical or surgical offices other than hospitals, under the name of "Clinique Orthopédique de Montréal inc.— Montreal Orthopaedic Clinic Inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares of no nominal value and 20,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 4608-66

Club d'Auto-Neige Robinson inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean-A. Trudel, trader, St-Narcisse, Lucien Normandin, garage keeper, St-Luc, county of Champlain, and Rejean Mathon, clerk, Ste-Geneviève-de-Batiscan, for the following purposes:

To promote sports and physical culture and in particular the sport of snow mobiles, under the name of "Club d'Auto-Neige Robinson inc.".

The amount to which is limited the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is $100,000.

Le siège social de la corporation est à Ste-Geneviève-de-Batiscan, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4932-66

E. Colpron & fils (Ste-Martine) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Nicole Viau, 6834, rue des Écores, Hélène Michaud, 807, rue Duluth est, toutes deux de Montréal, et Danielle Trudel, 1825, 57e avenue, Pointe-aux-Trembles, toutes trois secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, camions, tracteurs, machines agricoles, instruments aratoires, bateaux, appareils de vol et autres véhicules, sous le nom de « E. Colpron & fils (Ste-Martine) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune, 285 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $100 chacune et en 1,500 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Ste-Martine, district judiciaire de Beauharnois.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 5404-66

Les Commandos de Ste-Anne-de-Beaupré inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de décembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Charles Randon, professeur, Jean-René Gagné, journalier, et Herman Cassista, cuisinier, tous trois de Ste-Anne-de-Beaupré, pour les objets suivants:

Grouper des jeunes hommes de seize ans et plus, du village et de la paroisse de Ste-Anne-de-Beaupré, sous le nom de « Les Commandos de Ste-Anne-de-Beaupré inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Ste-Anne-de-Beaupré, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 5148-66

Compact Agency Eastern Townships Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de décembre 1966, constituant en corporation: André Bélisle, 1550, des Grandes Piles, Laval, David H. Wood, 760, rue Casgrain, St-Lambert, et William S. Aaron, 555, avenue Cardinal, St-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes marchandises électriques, sous le nom de « Compact Agency Eastern Townships Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

The head office of the corporation is at Ste-Geneviève-de-Batiscan, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 4932-66

E. Colpron & fils (Ste-Martine) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Nicole Viau, 6834 des Écores Street, Hélène Michaud, 807 Duluth Street East, both of Montreal, and Danielle Trudel, 1825, 57th Avenue, Pointe-aux-Trembles, all three secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and to deal in automobiles, trucks, tractors, agricultural machines, farming implements, boats, flying machines and other vehicules, under the name of "E. Colpron & fils (Ste-Martine) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each, 285 preferred class "A" shares of a nominal value of $100 each and into 1,500 preferred class "B" shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Ste-Martine, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 5404-66

Les Commandos de Ste-Anne-de-Beaupré inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Charles Randon, professor, Jean-René Gagné, labourer, and Herman Cassista, cook, all three of Ste-Anne-de-Beaupré, for the following purposes:

To group young men of sixteen years of age and more, from the village and parish of Ste-Anne-de-Beaupré, under the name of "Les Commandos de Ste-Anne-de-Beaupré inc.".

The amount to which is limited the value of the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is $100,000.

The head office of the corporation is at Ste-Anne-de-Beaupré, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 5148-66

Compact Agency Eastern Townships Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Bélisle, 1550 des Grandes Piles, Laval, David H. Wood, 760 Casgrain Street, St-Lambert, and William S. Aaron, 555 Cardinal Avenue, St-Laurent, all three lawyers, for the following purposes:

To deal in all electrical merchandise, under the name of "Compact Agency Eastern Townships Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 425, rue Wellington, Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4931-66

La Compagnie de Placements Lavaltrie

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Jean-Paul Ste-Marie, avocat et conseil en Loi de la reine, 768, Sherbrooke ouest, app. 2, Montréal, Mme Gisèle Payant, réceptionniste, 1444, Côte Vertu, St-Laurent, et Claire Lebrun, secrétaire, fille majeure, 653, rue Allard, Verdun, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, sous le nom de « La Compagnie de Placements Lavaltrie », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4899-66

Comptoir de Charité inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de novembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Fernand Paquet, directeur de production, Claude Lemay, aide social diplômé, tous deux de Trois-Rivières, et Gérard Juneau, officier de douane, Grand'Mère, pour les objets suivants:

Venir en aide aux pauvres, aux nécessiteux et aux misérables et pourvoir à leur réhabilitation dans certains cas, sous le nom de « Comptoir de Charité inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 3602-66

Comptoir Del Grande inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Susan Hitter, marchande publique, épouse séparée de biens de Eugene Amsel, 1675, rue Édouard-Laurin, app. 4, St-Laurent, Menachim Cohen, marchand, et Magda Hitter, marchande publique, épouse séparée de biens dudit Menachim Cohen, ces deux derniers de 2720, Place Darlington, app. 33, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de nouveautés, textile, marchandises à la pièce, soie, nylon, fil, chaussures, vêtements, accessoires et articles de toutes sortes, sous le nom de « Comptoir Del Grande inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

The head office of the company is at 425 Wellington Street, Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 4931-66

La Compagnie de Placements Lavaltrie

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul Ste-Marie, advocate and Queen's Counsel, 768 Sherbrooke west, Apt. 2, Montreal, Mrs. Gisèle Payant, receptionist, 1444 Côte Vertu, St-Laurent, and Claire Lebrun, secretary, fille majeure, 653 Allard St., Verdun, for the following purposes:

To carry on business as a real estate company, under the name of "La Compagnie de Placements Lavaltrie", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 4899-66

Comptoir de Charité inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of November, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Fernand Paquet, production director, Claude Lemay, graduate social assistant, both of Trois-Rivières, and Gérard Juneau, customs official, Grand'Mère, for the following purposes:

To come to the aid of the poor, the needy and the unfortunate, and to provide for their rehabilitation in certain cases, under the name of "Comptoir de Charité inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 3602-66

Comptoir Del Grande inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Susan Hitter, marchande publique, wife separate as to property of Eugene Amsel, 1675 Édouard-Laurin Street, Apt. 4, St-Laurent, Menachim Cohen, merchant, and Magda Hitter, marchande publique, wife separate as to property of the said Menachim Cohen, the latter tow of 2720 Darlington Place Apt. 33, Montreal, for the following purposes:

To deal in dry goods, textiles, piece goods, silks, nylons, yarns, shoes, clothing, accessories and novelties of all kinds, under the name of "Comptoir Del Grande inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 30,000 preferred shares of a par value of $1 each.

Le siège social de la compagnie est 9244, avenue du Parc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265 5096-66

Conseil des Agences de Sécurité et d'Investigation du Québec (C.A.S.I.Q.) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de décembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Gerald Reeves, 353, rue St-Nicolas, William G. Phillips, 627, Faillon est, Donald Barnes, 1705, rue St-Jacques ouest, tous trois de Montréal, François Simard, 408, Aubry, St-Jérôme, et Philippe Amyot, 3345, du Colisée, Québec, tous cinq administrateurs, pour les objets suivants:

Grouper tous ceux qui détiennent un permis du Ministère du Procureur Général en vertu de la loi des Agences d'Investigation ou de Sécurité, sous le nom de « Conseil des Agences de Sécurité et d'Investigation du Québec (C.A.S.I.Q.) inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation est 627, rue Faillon, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4990-66

Courtiers Richelieu inc.
Richelieu Brokers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de novembre 1966, constituant en corporation: Robert Desjardins, avocat, 629, rue Alepin, LaSalle, Denise Coutu, avocat, fille majeure, 1070, rue Rielle, Verdun, et Guy Dufort, stagiaire, 44, rue Alexandra, St-Lambert, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers, agents, représentants ou gérants en produits alimentaires, sous le nom de « Courtiers Richelieu inc. — Richelieu Brokers Inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est 77, rue William, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4552-66

Davro Industries Ltd.
Les Industries Davro ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Paul Yaphe, étudiant en droit, 5382, Montclair, Irving Shapiro, avocat, 4957, avenue Isabella, tous deux de Montréal, Mark Edmund Gordon, avocat, 36, Roxboro, et Lawrence Marks, avocat et conseil en Loi de la reine, 656, avenue Grosvenor, ces deux derniers de Westmount, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de laveurs d'automo-

The head office of the company is at 9244 Park Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265-o 5096-66

Conseil des Agences de Sécurité et d'Investigation du Québec (C.A.S.I.Q.) inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Gerald Reeves, 353 St-Nicolas St., William G. Phillips, 627 Faillon East, Donald Barnes, 1705 St. James St. West, all three of Montreal, François Simard, 408 Aubry, St-Jérôme, and Philippe Amyot, 3345 du Colisée, Quebec, all five administrators, for the following purposes:

To group together all those who hold a permit from the Department of the Attorney General under the Detective or Security Agencies Act, under the name of "Conseil des Agences de Sécurité et d'Investigation du Québec (C.A.S.I.Q.) inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $1,000,000.

The head office of the corporation is at 627 Faillon St., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 4990-66

Courtiers Richelieu inc.
Richelieu Brokers Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of November, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Desjardins, lawyer, 629 Alepin Street, LaSalle, Denise Coutu, lawyer, fille majeure, 1070 Rielle Street, Verdun, and Guy Dufort, probationer, 44 Alexandra Street, St-Lambert, for the following purposes:

To carry on business as brokers, agents, representatives or managers of food products, under the name of "Courtiers Richelieu inc. — Richelieu Brokers Inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at 77 William Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 4552-66

Davro Industries Ltd.
Les Industries Davro ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Yaphe, law student, 5382 Montclair, Irving Shapiro, advocate, 4957 Isabella Avenue, both of Montreal, Mark Edmund Gordon, advocate, 36 Roxboro, and Lawrence Marks, advocate and Queen's Counsel, 656 Grosvenor Avenue, the latter two of Westmount, for the following purposes:

To carry on business as and automotive vehicle washers, under the name of "Davro In-

biles et de véhicules-moteurs, sous le nom de « Davro Industries Ltd.— Les Industries Davro ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265 5031-66

G. H. Dechêne et fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Jean-Paul Bédard, André Lavoie, tous deux comptables, et Lucile Fortier, secrétaire, fille majeure, tous trois de 714, rue St-Joseph est, Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises sèches, sous le nom de « G. H. Dechêne et fils inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune et en 600 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 375, 18e rue, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 421-66

Désilets & fils ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Frédéric Hébert, 79, Trémoy, Jean-Paul Dupuy, 67, rue Georges, tous deux notaires, et Colette Marcoux, secrétaire, fille majeure, 187, rue Murdoch, tous trois de Noranda, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs-peintres, sous le nom de « Désilets & fils ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4776-66

Deto-Nord ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Fernand Brassard, commerçant, Yvette, Lalancette, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Fernand Brassard, tous deux de 296, boulevard Ste-Geneviève, et Louis-Joseph Tremblay, comptable, 62, rue Rhainds, tous trois de Chicoutimi-Nord, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'explosifs et autres substances semblables, sous le nom de « Deto-Nord ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2230, rue Roussel, Chicoutimi-Nord, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 5064-66

dustries Ltd.— Les Industries Davro ltée », with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265-o 5031-66

G. H. Dechêne et fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul Bédard, André Lavoie, both accountants, and Lucille Fortier, secretary, fille majeure, all three of 714 St-Joseph Street East, Quebec, for the following purposes:

To deal in dry goods, under the name of "G. H. Dechêne et fils inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 400 common shares of $100 each and into 600 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 375, 18th Street, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 421-66

Désilets & fils ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Frédéric Hébert, 79 Trémoy, Jean-Paul Dupuy, 67 Georges St., both notaries, and Colette Marcoux, secretary, fille majeure, 187 Murdoch St., all three of Noranda, for the following purposes:

To carry on business as painting contractors, under the name of "Désilets & fils ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 4776-66

Deto-Nord ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fernand Brassard, trader, Yvette Lalancette, housewife, wife contractually separate as to property of said Fernand Brassard, both of 296 Ste-Geneviève Boulevard, and Louis-Joseph Tremblay, accountant, 62 Rhainds Street, all three of Chicoutimi-North, for the following purposes:

To deal in explosives and other similar substances, under the name of "Deto-Nord ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 2230 Roussel Street, Chicoutimi-North, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 5064-66

La Discothèque Mont Ste-Anne inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Bernard Saint-Jacques, industriel, Alfred Hébert, comptable, et Robert Poulin, homme d'affaires, tous trois de Ste-Marie, comté de Beauce, pour les objets suivants:

Exploiter une discothèque et salle de danse, et autres places d'amusement, sous le nom de « La Discothèque Mont Ste-Anne inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est Mont Ste-Anne, Beaupré, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 5172-66

La Discothèque Mont Ste-Anne inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard Saint-Jacques, industrialist, Alfred Hébert, accountant, and Robert Poulin, businessman, all three of Ste-Marie, county of Beauce, for the following purposes:

To operate a discotheque and a dancing hall and other places of amusement, under the name of "La Discothèque Mont Ste-Anne inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Mont Ste-Anne, Beaupré, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 5172-66

Anatole Dufour inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Anatole Dufour, courtier, Simone Tremblay, ménagère, épouse dudit Anatole Dufour, tous deux de 242, rue de la Fabrique, et Hector Tremblay, commis, 228-B, St-Léon, tous trois de Jonquière, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurances, sous le nom de « Anatole Dufour inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 242, rue de la Fabrique, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 5114-66

Anatole Dufour inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Anatole Dufour, broker, Simone Tremblay, housewife, wife of said Anatole Dufour, both of 242 de la Fabrique Street, and Hector Tremblay, clerk, 228-B St-Léon, all three of Jonquière, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Anatole Dufour inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 242 de la Fabrique Street, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 5114-66

Durocher, Arpin, Lorange & associés, ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Georges-H. Durocher, 4385, rue Frontenac, Douville, Louis Langelier, 2680, St-Joseph, Denis Lorange, 8175, St-Maurice, tous deux de St-Hyacinthe, Bernadin Phaneuf, 130, St-Étienne, St-Damase, comté de St-Hyacinthe, et Denis Brodeur, 525, Lafontaine, St-Joseph, comté de St-Hyacinthe, tous cinq courtiers, pour les objets suivants:

Faire affaire comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Durocher, Arpin, Lorange & associés, ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 690, rue Ste-Anne, St-Hyacinthe, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 5023-66

Durocher, Arpin, Lorange & associés, ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges-H. Durocher, 4385 Frontenac Street, Douville, Louis Langelier, 2680 St-Joseph, Denis Lorange, 8175 St-Maurice, both of St-Hyacinthe, Bernadin Phaneuf, 130 St-Étienne, St-Damase, county of St-Hyacinthe, and Denis Brodeur, 525 Lafontaine, St-Joseph, county of St-Hyacinthe, all five brokers, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Durocher, Arpin, Lorange & associés, ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and into 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 690 Ste-Anne Street, St-Hyacinthe, judicial district of St-Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 5023-66

Dynamic Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1966,

Dynamic Holdings Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorpo-

constituant en corporation: André Drouin, 60, St-Jacques ouest, Claudel Sirois, 5795, Decelles, tous deux avocats, et René Lupien, secrétaire légal, 3820, Laval, app. 12, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Dynamic Holdings Ltd. », avec un capital total de $200,000, divisé en 5,000 actions catégorie « A » de $10 chacune, 5,000 actions catégorie « B » de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 5074-66

rating: André Drouin, 60 St. James St. West, Claudel Sirois, 5795 Decelles, both advocates, and René Lupien, legal secretary, 3820 Laval, Apt. 12, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Dynamic Holdings Ltd.", with a total capital stock of $200,000, divided into 5,000 class "A" shares of $10 each, 5,000 class "B" shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 5074-66

Easton Chargers Football Club

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Ike Amromin, enquêteur en assurances, 6760, 10e avenue, Léo Martineau, enquêteur en transport aérien, 6969, Boyce, tous deux de Montréal, Gordon Coones, acheteur, 7421, Cellier, Ross Fairholm, 6643, Des Angevins, Andrew Skalos, 6652, Des Angevins, tous deux vendeurs, Charles James, instituteur, 6663, Des Angevins, tous quatre d'Anjou, Léonard Croke, caissier, 4333, Hillsdale, Ronald Fairholm, surveillant, 4813, Rachel, tous deux de Pierrefonds, Stanley Rodeck, vendeur, 5645, Marcel-Monette, Montréal Nord, Douglas Thomas, dessinateur, 1010, Crescent Picardière, Laval, et Nicholas Twerdun, instituteur, 5117, Mantet, St-Léonard, pour les objets suivants:

Établir, maintenir et diriger un club athétique, sous le nom de « Easton Chargers Football Club ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut détenir est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265 4461-66

Easton Chargers Football Club

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without shares capital: Ike Amromin, insurance investigator, 6760, 10th Avenue, Léo Martineau, airlines investigator, 6969 Boyce, both of Montreal, Gordon Coones, purchasing agent, 7421 Cellier, Ross Fairholm, 6643 Des Angevins, Andrew Skalos, 6652 Des Angevins, both salesmen, Charles James, teacher, 6663 Des Angevins, all four of Anjou, Léonard Croke, cashier, 4333 Hillsdale, Ronald Fairholm, supervisor, 4813 Rachel, both of Pierrefonds, Stanley Rodeck, salesman, 5645 Marcel-Mouette, Montreal North, Douglas Thomas, draughtsman, 1010 Crescent Picardière, Laval, and Nicholas Twerdun, teacher, 5117 Mantet, St-Léonard, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct an athletic club, under the name of "Easton Chargers Football Club".

The amount to which the value of the immoveable property wich the corporation may hold is to be limited to $100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.
Assistant Secretary of the Province.

18265-o 4461-66

L'École Cinq-Mars inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Claudette Bergeron, professeur, 630, Verschelden, Ste-Thérèse, Louise Mallette, dessinatrice, 60, Sauvé, St-Eustache, et Francesca Pozzi, secrétaire, 1156, St-Marc, Montréal, toutes trois filles majeures, pour les objets suivants:

Dispenser l'enseignement en général et l'enseignement scientifique en particulier, sous le nom de « L'École Cinq-Mars inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 630, Verschelden, Ste-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4985-66

L'École Cinq-Mars inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claudette Bergeron, professor, 630 Verschelden, Ste-Thérèse, Louise Mallette, designer, 60 Sauvé, St-Eustache, and Francesca Pozzi, secretary, 1156 St-Marc, Montreal, all three filles majeures, for the following purposes:

To dispense with learing in general and scientific learning in particular, under the name of "L'École Cinq-Mars inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 630 Verschelden, Ste-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE.
Assistant Secretary of the Province.

18265 4985-66

Entreprises Bourgogne (1966) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de décembre 1966, constituant en corporation: André Lapierre, traiteur, Marie-Claire Majeau, ménagère, épouse dudit André Lapierre, tous deux de 8421, St-André, et Bernard Lapierre, concierge, 7094, Chabot, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme photographes et faire la reproduction d'images et photographies de toutes sortes, sous le nom de « Entreprises Bourgogne (1966) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 5118-66

Les Entreprises Hemmings inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Jacques Hemmings, contremaître, Jeannine Choquette, commis de bureau, épouse commune en biens dudit Jacques Hemmings, tous deux de 65, Grand Bernier, et Roger Lussier, journalier, 218, Cousins, tous trois de St-Jean, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction et de portefeuille (holding), sous le nom de « Les Entreprises Hemmings inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 65, Grand Bernier, St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4553-66

Les Entreprises Murielle inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Mérielle Tanguay, commerçante, épouse séparée de corps et de biens de Léo Gauthier, 6170, boulevard Lévesque, Aline Tanguay, fille de table, épouse séparée de corps et de biens de Marcel Laurin, 6175, boulevard Lévesque, toutes deux de Laval, et Irène Tanguay, fille de table, fille majeure, 8185, 9e avenue, St-Michel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Les Entreprises Murielle inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 6,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4964-66

Les Entreprises Vega inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Entreprises Bourgogne (1966) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Lapierre, caterer, Marie-Claire Majeau, housewife, wife of the said André Lapierre, both of 8421 St-André, and Bernard Lapierre, caretaker, 7094 Chabot, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as photographers and to reproduce pictures and photographs of all kinds, under the name of "Entreprises Bourgogne (1966) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares on $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 5118-66

Les Entreprises Hemmings inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Hemmings, foreman, Jeannine Choquette, office clerk, wife common as to property of said Jacques Hemmings, both of 65 Grand Bernier, and Roger Lussier, labourer, 218 Cousins, all three of St-Jean, for the following purposes:

To carry on business as a construction and holding company, under the name of "Les Entreprises Hemmings inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and into 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 65 Grand Bernier, St-Jean, judicial district of Iberville.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 4553-66

Les Entreprises Murielle inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Mérielle Tanguay, trader, wife separate as to bed board of Léo Gauthier, 6170 Lévesque Blvd., Aline Tanguay, waitress, wife separate as to bed and board of Marcel Laurin, 6175 Lévesque Blvd., both of Laval, and Irène Tanguay, waitress, fille majeure, 8185, 9th Ave., St-Michel, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Les Entreprises Murielle inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 6,000 common shares of $10 each and 400 preferred shares of $100 each.

Thead office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 4964-66

Les Entreprises Vega inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1966, have been issued by the

patentes, en date du 12e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Marien Côté, 135, rue Sherbrooke est, Normand Chevrier, 1726, Pothier, tous deux conseillers en gestion, et Ronald E. Notkin, directeur d'entreprise, 4840, chemin Bonavista, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les Entreprises Vega inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 360 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4883-66

Entretien Saguenay inc.
Saguenay Maintenance Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenent-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Thérèse Bouchard, secrétaire, fille majeure, 85, Cate, Gérard Guay, teneur de livre, 803, Maloin, tous deux de Sherbrooke, André Couture, notaire, 50, rue Spied, Lennoxville, et Raymond Fortier, teneur de livre, Waterville, pour les objets suivants:

Exploiter des services de nettoyage, de buanderie et d'entretien d'immeubles de toutes sortes, sous le nom de « Entretien Saguenay inc.— Saguenay Maintenance Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rivière-du-Moulin, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4613-66

Finanbec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de novembre 1966, constituant en corporation: Gilles Vachon, comptable, 11200, 3e avenue, Jean Lefaivre, notaire, 3433, rue Beaubien est, tous deux de Montréal, et Raymond Robitaille, gérant général, 906, Papineau, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme prêteurs d'argent, sous le nom de « Finanbec inc. », avec un capital total de $250,000, divisé en 1,000 actions classe « A » d'une valeur nominale de $10 chacune, 4,000 actions classe « B » d'une valeur nominale de $10 chacune et en 20,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 906, rue Papineau, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4918-66

Fleuriste Ampleman inc.
Ampleman Florist Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Alfred-L. Leveillé,

Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marien Côté, 135 Sherbrooke St. East, Normand Chevrier, 1726 Pothier, both management consultants, and Romuald E. Notkin, enterprise director, 4840 Bonavista Road, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Entreprises Vega inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of $10 each and 360 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 4883-66

Entretien Saguenay inc.
Saguenay Maintenance Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Thérèse Bouchard, secretary, fille majeure, 85 Cate, Gérard Guay, bookkeeper, 803 Malouin, both of Sherbrooke, André Couture, notary, 50 Speid Street, Lennoxville, and Raymond Fortier, bookkeeper, Waterville, for the following purposes:

To operate cleaning, laundering and maintenance of buildings services of all kinds, under the name of "Entretien Saguenay inc.— Saguenay Maintenance Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Rivière-du-Moulin, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 4613-66

Finanbec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Vachon, accountant, 11200, 3rd Ave., Jean Lefaivre, notary, 3433 Beaubien St. east, both of Montreal, and Raymond Robitaille, general manager, 906 Papineau, Laval, for the following purposes:

To carry on business as money lenders, under the name of "Finanbec inc.", with a total capital stock of $250,000, divided into 1,000 class "A" shares of a nominal value of $10 each, 4,000 class "B" shares of a nominal value of $10 each and 20,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 906 Papineau St., Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 4918-66

Fleuriste Ampleman inc.
Ampleman Florist Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alfred-L. Leveillé, manager, 35 Seguin

gérant, 35, rue Seguin, Ottawa, dans la province d'Ontario, Pauline Guillet, fleuriste, épouse divorcée de Bernard Ampleman et séparée de biens dudit Alfred-L. Leveillé, 206, boulevard d'Anjou, Châteauguay, et André Massé, avocat, 235, rue Dorchester est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fleuristes, pépiniéristes et cultivateurs de graines, sous le nom de « Fleuriste Ampleman inc.— Ampleman Florist Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Châteauguay, district judiciaire de Beauharnois.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4674-66

Fonds de Bien-Être Rolland (St-Jérôme) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Marc Rolland, gérant des moulins, 2, Rolland, Falconio Labelle, directeur de personnel, 19, St-Faustin, et François Gilbert, gérant des relations industrielles, 454, Rolland, tous trois de Saint-Jérôme, pour les objets suivants:

Grouper les personnes qui s'intéressent au bien-être des employés de la compagnie de Papier Rolland ltée et de leur famille, sous le nom de « Fonds de Bien-Être Rolland (St-Jérôme) inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $75,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 1010-66

Food & Fun Publishing Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Avrum Cohen, 4460, 3e rue, Laval, Harvey Crestohl, 158, avenue Lockhart, Mont Royal, tous deux avocats, et Beverlee Glassman, secrétaire, épouse séparé de biens de Ben Glassman, 6300, avenue Lennox, Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre dans toutes ses spécialités le commerce d'édition, d'impression, de publicité et de relations publiques, sous le nom de « Food & Fun Publishing Co. Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune, 20,000 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune et 1,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265 5003-66

Foucault automobiles inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Florian Foucault, vendeur, Louise Piché, ménagère, épouse séparée

St., Ottawa, in the Province of Ontario, Pauline Guillet, florist, divorced wife of Bernard Ampleman and wife separate as to property of the said Alfred-L. Leveillé, 206 d'Anjou Blvd., Châteauguay, and André Massé, advocate, 235 Dorchester St. East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as florists, nurserymen and seed cultivators, under the name of "Fleuriste Ampleman inc.— Ampleman Florist Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Châteauguay, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 4674-66

Fonds de Bien-Être Rolland (St-Jérôme) inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Marc Rolland, manager of the mills, 2 Rolland, Falconio Labelle, personnel director, 19 St-Faustin, and François Gilbert, industrial relations manager, 454 Rolland, all three of Saint-Jérôme, for the following purposes:

To group the persons interested in the welfare of the employees of Papier Rolland ltée and their families, under the name of "Fonds de Bien-Être Rolland (St-Jérôme) inc.".

The amount to which the value of the immovable which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $75,000.

The head office of the corporation is at Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 1010-66

Food & Fun Publishing Co. Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Avrum Cohen, 4460, 3rd Street, Laval, Harvey Crestohl, 158 Lockhart Avenue, Mount Royal, both advocates, and Beverlee Glassman, secretary, wife separate as to property of Ben Glassman, 6300 Lennox Avenue, Montreal, for the following purposes:

To engage in all branches of the business of publishing, printing, advertising and public relations, under the name of "Food & Fun Publishing Co. Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 class "A" shares of a par value of $1 each, 20,000 class "B" shares of a par value of $1 each and 1,900 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265-o 5003-66

Foucault automobiles inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Florian Foucault, vendor, Louise Piché, housewife, wife separate as to property of the

de biens, dudit Florian Foucault, tous deux de 710, Parent, et Jean-Guy Foucault, vendeur, 246, Adélaïde, tous trois de St-Jérôme, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, de leurs parties et accessoires, sous le nom de « Foucault automobiles inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 179, rue St-Georges, St-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 5052-66

Foyer Notre-Dame des Lys inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Marcel Picard, instituteur, Adrienne Guay, infirmière licenciée, épouse séparée de biens dudit Marcel Picard, tous deux de La Pocatière, et Berchmans Chénard, comptable agréé, 484, St-Pierre, Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Exploiter un service de garderie d'enfants et particulièrement spécialisé pour la garde et les soins des enfants malades et infirmes, sous le nom de « Foyer Notre-Dame des Lys inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à La Pocatière, district judiciaire de Kamouraska.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 3950-66

Franco métal limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Roland Côté, industriel, François Côté, tous deux de 988A, Duchesneau, et Gérard Bussière, 2121, Richer, ces deux derniers agents, tous trois de Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'articles et marchandises fabriqués totalement ou en partie de bois et de métal, et des matériaux de construction, sous le nom de « Franco métal limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 160 actions ordinaires de $100 chacune et en 240 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 988A, Duchesneau, Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4809-66

G. W. Furniture Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29th day of December, 1966, constituant en corporation: Volker Mehnert, 6, place du Parc, app. 12A Westmount, Jean-Jacques Prud'Homme, 5235, Borden, et Robert-P. Godin, 4222, avenue Beaconsfield, ces deux

said Florian Foucault, both of 710 Parent, and Jean-Guy Foucault, vendor, 246 Adélaïde, all three of St-Jérôme, for the following purposes:

To carry on business as garagemen, and to deal in automobiles, their parts and accessories, under the name of "Foucault automobiles inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 179 St-Georges St., St-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 5052-66

Foyer Notre-Dame des Lys inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Picard, professor, Adrienne Guay, registered nurse, wife separate as to property of said Marcel Picard, both of La Pocatière, and Berchmans Chénard, chartered accountant, 484 St-Pierre, Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To operate a child care service and particularly to specialize in minding and caring for sick and disabled children, under the name of "Foyer Notre-Dame des Lys inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 150 common shares of $100 each and into 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at La Pocatière, judicial district of Kamouraska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 3950-66

Franco métal limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roland Côté, industrialist, François Côté, both of 988A Duchesneau, and Gérard Bussière, 2121 Richer, the two latter agents, all three of Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of articles and merchandise made wholly or partially of wood and metal, and in building materials, under the name of "Franco métal limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 160 common shares of $100 each and 240 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 988A Duchesneau, Ste-Foy, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 4809-66

G. W. Furniture Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Volker Mehnert, 6 Park Place, Apt. 12A, Westmount, Jean-Jacques Prud'Homme, 5235 Borden, and Robert-P. Godin, 4222 Beaconsfield Avenue, the latter two of

derniers de Montréal, tous trois notaires, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés en ameublement, et exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « G. W. Furniture Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1841, Visitation, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265 5080-66

Jean-Louis Gagnon ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Jean-Louis Gagnon, importateur, Jeannine Marquis, gérante de magasin, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Louis Gagnon, et Yvon Gagnon, comptable, tous trois de 2180, Roussel, Chicoutimi-Nord, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Jean-Louis Gagnon ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi-Nord, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 5154-66

Roger Gauvin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Roger Gauvin, marchand, Blandine Pelletier, ménagère, épouse commune en biens dudit Roger Gauvin, tous deux de St-Pamphile, et Annette Gaudreau, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Guy Fortier, 180, rue St-Joseph, Montmagny, pour les objets suivants:

Exploiter un magasin général, sous le nom de « Roger Gauvin inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Pamphile, district judiciaire de Montmagny.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 5020-66

Gisèle Haute Coiffure inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Gisèle Gouin, ménagère, veuve de Raymond Charlebois, 1066, rue Francis, Jacques-Cartier, Armand Gouin, homme d'affaires, 310, rue Guilbault, Longueuil, et Irène Lavallée, ménagère, veuve d'Ernest Charlebois, 2000, rue De Villiers, Montréal, pour les objets suivants:

Montreal, all three notaries, for the following purposes:

To deal in furniture and furniture novelties of every description and to carry on the business of a holding company, under the name of "G. W. Furniture Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of $10 each and 2,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 1841, Visitation, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265-o 5080-66

Jean-Louis Gagnon ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Louis Gagnon, importer, Jeannine Marquis, store manager, wife contractually separate as to property of the said Jean-Louis Gagnon, and Yvon Gagnon, accountant, all three of 2180 Roussel, Chicoutimi-North, for the following purposes:

To carry on business dealing in all products, articles and merchandise, under the name of "Jean-Louis Gagnon ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Chicoutimi-North, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 5154-66

Roger Gauvin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Gauvin, trader, Blandine Pelletier, housewife, wife common as to property of Roger Gauvin, both of St-Pamphile, and Annette Gaudreau, secretary, wife contractually separate as to property of Guy Fortier, 180 St-Joseph Street, Montmagny, for the following purposes:

To operate a general store, under the name of "Roger Gauvin inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 250 common shares of $100 each and into 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at St-Pamphile, judicial district of Montmagny.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 5020-66

Gisèle Haute Coiffure inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gisèle Gouin, housewife, widow of Raymond Charlebois, 1066 Francis Street, Jacques-Cartier, Armand Gouin, businessman, 310 Guilbault Street, Longueuil, and Irène Lavallée, housewife, widow of Ernest Charlebois, 2000 De Villiers Street, Montréal, for the following purposes:

Faire affaires comme coiffeurs, sous le nom de « Gisèle Haute Coiffure inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est rue St-Jean, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 5049-66

Harko Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Samuel Chait, avocat et conseil en Loi de la reine, 4, Surrey Gardens, Westmount, Nahum Gelber 4115, Jean-Brillant, et Bernard Reis, 4906, avenue Fulton, ces deux derniers avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter et gérer des garages, maisons d'entrepôt, des emplacements de lots vacants et autres endroits semblables et aussi exercer les affaires d'une compagnie de portefeuillle, sous le nom de « Harko Holdings Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 38,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3755, rue Courtrai, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265 5067-66

Hillclimb Realties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de décembre 1966, constituant en corporation: William Sanville Aaron, 555, Cardinal, St-Laurent, David Harry Wood, 760, Casgrain, St-Lambert, tous deux avocats, et Gisèle Bélisle, secrétaire, fille majeure, 1010, Cherrier, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Hillclimb Realties Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sutton, district judiciaire de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265 4998-66

Hôtel Liban inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1966, constituant en corporation: J.-Vincent Fleury, 804, rue Dufour est, Jean-M. Morency, 83, avenue Du Pont, tous deux avocats, et Yvette Gobeil, secrétaire, épouse séparée de biens de Carol D'Amours, 454, boulevard Francoeur, tous trois d'Alma, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, restaurants, auberges, boulangeries, tavernes, camps, maisons de touristes et stations estivales, sous le nom de « Hôtel Liban inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 6,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

To carry on business as hairdressers, under the name of "Gisèle Haute Coiffure inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at St. John Street, Longueuil, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 5049-66

Harko Holdings Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Samuel Chait, advocate and Queen's Counsel, 4 Surrey Gardens, Westmount, Nahum Gelber, 4115 Jean-Brillant, and Bernard Reis, 4906 Fulton Avenue, the latter two advocates, of Montreal, for the following purposes:

To operate and manage garages, storehouses, lots, vacant emplacements and other like places and to carry on the business of a holding company, under the name of "Harko Holdings Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of $1 each and 38,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 3755 Courtrai Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265-o 5067-66

Hillclimb Realties Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: William Sanville Aaron, 555 Cardinal, St-Laurent, David Harry Wood, 760 Casgrain, St-Lambert, both advocates, and Gisèle Bélisle, secretary, fille majeure, 1010 Cherrier, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Hillclimb Realties Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $1 each and 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Sutton, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265-o 4998-66

Hôtel Liban inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Vincent Fleury, 804 Dufour Street East, Jean-M. Morency, 83 Du Pont Avenue, both lawyers, and Yvette Gobeil, secretary, wife separate as to property of Carol D'Amours, 454 Francoeur Boulevard, all three of Alma, for the following purposes:

To operate hotels, restaurants, inns, bakeries, taverns, camps, tourist homes and summer stations, under the name of "Hôtel Liban inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 6,000 common shares of $10 each and into 150 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est route Saint-Bruno, Alma, district judiciaire de Roberval.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 5239-66

Houde, Lawrence, Dupont and Associates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de novembre 1966, constituant en corporation: Bernard Reis, 4906, Fulton, Robert S. Litvack, 5217, Ponsard, tous deux de Montréal, et David Katznelson, 5526, Ashdale, Côte-St-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer des affaires comme agents et courtiers d'assurances, sous le nom de « Houde, Lawrence, Dupont and Associates Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2340, rue Gold, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265 4878-66

Houle & Lambert inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Marcel Lambert, encanteur, Jean-Paul Houle, cultivateur, et Anna Beaunoyer, ménagère, épouse commune en biens dudit Jean-Paul Houle, tous trois de St-Germain-de-Grantham, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machines aratoires, d'équipement de ferme, tracteurs et de tous agrès nécessaires à l'exploitation de ferme agricole, sous le nom de « Houle & Lambert inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Guillaume, comté d'Yamaska, district judiciaire de Richelieu.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4683-66

Les Huiles Huot ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de novembre 1966, constituant en corporation: Marie-Marthe Larrivée, ménagère, veuve non remariée de Lionel Huot, 2515, avenue Royale, Courville, Claude Bernier, industriel, 345, des Saules ouest, et Dollare Wiseman, comptable, 337, rue Ste-Agnès, ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce des huiles, graisses, pétrole, gaz naturel et tous leurs produits, sous le nom de « Les Huiles Huot ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4780-66

The head office of the company is at Saint-Bruno Route, Alma, judicial district of Roberval.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 5239-66

Houde, Lawrence, Dupont and Associates Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of November, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard Reis, 4906 Fulton, Robert S. Litvack, 5217 Ponsard, both of Montreal, and David Katznelson, 5526 Ashdale, Côte St-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as agents and insurance brokers, under the name of "Houde, Lawrence, Dupont and Associates Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2340 Gold Street, St-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265-o 4878-66

Houle & Lambert inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Lambert, auctioneer, Jean-Paul Houle, farmer, and Anna Beaunoyer, housewife, wife common as to property of said Jean-Paul Houle, all three of St-Germain-de-Grantham, for the following purposes:

To deal in farming implements, farming equipment, tractors and all tackle necessary for the operation of an agricultural farm, under the name of "Houle & Lambert inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and into 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at St-Guillaume, county of Yamaska, judicial district of Ridhelieu.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 4683-66

Les Huiles Huot ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of November, 1966, have been issued by the Government Administrator the Province, incorporating: Marie-Marthe Larrivée, housewife, unremarried widow of Lionel Huot, 2515 Royale Ave., Courville, Claude Bernier, industrialist, 345 des Saules West, and Dollard Wiseman, accountant, 337 Ste-Agnès, the two latter of Quebec, for the following purposes:

To carry on business dealing in oil, grease, petroleum, natural gas and all their products, under the name of "Les Huiles Huot ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 4780-66

Hymus Tavern Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Jean Couvrette, 12067, Joseph-Casavant, Maurice-O. Desaulniers, 7050, Louis-Hémon, tous deux agents, et Mme Ginette Barré, secrétaire, 1500, LeCaron, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Hymus Tavern Inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 201, boulevard Hymus, Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4602-66

Hymus Tavern Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Couvrette, 12067 Joseph-Casavant, Maurice-O. Desaulniers, 7050 Louis-Hémon, both agents, and Mrs. Ginette Barré, secretary, 1500 LeCaron, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Hymus Tavern Inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 201 Hymus Boulevard, Pointe-Claire, judicial district of Montreal,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 4602-66

Les Immeubles J.-M. T. ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Pierre LaRue, 3034, de la Retraite, Jean Marier, 3045, de la Forêt, app. 14, tous deux avocats, de Ste-Foy, et Danièle Richard, secrétaire, fille majeure, St-Dunstan-du-Lac-Beauport, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Les Immeubles J.-M. T. ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 6,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 485, boulevard Laflèche, Hauterive, district judiciaire de Hauterive.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 5034-66

Les Immeubles J.-M. T. ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre LaRue, 3034 de la Retraite, Jean Marier, 3045 de la Forêt, Apt. 14, both lawyers of Ste-Foy, and Danièle Richard, secretary, fille majeure, St-Dunstan-du-Lac-Beauport, for the following purposes:

To carry on business as builders and general construction contractors, under the name of "Les Imeubles J.-M. T. ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 40,000 common shares of a nominal value of $1 each and into 6,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 485 Laflèche Boulevard, Hauterive, judicial district of Hauterive.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 5034-66

Les Immeubles Louis-A. Raymond inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Louis Dorion, 1651, Place de Bruyère, Ste-Foy, Denys Dionne, 1071, Ploermel, tous deux avocats, et Noël Dorion, avocat et conseil en Loi de la reine, 2590, chemin St-Louis, ces deux derniers de Sillery, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, sous le nom de « Les Immeubles Louis-A. Raymond inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 5018-66

Les Immeubles Louis-A. Raymond inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Dorion, 1651 Place de Bruyère, Ste-Foy, Denys Dionne, 1071 Ploermel, both lawyers, and Noël Dorion, lawyer and Queen's Counsel, 2590 St-Louis Road, the latter two of Sillery, for the following purposes:

To carry on business as a real estate company, under the name of "Les Immeubles Louis-A. Raymond inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 5018-66

Les Importations Originales inc.
Original Imports Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Les Importations Originales inc.
Original Imports Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1966, have been issued

patentes, en date du 1er jour de décembre 1966, constituant en corporation: Richard Gottlieb, 7519, Bailey Road, Arthur Marcovitch, 5525 Trent Avenue, tous deux avocats, et Elizabeth Serrao, secrétaire, fille majeure, 11777, DeMeulles, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme bijoutiers, orfèvres, marchands de diamants, fabricants de montres et autres commerces semblables, sous le nom de « Les Importations Originales inc.— Original Imports Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 2970-66

Imprimerie Gaboury ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Raymond Gaboury, imprimeur, 244, rue Sociale, Duberber, Gaétan Moisan, vendeur, 1240, Maine, Orsainville, et André Ferland, agent, 4642, 4e avenue ouest, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs et relieurs, sous le nom de « Imprimerie Gaboury ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3111, Place des Rossignols, Orsainville, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 5050-66

Industries Ber-He ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Charles Hébert, journalier, Claude Béland, comptable, et Roger Parenteau, avocat, tous trois de 480, St-Jean, Drummondville, pour les objets suivants:

Fabriquer, faire fabriquer, assembler des pièces, des accessoires d'équipement domestique, commercial et industriel, sous le nom de « Industries Ber-He ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 380 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 5108-66

Jarry Finance Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Françoise Branchaud, 222, rue Fleury est, Juliette Trempe, 8025, rue St-André, toutes deux secrétaires, filles

by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Richard Gottlieb, 7519 Bailey Road, Arthur Marcovitch, 5525 Trent Avenue, both lawyers, and Elizabeth Serrao, secretary, fille majeure, 11777 De Meulles, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as jewellers, goldsmiths, diamond merchants, watch makers and other similar businesses, under the name of "Les Importations Originales inc.— Original Imports Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Longueuil, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 2970-66

Imprimerie Gaboury ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Gaboury, printer, 244 Sociale St., Duberger, Gaétan Moisan, salesman, 1240 Maine, Orsainville, and André Ferland, agent, 4642, 4th Ave. West, Charlesbourg, for the following purposes:

To carry on business as editors, printers, engravers and book-binders, under the name of "Imprimerie Gaboury ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 3111 Place des Rossignols, Orsainville, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 5050-66

Industries Ber-He ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Charles Hébert, labourer, Claude Béland, accountant, and Roger Parenteau, lawyer, all three of 480 St-Jean, Drummondville, for the following purposes:

To fabricate, have made, and assemble pieces for domestical, commercial and industrial equipment accessories, under the name of "Industries Ber-He ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $10 each and into 380 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 5108-66

Jarry Finance Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Françoise Branchaud, 222 Fleury St. East, Juliette Trempe, 8025 St-André, St. both secretaries, filles majeures, of Montreal, and

majeures, de Montréal, et Pierre Mercier, avocat, 31, avenue Beloeil, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme prêteurs d'argent, sous le nom de « Jarry Finance Corporation », avec un capital total de $10,000, divisé en 70 actions ordinaires de $100 chacune et en 30 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 5065-66

Jean Loue Tout inc.
Johnny Rent-All Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Jacques Caron, 11462, Tardivel, André Deslongchamps, 12210, Joseph-Casavant, tous deux avocats, et Jeannine Girard, secrétaire, fille majeure, 5690, Marc-Sauvalle, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de machines, outils, appareils et accessoires, sous le nom de « Jean Loue Tout inc.— Johnny Rent-All Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est route 11, Ste-Agathe-Sud, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4666-66

Le Journal de St-Léonard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Réjean-R. Lefrançois, 5325, Jean-Talon est, Robert-M. Benoit, 9260, Bastogne, tous deux avocats, de St-Léonard, et Pierrette St-Pierre, secrétaire, épouse séparée de biens d'André Paquin, 2055, Rougemont, Montréal, pour les objets suivants:

Imprimer et éditer des journaux et autres publications, sous le nom de « Le Journal de St-Léonard inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 5027-66

Labine électrique ltée
Labine Electric Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Robert Labine, électricien, Liette Tremblay, ménagère, épouse dudit Robert Labine, tous deux de 329, rue Raymond, et Bernard Dagenais, avocat, 159, 2e avenue, tous trois de Gatineau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens et faire le commerce de toutes sortes d'appareils et acces-

Pierre Mercier, advocate, 31 Beloeil Ave., Outremont, for the following purposes:

To carry on business as money lenders, under the name of "Jarry Finance Corporation", with a total capital stock of $10,000, divided into 70 common shares of $100 each and 30 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 5065-66

Jean Loue Tout inc.
Johnny Rent-All Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Caron, 11462 Tardivel, André Deslongchamps, 12210 Joseph-Casavant, both lawyers, and Jeannine Girard, secretary, fille majeure, 5690 Marc-Sauvalle, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of machines, tools, appliances and accessories, under the name of "Jean Loue Tout inc.— Johnny Rent-All Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of a nominal value of $100 each and into 1,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Route 11, Ste-Agathe-South, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 4666-66

Le Journal de St-Léonard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Réjean-R. Lefrançois, 5325 Jean-Talon East, Robert-M. Benoit, 9260 Bastogne, both advocates, of St-Léonard, and Pierrette St-Pierre, secretary, wife separate as to property of André Paquin, 2055 Rougemont, Montreal, for the following purposes:

To print and edit newspapers and other publications, under the name of "Le Journal de St-Léonard inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at St-Léonard, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 5027-66

Labine électrique ltée
Labine Electric Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Labine, electrician, Liette Tremblay, housewife, wife of the said Robert Labine, both of 329 Raymond Street, and Bernard Dagenais, advocate, 159, 2nd Avenue, all three of Gatineau, for the following purposes:

To carry on business as electricians and to deal in all kinds of electrical apparatus and accessories,

soires électriques, sous le nom de « Labine électrique ltée — Labine Electric Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Gatineau, district judiciaire de Hull.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 5056-66

under the name of "Labine électrique ltée — Labine Electric Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Gatineau, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 5056-66

La Cross Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Joseph Tarasofsky, 4572, Coolbrook, William Levitt, 4869, Dornal, tous deux de Montréal, et Jack Shayne, 5871, Melling, Côte St-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeuble et de placements, sous le nom de « La Cross Realty Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une aleur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265 5087-66

La Cross Realty Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph Tarasofsky, 4572 Coolbrook, William Levitt, 4869 Dornal, both of Montreal, and Jack Shayne, 5871 Melling, Côte St-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a realty and investment company, under the name of "La Cross Realty Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of the par value of $100 each and 20,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 5087-66

Légaré Téléphone Construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Pierre-Joseph-Henri Légaré, 227, rue Bélanger, Vanier, Jean-Guy Légaré, 100, rue Dorion, Lac Lemoine, Val-d'Or, tous deux entrepreneurs, et Édouard Richard, comptable, 100, 73e rue ouest, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Légaré Téléphone Construction inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 6,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 4,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 227, rue Bélanger, Vanier, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 5032-66

Légaré Téléphone Construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre-Joseph-Henri Légaré, 227 Bélanger Street, Vanier, Jean-Guy Légaré, 100 Dorion Street, Lac Lemoine, Val-d'Or, both contractors, and Édouard Richard, accountant, 100, 73rd Street West, Charlesbourg, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, under the name of "Légaré Téléphone Construction inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 6,000 common shares of $10 each and into 4,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 227 Bélanger Street, Vanier, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 5032-66

Lehouillier & Poulin ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Louis-Philippe Lehouillier, menuisier, Rollande Gilbert, ménagère, épouse commune en biens dudit Louis-Philippe Lehouillier, tous deux de 1935, rue Cartier, et Émilien Poulin, menuisier, 2032, rue St-Alexandre, tous trois de Jacques-Cartier, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Lehouillier & Poulin ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Lehouillier & Poulin ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Louis-Philippe Lehouillier, carpenter, Rollande Gilbert, housewife, wife common as to property of said Louis-Philippe Lehouillier, both of 1935 Cartier Street, and Émilien Poulin, carpenter, 2032 St-Alexandre Street, all three of Jacques-Cartier, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, under the name of "Lehouillier & Poulin ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4705-66

Lemmo inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Dr Gaétan Lemire, médecin-chirurgien, Fernande Pépin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gaétan Lemire, tous deux de Ste-Anne-des-Monts, Valérien Côté, hôtelier, et Monique Lévesque, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Valérien Côté, ces deux derniers de Cap-Chat, pour les objets suivants:

Faire affaires comme foreurs et chercheurs de mines, sous le nom de « Lemmo inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Ste-Anne-des-Monts, district judiciaire de Gaspé.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4348-66

Jacques Lesage incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Jacques Lesage, restaurateur, Irène Lesage, caissière, épouse dudit Jacques Lesage, tous deux de 289, 67e Avenue, Laval, et Roger Lesage, gérant, 12032, rue Daigle, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs et opérer des distributrices automatiques de divers produits, sous le nom de « Jacques Lesage incorporée », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4597-66

Liberal Upholstering Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Bernard Gardner, 412, chemin Northcote, Rosemère, Pinja E. Blitt, 4505, Plamondon, et Sheldon Finkelstein, 5712, Wilderton, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles rembourrés et de fournitures de maison, sous le nom de « Liberal Upholstering Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions catégorie « A » de $1 chacune, 5,000 actions catégorie « B » de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4932, Côte des Neiges, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265 4413-66

The head office of the company is at Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 4705-66

Lemmo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Dr. Gaétan Lemire, physician-surgeon, Fernande Pépin, housewife, wife contractually separate as to property of the said Gaétan Lemire, both of Ste-Anne-des-Monts, Valérien Côté, hotel-keeper, and Monique Lévesque, housewife, wife contractually separate as to property of the said Valérien Côté, the two latter of Cap-Chat, for the following purposes:

To carry on business as nine diggers and prospectors, under the name of "Lemmo inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Ste-Anne-des-Monts, judicial district of Gaspé.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 4348-66

Jacques Lesage incorporée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Lesage, restaurateur, Irène Lesage, cashier, wife of the said Jacques Lesage, both of 289, 67th Ave., Laval, and Roger Lesage, manager, 12032 Daigle St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, and to operate automatic vending machines for various products, under the name of "Jacques Lesage incorporée", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 4597-66

Liberal Upholstering Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard Gardner, 412 Northcote Road, Rosemère, Pinja E. Blitt, 4505 Plamondon, and Sheldon Finkelstein, 5712 Wilderton, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To deal in upholstered furniture and household furnishings, under the name of "Liberal Upholstering Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 class "A" shares of $1 each, 5,000 class "B" shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 4932 Côte des Neiges, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265-o 4413-66

Les Loisirs de Ste-Julienne de Montcalm inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Paul Laurent, imprimeur, Victor Moreau, journalier, et Gilles Légaré, peintre, tous trois de Ste-Julienne-de-Rawdon, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Les Loisirs de Ste-Julienne de Montcalm inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $20,000.

Le siège social de la corporation est à Ste-Julienne-de-Rawdon, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4578-66

Les Loisirs de Ste-Julienne de Montcalm inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean-Paul Laurent, printer, Victor Moreau, labourer, and Gilles Légaré, painter, all three of Ste-Julienne-de-Rawdon, for the following purposes:

To organize a recreational center, under the name of "Les Loisirs de Ste-Julienne de Montcalm inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is $20,000.

The head office of the corporation is at Ste-Julienne-de-Rawdon, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 4578-66

Marché Uni inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1966, constituant en corporation: Damase Brissette, 243, rue Marie-Rose, André St-Jacques, 154, rue Anjou, Pierre Dureault, 266, rue de Lorraine, tous trois avocats, de Longueuil, et Pierre Robichaud, comptable, 1783, rue Walnut, Laflèche, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers et quincailliers, sous le nom de « Marché Uni inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 750, rue Nobert, Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4975-66

Marché Uni inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Damase Brissette, 243 Marie-Rose Street, André St-Jacques, 154 Anjou Street, Pierre Dureault, 266 de Lorraine Street, all three lawyers of Longueuil, and Pierre Robichaud, accountant, 1783 Walnut Street, Laflèche, for the following purposes:

To carry on business as grocers and harware merchants, under the name of "Marché Uni inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 750 Nobert Street, Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 3975-66

L. Marchildon & fils, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Louis Marchildon, 106, Woodlawn, Pierre Marchildon, 20, Place David, et Jacques Marchildon, 157, Summerhill, tous trois marchands, de Dollard-des-Ormeaux, pour les objets suivants:

Faire le commerce de chaussures de toutes sortes, sous le nom de « L. Marchildon & fils, inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 500 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4447-66

L. Marchildon & fils, inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Marchildon, 106 Woodlawn, Pierre Marchildon, 20 Place David, and Jacques Marchildon, 157 Summerhill, all three merchants, of Dollard-des-Ormeaux, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of footwear, under the name of "L. Marchildon & fils, inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and 500 preferred shares of $50 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 4447-66

Alex Marcotte inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Alexandre Marcotte, manufacturier, Gisèle Roy, ménagère, épouse sé-

Alex Marcotte inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alexandre Marcotte, manufacturer, Gisèle Roy, housewife, wife separate as to property

parée de biens dudit Alexandre Marcotte, tous deux de 197, boulevard Laval, Laval, et Ronald Aubin, professeur, 367, rue Lebeau, St-Jérôme, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tissus de laine, de coton, de soie, de toile et de tous autres matériels synthétiques ou non, sous le nom de « Alex Marcotte inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 266, boulevard Ste-Rose, Laval, Quartier Ste-Rose, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 5072-66

Margie's Flower Shoppe (1966) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de novembre 1966, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, 5872, Ferncroft, Asher Kahn, 489, Dufferin, tous deux avocats, de Hampstead, et Grace Blackett, secrétaire, célibataire, 5622 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fleuristes, pépiniéristes, paysagistes, cultivateurs de fruits et de graines, sous le nom de « Margie's Flower Shoppe (1966) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune, 1,500 actions privilégiées catégorie « A » de $10 chacune et 1,500 actions privilégiées catégorie « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265 4935-66

Marly inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1966, constituant en corporation: François Jobin, avocat et conseil en Loi de la reine, 780, chemin St-Louis, Québec, Marcel Dionne, 1492, rue Commerciale, et Firmin Bernatchez, 211, rue Pierre-Arthur, ces deux derniers avocats, de St-Romuald-d'Etchemin, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits cosmétiques, domestiques et leurs accessoires, sous le nom de « Marly inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 874, avenue Dessane, appartement 408, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4773-66

André Meunier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de décembre 1966, constituant en corporation: André Meunier, courtier d'assurances, 1051, Michel-Moreau, Boucherville, Renée Mignault, secrétaire, fille majeure, 2185, Sauriol, et Berthe Sexton, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens

of the said Alexandre Marcotte, both of 197 Laval Blvd., Laval, and Ronald Aubin, professor, 367 Lebeau St., St-Jérôme, for the following purposes:

To carry on business dealing in woolen, cotton, silk, linen materials and other materials, synthetic or not, under the name of "Alex Marcotte inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 266 Ste-Rose Blvd., Laval, Ste-Rose Ward, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 5072-66

Margie's Flower Shoppe (1966) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of November, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arthur Yanofsky, 5872 Ferncroft, Asher Kahn, 489 Dufferin, both advocates, of Hampstead, and Grace Blackett, secretary, spinster, 5622 Sherbrooke Street West, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as florists, nurserymen, market gardeners, fruit growers and seedsmen, under the name of "Margie's Flower Shoppe (1966) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each, 1,500 class "A" preferred shares of $10 each and 1,500 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265-o 4935-66

Marly inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: François Jobin, advocate and Queen's Counsel, 780 St-Louis Road, Quebec, Marcel Dionne, 1492 Commerciale St., and Firmin Bernatchez, 211 Pierre-Arthur St., the latter two advocates, of St-Romuald-d'Etchemin, for the following purposes:

To carry on business dealing in all cosmetic, and domestic products and their accessories, under the name of "Marly inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 874 Dessane Ave., Apt, 408, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 4773-66

André Meunier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Meunier, insurance broker, 1951 Michel-Moreau, Boucherville, Renée Mignault, secretary, fille majeure, 2185 Sauriol, and Berthe Sexton, secretary, wife contractually separate as to property of Raoul Émond, 6122 Durocher,

de Raoul Émond, 6122, Durocher, ces deux dernières de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme courtiers et agents d'assurances, sous le nom de « André Meunier inc. », avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1051, rue Michel-Moreau, Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4984-66

Milano Homes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Léo Kravitz, avocat, 2305, rue Paton, St-Laurent, Esther Ménard, secrétaire, épouse séparée de biens de Pierre Ménard, 5133, rue St-Hubert, app. 40, et Marjorie Lalonde, réceptionniste, épouse séparée de biens de Jean-Maurice Lalonde, 2075, avenue Atwater, app. 7, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de « Milano Homes Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions catégorie « A » de $1 chacune, 1,000 actions catégorie « B » de $1 chacune et 29,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265 5105-66

Montréal Terra Cotta (1966) ltée
Montreal Terra Cotta (1966) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de novembre 1966, constituant en corporation: Raymond-Gervais Décary, 5614, Canterbury, Jean Guy, 5400, de Louisbourg, et Gilles Bertrand, 5640, Decelles, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme fabricants et manufacturiers de tous matériaux de construction et de tous produits ou sous-produits dérivés de l'argile, sous le nom de « Montréal Terra Cotta (1966) ltée — Montreal Terra Cotta (1966) Ltd. », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est 1010, rue Ste-Cacherine ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4750-66

Morzak Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Joseph Tarasofsky, 4572, Coolbrook, William Levitt, 4869, Dornal, tous deux de Montréal, Maxwell Mendelsohn, 10, Renfrew, Westmount, et Jack Shayne, 5781, Melling, Côte-St-Luc, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "André Meunier inc.", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 1051 Michel-Moreau Street, Boucherville, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 4984-66

Milano Homes Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Léo Kravitz, lawyer, 2305 Paton Street, St-Laurent, Esther Ménard, secretary, wife separate as to property of Pierre Ménard, 5133 St. Hubert Street, Apt. 40, and Marjorie Lalonde, receptionist, wife separate as to property of Jean-Maurice Lalonde, 2075 Atwater Avenue, Apt. 7, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Milano Homes Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 class "A" shares of $1 each, 1,000 class "B" shares of $1 each and 29,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265-o 5105-66

Montréal Terra Cotta (1966) ltée
Montreal Terra Cotta (1966) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of November, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Raymond-Gervais Décary, 5614 Canterbury, Jean Guy, 5400 de Louisbourg, and Gilles Bertrand, 5640 Decelles, all three lawyers of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as makers and manufacturers of all kinds of construction material and of all products or by-products derived from clay, under the name of "Montréal Terra Cotta (1966) ltée— Montreal Terra Cotta (1966) Ltd.", with a capital stock divided into 10,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at 1010 Ste-Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 4750-66

Morzak Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph Tarasofsky, 4572 Coolbrook, William Levitt, 4869 Dornal, both of Montreal, Maxwell Mendelsohn, 10 Renfrew, Westmount, and Jack Shayne, 5781 Melling, Côte St-Luc, all four advocates, for the following purposes:

Exercer les affaires d'une compagnie de négoce général et de placements, sous le nom de « Morzak Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265 5104-66

To carry on the business of a general trading and investment company, under the name of "Morzak Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265-o 5104-66

Mount Cartier Mines Ltd.
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de septembre 1966, constituant en corporation: David Fleming, avocat, 65, chemin Belvedere, Westmount, Stephen Fleming, notaire, 575, rue Glengary, Montréal, Cécile Dufresne, secrétaire, célibataire, 7723, 22e avenue, St-Michel, Roland Boucher, 1126, Valiquette, Verdun, et Royal Gagné, 1171, rue Panet, Montréal, ces deux derniers commis, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie minière, sous le nom de « Mount Cartier Mines Ltd. » (No Personal Liability), avec un capital total de $3,000,000, divisé en 3,000,000 d'actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 110 ouest, Place Crémazie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265 3877-66

Mount Cartier Mines Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of September, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: David Fleming, advocate, 65 Belvedere Road, Westmount, Stephen Fleming, notary, 575 Glengary Street, Montreal, Cécile Dufresne, secretary, spinster, 7723, 22nd Avenue, St-Michel, Roland Boucher, 1126 Valiquette, Verdun, and Royal Gagné, 1171 Panet Street, Montreal, the latter two clerks, for the following purposes:

To carry on the business of a mining company, under the name of "Mount Cartier Mines Ltd." (No Personal Liability), with a total capital stock of $3,000,000, divided into 3,000,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 110 Place Crémazie West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265-o 3877-66

Nigeb inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Jacques Perron, 1020, de Coulonge, Robert Perron, 2025, rue Bourbonnière, tous deux avocats, de Sillery, et Denis Rioux, étudiant, 425, boulevard Charest est, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents vendeurs en vue de la conclusion de toutes espèces de contrats ou d'opérations licites, sous le nom de « Nigeb inc. », avec un capital total de $260,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 250,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lac Etchemin, district judiciaire de Beauce.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 5129-66

Nigeb inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Perron, 1020 de Coulonge, Robert Perron, 2025 Bourbonnière St., both advocates, of Sillery, and Denis Rioux, student, 425 Charest Blvd. East, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as agents-salesmen in view of the settlement of all kinds of contracts or lawful operations, under the name of "Nigeb inc.", with a total capital stock of $260,000, divided into 100 common shares of a nominal value of $100 each and 250,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Lac Etchemin, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 5129-66

L'Oeuvre des terrains de jeux de Ste-Euphémie-sur-Rivière-du-Sud, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de décembre 1966, constituant en corporation snas capital-actions: Armand Brulotte, maire, Joseph-E. Aubé, marchand, Fernand Mercier, mesureur, Raymond Brulotte, camionneur, Wellie Noël, journalier, Viateur Bernard, cultivateur, et Léopold Chabot, commis-boulanger, tous sept de Ste-Euphémie-sur-Rivière-du-Sud, pour les objets suivants:

L'Oeuvre des terrains de jeux de Ste-Euphémie-sur-Rivière-du-Sud, inc.

Notice is given that under Part III of the Comnies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Armand Brulotte, mayor, Joseph-E. Aubé, trader, Fernand Mercier, measurer, Raymond Brulotte, trucker, Wellie Noël, labourer, Viateur Bernard, farmer, and Léopold Chabot, clerk-baker, all seven of Ste-Euphémie-sur-Rivière-du-Sud, for the following purposes:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « L'Oeuvre des terrains de jeux de Ste-Euphémie-sur-Rivière-du-Sud, inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $15,000.

Le siège social de la corporation est à Ste-Euphémie-sur-Rivière-du-Sud, district judiciaire de Montmagny.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 5021-66

The organization of a recreational center, under the name of "L'Oeuvre des terrains de jeux de Ste-Euphémie-sur-Rivière-du-Sud, inc.".

The amount to which is limited the value of the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is $15,000.

The head office of the corporation is at Ste-Euphémie-sur-Rivière-du-Sud, judicial district of Montmagny.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 5021-66

Olympic Land Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Kyriakos Georgakanos, 89, rue Milton, Kostas Mavromichalis, 4837, avenue Hudson, app. 3, tous deux marchands, et Barnabas Vizkelety, avocat, 4426, Circle Road, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de « Olympic Land Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4837, avenue Hutchison, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265 4981-66

Olympic Land Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Kyriakos Georgakanos, 89 Milton Street, Kostas Mavromichalis, 4837 Hudson Avenue, Apt. 3, both merchants, and Barnabas Vizkelety, advocate, 4426 Circle Road, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of real estate company, under the name of "Olympic Land Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 4837 Hutchison Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265-o 4981-66

Opra inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Sydney Lazarovitz, 984, Mont St-Denis, Sillery, Henri Bernatchez, 910, Belvédère, Québec, et Jean McNicoll, 2529, Gregg, Ste-Foy, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Promouvoir des spectacles artistiques, sous le nom de « Opra inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 750 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,925 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 570, Des Flandres, Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 5084-66

Opra inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Sydney Lazarovitz, 984 Mont St-Louis, Sillery, Henri Bernatchez, 910 Belvédère, Quebec, and Jean McNicoll, 2529 Gregg, Ste-Foy, all three advocates, for the following purposes:

To promote artistic shows, under the name of "Opra inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 750 common shares of $1 each and 3,925 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 570 Des Flandres, Ste-Foy, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 5084-66

Ora International Supply Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Morris Ely Bonim, administrateur, 3350, Côte Ste-Catherine, Sandra Sheinfeld, 6742, de Vimy, et Aniceta O'Grady, 4012, Hampton, ces deux dernières sténographes, célibataires, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Ora International Supply Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions

Ora International Supply Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Compagnies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Morris Ely Bonim, executive, 3350 Côte St. Catherine, Sandra Sheinfeld, 6742 de Vimy, and Aniceta O'Grady, 4012 Hampton, tne latter two stenographers, spinsters, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Ora International Supply Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares

ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265 4893-66

O. T. J. de Percé inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de décembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Pierre Flynn, garagiste, Eugène Langlois, Louis Bouchard, tous deux fonctionnaires, et Eugène Despard, commis, tous quatre de Percé pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « O. T. J. de Percé inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $25,000.

Le siège social de la corporation est à Percé, district judiciaire de Gaspé.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 5005-66

O. T. J. de St-Jean-de-Cherbourg

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de décembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Gaston Beaulieu, inspecteur de colonisation, Arthur Levesque, et Antoine Gagnon, ces deux derniers journaliers, tous trois de St-Jean-de-Cherbourg, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « O. T. J. de St-Jean-de-Cherbourg ».

Le montant des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $10,000.

Le siège social de la corporation est à St-Jean-de-Cherbourg, district judiciaire de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 5115-66

Paul Engraving Inc.
Gravure Paul inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Paul Mayer, graveur, Marie-Paule Marcile, ménagère, épouse séparée de biens dudit Paul Mayer, tous deux de 8360, St-Hubert, et Jean-Marie Brassard, avocat, 11778, rue De Tracy, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un atelier de gravure, sous le nom de « Paul Engraving Inc.— Gravure Paul inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8362, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4989-66

having a par value of $100 each and 300 preferred shares having a par value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265-o 4893-66

O. T. J. de Percé inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean-Pierre Flynn, garageman, Eugène Langlois, Louis Bouchard, both civil servants, and Eugène Despard, clerk, all four of Percé, for the following purposes:

The organization of recreational facilities, under the name of "O. T. J. de Percé inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation is at Percé, judicial district of Gaspé.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 5005-66

O. T. J. de St-Jean-de-Cherbourg

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Gaston Beaulieu, colonization inspector, Arthur Levesque, and Antoine Gagnon, the latter two workmen, all three of St-Jean-de-de-Cherbourg, for the following purposes:

Organization of recreations, under the name of "O. T. J. de St-Jean-de-Cherbourg".

The amount to which is limited the value of the immoveable property that the corporation may possess or acquire is $10,000.

The head office of the corporation is at St-Jean-de-Cherbourg, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 5115-66

Paul Engraving Inc.
Gravure Paul inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Mayer, engraver, Marie-Paule Marcile, housewife, wife separate as to property of said Paul Mayer, both of 8360 St-Hubert, and Jean-Marie Brassard, lawyer, 11778 De Tracy Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate an engraving workshop, under the name of "Paul Engraving Inc.— Gravure Paul inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 8362 St-Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 4989-66

Georges Pednault inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Georges Pednault, constructeur, 1510, rue Cabana, Gérard Guay, teneur de livre, 803, Malouin, tous deux de Sherbrooke, et André Couture, notaire, 50, rue Speid, Lennoxville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Georges Pednault inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4955-66

Georges Pednault inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges Pednault, constructor, 1510 Cabana Street, Gérard Guay, bookkeeper, 803 Malouin, both of Sherbrooke, and André Couture, notary, 50 Speid Street, Lennoxville, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, under the name of "Georges Pednault inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 4955-66

Placements Florence inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de novembre 1966, constituant en corporation: Paul Périgny, commerçant, Florence Périgny, ménagère, épouse dudit Paul Périgny, et Raymond Chevrier, gérant, tous trois d'Amos, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Placements Florence inc. », avec un capital total de $400,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 3,700 actions privilégiées de catégorie « A » d'une valeur nominale de $100 chacune et en 20,000 actions privilégiées de catégorie « B » d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 71, 1re Avenue Ouest, Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4308-66

Placements Florence inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of November, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Périgny, trader, Florence Périgny, housewife, wife of said Paul Périgny, and Raymond Chevrier, manager, all three of Amos, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, investment and holding company, under the name of "Placements Florence inc.", with a total capital stock of $400,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of $1 each, 3,700 preferred category "A" shares of a nominal value of $100 each and into 20,000 preferred Category "B" shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 71, 1st Avenue West, Amos, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 4308-66

Les Placements Jean-Paul Jolicoeur ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Jeanne Glushik, Céline Trudeau, toutes deux secrétaires, filles majeures, de 1155, boulevard Dorchester ouest, Montréal, et Jean Monet, avocat, 4681, avenue Westmount, Westmount, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding) et de gestion, sous le nom de « Les Placements Jean-Paul Jolicoeur ltée », avec un capital total de $1,000,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 97,500 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $10 chacune et en 24,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4132, rue Parthenais, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 5231-66

Les Placements Jean-Paul Jolicoeur ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jeanne Glushik, Céline Trudeau, both secretaries, filles majeures of 1155 Dorcherter Boulevard West, Montreal, and Jean Monet, lawyer, 4681 Westmount Avenue, Westmount, for the following purposes:

To carry on business as a holding and management company, under the name of "Les Placements Jean-Paul Jolicoeur ltée", with a total capital stock of $1,000,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each, 97,500 preferred class "A" shares of a nominal value of $10 each and into 24,000 preferred class "B" shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 4132 Parthenais Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 5231-66

Les Placements Thérèse L. Jolicoeur ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Jeanne Glushik, Céline Trudeau, toutes deux secrétaires, fille majeures, de 1155, boulevard Dorchester ouest, Montréal, et Jean Monet, avocat, 4681, avenue Westmount, Westmount, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding) et de gestion, sous le nom de « Les Placements Thérèse L. Jolicoeur ltée », avec un capital total de $700,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 68,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $10 chacune et en 19,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4132, rue Parthenais, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 5235-66

Les Placements Thérèse L. Jolicoeur ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jeanne Glushik, Céline Trudeau, both secretaries, fille majeures, of 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, and Jean Monet, lawyer, 4681 Westmount Avenue, Westmount, for the following purposes:

To carry on business as a holding and management company, under the name of "Les Placements Thérèse L. Jolicoeur ltée", with a total capital stock of $700,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each, 68,000 preferred class "A" shares of a nominal value of $10 each and into 19,000 preferred class "B" shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 4132 Parthenais Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 5235-66

Promotions Sports Nautiques inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de novembre 1966, constituant en corporation: Régent La Coursière, nageur professionnel, 1025, 6e avenue, Pointe-aux-Trembles, Marcel-C. Lépine, 9535, rue Lajeunesse, app. 16, et Jacques-M. Trudel, 6750, rue Lemay, app. 2, ces deux derniers agents d'affaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles de sport et organiser et promouvoir des concours de natation et des concours sportifs en général, sous le nom de « Promotions Sports Nautiques inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1025, 6e avenue, Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4692-66

Promotions Sports Nautiques inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Régent La Coursière, professional swimmer, 1025, 6th Avenue, Pointe-aux-Trembles, Marcel-C. Lépine, 9535 Lajeunesse Street, Apt. 16, and Jacques-M. Trudel, 6750 Lemay Street, Apt. 2, the latter two businessmen of Montreal, for the following purposes:

To deal in sports articles and to organize and promote swimming contests and sports contests in general, under the name of "Promotions Sports Nautiques inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 1025, 6th Avenue, Pointe-aux-Trembles, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 4692-66

Quebec Broadloom Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Guy-E. Boisvert, avocat, 4976, Glencairn, Yolande Poliseno, réceptionniste, fille majeure, 7425, Querbes, Denyse Marcoux, secrétaire, fille majeure, 1488, Galt, tous trois de Montréal, et Claude Boisvert, avocat, 1505, Moore, Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tapis, moquettes, draperies, tuiles et tous autres produits et matériaux, sous le nom de « Quebec Broadloom Industries Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 370, rue Duluth est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4987-66

Quebec Broadloom Industries Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy-E. Boisvert, advocate, 4976, Glencairn, Yolande Poliseno, receptionist, fille majeure, 7425 Querbes, Denyse Marcoux, secretary, fille majeure, 1488 Galt, all three of Montreal, and Claude Boisvert, advocate, 1505 Moore, Laval, for the following purposes:

To carry on the business of carpets, moquettes, draperies, tiles and all other products and materials, under the name of "Quebec Broadloom Industries Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 370 Duluth Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 4987-66

La Quincaillerie du Boulevard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Philippe Flamand, menuisier, St-Honoré, Yvon Flamand, peintre, 237, rue St-Éphrem, et André Belley, assureur-vie, 230, rue Beaujolais, ces deux derniers de Chicoutimi-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme quincailliers, sous le nom de « La Quincaillerie du Boulevard inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est boulevard Talbot, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4959-66

La Quincaillerie du Boulevard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Philippe Flamand, carpenter, St-Honoré, Yvon Flamand, painter, 237 St-Éphrem Street, and André Belley, life insurer, 230 Beaujolais Street, the latter two of Chicoutimi North, for the following purposes:

To carry on business as hardware merchants, under the name of "La Quincaillerie du Boulevard inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Talbot Boulevard, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 4959-66

Rapid Metal Fabricators Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de novembre 1966, constituant en corporation: Maurice Martel, avocat et conseil en Loi de la reine, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, Fernande Perreault, secrétaire, fille majeure, 2825, boulevard St-Joseph est, Montréal, et Lucille Roy, secrétaire, épouse séparée de biens de Jean-Claude Blais, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 24, rue Gilles, Ste-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Rapid Metal Fabricators Ltd. », avec un capital total de $110,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4975, de Sorel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4765-66

Rapid Metal Fabricators Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Martel, advocate and Queen's Counsel, 1301 St-Viateur West, Outremont, Fernande Perreault, secretary, fille majeure, 2825 St. Joseph Blvd. East, Montreal, and Lucille Roy, secretary, wife separate as to property of Jean-Claude Blais, and duly authorized by him for these presents, 24 Gilles St., Ste-Thérèse-West, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Rapid Metal Fabricators Ltd.", with a total capital stock of $110,000, divided into 100 common shares of $100 each and 1,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 4975 de Sorel, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 4765-66

Les Ressorts Prim-O inc.
Prim-O Springs Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Fernand Primeau, commerçant, Annette Primeau, ménagère, épouse dudit Fernand Primeau, tous deux de 3439, rue Hochelaga, Montréal, et André Primeau, commerçant, 78, rue Elm, Greenfield Park, pour les objets suivants:

Faire le commerce de ressorts de toutes sortes, sous le nom de « Les Ressorts Prim-O inc.— Prim-O Springs Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune, 650 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $100 chacune et en 250 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3439, rue Hochelaga, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4412-66

Les Ressorts Prim-O inc.
Prim-O Springs Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fernand Primeau, trader, Annette Primeau, housewife, wife of said Fernand Primeau, both of 3439 Hochelaga Street, Montreal, and André Primeau, trader, 78 Elm Street, Greenfield Park, for the following purposes:

To deal in springs of all kinds, under the name of "Les Ressorts Prim-O inc.— Prim-O Springs Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each, 650 class "A" preferred shares of a nominal value of $100 each and into 250 class "B" preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 3439 Hochelaga Street, Montréal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secertary of the Province.

18265 4412-66

Restaurant Le Grand Prix inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Lucien Le Comte, typographe, 105, Milton, Luc Senécal, administrateur, 1600, Berri, et Pierrette Tardif, secrétaire, fille majeure, 10566, Sacré-Coeur, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Le Grand Prix inc. », avec un capital total de $150,000, divisé en 5,000 actions classe « A » d'une valeur nominale de $10 chacune et en 10,000 actions classe « B » d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 5119-66

Restaurant Le Richelieu inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Charles Samson, notaire, 1619, O'Really, Thérèse Bouchard, secrétaire, fille majeure, 85, Cate, tous deux de Sherbrooke, et Jeanne Buck, secrétaire, épouse de Frederick Buck, route rurale numéro 4, Lennoxville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Le Richelieu inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2490, Galt ouest, Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 5144-66

Le Restaurant l'Orgue ltée
The Organ Restaurant Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Sam Herscovitch, 1420, rue St. Matthew, app. 1016, Claude de Carufel, 5955, Guérin-Lajoie, et Gilles Archambault, 3480, Côte des Neiges, app. 17B, tous trois restaurateurs, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter tous clubs, hôtels, restaurants, salles à diner, bars, salons bars et cabarets, sous le nom de « Le Restaurant l'Orgue ltée — The Organ Restaurant Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 370 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1438, rue MacKay, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265 4950-66

P.-E. Rioux & fils ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Restaurant Le Grand Prix inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lucien Le Comte, typographer, 105 Milton, Luc Senécal, administrator, 1600 Berri, and Pierrette Tardif, secretary, fille majeure, 10566 Sacré-Coeur, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant Le Grand Prix inc.", with a total capital stock of $150,000, divided into 5,000 class "A" shares of a nominal value of $10 each and 10,000 class "B" shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 5119-66

Restaurant Le Richelieu inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Chalres Samson, notary, 1619 O'Really, Thérèse Bouchard, secretary, fille majeure, 85 Cate, both of Sherbrooke, and Jeanne Buck, secretary, wife of Frederick Buck, Rural Route Number 4, Lennoxville, for the following purposes:

To carry on business as restaurant keepers, under the name of "Restaurant Le Richelieu inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 2490 Galt West, Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 5144-66

Le Restaurant l'Orgue ltée
The Organ Restaurant Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Sam Herscovitch, 1420 St. Matthew Street, apt. 1016, Claude de Carufel, 5955 Guérin-Lajoie, and Gilles Archambault, 3480 Côte des Neiges, apt. 17B, all three restaurateurs, of Montreal, for the following purposes:

To operate any clubs, hotels, restaurants, dining rooms, bars, lounges and cabarets, under the name of "Le Restaurant l'Orgue ltée — The Organ Restaurant Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of the par value of $10 each and 370 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company is at 1438 MacKay Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265-o 4950-66

P.-E. Rioux & fils ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1966, have been issued

patentes, en date du 1er jour de décembre 1966, constituant en corporation: Paul-Émile Rioux, commerçant, Antonin Rioux, et Alphonse Rioux, ces deux derniers bouchers, tous trois de Bic, pour les objets suivants:

Exploiter des boucheries, épiceries et magasins généraux, sous le nom de « P.-E. Rioux & fils ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 700 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Bic, district judiciaire de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4726-66

by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul-Émile Rioux, trader, Antonin Rioux, and Alphonse Rioux, the latter two butchers, all three of Bic, for the following purposes:

To operate butcheries, groceries and general stores, under the name of "P.-E. Rioux & fils ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 700 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Bic, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 4726-66

A. & L. Robert automobiles inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Laurier Robert, garagiste, Gilberte Bérubé, ménagère, épouse commune en biens dudit Laurier Robert, tous deux de 121, Breton, Laval, Armand Robert, garagiste, et Fabiola Sirois, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Armand Robert, ces deux derniers de 10440, Plaza, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la réparation d'automobiles, moteurs, appareils de radio, congélateurs et autres appareils électriques ou électroniques, sous le nom de « A. & L. Robert automobiles inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 5016-66

A. & L. Robert automobiles inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Laurier Robert, garageman, Gilberte Bérubé, housewife, wife common as to property of the said Laurier Robert, both of 121 Breton, Laval, Armand Robert, garageman, and Fabiola Sirois, housewife, wife contractually separate as to property of the said Armand Robert, the two latter of 10440 Plaza, Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business dealing and repairing automobiles, motors, radios, freezers and other electrical or electronic apparatus, under the name of "A. & L. Robert automobiles inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and 1,500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 5016-66

J. M. Romer ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Jean Couvrette, 12067, Joseph-Casavant, Maurice-O. Desaulniers, 7050, Louis-Hémon, tous deux commis, et Ginette Barré, secrétaire, épouse d'André Barré, 1500, Le Caron, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « J. M. Romer ltée », avec un capital total de $60,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 75, boulevard St-Jean-Baptiste, Châteauguay Centre, district judiciaire de Beauharnois.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4621-66

J. M. Romer ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Couvrette, 12067 Joseph-Casavant, Maurice-O. Desaulniers, 7050 Louis-Hémon, both clerks, and Ginette Barré, secretary wife of André Barré, 1500 Le Caron, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, and to carry on business as an investment company, under the name of "J. M. Romer ltée", with a total capital of $60,000, divided into 400 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 75 St-Jean-Baptiste Boulevard, Châteauguay-Centre, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 4621-66

Romo & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Joseph Romo,

Romo & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph Romo, Pierre-José Romo and

Pierre-José Romo et Jean-Yves Romo, tous trois cultivateurs, de St-Ignace-de-Stanbridge, pour les objets suivants:

Exploiter une ferme, sous le nom de « Romo & fils inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,800 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Ignace-de-Stanbridge, district judiciaire de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4446-66

Jean-Yves Romo, all three farmers of St-Ignace-de-Stanbridge, for the following purposes:

To operate a farm, under the name of "Romo & fils inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 1,800 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at St-Ignace-de-Stanbridge, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 4446-66

Sanair inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de novembre 1966, constituant en corporation: Jacques Guertin, industriel, Marcel Paquin, tous deux de Granby, et Guy St-Pierre, 6480, Boyce, Montréal, ces deux derniers gérants, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils électriques, électroniques, et plus particulièrement de purificateurs électroniques d'air et d'eau, sous le nom de « Sanair inc. », avec un capital total de $1,000,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 99,800 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Pie, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4924-66

Sanair inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of November, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Guertin, industrialist, Marcel Paquin, both of Granby, and Guy St-Pierre, 6480 Boyce, Montreal, the two latter managers, for the following purposes:

To carry on business dealing in electrical, electronic appliances, and more particularly in electronic air and water purifyers, under the name of "Sanair inc.", with a total capital stock of $1,000,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each, 99,800 preferred class "A" shares of a nominal value of $10 each and 1,000 preferred class "B" shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at St-Pie, judicial district of St. Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 4924-66

Wilfrid Simard auto ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de novembre 1966, constituant en corporation: Pierrette Latraverse, secrétaire, épouse séparée de biens de Michel Duval, 1530, chemin du Moine, Ste-Anne-de-Sorel, Antoine Brunette, rentier, 120, Barthe, Sorel, et Maurice Roussel, avocat, 903, route Marie-Victorin, Tracy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et quincailliers et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Wilfrid Simard auto ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 11230, route Marie-Victorin, Tracy, district judiciaire de Richelieu.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4894-66

Wilfrid Simard auto ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierrette Latraverse, secretary, wife separate as to property of Michel Duval, 1530 du Moine Road, Ste-Anne-de-Sorel, Antoine Brunette, annuitant, 120 Barthe, Sorel, and Maurice Roussel, advocate, 903 Marie-Victorin Highway, Tracy, for the following purposes:

To carry on business as garagemen and hardware dealers, and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Wilfrid Simard auto ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 11230 Marie-Victorin Highway, Tracy, judicial district of Richelieu.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 4894-66

Simone Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1966, constituant en corporation: John J. Wasserman, 4790, Côte des Neiges, Harold S. Freeman, 5034, Grosvenor, tous deux avocats et Ethel Bennett, secrétaire, fille majeure, 5962, avenue Westbury, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Simone Holdings Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: John J. Wasserman, 4790 Côte des Neiges, Harold S. Freeman, 5034 Grosvenor, both advocates, and Ethel Bennett, secretary, spinster of the full age of majority, 5962 Westbury Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Simone Holdings Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 360 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265 5098-66

To carry on the business of a holding company, under the name of "Simone Holdings Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of the par value of $10 each and 360 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265-o 5098-66

Société de Nutrition du Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de décembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Jaque A. Ayotte, chiropraticien, 7624, rue St-Denis, Georges Christiaens, conseiller en nutrition, 10290, rue Fabre, et Serge Jurasunas, naturopathe, 62, rue Guilbault, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

L'éducation du public sur ce qui constitue la base d'une saine alimentation, sous le nom de « Société de Nutrition du Québec inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $25,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 5014-66

Société de Nutrition du Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jaque A. Ayotte, chiropractor, 7624 St-Denis St., Georges Christiaens, nutrition consultant, 10290 Fabre St., and Serge Jurasunas, naturopath, 62 Guilbault St., all three of Montreal, for the following purposes:

The education of the public in that which constitutes the basis of healthy feeding, under the name of "Société de Nutrition du Québec inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 5014-66

Sodelco inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Jean-Claude Guillet, 38, 8e avenue sud, Maurice Busque, 224, Alexandre, tous deux comptables, Lise Bessette, comptable, fille majeure, 1314, Amherst, et Louise Doiron, secrétaire, fille majeure, 2351, Forest, tous quatre de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Sodelco inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 800 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4970-66

Sodelco inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Claude Guillet, 38, 8th Avenue South, Maurice Busque, 224 Alexandre, both accountants, Lise Bessette, accountant, fille majeure, 1314 Amherst, and Louise Doiron, secretary, fille majeure, 2351 Forest, all four of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Sodelco inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 200 common shares of $100 each and 800 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of St-Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 4970-66

Sogexport inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'octobre 1966, constituant en corporation: Roger Savard, 2545, rue Robitaille, Saint-Laurent, Pierre Coutu, 4999, rue Savoie, Pierrefonds, tous deux avocats, et Françoise Savard, secrétaire, fille majeure, 4219, boulevard Décarie, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fabricants et négociants en vin, sous le nom de « Sogexport inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Sogexport inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of October, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Savard, 2545 Robitaille Street, Saint-Laurent, Pierre Coutu, 4999 Savoie Street, Pierrefonds, both advocates, and Françoise Savard, secretary, fille majeure, 4219 Décarie Boulevard, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as wine distillers and merchants, under the name of "Sogexport inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 5258-66

Tip Top Leather Goods Mfg. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Antoine Ghattas, surintendant, Rose Greiche, ménagère, épouse séparée de biens dudit Antoine Ghattas, tous deux de 5214, Mountain Sights, et Michel Ghattas, commerçant, 2492, Mayfair Avenue, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de peaux, cuir et leurs contrefaçons, sous le nom de « Tip Top Leather Goods Mfg. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 39,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 267, avenue Dunhar, Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 1951-66

Transcripta inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Gilles Coulombe, avocat, 874, Kennedy nord, Françoise Fouquet, 1011, McManamy, et Nicole Lemelin, 1108, Évangéline, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme traducteurs et exercer le commerce d'une compagnie de gestion, de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Transcripta inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune, 400 actions privilégiées « A » de $100 chacune, 5,750 actions privilégiées « B » de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées « C » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2180, rue Vermont, Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 5169-66

Unigesco inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Maurice Désy, avocat et conseil en Loi de la reine, 240, avenue Willowdale, Outremont, P.-André Gervais, 5155, avenue Clanranald, et Pierre-G. Rioux, 135, rue Sherbrooke est, ces deux derniers avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et de portefeuille, sous le nom de « Unigesco inc. », avec un capital total de $11,000,000, divisé en 1,000,000 d'actions classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 10,000,000 d'actions classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune.

The head office of the company is at St. Michel, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 5258-66

Tip Top Leather Goods Mfg. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Antoine Ghattas, superintendent, Rose Greiche, housewife, wife separate as to property of said Antoine Ghattas, both of 5214 Mountain Sights, and Michel Ghattas, trader, 2492 Mayfair Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of skin, leather and their imitations, under the name of "Tip Top Leather Goods Mfg. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and into 39,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 267 Dunbar Avenue, Mount Royal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 1951-66

Transcripta inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Coulombe, advocate, 874 Kennedy north, Françoise Fouquet, 1011 McManamy, and Nicole Lemelin, 1108 Évangéline, the two latter secretaries, spinsters of the full age of majority, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as translators, and to act as a management, investment and holding company, under the name of "Transcripta inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $1 each, 400 preferred "A" shares of $100 each, 5,750 preferred "B" shares of $10 each and 1,500 preferred "C" shares of $1 each.

The head office of the company is at 2180 Vermont St., Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 5169-66

Unigesco inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Désy, advocate and Queen's Counsel, 240 Willowdale Ave., Outremont, P.-André Gervais, 5155 Clanranald Ave., and Pierre-G. Rioux, 135 Sherbrooke St. East, the two latter advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Unigesco inc.", with a total capital stock of $11,000,000 divided into 1,000,000 class "A" shares of a nominal value of $1 each and 10,000,000 class "B" shares of a nominal value of $1 each.

Le siège social de la compagnie est à Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 5141-66

The head office of the company is at Ste-Foy, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 5141-66

Union Pen & Pencil Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Arthur Grossman, administrateur, Elaine Grossman, ménagère, épouse séparée de biens dudit Arthur Grossman, tous deux de 58, Marion Drive, Murray Fields, administrateur, et Rita Fields, ménagère, épouse séparée de biens de Murray Fields, ces deux derniers de 25, Place Rockwood, tous quatre de New Rochelle, État de New York, un des États Unis d'Amérique, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de plumes et crayons de toutes sortes et de toutes descriptions, sous le nom de « Union Pen & Pencil Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265 5103-66

Union Pen & Pencil Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arthur Grossman, executive, Elaine Grossman, housewife, wife separate as to property of the said Arthur Grossman, both of 58 Marion Drive, Murray Fields, executive, and Rita Fields, housewife, wife separate as to property of the said Murray Fields, the latter two of 25 Rockwood Place, all four of New Rochelle, State of New York, one of the United States of America, for the following purposes:

To deal in pens and pencils of every kind and description, under the name of "Union Pen & Pencil Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265-o 5103-66

United Economical Enterprises Incorporated
Les Entreprises Unies Économiques incorporées

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1966, constituant en corporation: Yvon Royal, administrateur, 2935, Du Pic Laval, Bryant M. Shiller, ingénieur, 871, Alexis-Nihon, et David J. Shiller, marchand, 805, Bertrand Circle, ces deux derniers de St-Laurent, pour les objets suivants:

Distribuer ou introduire tous et aucun des produits manufacturés, marchandises, propriété personnelle et sujette au commerce ou négoce, de toute sorte et genre que ce soit, sous le nom de « United Economical Enterprises Incorporated— Les Entreprises Unies Économiques incorporées », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3200 rue Masson, Dollard-des-Ormeaux, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265 4946-66

United Economical Enterprises Incorporated
Les Entreprises Unies Économiques incorporées

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvon Royal, executive, 2935 Du Pic, Laval, Bryant M. Shiller, engineer, 871 Alexis-Nihon, and David J. Shiller, merchant, 805 Bertrand Circle, the latter two of St-Laurent, for the following purposes:

To distribute or introduce any and all manufactured products, merchandise, personal property and subject of trade or commerce of every kind and nature whatsoever, under the name of "United Economical Enterprises Incorporated— Les Entreprises Unies Économiques incorporées", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 3200 Masson Street, Dollard-des-Ormeaux, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265-o 4946-66

Versailles Lodge Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de décembre 1966, constituant en corporation: André Villeneuve, gérant, Mary Louise Rochefort, ménagère, épouse séparée de biens dudit André Villeneuve, tous deux de 1669, ouest, rue Sherbrooke, et Mary Rochefort, ménagère, célibataire, 3520, avenue Coloniale, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Versailles Lodge Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Villeneuve, manager, Mary Louise Rochefort, housewife, wife separate as to property of the said André Villeneuve, both of 1669 Sherbrooke Street West, and Mary Rochefort, housewife, spinster, 3520 Colonial Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de portefeuille, sous le nom de « Versailles Lodge Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265 4999-66

To carry on the business of a real estate, construction and holding company, under the name of "Versailles Lodge Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Monreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265-o 4999-66

Vienna Motel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Emil P. Schreiner, marchand, Ida Hoffmann, marchande publique, épouse séparée de biens dudit Emil P. Schreiner, tous deux de 676, rue Champlain, St-Jean, et David Kirshenblatt, avocat, 5636, avenue Greenwood, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exploiter un motel, hôtel, taverne, auberge et restaurant, sous le nom de « Vienna Motel Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 676, rue Champlain, St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265 5109-66

Vienna Motel Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Emil P. Schreiner, merchant, Ida Hoffmann, marchande publique, wife separate as to property of the said Emil P. Schreiner, both of 676 Champlain Street, St-Jean, and David Kirshenblatt, advocate, 5636 Greenwood Avenue, Côte St-Luc, for the following purposes:

To operate motel, hotel, tavern, public house and restaurant, under the name of "Vienna Motel Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 676 Champlain Street, St-Jean, judicial district of Iberville.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265-o 5109-66

Whitehouse Holdings Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Gerald McCarthy, avocat, 3495, rue Mountain, Kay Krompiec, 6737, 35th Avenue, Wilma Doris Joiner, 11812, boulevard St-Germain, toutes deux secrétaires, célibataires, tous trois de Montréal, et Carole Woods, secrétaire, célibataire, 38, boulevard Sauriol, Laval, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « Whitehouse Holdings Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 165, rue Graveline, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265 4978-66

Whitehouse Holdings Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gerald McCarthy, advocate, 3495 Mountain Street, Kay Krompiec, 6737, 35th Avenue, Wilma Doris Joiner, 11812 St- Germain Boulevard, both secretaries, spinsters, all three of Montreal, and Carole Woods, secretary, spinster, 38 Sauriol Boulevard, Laval, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Whitehouse Holdings Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 165 Graveline Street, St-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265-o 4978-66

Lettres patentes annulées

Letters Patent Annulled

Magloire Cauchon (Sept-Iles) Ltée

Avis est donné qu'en vertu de l'article 24 de la Loi des compagnies, la compagnie dont le nom suit a omis pendant deux années consécutives de produire le rapport prescrit par l'article 4 de la Loi des renseignements sur les compagnies et de ce fait est passible d'annulation, soixante jours après la publication de cet avis.

Magloire Cauchon (Sept-Iles) Ltée

Notice is given under section 24 of the Companies Act that the following company has failed to file, during two consecutive years, the return required by section 4 of the Companies Information Act and for this reason is liable to be annulled sixty days after the publication in the *Quebec Official Gazette* of this notice.

Nom de la compagnie: « Magloire Cauchon (Sept-Iles) Ltée », date des lettres patentes, 7 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o

Name of the company: "Magloire Cauchon (Sept-Iles) Ltée", date of the letters patent, September 7, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant-Secretary of the Province.

18265-o

Ventes pour taxes

Municipalité du comté de Beauharnois

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la Corporation du comté de Beauharnois, que les immeubles ci-après mentionnés seront vendus par enchère publique, dans l'Hôtel de Ville de Beauharnois, JEUDI, le NEUVIÈME jour de MARS 1967, à DEUX heures de l'après-midi pour arrérages de taxes scolaires et autres redevances, sur les divers lots de terre plus bas désignés, à moins que lesdites taxes et redevances ne soient payées avec les frais avant la vente, à savoir:

Sales for Taxes

Municipality of the county of Beauharnois

Public notice is hereby given, by the undersigned, secretary-treasurer of the above-mentionned municipality of Beauharnois, the immoveables hereinafter mentioned will be sold by public auction, in the Town Hall, in the town of Beauharnois, THURSDAY, the NINTH day of MARCH, 1967, at TWO o'clock in the afternoon, for due school taxes and other dues on the various lots of land hereinafter designated, unless the said taxes and dues have been paid, with costs, before the sale, to wit:

Commission scolaire de Beauharnois — School Commission of Beauharnois

Propriétaire enregistré Registered proprietor	Description de l'immeuble Description of the immoveable	Taxes scol. School taxes
Hubert Delaplante	53, ville de-city of Beauharnois	$ 642.52
Louis Trudeau	93, ville de-city of Beauharnois	216.99
Émile Riendeau	117, ville de-city of Beauharnois	404.94
Mlle-Miss Blanche Primeau	137, ville de-city of Beauharnois	141.01
Maurice Barrette	142-12, ville de-city of Beauharnois	262.06
Merman KaZack	233, ville de-city of Beauharnois	32.19
Jean-Paul Hébert	170, ville de-city of Beauharnois	108.81
Ubald Ménard	215, ville de-city of Beauharnois	68.50
Mme-Mrs. Louis Primeau	231, ville de-city of Beauharnois	97.38
Jean-Paul Hébert	207, ville de-city of Beauharnois	13.60
Jean-Guy Byette	346, ville de-city of Beauharnois	220.58
Gérard Rhéaume	381, ville de-city of Beauharnois	120.65
Omer David	432, ville de-city of Beauharnois	161.10
Eugène Couillard	358, ville de-city of Beauharnois	298.79
Chevaliers de Colomb. a/s-c/o Jacques Doré	184, ville de-city of Beauharnois	226.15
André Richard	304, ville de-city of Beauharnois	97.11
Émile Riendeau	305, ville de-city of Beauharnois	107.75
Paul Mongeau	403, ville de-city of Beauharnois	213.92
Florian Vinet	112-7-8, ville de-city of Beauharnois	65.58
General Economic Electric Inc., a/s-c/o Oscar Brossoit	107-2 1, ville de-city of Beauharnois	137.69
Jean Pierre Faubert	374-428, ville de-city of Beauharnois	119.98
Gérard Allard	1 et-and 2, ville de-city of Beauharnois	7.80
Maurice Lacoste	125-173, Saint-Clément	216.57
Adélard Brault	125-38, Saint-Clément	190.22
Louis Loiseau	125-190, Saint-Clément	186.24
Raymond Boutin	125-179, Saint-Clément	246.37
Marcel-H. Rivest	125-212, Saint-Clément	162.29
Gilbert Martel	125-263, Saint-Clément	37.24
Jean Dickner	125-265, Saint-Clément	184.11
Réal Leduc	126-46, Saint-Clément	26.60
Gilbert Martel	126-26, Saint-Clément	125.05
Conrad Bourgogne	126-112, Saint-Clément	200.88
Albert Thériault	126-121, Saint-Clément	167.63
Gilbert Martel	127-80, Saint-Clément	239.72
Gilbert Martel	127-79, Saint-Clément	26.87
Germain Hamel	127-63, Saint-Clément	11.97
Philippe Renaud	130-14, Saint-Clément	166.95
Camille Godin	133, Saint-Clément	110.14
Florian Vinet	131-20, Saint-Clément	311.29
Gilbert Martel	112 113, Saint Clément	133.03
André Lemieux	122, Saint Clément	138.35
Marc-Aurèle Vinet	138, 139, 140, 141, Saint-Clément	248.69
Vallée Auto Body Enrg.	144, Saint-Clément	209.51
Amédée David	149-34, Saint-Clément	21.53
Maurice Perron	149-37, 38, Saint-Clément	178.27
Maurice Ménard	149-11, Saint-Clément	181.18
Guy-A. Faubert	149-27, Saint-Clément	33.80
Florian Vinet	233-234, Saint-Clément	193.16
Robert Pouliot	163, Saint-Clément	154.18
Marc-Aurèle et-and Florian Vinet	139-1, 2, Saint-Clément	352.89
Félix Bijeau	P. 56, Saint-Clément	24.78
Laurian Laroche	137-7, Saint-Clément	21.47
Jean-Yves Proulx	149-10, Saint-Clément	34.88

Commission scolaire de Beauharnois (*suite*) — School Commission of Beauharnois (*continued*)

Propriétaire enregistré Registered proprietor	Description de l'immeuble Description of the immoveable	Taxes scol. School taxes
Robert Auger	130-77, Saint-Clément	$ 465.22
Beaurock Land Dev.	133-55, 56, 57, 58, 59, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 95, 96, 97, 98, 99, 100, P. 133-39, Saint-Clément	891.04
Elmack Land Dev.	P. 155, P. 156, Saint-Clément	268.57

Donné à Salaberry-de-Valleyfield, ville de Salaberry-de-Valleyfield, comté de Beauharnois, ce 18e jour du mois de janvier, mil neuf cent soixante-sept.

Le Secrétaire-trésorier,
ROBERT LUPIEN.

18201-4-2-o

Given at Salaberry-of-Valleyfield, town of Salaberry-of-Valleyfield, county of Beauharnois, this 18th day of the month of January, one thousand nine hundred and sixty-seven.

ROBERT LUPIEN,
Secretary-Treasurer.

18201-4-2-o

Municipalité du comté de Matane

Avis public vous est par les présentes donné par le soussigné secrétaire-trésorier du conseil de comté de Matane, que les immeubles ci-dessous décrits seront vendus par enchère publique à Matane, au Palais de Justice, le NEUVIÈME jour de MARS 1967, à DIX heures de l'avant-midi, à moins que les taxes, frais et autres charges tels que ci dessous mentionnés ne soient plus tôt payés.

Municipality of the county of Matane

Public notice is hereby given by me, undersigned Secretary-treasurer of the Municipal Council of the Municipality of the County of Matane, that the immoveable properties hereinafter described will be sold by public auction at Matane, in the Court House, at TEN o'clock, in the morning, THURSDAY, the NINTH day of MARCH, 1967, unless the taxes, costs and other charges due as hereinafter described be paid with costs incured to wit:

Municipalité de la paroisse de Price — Municipality of the parish of Price

Noms et prénoms Names and surnames	Numéro du lot Lot number	Cadastre et rang Cadastral and range	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Algerson, Joseph	6-2 et-and 6-3	Rg. A, canton de-township of Cabot	$ 32.85	$ 79.21	$ 112.06
Masse, Jean-Baptiste	4-75	Rg. A, canton de-township of Cabot	52.05	58.01	110.06
Pelletier, Yvon-Jules			21.75	19.44	41.19

Un terrain faisant partie du lot 92-8 du Fief Pachot, mesurant cinquante pieds (50′) de largeur par cent pieds (100′) de profondeur, borné au nord-ouest, par le lot 97-2, au nord-est, par le lot 91-1 (rue de la Gare), au aud-est, par le lot 92-8 (Napoléon Levesque) et au sud-ouest, par le lot 92-8 (René Paul) abec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

A piece of land being part of lot 92-8, Fief Pachot, measuring fifty feet (50′) in width by one hundred feet (100′) in depth, bounded on the northwest side, by lot 97-2, on the northeast side, by lot 91-1 (rue de la Gare), on the southeast side, by lot 92-8 (Napoléon Levesque) and on the southwest by lot 92-8 (René Paul) with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

Municipalité de la paroisse de Saint-Nil — Municipality of the parish of Saint-Nil

Lavoie, Arthur	½ des-of lots 12 et-and 13	13, St-Denis	$ 21.77		$ 21.77
Roy, Ovila	35	12, St-Denis		$ 23.43	23.43
Tremblay, Lucien	14	13, Tessier	24.10		24.10

Municipalité de la paroisse de Saint-René de Matane
Municipality of the parish of Saint-René de Matane

Lavoie, Antoine	26	9, Tessier		$ 35.13	$ 35.13
Théberge, Armand	41	N.E.R.M., Tessier	$ 6.41	22.24	28.65
St-Laurent, Alfred	28 et-and 29	11, Tessier	13.48	46.24	59.72
St-Laurent, Alfred	28	10, Tessier	7.43	19.00	26.43

Corporation du comté de Matane (Territoire non organisé) Sainte-Paula
Corporation of the county of Matane (Non organized territory) of Sainte-Paula

Noms et prénoms Names and surnames	Numéro du lot Lot number	Cadastre et rang Cadastral and range	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Chassé, Victor	3, 14	Matane	.....	$ 17.08	$ 17.08
Desgagné, Albert	16, 13	Matane	$ 35.65	53.12	88.77
Jean, Léonard	1, 14	Matane	26.72	49.88	76.60
Laboie, Antoine	19, 14	Matane	34.99	45.40	90.39
Levesque, Louis-Marie	51, 9	Matane	53.43	59.16	112.59
Pinault, Auguste	18, 12	Matane	34.87	36.00	70.87
St-Louis, Antonio	44, 10	Matane	55.55	21.65	77.20
Paradis, Antoine	37, 10	Matane	38.55	.....	38.55

Municipalité de la paroisse de Sainte-Félicité — Municipality of the parish of Sainte-Félicité

Noms et prénoms Names and surnames	Numéro du lot Lot number	Cadastre et rang Cadastral and range	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Rép. d'église Church rep.	Total
Dufour, Mme Mrs. Onésime	149	Ste-Félicité	$ 18.00	$ 69.10	$ 27.03	$ 114.13
Simard, Donat	400	Ste-Félicité	43.10	148.09	142.80	333.99
Leclerc, Lionel & Leclerc Raymond			23.35	106.63	19.10	149.08

Un terrain situé dans la paroisse de Sainte-Félicité, mesurant, mesure anglaise, quarante pieds (40′) de front sur la profondeur qu'il y a entre la nouvelle route nationale No 6 et l'ancienne route nationale No 6; bornée à l'est, par la subdivision trois du lot cinquante (50-3) du cadastre officiel ci-dessous, à l'ouest, par la propriété de Dame Cécile Collin, étant connu comme faisant partie de la subdivision deux du lot originaire numéro cinquante et un (P. 51-2) du cadastre officiel revisé pour une partie de la paroisse de Sainte-Félicité, canton de Saint-Denis, avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

A piece of land situated in the parish of Sainte-Félicité, measuring, English measure, forty feet (40′) in front by the depth there is between the New Highway No. 6 and the Old Highway No. 6, bounded on the east side, by lot three of lot fifty (50-3) of the official cadastre below on the west side, by Dame Cécile Collin's property, being part of subdivision two of original lot fifty-one (P-51-2) of the official revised cadastre for a part of the parish of Sainte-Félicité, township St-Denis, with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

Municipalité de la paroisse de Saint-Ulric — Municipality of the parish of Saint-Ulric

Noms et prénoms Names and surnames	Numéro du lot Lot number	Cadastre et rang Cadastral and range	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Langlois, Wilbrod	4-1	Rg. A, St-Ulric	$ 6.00	$ 9.02	$ 15.02

Municipalité de la paroisse de Saint-Adelme
Municipality of the parish of Saint-Adelme

Banville, Joseph	587	7, par. Ste-Félicité	$ 23.98	$ 34.98	$ 58.63
Boulay, Adrien	48 et-and 49	8, St-Denis	148.89	247.64	396.53
Collin, Zénon	33	8, St-Denis	175.98	223.65	399.63
Collin, Zénon	516, 517 et-and 518	6, par. Ste-Félicité	117.30	33.25	150.55
Dion, Léonard	38	6, Tessier	51.40	75.01	126.41
Gagnon, Arger	558	7, par. Ste-Félicité	82.35	169.88	252.23
Labrie, Lucien	44	9, St-Denis	26.85	53.22	80.07
Lemieux, Hervé	45	9, St-Denis	164.14	217.49	381.63
Levesque, Louis-Philippe	24	8, St-Denis	115.50	176.26	291.76
Tremblay, Gérard	515	Par. Ste-Félicité	68.45	23.75	92.20
Michaud, Edgard			42.15	73.62	115.77

Lot 333 et partie du lot trois cent trente-quatre (P. 334) du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Félicité, canton de Saint-Denis, quatrième rang, mesurant quatre-vingt-quatre (84) acres en superficie, borné au nord, à la Seigneurie Matane, au sud, au cinquième rang, à l'est, à la propriété de Gonsague Côté et à l'ouest, à celle de Jean-Baptiste Bouffard, avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Lot 333 and part of lot three hundred and thirty-four (P. 334) on the official cadastre for the parish of Sainte-Félicité, township St-Denis, fourth range, measuring eighty-four (84) acres in area, bounded on the north side, by Seigneury Matane, on the south side, by the fifty range, on the east side, by Gonsague Côté's property and on the west side, by Jean-Baptiste Bouffard's property, with buildings thereon erected appurtenances and dependencies.

Municipalité de Petite Matane — Municipality of Petite Matane

Noms et prénoms Names and surnames	Numéro du lot Lot number	Cadastre et rang Cadastral and range	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Michaud, Edgar				$246.36	$ 246.36

Une terre désignée sous le numéro quatre cent soixante-dix-huit (478) et faisant partie du lot 479 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jérôme de Matane, mesurant deux arpents et demie sur vingt (20) arpents de profondeur, bornée au nord, au deuxième rang, au sud, au quatrième rang, à l'ouest, à la propriété de Joseph Fournier et à l'est, à celle d'Antonin Truchon, avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Une terre faisant partie des lots six cent vingt et un et six cent vingt-deux (P-621 et 622) du cadastre de la paroisse de Saint-Jérome de Matane, mesurant deux arpents et demie de front sur vingt (20) arpents de profondeur, bornée au nord, au troisième rang, au sud, au canton Saint-Denis, à l'ouest, à la propriété de Joseph Fournier et à l'est, à celle de Wellie Bouffard, avec bâtisses dessus construites, appartenances dépendences.

Un terrain faisant partie du lot 477 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jérome de Matane, mesurant quarante pieds (40′) de front par cinquante pieds (50′) de profondeur, mesure anglaise, borné au nord, au chemin, à l'ouest, au lot 478, au sud et à l'est, au reste du lot 479 avec maison dessus construite, appartenances et dépendances.

A piece of land being number four hundred and seventy-eight (478) and being part of lot 479 of the official cadastre for the parish of Sainte-Jérome de Matane, measuring two arpents and a half by twenty (20) arpents depth, bounded on the north side, by second range, on the south side, by the fourth range, on the west side, by Joseph Fournier's property and on the east side, by Antonin Truchon's property, with buildings thereon erected appurtenances and dependencies.

A piece of land being part of lots six hundred and twenty-one and six hundred and twenty-two (P. 621 and 622) on the official cadastre and book of reference for the parish of Saint-Jérome de Matane, measuring two arpents and a half in from by twenty (20) arpents in depth, bounded on the north side, by the third range, on the south side, by township St-Denis, on the west side, by Joseph Fournier's property and on the east side, by Wellie Bouffard, property, with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

A piece of land being part of lot 477 on the official cadastre for the parish of Saint-Jérome de Matane, measuring forty feet (40′) in from by fifty feet (50′) in depth, English measure, bounded on the north side, by the road, on the west dide, by lot 478, and on the south and west sides, by the residue of lot 479, with house thereon erected, appurtenances and dependencies.

Municipalité de la paroisse de Saint-Jean de Cherbourg
Municipality of the parish of Saint-Jean de Cherbourg

Harisson, Pierre	8	9, Cherbroug	$ 38.20	$136.84	$ 175.04
Ouellet, Albert	38	10. St-Denis	9.60	14.52	25.12
Pelletier, Rosaire	34	6, Cherbourg	43.20	91.19	134.39
Tremblay, Gervais	21	6, Cherbourg	58.08	135.20	193.28
Vaillancourt, Robert	15	9, Cherbourg	55.19	123.74	178.93
Chassé, Joseph			26.40	111.68	138.08

Un terrain mesurant soixante-cinq pieds (65′) de front par quatre-vingt-dix-sept pieds (97′) de profondeur, mesure anglaise, borné au nord, à l'est, et au sud, par le résidu de la propriété de Charles Bergeron, à l'ouest, par le chemin de front, étant connu comme faisant partie du lot 19 du septième rang du canton Cherbourg, avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

A piece of land measuring sixty-five feet (65′) in front by ninety-seven feet (97′) in depth, English measure, bounded on the north, east and South sides, by the residue of Charles Bergeron's property, on the west side, by the road, being part of lot nineteen (P-19) seventh range township Cherbourg, with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

Coulombe, Lionel			37.67	84.48	122.15

Un terrain faisant partie du lot 19, septième rang du cadastre officiel du canton Cherbourg, mesurant 90′ de front par 65′ de profondeur, mesure anglaise, borné à l'ouest, au chemin de front, au sud, au reste de la propriété de Victorien Bonenfant, à l'est, à celle de Georges Lavoie et au nord, à celle de Robert Rivard, avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

A piece of land being part of lot 19, seventh range on the official cadastre for township Cherbourg, measuring 90′ in front by 65′ in depth, English measure, bounded on the west side, by the road, on the south side, by the residue of Victorien Bonenfant's property, on the east side, by Georges Lavoie's property and on the north side, by Robert Rivard's property, with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

Vaillancourt, Robert			21.73	148.53	170.26

Un terrain faisant partie du lot 17, septième rang du canton Cherbourg, mesurant 170′ de front par environ 100′ de profondeur, mesure anglaise, borné à l'est, à la route, au sud, au chemin de front, au nord, à la propriété de Léo Turcotte et à l'ouest à celle d'Ovila Henley, avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

A piece of land being part of lot 17, seventh range, township Cherbourg, measuring 170′ in front by 100′ in depth, English measure, bounded on the east side, by the route, on the south side, by the road, on the north side, by Léo Turcotte's property, and on the west side, by Ovila Henley's property, with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

Chassé, Roger			12.02	47.90	59.92

Un terrain mesurant 50′ de front par 100′ de profondeur, borné au nord, par la propriété de Roland St-Pierre, à l'est, par la route, au sud et à l'ouest, par le résidu de la propriété de J.-Henri Michaud, faisant partie du lot seize (P-16) septième rang canton Cherbourg.

A piece of land measuring 50′ in front by 100′ in depth, bounded on the north side, by Roland St-Pierre's property, on the east side, by the route, on the south and west sides, by the residue of J.-Henri Michaud, property, being part of lot number sixteen (P-16), seventh range, township Cherbourg.

Donné à Matane, 12 janvier, 1967.
Le Secrétaire-trésorier,
G. ALEX LEBEL.
18164-4-2-o

Given at Matane, January 12, 1967.
G. ALEX LEBEL,
Secretary-Treasurer.
18164-4-2-o

Cité de Laflèche

Avis est par la présente donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 16e jour de janvier 1967, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec, (S.R.Q. 1964, chapitre 170), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la Corporation de la cité de Laflèche et/ou la Commission des Écoles Catholiques de Laflèche, ainsi que celle de la Commission Protestante de Longueuil, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du conseil, à l'Hôtel de Ville, de Laflèche, le VINGT-DEUXIÈME jour de FÉVRIER 1967, à DIX heures de l'avant-midi, heure normale de l'est.

Toutefois, seront exclus de la vente, les immeubles sur lesquels les taxes municipales, tant générales que spéciales de l'année 1965 et des années antérieures et les taxes scolaires au 30 juin 1966 auront été payées avant le moment de la vente.

City of Laflèche

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission by a decree dated 16th day of January, 1967, has ordered the undersigned pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act, (S.R.Q. 1964, chapter 170) to sell the immoveables hereinunder described for non-payment of taxation arrears owing to the Corporation of the city of Laflèche and/or "La Commission des Écoles Catholiques de Laflèche" and the Protestant Board of School Commissioners of Longueuil, with interest and costs, and that consequently, the said immoveables shall be sold by public auction in the council room, at the City Hall of Laflèche, on the TWENTY-SECOND day of FEBRUARY, 1967, at TEN o'clock in the forenoon, eastern standard time.

However, there shall be excluded from the sale, the immoveables on which municipal taxes, so general as special, for the year 1965 and previous year, and school taxes up to June 30, 1966, shall have been paid prior to the sale.

Vente d'immeubles 1966 pour non-paiement des taxes
Sale of immoveables 1966 for the non-payment of taxes

PREMIÈRE SECTION
FIRST SECTION

Immeubles sujets au droit de retrait d'un an
Immoveables subject to the right of redemption for one year

(Les lots ci-après décrits sont du cadastre officiel de la paroisse Saint-Antoine de Longueuil dans les limites de la cité de Laflèche.)

(The lots hereinafter described are in the official cadastre of the parish of Saint-Antoine de Longueuil, in the limits of the city of Laflèche.)

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immoveable
52451	M.-Mr. Gordon Hamblin, 2784, Mackay, cité Laflèche City	151-8, 9.
88227	M.-Mr. Rolland Cardin, 1898, Victoria, cité Laflèche City	200-119, 120; 201-20, 21.
36648	M.-Mr. Jean Desgroseilliers, 1135, rue Gascon Street, Chambly	201-99, 100.
71437	Mackayville Social Club, a/s-c/o M.-Mr. Willie Shaw, 2785, Grand Boulevard, cité Laflèche City	

a) La partie du lot 202-3 mesurant 28 pieds de largeur par 48 pieds de profondeur, et bornée comme suit: en front, au nord, par la rue Prince, au sud, par une partie du lot 202-4, d'un côté, à l'est par la ruelle et à l'ouest, par le résidu du lot 202-3.

b) La partie du lot 202-4 mesurant 28 pieds de largeur par 48 pieds de profondeur, et bornée comme suit: en front, au nord par une partie du lot 202-3, au sud, par une partie du lot 202-5, à l'est par la ruelle et à l'ouest par le résidu du lot 202-4.

(*a*) Part of lot 202-3 measuring 28 feet in width by 48 feet in depth, and bounded towards north by Prince St., in front, towards south by a part of lot 202-4, on one side, to the east by the lane and to the west by the residue of said lot 202-3.

(*b*) Part of lot 202-4 measuring 28 feet in width by 48 feet in depth, and bounded as follows: in front, to the north by a part of lot 202-3, to the south, by a part of lot 202-5, to the east by the lane and to the west side by the residue of said lot 202-4.

17723	Dame veuve-widow Alfred Ballow, 1795, Duke, cité Laflèche City	

202-62 et la partie nord-est du lot 202-61, mesurant 15 pieds de largeur par 90 pieds de profondeur et borné comme suit: en front, au sud-est, par la rue Duke, en arrière, au nord-ouest, par une ruelle (202-48), d'un côté, au nord-est, par le lot 202-62 et de l'autre côté, au sud-ouest, par le résidu dudit lot 202-61.

202-62 and the northeast part of lot 202-61, measuring 15 feet in width by 90 feet in depth and bounded as follows: in front, to the southeast side, by Duke St., in rear, to the northwest side, by the lane, (202-48), one one side to the northeast, by lot 202-62 and on the other side to the southwest by the residue of said lot 202-61.

36668	M.-Mr. Joseph Dandurand, 1772, Regent, cité Laflèche City	202-97, 98.
44675	M.-Mr. Robert Lessard, 1896, King, cité Laflèche City	203-188, 189.
3179	M.-Mr. Marcel Labbé, 1296, Albert, cité Laflèche City	204-17.
3183	M.-Mr. Oscar Chartier, 3941, 4e-th Ave., L'Abord-à-Plouffe	204-24.
3201	M.-Mr. J.-Léo St-Pierre, 1432, Albert, cité Laflèche City	204-34, 35.
3076	Dame Fevronija Dikmanis, 1607, Albert, cité Laflèche City	204-142.
3062	M.-Mr. Rosario Grenier, 6842, St-Urbain, Montréal	204-150, 151, 152.
3060	M.-Mr. Gilles Lapierre, 221, 2ième-nd Ave., Verdun, P.Q.	204-153.
3041	M.-Mr. André Normand, 1415, Albert, cité Laflèche City	204-166.
3007	M.-Mr. Léo Legault, 1239, Albert, cité Laflèche City	204-189.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immoveable
3005	M.-Mr. Joseph Théodore, Sylvio Dulmaine, 1231, Albert, cité Laflèche City	204-190.
29503	Raymond Caron, John Caron et-and John E. L. Duquet; tous trois es-qualité d'exécuteurs testamentaires de succession de feu-all of the three es. qual. testamentary executors of the estate of the late Adolphe Louis-Caron, 168, chemin Sainte-Catherine Road, Outremont	204-258.
29532	Dame Georges Benoit, 1784, Georges, cité Laflèche City	204-276.
29550	M.-Mr. Jack Schwartz, 575, Glengarry, ville Mont-Royal Town	204-285.
29238	M.-Mr. Adélard Beaulieu, 1887, Georges, cité Laflèche City	204-302.
29228	M.-Mr. Maurice Chartrand, 1847, Georges, cité Laflèche City	204-307.
29210	M.-Mr. Donald Cappiello et-and Dame Suzanne Godbout, son épouse-his wife, 1775, Georges, cité Laflèche City	204-316.
29171	M.-Mr. Thomas Bacon, 1567, Georges, cité Laflèche City	204-342.
24518	M.-Mr. Jean-Paul Cousineau, 3345, Elizabeth, cité Laflèche City	204-352.
29120	M.-Mr. René Lemieux, 24, Montée Saint-Hubert, Saint-Hubert	204-370, 371.
46177	Jeannine Potvin, Micheline Potvin et-and Dame Yvonne Oligny, veuve de-widow of Omer Potvin, 1085, Mont-Royal, Outremont	204-442, 443.
93273	Dame Eugène Auclair, 3331, Windsor, cité Laflèche City	204-456
46228	Dame veuve-widow Ernest Arseneau, 1784, Laurier, cité Laflèche City	204-466.
45918	M.-Mr. Stanley (Félix) Haras, 1855, Laurier, cité Laflèche City	204-498, 499.
45863	M.-Mr. Marcel Dejonghe, 1567, Laurier, cité Laflèche City	204-534.
45826	M.-Mr. Réola Messier, 1399, Laurier, cité Laflèche City	204-555, 556.
11802	M.-Mr. Merritt Hotton, 1800, Cartier, cité Laflèche City	204-654.
11806	M.-Mr. Joseph Hozjan, 1816, Cartier, cité Laflèche City	204-656.
11611	M.-Mr. Albert St-Pierre, 1799, Cartier, cité Laflèche City	204-692, 693.
32338	M.-Mr. Hugh B. Garnett, 1807, Godin, cité Laflèche City	205-31, 32, 33, 34.
32322	M.-Mr. Jean-Paul Cousineau, 3345, Elizabeth, cité Laflèche City	205-51, 52.
32618	M.-Mr. Harry Jenkins, 1752, Godin, cité Laflèche City	205-60, 61.
32644	M.-Mr. Camille Roberge, 1860, Godin, cité Laflèche City	205-87, 88.
82994	M.-Mr. Richard Rimmer, 1891, Stratton, cité Laflèche City	205-111, 112, 113, 114.
32307	Dame Gilles Pelchat et-and M.-Mr. Antonio Baldassare, 1671, Godin, cité Laflèche City	205-164, 165.
32291	M.-Mr. Joseph Baroni, 1607, Godin, cité Laflèche City	205-181, 182.
82939	M.-Mr. Carl H. Smith, 4280, Gascon, Montréal	205-259, 260, 261.
82899	M.-Mr. William Carleton, 1567, Stratton, cité Laflèche City	205-292, 293.
82899	Dame William Carleton, 1567, Stratton, cité Laflèche City	205-294, 295.
82891	M.-Mr. André Charbonneau, 10585, Armand Lavergne, app.-Apt. 3, Montréal Nord-North	205-299, 300, 301.
32238	M.-Mr. Gaston Crépeau, 150, boul. Bernard Blvd., Drummondville	205-338, 339, 340, 341.
32532	M.-Mr. Gilles Laberge, 1872, Albert, cité Laflèche City	205-357, 358.
32534	M.-Mr. Gaston Crépeau, 150, boul. Bernard Blvd., Drummondville	205-359, 360, 361, 362, 363, 364.
24546	M.-Mr. Paul Violi, 5827, Hautbois, cité Saint-Léonard City	205-396, 397, 398.
82880	M.-Mr. Paul Violi, 5827, Hautbois, cité Saint-Léonard City	205-399.
32521	M.-Mr. Aimé Nelson Ethier, 1308, Godin, cité Laflèche City	205-513, 514, 515.
4029	M.-Mr. Aimé Nelson Ethier, 1308, Godin, cité Laflèche City	205-516, 517, 518.
39349	M.-Mr. Gérard Allaire, 1689, Holmes, cité Laflèche City	206-14, 15.
39586	M.-Mr. Roy Smith, 1636, Holmes, cité Laflèche City	206-53.
39613	M.-Mr. Rodrigue Diamond, 1770, Holmes, cité Laflèche City	206-69-3.
39629	M.-Mr. Frank Monroe, 317, Rosevear, Saint-Lambert	206-72-1 et-and 2.
39627	Dame Jean-Baptiste Pecters, 1840, Holmes, cité Laflèche City	206-72-3.
66323	M.-Mr. Joseph Robidas, a/s-c/o Léopold Gauthier, 1743, Nielsen, cité Laflèche City	206-83-3.
49717	Dame veuve-widow Omer Potvin, Jeannine Potvin et-and Micheline Potvin, 1085, boul. Mt-Royal Blvd., Outremont	

206-113 et une partie du lot 206-114 mesurant 20 pieds de largeur par 115 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et borné comme suit: en front, par la rue Lionel; en arrière. par une partie dudit lot numéro 204-114; d'un côté par le lot numéro 206-113; et de l'autre côté par une partie dudit lot numéro 206-114.

206-113 and part of lot 206-114, measuring 20 feet in width by 115 feet in depth, English measure and more or less, and bounded as follows: in front, by Lionel Street, in rear, by a part of lot number 204-114; on one side by lot number 206-113; and on the other side by a part of said lot number 206-114.

66598	M.-Mr. Giuseppe Ripolo, 1630, Nielsen, cité Laflèche City	206-122.
66600	M.-Mr. Giuseppe Ripolo, 1630, Nielsen, cité Laflèche City	206-123.
66602	M.-Mr. Giuseppe Ripolo, 1630, Nielsen, cité Laflèche City	206-124.
66604	M.-Mr. Giuseppe Ripolo, 1630, Nielsen, cité Laflèche City	206-125.
66608	Dame Albina Bonnier, veuve de-widow of Ovila Rayle et and Dame Colette Paradis, épouse de-wife of Joseph Rayle, 420, Saint-Thomas, Longueuil	206-127.
66614	M.-Mr. Alcide Provost, 1660, Nielsen, cité Laflèche City	206-130.
66618	M.-Mr Gérard Bergeron, 1672, Nielsen, cité Laflèche City	206-132, 133.
66669	M. Mr. Mauril Renaud, 1880, Nielsen, cité Laflèche City	206-146-1.
39279	M.-Mr. Gilles Laberge, 1872, Albert, cité Laflèche City	206-188, 189, 190, 191.
41151	M.-Mr. Paul Violi, 5827, Hautbois, cité Saint-Léonard City	206-192, 193, 194.
39259	M.-Mr. John Rodrigue, 1251, Holmes, cité Laflèche City	206-203, 204, 205.
39546	M.-Mr. Rudolf Lehnart, 1434 Holmes, cité Laflèche City	206-264, 265.
19211	M.-Mr. Arthur Arsenault, 2338, Marchand, Montréal	206-304, 305, 306.
41162	M.-Mr. René Lemieux, 24 Montrée Saint-Hubert, Saint-Hubert	206-330, 331.
41009	M.-Mr. Antonino dit-said Antonio Biondi, 1247, 12e-th Avenue, Pointe aux Trembles	206-334, 335.
66501	Dame Alexandre Girard, 1192, Nielsen, cité Laflèche City	206-361, 362, 363.
66507	M.-Mr. Francis James Pugh, a/s Banque de Montréal-c/o Bank of Montreal, Main Office, Winnipeg, Man.	206-366, 367, 368, 369.
66540	M.-Mr. Warren Gallant et-and Dame Lillian Stevens, son épouse-his wife, 1330, Nielsen, cité Laflèche City	206-386, 387.
66550	M.-Mr. Richard Chidley, 1384, Nielsen, cité Laflèche City	

206-395 et une partie du lot 206-396 mesurant 18 pieds de largeur par 120 pieds de profondeur plus ou

206-395 and a part of lot 206-396, measuring 18 feet in width by 120 feet in depth, more or less and

moins et borné comme suit: en front par la rue Nielsen; d'un côté au nord-est par le lot 206-395; en arrière au sud-est par une partie du cadastre 207; et de l'autre côté au sud-ouest par le résidu dudit lot 206-396.

bounded as follows: in front, by Nielsen Street, on one side, to the northeast by lot 206-395; in rear, to the southeast by a part of the cadastre 207; and on the other side, to the southwest by the residue of said lot 206-396.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immoveable
66581	M.-Mr. Joseph Rayle, 420, Saint-Thomas, Longueuil	206-420.
28430	M.-Mr. Mélène Benoit, 1808, De Gaulle, cité Laflèche City	207-39.
13853	M.-Mr. Edouard Vanasse, 551, Ash, Montréal	207-85.
78313	Mlle-Miss Andrée Desjardins, Montréal	207-129.
78311	M.-Mr. Wilfrid Gravel, 1840, Roosevelt, cité Laflèche, City	207-130.
93693	M.-Mr. Joseph Rayle et-and Henri Rivière, 420, Saint-Thomas, Longueuil	207-145.
13794	MM.-Messrs. Samuel Sheiner, Albert Sheiner, Jack Sheiner « Home Mortgage & Acceptance Co. Reg'd. », 400, Saint-Jacques Ouest-West, Montréal	207-259, 260, 261, 262.
77874	M.-Mr. Raymond Schumann, 1695, Roosevelt, cité Laflèche City	207-263, 264.
77870	M.-Mr. Raymond Schumann, 1695, Roosevelt, cité Laflèche City	207-265, 266.
93351	M.-Mr. Wilfrid Bienvenue, 1558, Montgomery, cité Laflèche City	207-281.
78244	M.-Mr. J.-A.-Omer Ouimet, 1584, Roosevelt, cité Laflèche City	207-297.
28069	Dame Mary Wojcik et-and Joseph Peter Sloby, son époux-his husband, 1934, Desmarchais, Côte Saint-Paul, Montréal	207-327, 328, 329, 330.
28348	M.-Mr. Oswald Wright, 4961, Sainte-Catherine Est-East, Montréal	207-349.
13779	Roger Dupuis, 1550, Charles, cité Laflèche City	207-370.
13775	Omer Rinfret, 1534, Charles, cité Laflèche City	207-372.
77831	Raymond Caron, John Caron & John E. L. Duquet, exécuteurs testamentaires et fiduciaires pour la succession-testamentary and fiduciary executors of the estate Adolphe Louis Caron, 168, Chemin Sainte-Catherine Road, Outremont	207-386.
78227	M.-Mr. Albert Perreault, 1509 Centre, Pointe Saint-Charles, Mtl	207-405.
28316	M.-Mr. Stanley Wright, 1322, De Gaulle, cité Laflèche City	207-531.
59844	M.-Mr. Paul Dubreuil, 1279, Montgomery, cité Laflèche City	207-586,-2 587-1.
28303	M.-Mr. Jean Corno, 1198, De Gaulle, cité Laflèche City	207-607.
60374	Sam Sheiner, Jack Sheiner et-and Albert Sheiner, « Home Mortgage and Acceptance Co. Reg'd. », 400, Saint-Jacques Ouest-West, Montréal	208-16, 17.
93702	M.-Mr. Guiseppe Perri, 1522, Nielsen, cité Laflèche City et-and M.-Mr. Francesco Perri, 7718, Fabre, Montréal	208-47-1 et-and 2; 208-48-1 et-and 2; 208-49-1 et-and 2; 208-50-1 et-and 2; 208-51-1 et-and 2.
60325	M.-Mr. Gérard Bertrand, 1659, Walnut, cité Laflèche City	208-196, 197.
60282	M.-Mr. Lasslo Toth, 1490, Montgomery, cité Laflèche City	

208-781 sujet au jugement en expropriation enregistré sous le numéro 258361.

208-781, Re: judgment in expropriation registered under number 258361.

69944	M.-Mr. Gérard Abner Chiasson, 1776 Pine, cité Laflèche City	209-154, 155, 156, 157.
40522	M.-Mr. Luis W. Bruckner, Apartado 4899, Miraflores, Lima, Pérou	209-796, 797.
63501	Cell-Rock Inc., (M.-Mr. Gérard Lessard), 218, Bedford, Saint-Lambert	

a) Un emplacement de forme rectangulaire mesurant 40 pieds en profondeur du nord-est au sud-ouest et 255 pieds en largeur du nord-ouest au sud-est, désigné comme partie 211 et borné comme suit: au nord-est par le chemin de fer; au sud-est par une partie du lopin de terre numéro 1 de la subdivision du lot originaire numéro 212; au sud-ouest par une autre partie dudit lopin de terre numéro 211 et au nord-ouest, par une autre partie dudit lopin de terre numéro 211.

b) Un emplacement de forme rectangulaire désigné comme étant partie du même lopin de terre partie 211 et borné comme suit: au nord-est, par une autre partie dudit lopin de terre numéro 211; au sud-est, par une autre partie du lopin de terre numéro 1 de la subdivision du lot originaire numéro 212; au sud-ouest par une autre partie dudit lopin de terre numéro 211 du même cadastre et au nord-ouest, par une autre partie dudit lopin de terre numéro 211. Toutes les mesures sont plus ou moins et des mesures anglaises.

(*a*) An emplacement of rectangular form, measuring 40 feet in depth from the northeast to the southwest and 255 feet in width from the northwest to the southeast, designated as part 211 and bounded as follows: to the northeast by railroad track; to the southeast by a part of lot number 1 of the subdivision of original lot number 212; to the southwest by an other part of said lot number 211 and to the northwest by an other part of said lot number 211.

(*b*) An emplacement of rectangular form, designated as being part of the same piece of land, part 211 and bounded as follows: to the northeast, by an other part of said piece of land number 211; to the southeast, by an other part of lot number 1 of the subdivision of the original lot number 212; to the southwest by an other part of said lot number 211 of same cadastre and to the northwest by an other part of said lot number 211. All the measurements are English measure and more or less.

37295	M.-Mr. Edouard Vanasse P/A, 573, Ash, Montréal, et-and M. Mr. Armand Galarneau P/A	

Une partie du lot de terre connu et désigné comme étant la subdivision officielle numéro deux du lot originaire numéro 212, mesurant cettedite partie de lot, 53 pieds de largeur en front sur la rue Grande Allée, 98.9 pieds de profondeur en longeant la rue Murray, 105 pieds de profondeur, dans sa ligne en longeant le lot numéro 212-3 du même cadastre, le tout en mesure anglaise et plus ou moins et bornée comme suit: en front par la rue Grande Allée, en arrière, par le résidu dudit lot 212-2, d'un côté par la rue Murray ou le lot 212-1 et de l'autre côté par le lot 212-3.

A part of a piece of land known and designated as being the official subdivision number two of the original lot number 212, measuring said part of lot, 53 feet in width, in front, on Grande Allée Street, 98.9 feet in depth along Murray Street, 105 feet in depth, in its line along lot number 212-3 of same cadastre, English measure and more or less and bounded as follows: in front by Grande Allée Street, in rear, by the residue of said lot 212-2, on one side by Murray Street, or lot 212-1 and on the other side by lot 212-3.

64479	M.-Mr. Edouard Jodoin, 1802, Murray, cité Laflèche City	212-11.
64477	M.-Mr. Robert Lavoie, 1794, Murray, cité Laflèche City	212-12.
64449	M.-Mr. Percy Hurst, 290-A, rue Guerrero Street, San Francisco, California, U.S.A	212-25, 26.
64445	M.-Mr. Percy Hurst, 290-A, rue Guerrero Street, San Francisco, California, U.S.A	212-27, 28.
64399	M.-Mr. Lasslo (Leslie) Szabo, 1474, Murray, cité Laflèche City	212-52.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immoveable
75809	M.-Mr. C. William Aspin, 1117, Robillard, cité Laflèche City	212-116.
75825	M.-Mr. Luigi Florio, 1181, Robillard, cité Laflèche City	212-124.
75839	M.-Mr. Marcel Lemieux, 1237, Robillard, cité Laflèche City	212-131, 122.
75882	M.-Mr. Peter Amborski, 1553, Saint-Hubert, cité Laflèche City	212-152.
75949	M.-Mr. Percy Hurst, 290-A, rue Guerrero Street, San Francisco, California, U.S.A.	212-183, 184, 185, 186.
75979	M.-Mr. Jean-Charles Vaillant, 1785, Robillard, cité Laflèche City	212-198.
75987	M.-Mr. Henri Pazzi, 1817, Robillard, cité Laflèche City	212-202.
76383	The Crescent Finance, Corporation Ltd., 50, Crémazie Ouest-West, Montréal	212-225.
76367	M.-Mr. Fernand Poitras, 1698, Robillard, cité Laflèche City	212-233.
76351	M.-Mr. Edward Lawrence Bishop, 1634, Robillard, cité Laflèche City.	212-240, 241.
76321	M.-Mr. Henry Harrison, 831, Desaulniers, Longueuil	

La partie nord-est du lot 212-250 mesurant 250 pieds en largeur par 104 pieds en profondeur, mesure anglaise, bornée en front, au nord-ouest par la rue Robillard (212-210), en arrière, au sud-est par une autre partie du lot 212; d'un côté, au sud-ouest par le résidu de la subdivsion numéro 250 et de l'autre côté, au nord-est par le lot numéro 212-251.

The northeast part of lot 212-250, measuring 250 feet in width by 104 feet in depth, English measure and bounded in front, to the northwest by Robillard Street (212-210), in rear, to the southeast by an other part of lot 212; on one side to the southwest by the residue of the subdivision number 250 and on the other side, to the northeast by lot number 212-251.

80918	M.-Mr. John Yates, 1810, Saint-Hubert, cité Laflèche City	212-405, 406.
80457	Dame Fernando Baril, 1613, Saint-Hubert, cité Laflèche City	212-520, 521, 522, 523.
80467	M.-Mr. Samuel E. Cohen Ltd., 267, Sheraton Drive, Montréal	212-530, 531, 532, 533.
80861	M.-Mr. Paul Raymond Marchand, M.-Mr. Réal Carrière, 1626, Saint-Hubert, cité Laflèche City	212-563, 564, 565.
80867	M.-Mr. John L. Pitcher, 1646, Saint-Hubert, cité Laflèche City	212-569, 570.
8599	M.-Mr. Léopold Bédard et-and Dame Rosette Morneau, son épouse-his wife, 1573, Balmoral, cité Laflèche City	212-638, 639, 640.
8597	M.-Mr. Paul Igaz, a/s-c/o, Frank Straub, 1193, Balmoral cité Laflèche City	212-641, 642, 643.
8575	Dame Marcelle Duchesne, 1461, Balmoral, cité Laflèche City	212-666, 667, 668, 669, 670.
8856	M.-Mr. Jean-Jacques Sauvé, 1590, Balmoral, cité Laflèche City	212-672, 673, 674.
8849	M.-Mr. Eugene Louis Baski, 8920, Boul. Saint-Laurent Blvd., Montréal	212-679, 680.
80436	M.-Mr. Paul Igaz, Route No 3 Road, Rawdon, comté Terrebonne County	212-734, 735, 736, 737.
8571	Placement Sentinelle Inc., 50, Placement Crémazie, Chambre-Room 919, Montréal	212-825, 826, 827, 828.
8521	M.-Mr. Paul Igaz, Route No 3 Road, Rawdon, comté Terrebonne County	212-1038, 1039.
38008	Dame Raoul Dorion, 4524, Brébeuf, App. 26, Montréal	233-11.
38026	Dame veuve-widow Alfred Ballow, 1795, Duke cité Laflèche City	233-20.
52672	M.-Mr. Edgar Laurin, 3736, Mackay, cité Laflèche City	233-58.
52674	M.-Mr. Edgar Laurin, 3736, Mackay, cité Laflèche City	233-59.
54668	M.-Mr. Réal Lazure, 3599, Mance, cité Laflèche, City	233-98; 318-10.
54688	M.-Mr. Georges Émile Ledoux, 3679, Mance, cité Laflèche City	233-108.
55179	M.-Mr. Georges Hubert, 4278, Saint-Hubert, App. 1, Montréal	233-130, 131, 132.
61729	M.-Mr. Émile Doiron, 3607, Mont-Royal, cité Laflèche City	233-137.
61739	M.-Mr. Jean-Claude Deslauriers, 3751, Boul. Taschereau Blvd., cité Laflèche City	233-142, 143.
85156	M.-Mr. Georges Faust, 3611, Boul. Taschereau Blvd., cité Laflèche, City	233-173; 318-18.
85158	Randy Enterprises Inc., a/s-c/o Albert Randolph, 4960 Dornal, Mtl.	233-174, 175, 176.
52699	Mlle-Miss Armande Fauvel, Mlle-Miss Rolande Fauvel, 6617, Christophe-Colomb, Montréal	233-232.
52268	M.-Mr. George Francis Ford, 3903, Mackay, cité Laflèche City	233-368.
52730	Dame veuve-widow Emery Boisvert, et-and Mlle-Miss Lyse Rayle, 3936, Mackay, cité Laflèche City	

233-387 et une partie du lot 233-388, mesurant cette-dite partie 2 pieds de largeur par 100 pieds de profondeur, mesures anglaises, plus ou moins, bornée comme suit: en front, par la rue Mackay; en arrière, par la partie du lot 233-402; d'un côté, par le lot 233-387; et de l'autre côté, par le résidu dudit lot 233-388.

233-387 and a part of lot 233-388, measuring said part 2 feet in width by 100 feet in depth, English measure and more or less, bounded as follows: in front, by Mackay Street, in rear, by part of lot 233-402; on one side by lot 233-387; and on the other side by the residue of said lot 233-388.

61813	M.-Mr. Jules Rivard, 3903, Mont-Royal, cité Laflèche City	233-461.
54791	M.-Mr. Kurt Oswald, 4023, Mance, cité Laflèche City	233-565.
37958	M.-Mr. Jean-Guy Joly, 1984, Laurier, cité Laflèche City	234-135, 136.

A distraire de ces lots, la partie vendue à la cité de Laflèche, appert acte numéro 208418.

To be deducted from these lots, the part sold to the city of Laflèche Re: number 208418.

52154	M.-Mr. Albert Richardson, 3415, Mackay, cité Laflèche City	234-172, 173.
52142	M.-Mr. Urgel Roy, 3367, Mackay, cité Laflèche City	234-184, 185.
52140	M.-Mr. Arthur Bonneau, 3359, Mackay, cité Laflèche City	234-186, 187.

Sujet ledit immeuble à l'homologation numéro 253481.

Subject to homologation, Re: number 253481.

52564	M.-Mr. Urgel Roy, 3367, Mackay, cité Laflèche City	234-230, 231, 232.
33625	M.-Mr. Joseph Bartlett, 3435, Grand Boulevard, cité Laflèche City	234-240, 241.
37903	Mlle-Miss Audrey May Dellagana, 25, Ave Arlington Ave., Westmount, Mtl	234-291, 292.

A distraire de ces lots, la partie vendue à la cité de Laflèche, appert acte numéro 209626.

To be deducted of these lots, the part sold to the city of Laflèche Re: deed number 209626.

52117	M.-Mr. Paul Filion, 1488, Notre-Dame, Montréal	234-326, 327.
52111	M.-Mr. Joseph Rayle, 420, Saint-Thomas, Longueuil	234-332, 333.
52557	M.-Mr. Rolland Bertrand, 3328, Mackay, cité Laflèche City	234-343, 344.
52529	M.-Mr. Marcel Boulais, 3220, Mackay, cité Laflèche City	234-376, 377.
57248	M.-Mr. Philippe Halley, 2001, Boul. Marie Blvd., cité Laflèche City	234-532, 533, 534.

A distraire du lot 234-532, la partie vendue à la cité de Laflèche, appert acte numéro 210315.

To be deducted from lot 234-532, the part sold to the city of Laflèche, Re: deed number 210315.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immoveable
37841	M. Clarence P. Este, 2998, Grande Allée, cité Laflèche City	234-555, 556.

A distraire de ces lots, la partie vendue à la cité de Laflèche, appert acte numéro 242338.

To be deducted of these lots, the part sold to the city of Laflèche, Re: deed number 242338.

58754	M.-Mr. Jean Camille Gadbois, 2020, Montcalm, cité Laflèche City	

Un emplacement faisant partie des lots 234-569 et 570, étant borné en front par la rue Montcalm et mesurant 52 pieds de largeur par 46 pieds de profondeur dans la ligne nord-est dudit lot 569, et 73 pieds de profondeur dans la ligne sud-ouest dudit lot 570, mesure anglaise; borné ledit emplacement au nord-ouest en front, par la rue Montcalm; au sud-ouest par la rue Mackay; au sud-est par le résidu desdits lots 569 et 570 et au nord-est par le lot 234-568.

An emplacement being part of lots 234-569 and 570, bounded in front by Montcalm Street, and measuring 52 feet in width by 46 feet in depth in the northeast line of said lot 569, and 73 feet in depth in the southwest line of said lot 570, English measure, bounded to the northwest in front by Montcalm Street to the southwest by Mackay Street, to the southeast by the residue of said lots 569 and 570 and to the northeast by lot 234-568.

49101	M.-Mr. Herman Weihrich, 2015, Lincoln, cité Laflèche City	234-726, 149-69.
39406	M.-Mr. Arthur Gauthier, 2029, Holmes, cité Laflèche City	234-729.
34063	M.-Mr. Joseph Thomas, Anthony Elliott, 3356, Grand Boulevard, cité Laflèche City	235-154, 155.
55115	M.-Mr. Laurent Bernard, 3452, Mance, cité Laflèche City	235-200, 201.
23559	Dame veuve-widow Joseph Marcel Demers, 41, René-Philippe, ville Lemoyne Town	235-348, 349, 350.
55041	M.-Mr. Fernand Bondu, 3164, Mance, cité Laflèche City	235-480, 481; 236-281, 282.
54518	M.-Mr. René Levac, 2921, Mance, cité Laflèche City	235-618, 619, 620.
54960	M.-Mr. Christophe Antoine Geoffrion et-and Dame Henri Vautelet, es-qualités de fiduciaires-es-quality of trustees a/s-c/o Yvon Joyal, Edifice Soucy Building, chambre-room 200, 2, Desaulniers, Saint-Lambert	

236-9-2 et partie 236-46-2, située au sud-ouest du lot 236-9-2 mesurant 15 pieds de largeur le long de la ligne sud-ouest du lot 236-9-2 par 7.5 pieds de profondeur, bornée au nord-est par le lot 236-9-2; au nord-ouest par une partie du lot 236-46-1; au sud-ouest et au sud-est par le résidu dudit lot 236-46-2 (ruelle).

236-9-2 and part 236-46-2 situated to the southwest of lot 236-9-2 and measuring 15 feet in width along the southwest line of lot 236-9-2 by 7.5 feet in depth and bounded to the northeast by lot 236-9-2; to the northwest by a part of lot 236-46-1; to the southwest and southeast by the residue of said lot 236-46-2 (lane).

54960	Dorchester Guy Realties Corp., a/s-c/o M.-Mr. David Zap, 5706, MacMurray, Montréal	236-10, 11, 12, 13.
54968		236-14, 15, 16, 17.
61619	M.-Mr. Charles Lafond, 1310, Cartier, cité Laflèche City	236-306, 307.
33953	M.-Mr. Adélard Moreau, 2798, Grand Boulevard, cité Laflèche City	246A-15, 16.

Avec toutes bâtisses qui pourraient y être érigées.

With all the buildings that may be erected thereon.

Vente d'immeubles 1966 pour non-paiement des taxes
Sale of immoveables 1966 for the non-payment of taxes

PREMIÈRE SECTION
FIRST SECTION

ADDENDA

Immeubles sujets au droit de retrait d'un an
Immoveables subject to the right of redemption for one year

(Les lots ci-après décrits sont du cadastre officiel de la paroisse Saint-Antoine de Longueuil dans les limites de la cité de Laflèche.)

(The lots hereinafter described are in the official cadastre of the parish of Saint-Antoine de Longueuil, in the limits of the city of Laflèche.)

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immoveable
3187	M.-Mr. Emile Hamelin, a/s-c/o Gaston Hamelin, 269, rue Jeannette Street, ville Lemoyne Town	204-26.
3065	M.-Mr. Rosario Grenier, 6842, Saint-Urbain, Montréal	204-149.
46111	M.-Mr. Lauréat Hamel, 1304, Laurier, cité Laflèche City	204-405.
46113	M.-Mr. Lauréat Hamel, 1304, Laurier, cité Laflèche City	204-406.
66548	M.-Mr. Clyde Long, 3462, Windsor, cité Laflèche City	206-392, 393.

A distraire du lot 206-392 la partie rendue, appert à l'acte 177295.

To be deducted from lot 206-392 the part sold, Re deed 177295.

36839	M.-Mr. Jos. Kovach, 3687, Grande Allée, cité Laflèche City	

208-1, 2 moins la partie réservée à l'acte 112352 et la partie vendue à la cité de Laflèche à l'acte 233577 et à distraire de 208-2 la partie réservée à l'acte 256737.

208-1, 2 less the part reserved in deed 112352 and the part sold to the city of Laflèche in deed 233577 and to be deducted from lot 208-2, the part reserved in deed 256737.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immoveable
43511	M.-Mr. Robert Campeau, 3723, Kennedy, cité Laflèche City	208-800.
60242	Montreal Suburban Inv. Co. Ltd. & Emgo Realty Corp., Boîte postale P. O. Box 982, Montréal	208-911.

Avec toutes bâtisses qui pourraient y être érigées.

With all the buildings that may be erected thereon.

Vente d'immeubles 1966 pour non-paiement des taxes
Sale of immoveables 1966 for the non-payment of taxes

DEUXIÈME SECTION
SECOND SECTION

Immeubles non sujets au droit de retrait d'un an
Immoveables non-subject to the right of redemption for one year

(Les lots ci-après décrits sont du cadastre officiel de la paroisse Saint-Antoine de Longueuil dans les limites de la cité de Laflèche.)
(The lots hereinafter described are in the official cadastre of the parish of Saint-Antoine de Longueui., in the limits of the city of Laflèche.)

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immoveable
58501	Dame Paul De Muys, 1889, Montcalm, cité Laflèche City	199-72.
9675	M.-Mr. Simon Hickey, 3, Gladman, Sainte-Catherine, Ont.	200-22, 23.
4122	John Joseph Ferraro, Delina Ferraro, épouse de-wife of Fred Ringingberg, Alina Ferraro, épouse de-wife of Valarien Plante, Frank Ferraro, Michael Ferraro, Yolanda Ferraro, épouse de-wife of John Watts, Henry Ferraro, 433, 1ère-st Avenue, Verdun	204-22.
3065	M.-Mr. Rosario Grenier, 6842, Saint-Urbain, Montréal	204-148.
3027	M.-Mr. Laurent Hudon, 2614, Sainte-Elisabeth, cité Jacques-Cartier City	204-174.
4120	M.-Mr. Laurent Hudon, 2614, Sainte-Elisabeth, cité Jacques-Cartier City	204-177.
3015	M.-Mr. Joseph Michel Gérald Gauthier, 228, Devonshir-, Greenfield Park	204-185.
3011	M.-Mr. Laurent Hudon, 2614, Sainte-Elisabeth, cité Jacques-Cartier City	204-187.
29181	M.-Mr. Jean B. Berthelette, 2390, chemin Chambly Road, cité Jacques-Cartier City	204-337.
46122	M.-Mr. Anton Sjerek, 1352, Laurier, Montréal	204-412.
45881	M.-Mr. et and Mme-Mrs. André Benoit, 1509, DeGaulle, cité Laflèche City	204-525.
32644	M.-Mr. Camille Roberge, 1860, Godin, cité Laflèche City	

Une parcelle de terrain faisant front sur la rue Godin, étant une partie de la subdivision 89 du lot 205 (205-P. 89) mesurant 12.5 pieds de largeur par toute la profondeur dudit lot et borné en avant par la rue Godin, en arrière par le lot 205-118 d'un côté au nord-est par le lot 205-88 et sud-ouest par le lot 205-89.

A piece of land fronting on Godin Street being, a part of the subdivision 89 of the original lot 205 (205 Pt. 89), measuring 12.5 feet in width by all the depth of said lot and bounded in front by Godin Street, in rear by lot 205-118, one one side to the northeast by lot 205-88 and to the southwest by the lot 205-89.

32305	M.-Mr. Gilles Pelchat, 1671, Godin, cité Laflèche City	205-166.
82933	M.-Mr. Peter Morozovitch, 1927, boul. Edouard Blvd., cité Laflèche City	205-266, 267.
82923	M.-Mr. J. Théo. Roy et-and Coopérative d'habitation de Notre-Dame de Mackayville, 50, Ave. Lorne, Saint-Lambert	205-274.
82868	M.M-r. Arthur Olier Bayard, 1471, Cartier, cité Laflèche City	205-408, 409, 410.
66347	M.M-r. Clyde Long, 3462, Windsor, cité Laflèche City	206-79-3.
66292	M.-Mr. Domenico Piscioneri, 372, Saint-Zotique Est-East, Montréal	206-104.
66284	M.-Mr. Emile Provost, 4839, Ave. Verdun, ville de Verdun Town	

Une partie du lot 206-107, mesurant 5 pieds par 40 pieds, bornée au nord-est par le lot 206-45, au sud-ouest, par le lot 206-108, au sud-est et au nord-ouest par d'autres parties du même lot. La ligne sud-est est à une distance de 10 pieds du lot 206-106.

Une partie du lot 206-108, mesurant 5 pieds par 20 pieds, bornée au nord-est par le lot 206-107, au sud-ouest, au nord-ouest et au sud-est, par d'autres parties du lot 206-108; le côté sud-est est à une distance de 10 pieds du lot 206-106.

A part of lot 206-107, measuring 5 feet by 40 feet, bounded to the northeast by lot 206-45, to the southwest by lot 206-108, to the southeast and to the northwest by other parts of said lot. The southeast is at a distance of 10 feet from lot 206-106.

A part of lot 206-108, measuring 5 feet by 20 feet, bounded to the northeast by lot 206-107, to the southwest, northwest and to the southeast, by other parts of said lot 206-108; the southeast side line is at a distance of 10 feet of lot 206-106.

66616	M.-Mr. Philias Lanctot, 170, Taschereau, Laprairie	206-131.
19001	M.-Mr. Peter Doulgeropoulos, 4165, Clark, Montréal	

206-171 et la demi nord-ouest du lot 206-172, mesurant cette dite partie, 17 pieds de largeur par 120 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins et bornée comme suit: en front; au sud-ouest par le rue Edgar (Lot 206-170); en arrière, au nord-est par le lot 206-174; d'un côté, au nord-ouest par le lot 206-171 et de l'autre côté, au sud-est par le résidu dudit lot 206-172.

206-171 and the half northwest of lot 206-172, measuring this said part, 17 feet in width by 120 feet in depth English measure and more or less and bounded as follows; in front, to the southwest by Edgar Street (lot 206-170); in rear, to the northeast by lot 206-174; on one side, to the northwest by lot 206-171 and on the other side, to the southeast by the residue of said lot 206-172.

19003	M.-Mr. Gerry Dracontaidis, 840, Wiseman, apt. 1, Outremont	

206-173 et la demi sud-est du lot 206-172, mesurant cettedite partie, 17 pieds de largeur par 120 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins et bornée comme suit: en front, au sud-ouest par la rue Edgar; en arrière, au nord-est par la partie 206-174; d'un côté, au nord-ouest par le résidu dudit lot et de l'autre côté, au sud-est par le lot 206-173.

206-173 and the half southeast of lot 206-172, measuring this said part, 17 feet in width by 120 feet in depth English measure and more or less and bounded as follows: in front, to the southwest by Edgar Street, in rear, to the northeast by the part 206-174; on one side to the northwest by the residue of said lot and on the other side to the southeast by lot 206-173.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immoveable
29253	M.-Mr. Clyde Long, 3462, Windsor, Cité Laflèche City	206-211, 212.
38544	M.-Mr. Eugene A. Andrassy, 7476, Birman, Montréal	206-262, 263.
66246	M.-Mr. Eugene A. Andrassy, 7476, Birman, Montréal	206-311, 312.
41162	M.-Mr. René Lemieux, 24, Montée Saint-Hubert, Saint-Hubert	206-329.
66515	M.-Mr. Salvatore Milano et-and Dame Simonne Rioux, son épouse-his wife, 9687, 63ième-rd Avenue, Rivière des Prairies	206-373.
66546	M.-Mr. Clyde Long et-and M. Alexandre Girard, faisant affaires sous le nom de-doing business together the name of «Canada Modern Home Builders», 3462, Windsor, cité Laflèche City	

Le lot 206-391 et une partie du lot 206-392, mesurant cettedite partie 18 pieds de largeur par 20 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, bornée comme suit: en front, par la rue Nielsen; d'un côté, par le lot 206-391 et de l'autre côté, par le résidu dudit lot 206-392.

Lot 206-391 and a part of lot 206-392, measuring this said part 18 feet in width by 20 feet in depth, English measure and more or less, and bounded as follows: in front, by Nielsen Street, on one side by lot 206-391 and on the other side by the residue of said lot 206-392.

66569	M.-Mr. Clyde Long, 3462, Windsor, cité Laflèche City	206-411, 412.

A distraire du lot 206-412, la partie vendue, appert acte numéro 113285.

To be deducted from lot 206-412, the part sold, Re: deed number 113285.

66581	M.-Mr. Joseph Rayle & M. Claude Perras, syndic à la faillite de-trustee to the bankruptcy of Léo Fiset, 420, Saint-Thomas, Longueuil	

Une lisière de terrain ayant front sur la rue Nielsen connu et désigné sous le numéro 206-P.421, mesurant ladite partie 5 pieds de largeur par toute la profondeur dudit lot, mesure anglaise, et plus ou moins, et bornée en front, par la rue Nielsen, en arrière, par un lot de subdivision du lot originaire numéro 207; d'un côté, par le lot 206-420 et de l'autre côté, par le résidu dudit lot 206-421.

A strip of land front Nielsen St., known and designated under No. 206-Pt. 421, measuring the said part, 5 feet in width by all the depth of said lot, English measure and more or less, and bounded in front, by Nielsen Street, in rear, by a lot of the subdivision of the original lot number 207; on one side, by lot 206-420 and on the other side by the residue of said lot 206-421.

13840	M.-Mr. Richard Ivan Gonnet, 367, Ch. Dunver, Châteauguay-Centre	207-92.
78315	M.-Mr. Arcadi Calomitchi, 7264, Champagneur, Montréal	207-128.
78287	M.-Mr. Roméo Cloutre, 95, Legardeur, Baie Comeau, et-and M.-Mr. Rudolph Pick	207-142.
13529	M.-Mr. Jean Chenail, 1592, De Gaulle, cité Laflèche City	207-244.
77866	M.-Mr. Norbert Losier, 2410, Chambly, apt. 3, Montréal	207-268.
77846	M.-Mr. Ernest Millichamp et-and Douglas Millichamp, 5425, Boul. Payer Blvd., Saint-Hubert	207-277.
59929	Raymond Caron, John Caron, John E.-L. Duquet, ès-qualité exécuteurs testamentaires et fiduciaires pour la succession-es quality testary and fidiciary of the estate executors Adolphe-Louis Caron, 168, Chemin Sainte-Catherine Road, Outremont	207-315.
28368	M.-Mr. Sandor Benko, 8922, 13e-th Avenue, cité Saint-Michel City	207-339.
13773	Raymond Caron, John Caron, John E.-L. Duquet, exécuteurs testamentaires et fiduciaires pour la succession-testamentary nad fiduciary executors of the estate Adolphe-Louis Caron, 168, Chemin Sainte Catherine Road, Outremont	207-373.
78201	M.-Mr. Reiner Staffa, 4046, Dorchester Ouest-West, Montréal	207-418.
59892	Montreal Suburban Investment Co. Ltd. & Emgo Realty Corp., Boîte postale-P.O. Box 982, Montréal	207-434.
59890	M.-Mr. Leslie Nyerges, 2075, Mountain, apt. 27, Montréal	207-435.
28058	M.-Mr. Henri Planche, 1413, De Gaulle, cité Laflèche City	207-503.
16267	M.-Mr. Andor Schwalb, 2622, Barclay, Montréal	207-593.
14867	Attila Construction Inc., 499, Foster, Fabreville, P.Q.	207-616-4, 617-2.
14869	Attila Construction Inc., 499, Foster, Fabreville, P.Q.	207-189-2.
90067	M.-Mr. John Henry Sullivan, 1410, Guy, Montréal	208-60, 61.
60257	Mlle-Miss Marie Emond, 2129, Cartier, Montréal	208-477, 478.
60255	Canadian Four Seasons Development Limited, 5282, Henri Bourassa Est-East, Montreal	208-479, 480.
90007	Mlle-Miss Barbara Doman, 3319 Ouest-West, 50e-th Rue-Street, Los Angeles 93, California, U.S.A.	208-790.
90203	Attila Construction Inc., 499, Foster, Fabreville, P.Q.	208-793.
30545	M.-Mr. Luitpold Neigert, Apartado 10547, Caracas, Venezuela	208-865.
30545	M.-Mr. Luitpold Neigert, Apartado 10547, Caracas, Venezuela	208-866.
30539	M.-Mr. Peter Werner, cité de-City of Caracas, Apartado 10363, Caracas, Venezuela	208-867.
30539	M.-Mr. Peter Werner, cité de-City of Caracas, Apartado 10363, Caracas, Venezuela	208-868.
30539	M.-Mr. Peter Werner, cité de-City of Caracas, Apartado 10363, Caracas, Venezuela	208-869.
12601	M.-Mr. Marcelo Hausmann, a/s-c/o Manufacturas Franceven S.A. Avda, Urdaneta 11, E.S.Q., La Pelota, apt. 3699, Caracas, Venezuela	208-879, 880, 209-909.
98001	M.-Mr. Marcelo Hausmann, a/s-c/o Manufacturas Franceven S.A. Avenida Urdaneta 11 Esquina, La Pelota, Apartado 3699, Caracas, Venezuela	208-889, 209-876.
30319	Mme-Mrs. Georges Szontagh, 222, Avenue Morthing Avenue, Jarrytown, New York	208-901.
30323	Mme-Mrs. George Szontagh, 1160, 5e-th Avenue, New York, U.S.A.	208-902.
60218	M.-Mr. Silvano Rosetti, Avenue Lincoln Avenue, Edifice Domus Building, apt. 202, Caracas, Venezuela	208-923.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immoveable
59819	M.-Mr. Pierre Villeneuve, 40, Vincent, Repentigny	208-931.
14869	Montreal Suburban Investment Co. Ltd. & Emgo Realty Corp., Boîte	
16171	postale-P.O. Box 982, Montréal	208-937.
69901	M.-Mr. Istvan Nagy, 4235, Décarie, apt. 7, Montréal	209-305, 306.

Sujet au jugement en homologation et à l'avis d'expropriation enregistrés sous les numéros 253877 et 277465.

Subject to judgment in homologation and notice of expropriation under numbers 253877 and 277465.

30551	M.-Mr. Helmut Meinken, a/s-c/o Beco C.A. Pte Yanes, Apartado 69, Caracas, Venezuela	209-809.
40501	M.-Mr. Theodoro Theodorides, Apartado 3699, Caracas, Venezuela	209-822.
40501	M.-Mr. Theodoro Theodorides, Apartado 3699, Caracas, Venezuela	209-823.
5651	M.-Mr. Theodoro Theodorides, Apartado 3699, Caracas, Venezuela	209-824.
5653	Montreal Suburban Investment Co. Ltd. & Emgo Realty Corp., Boîte postale-P.O. Box 982, Montréal	209-825.
5659	M.-Mr. Bruno Hein Bleyer, Apartado 2943, Caracas, Venezuela	209-828, 829.
5662	Mlle-Miss Anita Frederiksen, Edifice America Building, Avenue America Avenue 6156, Santiago Quito, Ecudor	209-830, 831.
5585	M.-Mr. Luitpold Neigert, Apartado 10547, Caracas, Venezuela	209-835; 208-851.
5585	M.-Mr. Luitpold Neigert, Apartado 10547, Caracas, Venezuela	209-836; 208 852.
5585	M.-Mr. Luitpold Neigert, Apartado 10547, Caracas, Venezuela	209-837; 208-853.
5565	M.-Mr. Andy Demendy, 1057, Shorecrest, Chomedey, P.Q.	209-844; 208-860.
5565	M.-Mr. Andy Demendy, 1057, Shorecrest, Chomedey, P.Q.	209-845; 208-861.
5561	M.-Mr. Istvan Voros, 5180, Queen Mary Road, Apt. 10, Montréal	209-847; 208-863.
12611	Mlle-Miss Helena Csatari de Jovcics, Avenida Urdaneta, Édifice San Carlos, 7 Building, Caracas, Venezuela	209-858.
12505	M.-Mr. Peter Szomjas, Hotel Astor, Plaza de Republica, Maracaibo, Zulia, Venezuela, South America	209-865.
98461	M.-Mr. Gerhard Grandt, Hamburg Wandsbek, Helbinstr la Germany	209-881.
98459	M.-Mr. Adalberto M. Moraveca, Selteggstr 42, Zurich 8, Switzerland	209-882.
64475	M.-Mr. Jean Charles Vaillant, 1785, Robillard, cité Laflèche City	212-13.
64457	Dame Pasquale Ceniccola, 546, Ontario, Sainte-Catherines, Ont.	212-22.
64439	M.-Mr. Edward Lawrence Bishop, 1634, Robillard, cité Laflèche City	212-31.
64435	M.-Mr. Gilles Guénette, 657, Dominion, Montréal	212-32.
64435	M.-Mr. Gilles Guénette, 657, Dominion, Montréal	212-33.
64399	M.-Mr. Laszlo Szabo, 1474, Murray, cité Laflèche City	212-51.
64376	M.-Mr. Gérard A. A. Lessard, 218, Bedford, Saint-Lambert	212-60, 61.
64372	M.-Mr. Georges Barrette, 5640, Place Vendome, Brossardville	212-63.
64343	M.-Mr. James F. Rummens, 259, Lagauchetière Ouest-West, Montréal	212-77, 78, 79.
64333	M.-Mr. Yvon Joyal, Édifice Soucy Building, Chambre-Room 200, 2, Desaulniers, Saint-Lambert	212-84.
64331	M.-Mr. Georges Barrette, 5640, Place Vendôme Square, Brossardville	212-85.
64325	M.-Mr. Luigi Florio, 1181, Robillard, cité Laflèche City	212-89.
64319	M.-Mr. Yvon Joyal, Édifice Soucy Building, Chambre-Room 200, 2, Desaulniers, Saint-Lambert	212-91, 92.
75835	J.-Mr. Yvon Joyal, Édifice Soucy Building, Chambre-Room 200, 2, Desaulniers, Saint-Lambert	212-129.
75864	Sabra Realties Corp., 7476, Birman, Montréal	212-143.
75876	M.-Mr. Yvon Joyal, Édifice Soucy Building, Chambre Room 200, 2, Desaulniers, Saint-Lambert	212-149.
75880	M.-Mr. Gérard A. A. Lessard, 218, Bedford, Saint-Lambert	212-151.
75927	Dame veuve-widow J. A. Trahan, 1095, 109e-th Rue-Street, Shawinigan, P.Q.	212-173.
75943	M.-Mr. Edward Lawrence Bishop, 1634, Robillard, cité Laflèche City	212-180.
75961	Dame Pasquale Ceniccola, 546, Ontario, Sainte-Catherines, Ont	212-189.
75977	Sheiner's Incorporated, 400, St. James St. West, Montréal.	212-197.
76290	M. J. K. Aikins, B.P.-P.O. Box 20, R.R. 1, West Syde, North Kamloops, B.C.	

212-263 et la demie de la partie nord-est du lot 212-262, mesurant cettedite partie, 12 pieds et 6 pouces de largeur par une profondeur de 104 pieds et borné comme suit: au nord-est, par la demie du lot; en front, au nord-ouest par la rue Robillard; d'un côté, au sud-ouest par le résidu du lot 212-262 et de l'autre côté, au nord-est par le lot 212-263, toutes les mesures étant mesure anglaise plus ou moins.

212-263 and the half of the northeast part of lot 212-262, measuring said part, 12 feet and 6 inches in width by a depth of 104 feet and bounded as follows: to the northeast by the half of that lot; in front, to the northwest by Robillard Street, on one side to the southwest by the residue of lot 212-262 and on the other side, to the northeast by lot 212-263, all the measurements are English measure and more or less.

8654	M.-Mr. Benoit Roy, 8174, Berri, Montréal	212-326, 327.
80912	M.-Mr. John Alexander Darcy, 314, Des Oblats, Apt. 1, ville Lasalle City	212-410, 411.
98896		212-432, 433.
8639	M.-Mr. Paul Igas, a/s-c/o Frank Straub, 1193, Balmoral, cité Laflèche City	212-444-1.
98861	M.-Mr. Leslie May, 1654, Saint-Hubert, cité Laflèche City	212-617, 618.
98859	M.-Mr. John L. Pitcher, 1646, Saint-Hubert, cité Laflèche City	212-619, 620.
98857	Dame Joseph Fédor, 1688, Saint-Hubert, Laflèche	212-621.
98851	M.-Mr. Paul Raymond Marchand, 1041, Saint-Philippe, Montréal	212-625, 626.
98853	M.-Mr. Henri Legault 1673, Balmoral, cité Laflèche City	212-622, 623. 624.
8591	M.-Mr. Paul Igas, Route No 3 Road, Rawdon, comté Terrebonne County, P.Q.	212-651.
8841	M.-Mr. Edmond R. Gallant, 12088, James Morrice, Montréal	212-689, 690.
8563	M.-Mr. Auguste Audet, 4217, DesÉrables, Montréal	212-835, 836.
98773	M.-Mr. Ladislaus Ehrenreich, 3132, Dandurand, Montréal	212-975, 976.
8519	Mlle-Miss Elizabeth Racs, a/s-c/o Paul Racs, notaire-notary, 3414, Park Ave. Chambre-Room 305, Montréal	212-1040, 1041, 1042.
8517	M.-Mr. Maurice B. Mendes, 2036, Saint-Antoine, Montréal	212-1043, 1044, 1045.
8785	M.-Mr. Paul Igas, a/s-c/o Frank Straub, 1193, Balmoral, cité Laflèche City	212-1060, 1061, 1062.
80328	M.-Mr. et-and Mme-Mrs. Gustave Goldberger, 3148, 84e-th Rue-Street, Jackson Heights, New York, U.S.A.	212-1093, 1094.

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immoveable
98726	M.-Mr. Georges Vidor et-and Dame Livia Vidor, 2495, Van Horne, app.-Apt. 14, Montréal	212-1196, 1197.
8511	M.-Mr. Paul Igaz, route No 3 Road, Rawdon, comté Terrebonne County, P.Q.	212-1204-1.
80315	M.-Mr. Paul Igaz, a/s-c/o Frank Straub, 1193, Balmoral, cité Laflèche City	212-1273, 1274.
98707	Dame veuve-widow Eugène Guillet, 3416, Grande Allée, cité Laflèche City	212-1313.
98761	Mlle-Miss Palma Carbone, 5266, Jules Fournier, Montréal-Nord-North	212-1352, 1353.
80730	M.-Mr. Alfonso Carbone, 5266, Jules-Fournier, Montréal-Nord-North	212-1413, 1414, 1415, 1416, 1417.
98748	M.-Mr. Fran ois Golinski, 1210, Shealer, Montréal	212-1448, 1449.
98744	M.-Mr. Fran ois Golinski, 1210, Shealer, Montréal	212-1450, 1451, 1452, 1453.
98728	M.-Mr. Alfonso Carbone, 5266, Jules-Fournier, Montréal-Nord-North	212-1467, 1468, 1469, 1470, 1471.
33659	M.-Mr. Laszlo Sztanyo, 3695A, City Hall, Montréal	233-66.
34102	M.-Mr. Aimé Parent, Noyan, P.Q.	233 86.
55187	M.-Mr. Rosaire Héroux, 5661, Ave. Verneuil, ville d'Anjou Town, P.Q.	233-134.
52685	Home Mortgage Acceptance Co. Reg'd, 414, Saint-Jaoques Ouest-West, Montréal	233-225.
34133	M.-Mr. Joseph Jean Lucien Rochefort, 2142, Cuvillier, Montréal	233-262.
52278	M.-Mr. Elefthenios Seceniotis, 3562, DeBullion, Montréal	233-373.
52728	M.-Mr. Henry Springer, 112, Elmire, Montréal	233-386.
52317	M.-Mr. Clyde Long, 3462, Windsor, cité Laflèche City	233-527.
33742	M.-Mr. Viktor Arusoo, 5080, Grand Boulevard, Montréal	233-545.
34193	Dame Bozidar Vidicek, 4017, Notre Dame, Chomedey, ville de Laval Town	233-558.
55270	M.-Mr. Jozsef Belecz, 689, boul. du Havre Blvd., Valleyfield, P.Q.	233-570-1, 570-2.
61844	M.-Mr. Jean Fernand Arbour, 133 Ave. Centrale, côte Sainte-Catherine Hill, Laprairie, P.Q.	233-581.

Vente d'immeubles 1966 pour non-paiement des taxes
Sale of immoveables 1966 for the non-payment of taxes

DEUXIÈME SECTION
SECOND SECTION

ADDENDA

Immeubles non-sujets au droit de retrait d'un an
Immoveables non-subject to the right of redemption for one year

(Les lots ci-après décrits sont du cadastre officiel de la paroisse Saint-Antoine de Longueuil dans les limites de la cité de Laflèche.)

(The lots hereinafter described are in the official cadastre of the parish of Saint-Antoine de Longueuil, in the limits of the city of Laflèche.)

Folio	Nom et adresse Name and address	Description de l'immeuble Description of immoveable
32618	M.-Mr. Erigène Godin, 1155, Dorchester, O.-W., Montréal	205-62, 63.
32291	Dame Alice Stella Bégin, cité Laflèche City	205-180.
66351	Mlle-Miss Camilla McCrory, Boîte postale-P. O. Box 114, Cambleville, Ont.	206-79-1.
60214	Montreal Suburban Investment Co. Ltd. et-and Emgo Realty Corp., 5803, Côte des Neiges Hill, Montréal	

Une partie du lot 208 mesurant 45 pieds au sud, 100 pieds à l'est et à l'ouest, et 5 pieds au nord, et délà déviant vers le sud sur une distance de 50 pieds, puis vers l'est sur une distance de 25 pieds, vers le nord sur une distance de 33 pieds et vers l'est sur une distance de 34 pieds. Bornée au nord, par les lots 208-825, 208-625 et 208-926, au sud et à l'est par le lot 208-791 et à l'ouest par le lot 208-924.

A part of lot 208, measuring 45 feet to the south, 100 feet to the east and west and 5 feet to the north and from there turning to the south towards a distance of 50 feet, then towards the east, a distance of 25 feet, to the north, a distance of 33 feet and to the east a distance of 34 feet; bounded to the north by lots 208-825, 208-625 and 208-926, to the south and to the east by lot No. 208-791 and to the west by lot 208-924.

63501	M.-Mr. Marinus Hansen, 1230, Farfar, Montréal	212-138.
80701	M.-Mr. Joseph Skrapits, 1295, Montgomery, cité Laflèche City	212-1284, 1285.

Donné à cité de Laflèche, le 19e jour de janvier 1967.

Le Trésorier,
URGEL BLAIS.

18209-4-2-o

Given at city of Laflèche, the 19th day of January, 1967.

URGEL BLAIS,
Treasurer.

18209-4-2-o

Commission scolaire de Saint-Théophile Ville de Laval

Comté de Laval

Avis public est par les présentes donné, par Paul-O. Despatis, secrétaire-trésorier, que les

School Commission of Saint-Théophile Town of Laval

County of Laval

Public notice is hereby given by Paul-O. Despatis, secretary-treasurer, that the real estates

immeubles ci-après mentionnés seront vendus par enchère publique, pour non-paiement de taxes au bureau de la commission scolaire de Saint-Théophile au deuxième (2ième) étage, au 3000 du Boulevard Sainte-Rose, Laval-Ouest, Ville de Laval, comté de Laval JEUDI le NEUVIÈME jour de MARS mil neuf cent soixante-sept (1967) à DIX heures de l'avant-midi, (10 a.m.), à moins que les taxes scolaires et municipales mentionnées ci-après, plus les frais et intérêts encourus ne soient payés avant la vente.

mentioned below, will be sold by public auction, for unpaid taxes, at the office of the school commission of Saint-Théophile, second (2nd) floor, at 3000 Sainte-Rose Boulevard, Laval-West, Town of Laval, county of Laval, THURSDAY the NINTH day of MARCH one thousand nine hundred and sixty-seven (1967) at TEN o'clock in the forenoon (10 a.m.), unless municipal and school taxes mentioned below, plus fees and interests be paid before the sale.

Commission scolaire de Saint-Théophile, Laval-Ouest, Ville de Laval
Cadastre des paroisses de Sainte-Dorothée et Sainte-Rose
School commission of Saint-Théophile, Laval-West, Town of Laval
Cadastral of the parishes of Sainte-Dorothée and Sainte-Rose

Nom du propriétaire Name of owner	Numéros officiels Official numbers	Taxes scol. School taxes	Taxes munic. Munic. taxes	Total
Jodoin, Fernand	181-57-58-59-60	$ 142.02	$ 152.47	$ 294.49

Commission scolaire de Saint-Théophile, Laval-Ouest, Ville de Laval
Cadastre de la paroisse de Sainte-Rose
School commission of Saint-Théophile, Laval-West, Town of Laval
Cadastral of the parish of Sainte-Rose

Jodoin, Fernand	181-61-2	$ 28.66	$ 61.70	$ 90.36
Jodoin, Fernand	179-106-107-108	62.12	105.45	167.58
Jodoin, Roger	182-30-31-32-33	48.33	119.91	168.24
Jodoin, Roger	182-34-35-36	23.96	92.28	116.24
Jodoin, Roger	182-39-40-41	38.13	92.41	130.54
Jodoin, Roger	182-508	24.72	46.69	71.41
Jodoin, Roger	182-502	26.33	51.16	77.49
Jodoin, Roger	182-504	42.86	78.88	121.74
Jodoin, Roger	182-505	26.33	54.21	80.54
Jodoin, Roger	182-506	27.09	58.21	85.30
Jodoin, Roger	182-507	21.59	37.50	59.09
Jodoin, Roger	182-503 et-and 514	49.12	102.37	151.49
Jodoin, Roger	189-88	39.70	87.30	127.00
Jodoin, Roger	189-94	173.49	249.82	423.31
Jodoin, Roger	189-89-90	467.07	749.01	1,216.08
Konig Investment Corporation, C. Zeigler & Max Zeigler	187-345-346-347-348-349-350-351	128.11	288.21	426.32
Konig Investment Corporation	187-369-370-371-372-373-374	110.30	247.10	357.40
Konig Investment Corporation	187-178-179-180-181-182	42.11	93.87	135.98
Konig Investment Corporation	187-P. 184, P. 185, P. 186	72.39	93.23	165.62
Lavoie, Armand et-and Aline Poissant	180-62-63-64	53.47	75.83	129.30
Lavoie, Armand	180-54-55-56-57-58-59-60-61	249.82	274.71	524.53
Couvrette, Jean	179-P. 409, P. 410	39.33	87.43	126.76
Couvrette, Jean	179-P. 409, P. 410	45.21	275.45	320.76
Henry, Gilles	180-108-109-110-111-112	63.71	100.26	163.97
Leduc, Florian, Couvrette Jean et-and Schaap Gerrit Johan	179-411-412-413	112.11	42.45	154.56
Leduc, Florian, Couvrette Jean et-and Schaap Gerrit Johan	180-6-7-8-9-10	95.20	84.70	179.90
Lepore, William	175-52	20.93	124.15	145.08
Lepore, William	175-P. 53	160.89	570.18	731.07
Devost, Roland	185-294-295	59.08	138.95	198.03
Devost, Roland	185-292-293	56.41	131.38	187.79
Presseau, Marcel	180-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-P. 357,-P. 358-P. 359-P. 360-P. 361	833.44	52.79	886.23
Presseau, Marcel	180-366-367-P. 368, P. 369	29.13	.....	29.13
Séguin, Mme-Mrs. Denise B.	179-523-524-525-526	41.32	22.18	63.50
Séguin, Mme-Mrs. Denise B.	179-527-528-529-530	40.12	22.18	62.30
Séguin, Mme-Mrs. Denise B.	179-531-532-533-534	40.12	22.18	62.30
Séguin, Mme-Mrs. Denise B.	179-535-536-537	30.33	16.76	47.09
Séguin, Mme-Mrs. Denise B.	179-546-547	20.43	11.34	31.77
Séguin, Mme-Mrs. Denise B.	179-513-514-515-516-517	50.14	61.60	111.74
Séguin, Mme-Mrs. Denise B.	179-518-519-520-521-522	327.04	241.00	568.04
Smadbek, Dr. Warren	173-130-131-132	69.62	100.46	170.08
Smadbeck, Dr. Warren	173-133-134	28.67	51.99	80.66
Wasserman, J. & Normandie Entreprise Inc.	175-2	150.99	285.32	436.31
Guimond, succ.-est. Louis-Philippe et-and Jeanne-d'Arc T. Guimond	175-36	553.08	518.81	1,071.89
Gosselin, M.-Mr. et-and Mme-Mrs. Roger et-and Legault, Jean	173-504	150.28	399.65	549.93
Patenaude, succ.-est. Mme-Mrs. J.-E., p/v Robert Legrand	173-183-184	70.83	76.26	147.10
Archambault, Albert	186, P.	30.17	22.44	52.61
Ashforth, Thos.-Henry, p/v, Jean Couvrette	185-613-614-615-616-617	83.85	64.58	148.43

Commission scolaire de Saint-Théophile, Laval-Ouest, Ville de Laval
Cadastre de la paroisse de Sainte-Rose (*suite*)
School commission of Saint-Théophile, Laval-West, Town of Laval
Cadastral of the parish of Sainte-Rose (*continued*)

Nom du propriétaire Name of owner	Numéros officiels Official numbers	Taxes scol. School taxes	Taxes munic. Munic. taxes	Total
Aspell, Mme-Mrs. Phyllis	182-419-420-421-422-423	$ 46.41	$ 235.69	$ 282.10
Aspell, Mme-Mrs. Phyllis	182-424-425-426	37.46	146.41	183.87
Bachand, Lorenzo & Les Immeubles L. Robert Ouellet Inc.	177-P. 18-P. 19-P. 20	171.77	339.78	511.55
Beauchamp, Mme-Mrs. Louise I.	189-102	112.28	243.00	355.28
Bouchard, Romuald	174-447-448	74.07	134.01	208.08
Brunette, Emile	173-318-319	158.86	242.22	401.08
Charlebois, Mme-Mrs. Roméo	187-261-262-288-289	106.91	120.96	227.87
Charlebois, Roméo	187-412-413	194.21	280.89	475.10
Collins, Michael John	187-339	166.05	393.08	559.13
Compagnie de Construction Vimont Limitée	185-470-471-472-473-474	37.28	86.71	123.99
Coombs, Gérard	179-415-416-417-420	111.53	185.97	297.50
Corporation Immobilière B. J. Incorporée	190-36	109.16	149.56	258.72
Danniger, Heribert	185-219-220-P. 221	132.98	202.98	335.96
Fleet, J.-Laurier, p/v Proulx, Alice	183-264-265-266-267-268	321.87	321.19	643.06
Goudreau, Juste	181-73	26.48	53.26	79.74
Hamelin, Omer	182-159-160-161-162	219.19	235.04	454.23
Jolicoeur, Lucien	180 P. 461-P. 462-P. 469-P. 470	101.99	130.35	232.34
Labelle, Roger	186-188-189-190-191	335.49	484.71	820.20
Lagacé, Henri	173-430	94.62	135.49	230.11
Lapierre, J. Honorius	187-166-167-168-169-170	101.41	155.82	257.23
Latour, Roger	189-208-209	144.87	190.54	335.41
Leboeuf, Robert	186-245-246	26.97	35.78	62.75
Léonard, succ.-est. J. Baptiste p/v Aubry, Mme-Mrs. Yvette L.	185-449-450-451-452-453	185.72	141.40	327.12
Loseau, Mme-Mrs. Agnès S.	174-359-360-361-362	461.29	498.26	959.55
McKeown, Patrick	189-195	147 16	321.94	469.10
Martel, Albert	185-129-130-131	136.64	118.40	255.04
Monette, Maurice	186-69-70	157.39	216.20	373.59
Nolet, André	178-428	248.27	318.56	566.83
Normandin, Rosaire	182-49-50-51	238.41	183.63	422.04
O'Donohue, Joseph-J.	182-536	244.97	371.07	616.04
Panifilo, Pasquale	179-112-113	189.63	198.74	388.37
Raymond, Jean	174-P. 255-P. 256	69.32	105.04	174.36
Rodrigue, Louis	178-151	66.09	51.09	117.18
Thibeault, Wilfrid	175-59	71.50	104.26	175.76
Vermette, Mme-Mrs. Roméo	173-249-250	136.28	217.53	353.81
Vermette, Roméo	173-251-252-253	41.91	123.10	165.01
Corp. Immobilière B & J. Inc.	182-27-28-29	137.29	268.04	405.33
Corp. Immobilière B & J. Inc.	190-35	152.29	286.22	438.51
Corp. Immobilière B & J Inc.	190-39-40	61.24	173.30	234.54
Corp. Immobilière B & J Inc.	190-37	156.64	299.00	455.64
Corp. Immobilière B & J Inc.	190-34	170.74	325.08	495.82
Devost, Roland	179-435-436	99.31	127.16	226.47
Devost, Roland	179-429-430-431-432	102.58	150.19	252.77
Devost, Roland	179-433-434	79.31	91.72	171.03
Devost, Roland	179-200-201-202	191.73	261.60	453.33
Devost, Roland	179-205-206	60.97	79.52	140.49
Devost, Roland	179-156-157	24.34	62.03	86.37
Devost, Roland	179-158-159	107.91	143.84	251.75
Doyle, John p/v Doyle, J.-Joseph Gerald	183-282-283	147.72	246.65	394.37
Doyle, John p/v Doyle, J.-Joseph Gerald	188-279-280-281	78.13	65.15	143.28
Grobstein, David S., syndic-trustee	175-94-P.	55.16	58.02	113.18
Pleau, Albert	175-P. 57-58	738.02	1,338.94	2,076.96
Migneron, Jean-Paul	185-P. 369-368	77.22	67.62	144.84
Joannette, Jean-Paul	187-442	102.63	125.48	228.11
Ethier, Gérard	181-118	31.82	42.97	74.79
Ethier, Gérard	181 117	26.08	35.26	61.34
Ethier, Gérard	181 116	26.08	35.26	61.34
Ethier, Gérard	181 115	26.08	35.26	61.34
Ethier, Gérard	181 114	26.08	35.26	61.34
Ethier, Gérard	181 113	26.08	35.26	61.34
Ethier, Gérard	181 112	26.08	35 26	61.34
Ethier, Gérard	181-111	29.50	39.89	69.39
Ethier, Gérard	181-110	29.50	39.89	69.39
Ethier, Gérard	182-540	46.03	59.93	105.96
Ethier, Gérard	182-P. 485-484A	330.15	267.82	597.97
Ethier, Gérard	182-550	332.04	352.27	684.31
Ethier, Gérard	182-549	340.33	352.81	693.14
Ethier, Gérard	182-493	314.40	328.92	643.32
Ethier, Gérard	182-494 et-and 515	452.91	470.36	923.27
Nessrallah, Théo	179-341-342-343-344-345-346	393.90	845.33	1,239.23
Nessrallah, Théo	179-61-62-63-64-65	125.59	323.69	449.28
Nessrallah, Théo	179-350-351	15.09	92.11	107.20
Nessrallah, Théo	179 356-357-358	29.47	71.06	100.53
Nessrallah, Théo	179-352-353-354	30.67	71.06	101.73

Commission scolaire de Saint-Théophile, Laval-Ouest, Ville de Laval
Cadastre de la paroisse de Sainte-Dorothée
School commission of Saint-Théophile, Laval-West, Town of Laval
Cadastral of the parish of Sainte-Dorothée

Nom du propriétaire Name of owner	Numéros officiels Official numbers	Taxes scol. School taxes	Taxes munic. Munic. taxes	Total
Nadon, Roger	213-P. 365-P. 366-367-368	$ 145.51	$ 194.58	$ 340.09
Tétreault, Gérard-A.	222-P.	308.97	283.48	592.35
Tétreault, Gérard-A.	227-1	45.18	43.17	88.35
Tétreault, Gérard-A.	227-3	44.40	42.76	87.16
Tétreault, Gérard-A.	227-4	947.16	1,319.67	2,266.83
Tétreault, Gérard-A.	227-5-6-7-8-9-10	405.67	603.52	1,009.19
Tétreault, Gérard-A.	227-18-19-20-21	1,392.23	2,048.62	3,440.85
Tétreault, Gérard-A.	227-2	44.40	42.29	86.69
Fréchette, Armand	213-99-100	249.15	260.23	509.38
Tomaszczyk, Edouard	213-294-295	206.29	445.36	651.65
Epps, Mlle-Miss Hazel	213-371-P. 372	129.05	144.17	273.22
Katz, C.	213-419-420	56.31	68.14	124.45
Beutel, Helmut	222-20-21	396.02	626.66	1,022.68
Goodman, Mme-Mrs. Marcelle	228-P.	2,013.31	1,201.70	3,215.01
Goodman, Mme-Mrs. Marcelle	228-P.	349.79	199.57	549.36
Goodman, Mme-Mrs. Marcelle	228-P.	878.76	731.70	1,610.46
Pesant, Marcel	228-P.	741.77	1,173.89	1,915.66
Pesant, Marcel	228-P.	199.64	325.11	524.75
Savard, Albert	228-P.	206.77	402.69	609.46
Dubreuil, Roland	228-P.	21.99	74.25	96.24
Leporé, Ludovic	228-P.	231.73	630.16	861.89
Sanscartier, Rémi	228-P.	180.20	356.71	536.91
Lefebvre, Richard p/v Dalpé, Florian	228-P.	87.62	82.03	169.65
Pesant, Georges	228-P. 13-A	429.54	498.95	928.48
Jodoin, Fernand	232-P. 35	2.69	15.14	17.83
Corp. de Placements Deux-Montagnes	232-70	230.14	301.32	531.46
Constantin, Jean-Pierre	232-71	260.15	301.32	561.47
Grobstein, David S., syndic-trustee	233-5	15.94	13.53	29.47
Grobstein, David S., syndic-trustee	234-2	42.64	34.38	77.02
Ethier, Gérard	234-8	30.07	40.54	70.61
Ethier, Gérard	234-7	30.07	40.54	70.61
Ethier, Gérard	234-6	29.50	39.89	69.39

Certifié copie authentique, ce 23 janvier 1967.
Le Secrétaire-trésorier,
P.-O. DESPATIS.
18245-4-2-o

Certified true copy, January 23, 1967.
P.-O. DESPATIS.
Secretary-Treasurer.
18245-4-2-o

Ville de Maniwaki

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, les immeubles ci-après mentionnés seront vendus par enchère publique, dans l'Hôtel-de-Ville, à la ville de Maniwaki, JEUDI le NEUVIÈME jour de MARS, mil neuf cent soixante-sept, à DEUX heures p.m., pour taxes municipales et scolaires et autres redevances, sur les divers lots de terre plus bas désignés, à moins que lesdites taxes et redevances ne soient payées avec les frais avant la vente, savoir:

Town of Maniwaki

Public notice is hereby given to the tax-payers of the aforementioned municipality by the undersigned, secretary-treasurer, of the above municipality that the immovables hereinafter mentioned will be sold by public auction in the Town Hall of the town of Maniwaki on THURSDAY the NINTH day of MARCH, one thousand nine hundred and sixty-seven, at TWO o'clock p.m., for municipal and school taxes and other dues on the various lots of land designated below, unless the said taxes and dues are paid with the costs before the sale, to wit:

Corporation de la ville de Maniwaki — Corporation of the town of Maniwaki

Noms Names	Lots	Rang Range	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Barbe, Gilbert	P. 33-34	R. F.R.G.	$ 158.54	$ 58.40	$ 216.94
Le lot de terre portant le numéro 33-34 du rang front rivière Gatineau dans le canton de Maniwaki, avec bâtisses dessus érigées, moins partie vendue à Raymond Richer.		The lot of land bearing number 33-34 of the front range of Gatineau River in the township of Maniwaki, with the buildings thereon erected, less the part sold to Raymond Richer.			
Beauregard, Mme-Mrs. Rémi	P. 1-150	R. F. R. D.	81.34	14.39	95.73
Une partie du lot de terre portant le numéro un-cent cinquante (Ptie 1-150) dans le rang de front à la rivière Désert dans le canton de Maniwaki, laquelle partie mesure vingt-cinq pieds de profondeur par la largeur du lot et est bornée comme suit, savoir: En front vers le nord par le résidu dudit lot, vers le sud par le lot		A part of the lot of land bearing number one-one hundred and fifty (P. 1-150) on the front range of Désert River, in the township of Maniwaki, which part measures twenty-five feet in depth by the width of the lot and is bounded as follows, to wit: in front, on the north, by the remainder of the said lot, on the south			

numéro 1-144, vers l'ouest par le lot numéro 1-147 et vers l'est par le lot 1-151. Avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances sans réserve.

by lot 1-144, on the west by lot number 1-147, and on the east by lot 1-151. With the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, without reservation.

Corporation de la ville de Maniwaki (*suite*) — Corporation of the town of Maniwaki (*continued*)

Noms Names	Lots	Rang Range	Taxes munic. Municipal taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Beauséjour, Léo	1-21	R. F. R. D.	$ 77.46	$ 33.04	$ 110.50
Le lot 1-21 rang front rivière désert, avec bâtisses dessus érigées.		Lot 1-21, on the front range of Désert River, with the buildings thereon erected.			
Boisvenue, Lucien	P. 2-59, P. 2-60	R. F. R. D.	50.85	46.24	97.09
1. Partie du lot 2-59, rang front de la rivière Désert, canton de Maniwaki, laquelle partie de terrain est décrite comme suit savoir: Commençant à mesurer au coin nord-est du lot de terre portant le numéro deux-cinquante-huit à la rue Tenasco ouest se dirigeant vers l'est en longeant ladite rue Tenasco ouest se dirigeant vers l'est en longeant ladite rue Tenasco ouest une distance de cinquante-huit pieds, de ce point tournant à angle droit et se dirigeant vers le sud, une distance de vingt-huit pieds jusqu'au lot numéro deux-soixante, de ce point tournant à angle droit et se dirigeant vers l'ouest en longeant ledit lot numéro 2-60 jusqu'au lot numéro 2-58, de là longeant ledit lot numéro 2-58, une distance de cinq pieds jusqu'au premier point de départ. Bornée telle dite partie vers le nord par ladite rue Tenasco ouest vers l'est par le résidu dudit lot numéro 2-59, appartenant à Terisse Ethier ou représentants, vers l'ouest par le lot numéro 2-58 et vers le sud par le lot numéro 2-60 ou la propriété ci-dessus décrite.		1. Part of lot 2-59, front range of the Désert River township of Maniwaki, which part of land is described as follows, to wit: starting to measure at the northeast corner of the lot of land bearing number two-fifty-eight on Tenasco St. west, going towards the east and lying along said Tenasco St. west, a distance of fifty-eight feet; thence, turning at a right angle and going towards the south, a distance of twenty-eight feet to lot number two-sixty; thence, turning at a right angle and going towards the west along said lot number 2-60 to lot number 2-58; thence, along said lot number 2-58, a distance of five feet to the first starting point. The said part is bounded as follows: on the north by said Tenasco St. west, on the east by the remainder of said lot number 2-59, belonging to Terisse Ethier or representatives, on the west by lot number 2-58, on the south by lot number 2-60, or the property described below.			
2. Une partie du lot de terre portant le numéro deux-soixante (Ptie 2-60) dans le rang de front à la rivière Désert dans le canton de Maniwaki, laquelle partie de terrain mesure en profondeur la profondeur qu'il y a à partir d'une distance de soixante-quinze pieds de la rue Laird au lot numéro deux-cinquante-huit par une largeur de trente-trois pieds et laquelle partie est bornée comme suit, savoir: vers le nord par le lot numéro 2-59, vers l'est par la propriété de Tom Budge, vers l'ouest par le lot numéro 2-58, et vers le sud par partie du même lot 2-60 appartenant à Isidore Allaire ou représentants. Le tout avec bâtisses y érigées.		2. A part of the lot of land bearing number two-sixty (P. 2-60) on the front range of the Désert River in the township of Maniwaki, which piece of land measures, in depth, the depth existing from a distance of seventy-five feet from Laird St. to lot number two-fifty-eight, by a width of thirty-three feet, and which part is bounded as follows, to wit: on the north by lot number 2-59, on the east by the property of Tom Budge, on the west by lot number 2-58, and on the south by a part of the same lot 2-60 belonging to Isidore Allaire or representatives. The whole with the buildings thereon erected.			
Brazeau, Gilbert	P. 1-114	R. F. R. D.	128.09	88.69	216.78
La ½ nord du lot 1-114, rang front rivière Désert, canton de Maniwaki, avec bâtisses dessus érigées.		The north ½ of lot 1-114, front range of the Désert River, township of Maniwaki, with the buildings thereon erected.			
Brunet, Mme-Mrs. Alfred	P. 3-28	R. F. R. D.	114.86	60.82	175.68
Un emplacement au lopin de terre de forme triangulaire étant la partie sud du lot No 3-28 du rang front rivière Désert du cadastre officiel du canton de Maniwaki, pouvant être décrit comme suit: commençant à mesurer sur le côté est de la rue Notre-Dame à un point situé à cent vingt pieds au sud du lot No 3-29 dudit rang et se dirigeant vers l'est pour aller rejoindre le terrain du Pacific Canadien, de là se dirigeant vers le sud-ouest en longeant le terrain du Pacific Canadien aller rejoindre l'extrême coin sud dudit lot numéro 3-28, de ce dernier point se dirigeant vers le nord en suivant la rue Notre-Dame aller rejoindre le point de départ situé à vingt pieds du lot 3-29, borné comme suit: à l'ouest par la rue Notre-Dame, au nord par le résidu dudit lot 3-28 appartenant à Edmond Bélair ou représentants et au sud par le terrain du Pacific Canadien avec maison et autres bâtisses dessus érigées, à soustraire de ladite partie, la partie vendue à la ville de Maniwaki sous le numéro d'enregistrement 53245.		An emplacement or lot of land of triangular shape being the south part of lot No. 3-28 on the front range of the Désert River, in the official cadaster of the township of Maniwaki, which lot may be described as follows: starting to measure on the east side of Notre-Dame St. at a point situated at one hundred and twenty feet to the south of lot No. 3-29 on the said range and going towards the east to meet the Canadian Pacific land; thence, going towards the southwest, along the Canadian Pacific land to meet the extreme south end of said lot number 3-28; from the latter point going towards the north following Notre-Dame St. to meet the starting poing situated at one hundred and twenty feet from lot 3-29, bounded as follows: on the west by Notre-Dame St. on the north by the remainder of said lot 3-28 belonging to Edmond Bélair or representatives, and on the south by the Canadian Pacific land, with a house and other buildings erected thereon; to be withdrawn from the said part, is the part sold to the town of Maniwaki, under registration number 53245.			
Budge, Henry	P. 2-76	R. F. R. D.	24.92	35.96	60.88
Une partie du lot de terre portant le numéro deux-soixante-seize (Ptie 2-76) dans le rang de front à la rivière Désert dans le canton de Maniwaki, laquelle partie de terrain mesure trente-trois pieds par quatre-vingt-trois pieds (33′ x 83′) et est bornée comme suit, savoir: vers le sud par la propriété de Madame Pierre Robillard Sr., vers le nord par la propriété de Monsieur Joly, vers l'est par la propriété de Donald Thibault et vers l'ouest par la propriété d'Albert McDonald. Avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.		A part of the lot of land bearing number two-seventy-six (P. 2-76) on the front range of the Désert River in the township of Maniwaki, which part of land measures thirty-three feet by eighty-three feet (33′ x 83′), and is bounded as follows, to wit: on the south by the property of Mrs. Pierre Robillard Sr., on the north by the property of Mr. Joly, on the east by the property of Donald Thibault, and on the west by the property of Albert McDonald. With the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.			
Chalifoux, Noel	P. 5 A	R. F. R. D.	104.16	.....	104.16

Une partie du lot de terre portant le numéro 5 A dans le rang de front à la rivière Désert dans le canton de Maniwaki, laquelle partie de terrain mesure cinquante pieds de largeur en front sur la rue Brisson par la profondeur qui existe entre cette dite rue et le ruisseau à l'arrière et bornée comme suit, savoir: vers le nord par partie du même lot appartenant à Hans Anderson, vers le sud par le résidu du même lot appartenant au vendeur, vers l'est par ladite rue Brisson et vers l'ouest par ledit ruisseau.

A part of the lot of land bearing number 5 A on the front range of the Désert River in the township of Maniwaki, which piece of land measures fifty feet in width in front on Brisson St., by the depth which exists between this street and the brook in the rear, and is bounded as follows, to wit: on the north by part of the same lot belonging to Hans Anderson, on the south by the remainder of the same lot belonging to the vendor, on the east by said Brisson St., and on the west by the said brook.

Corporation de la ville de Maniwaki (*suite*) — Corporation of the town of Maniwaki (*continued*)

Noms Names	Lots	Rang Range	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Dion, Jules	4-26	R. F. R. D.	$ 102.75	$ 119.96	$ 222.71
Le lot 4-26, rang front rivière Désert, dans le canton de Maniwaki, avec bâtisses dessus érigées.		Lot 4-26, front range of the Désert River, in the township of Maniwaki, with the buildings thereon erected.			
Duquette, Noé et-and Moncion, Paul-H	P. 1-98, P. 1-99, P. 1-101	R. F. R. D.	113.95	51.78	165.73
La moitié sud des lots de terre portant les numéros un-quatre-vingt-dix-huit et un-cent-un, tous deux dans le rang front rivière Désert dans le canton de Maniwaki, avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances. Une partie du lot de terre portant le numéro un-quatre-vingt-dix-neuf dans le rang front rivière Désert, laquelle partie de terrain mesure soixante-six pieds de largeur par soixante-six pieds de profondeur et est bornée comme suit, savoir: vers le nord par partie du 1-98 appartenant à l'acquéreur, vers le sud par le résidu dudit lot 1-99 restant la propriété de Dame Olivier Lafleur ou successeurs, vers l'est par le lot No 1-100 et vers l'ouest par partie du lot 1-95 et partie du lot 1-94.		The south half of the lots of land bearing numbers one-ninety-eight, and one-one hundred and one, both on the front range of the Désert River in the township of Maniwaki, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. A part of the lot of land bearing number one-ninety-nine on the front range of the Désert River, which piece of land measures sixty-six feet in width by sixty-six feet in depth, and is bounded as follows, to wit: on the north by a part of lot 1-98 belonging to the purchaser, on the south by the remainder of said lot 1-99 remaining the property of Dame Olivier Lafleur or heirs, on the east by lot No. 1-100, and on the west by part of lot 1-95 and part of lot 1-94.			
Éthier, Joffre	P. 35-102	R. F. R. G.	68.71	124.24	192.95
Un lot de terre connu et désigné comme étant partie du lot numéro trente-cinq cent deux (Ptie 35-102) dans le rang front rivière Gatineau, au cadastre officiel du canton de Maniwaki, laquelle partie mesure quarante pieds (40′) mesure anglaise, plus ou moins, de front sur la rue St-Jean ainsi qu'à l'arrière sur soixante-six pieds (66′) de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins. Ladite partie est bornée au nord par le résidu dudit lot, propriété des présents donateurs, au sud par la propriété de Monsieur Benoît Hamel, à l'est par la rue St-Jean et à l'ouest par la propriété de Monsieur Guy Cousineau.		A lot of land known and designated as being part of lot number thirty-five-one hundred and two (35-102) on the front range of the Gatineau River, in the official cadaster of the township of Maniwaki, which part measures forty feet (40′), English measure, more or less, in front on St-Jean St. as well as in the rear, by sixty-six feet (66′) in depth, English measure, more or less. The said part is bounded on the north by the remainder of the said lot, the property of the present donors, on the south by the property of Mr. Benoît Hamel, on the east by St-Jean St., and on the west by the property of Mr. Guy Cousineau.			
Fournier, Évangéliste et-and Antoine	P. 2-1	A. Egan	43.76	47.76	91.52
Une partie du lot de terre portant le numéro deux-un dans le rang A (Ptie 2-1, rg. A) au cadastre officiel du canton d'Egan, laquelle partie mesure trente pieds (30′) de front sur le chemin public, trente pieds (30′) à l'arrière sur une profondeur de cent pieds (100′) à partir dudit chemin public et laquelle partie est bornée comme suit, savoir: en front vers l'ouest par ledit chemin public, à l'arrière vers l'est par le résidu dudit lot appartenant à J. B. Nault ou représentants, d'un côté vers le nord par partie dudit lot appartenant à Armand Fournier ou représentants et de l'autre côté vers le sud par la propriété de Alcide Langevin ou représentants. Avec bâtisses dessus érigées.		A part of the lot of land bearing number two-one on range A (P. 2-1, R. A) in the official cadaster of the township of Egan, which part measures thirty feet (30′) in front on the public road, thirty feet (30′) in the rear, by a depth of one hundred feet (100′) from the said public road, which part is bounded as follows, to wit: in front, on the west, by the said public road, in the rear, on the east, by the remainder of the said lot belonging to J. B. Nault or representatives, on one side, on the north, by a part of the said lot belonging to Armand Fournier or representatives, and on the other side, on the south, by the property of Alcide Langevin or representatives. With the buildings thereon erected.			
Gagnon, John T	5A 16	R. F. R. D.	71.03	68.01	139.04
Le lot de terre portant le numéro 5 A 16, rang front rivière Désert, dans le canton de Maniwaki, avec bâtisses dessus érigées.		A lot of land bearing number 5 A 16, front range of the Désert River, in the township of Maniwaki, with the buildings erected thereon.			
Gagnon, Rhéal	P. 1-140, P. 1-141	R. F. R. D.	143.49	125.75	269.24
Une partie du lot de terre portant le numéro un-cent quarante et un (Ptie 1-141) dans le rang de front à la rivière Désert dans le canton de Maniwaki, laquelle partie mesure trente-trois pieds de largeur ou la moitié de la largeur du lot par une profondeur de quatre-vingt-trois pieds ou la moitié de la profondeur dudit lot et laquelle partie est ainsi bornée: vers le nord par la propriété de Louis Fournier, vers l'est par une certaine cour à bois, vers le sud par la rue Pasagua et vers l'ouest par le résidu dudit lot appartenant à Olier Blais.		A part of the lot of land bearing number one-one hundred and forty-one (P. 1-141) on the front range of the Désert River in the township of Maniwaki, which part measures thirty-three feet in width or half of the width of the lot, by a depth of eighty-three feet or half of the depth of the said lot. The said part is bounded as follows: on the north by the property of Louis Fournier, on the east by a certain wood yard, on the south by Pasagua St., and on the west by the remainder of the said lot belonging to Olivier Blais.			

Une partie du lot de terre portant le numéro un-cent quarante (Ptie 1-140) dans le rang de front à la rivière Désert dans le canton de Maniwaki, laquelle partie de terrain est décrite comme suit, savoir: commençant à mesurer à la limite sud-ouest du terrain étant partie du même lot acquise par le vendeur suivant acte enregistré à Gatineau sous le numéro 35441 à la ligne du lot numéro un-cent quarante et un, se dirigeant vers le nord en suivant ladite ligne du lot numéro un-cent quarante et un une distance de quarante-cinq pieds, de là tournant à angle droit vers l'est jusqu'à la limite est du terrain acquis suivant ledit acte enregistré sous le numéro 35441, et ce point en suivant ladite limite est du terrain acquis suivant le même acte enregistré sous le numéro 35441 vers le sud-ouest pour revenir au premier point de départ. Ce terrain ayant la forme d'un triangle est borné comme suit, savoir: vers le nord par le résidu dudit lot 1-140 appartenant au vendeur, vers l'ouest par ledit lot numéro 1-141 vers l'est par le résidu dudit lot numéro 1-140 et vers le sud par une borne d'arpenteur.

A part of the lot of land bearing number one-one hundred and forty (P. 1-140) on the front range of the Désert River in the township of Maniwaki, which piece of land is described as follows, to wit: starting to measure at the southwest limit of the land being part of the same lot acquired by the vendor according to a deed registered in Gatineau under number 35441 to the line of lot number one-one hundred and forty-one, going towards the north following the said line of lot number one-one hundred and forty-one to a distance of forty-five feet; thence, turning at a right angle towards the east to the east limit of the land acquired according to the said deed registered under number 35441; thence, following the said east limit of the land acquired according to the same deed registered under number 35441 towards the southwest, returning to the first starting point. This lot of land is in the shape of a triangle and is bounded as follows, to wit: on the north by the remainder of said lot 1-140 belonging to the vendor, on the west by said lot number 1-141, on the east by the remainder of said lot number 1-140, and on the south by a surveyor's boundary.

Corporation de la ville de Maniwaki (*suite*) — Corporation of the town of Maniwaki (*continued*)

Noms Names	Lots	Rang Range	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Galarneau, Gloré	35-20, 35-44	R. F. R. G	$ 106.41	$ 122.38	$ 228.79
Les lots de terre portant les numéros 35-20, 35-44, rang front rivière Gatineau, dans le canton de Maniwaki, avec bâtisses dessus érigées.		The lots of land bearing numbers 35-20, 35-44, front range of the Gatineau River, in the township of Maniwaki, with the buildings erected thereon.			
Gauthier, Réal	P. 1-221, P. 1-226	R. F. R. D	32.40	88.79	121.19
Un terrain situé dans la ville de Maniwaki, comté de Gatineau, contenant originairement soixante-neuf pieds sur le côté nord de la rue de l'Église, ainsi qu'à l'arrière par la profondeur qu'il y a entre cette dite rue et la rivière Désert. Ce terrain fait partie des lots numéros un-deux-cent vingt-cinq (1-225) un-deux cent vingt-six (1-226) et un-deux cent vingt et un (1-221) du rang front à la rivière Désert au cadastre officiel du canton de Maniwaki, et est borné comme suit: en front au sud par la rue de l'Église, à l'ouest par une ligne droite s'étendant de ladite rue de l'Église à la rivière Désert et situé sur le lot numéro un-deux cent vingt-cinq à vingt pieds à l'est du mur extérieur de la fabrique de liqueurs douces, en arrière vers le nord par la rivière Désert, à l'est par une ligne droite s'étendant de ladite rue à la rivière Désert et situé sur les lots numéros un-deux cent vingt et un et un-deux cent vingt-six à un point se trouvant à quatorze pieds du mur extérieur de la bâtisse en blocs de ciment servant de garage public. Le terrain originaire peut aussi être décrit comme comprenant en largeur le terrain sur lequel le garage actuel est construit avec en plus quinze pieds à l'ouest et quatorze pieds à l'est. Cependant cette dite lisière de quatorze pieds à l'est n'est pas comprise dans la présente vente parce que le propriétaire antérieur Monsieur Larocque l'a vendu à Monsieur Dominique Auger le 23 août 1949 par acte passé devant Me Paul H. Moncion, notaire et enregistré à Gatineau sous le numéro 23161.3° En plus dette partie du lot de terre portant le numéro un-deux cent vingt-quatre (1-224) dans le même rang de front à la rivière Désert, dudit canton de Maniwaki, mesurant treize pieds de largeur en front sur la rue de l'Église à la rivière Désert, laquelle partie de lot est bornée comme suit: au sud par la rue de l'Église, au nord par la rivière Désert, à l'ouest et à l'est par le résidu du même lot 1-224, tel que décrit dans un acte de vente consenti par Dominique Auger, à Édouard Larocque est passé devant Me Paul H. Moncion, notaire, le 23 août 1949 et enregistré sous le numéro 23162. Tel que le tout se trouve présentement avec le garage ci-érigé, circonstances et dépendances.		A lot of land situated in the town of Maniwaki, county of Gatineau, originally measuring sixty-nine feet on the north side of Church Street, as well as in the rear by the depth between the said street and the Désert River. This terrain forms part of lots numbers one-two hundred and twenty-five (1-225), one-two hundred and twenty-six (1-226), and one-one hundred and twenty-one (1-221) on the front range of the Désert River in the official cadaster of the township of Maniwaki, and is bounded as follows: in front, on the south, by Church Street, on the west by a straight line extending from said Church Street to the Désert River and situated on lot number one-two hundred and twenty-five at twenty feet to the east of the exterior wall of the softdrink plant, in the rear, on the north, by the Désert River, on the east by a straight line extending from the said street to the Désert River and situated on lots numbers one-two hundred and twenty-one and one-two hundred and twenty-six at a point situated at fourteen feet from the exterior wall of the cement block building used as a public garage. The original lot of land may also be described as comprising, in width, the land on which the present garage is built, and also with fifteen feet on the west and fourteen feet on the east. However, this said strip of fourteen feet on the east is not included in the present sale because the former proprietor, Mr. Larocque, sold it to Mr. Dominique Auger on August 23, 1949 by a deed drawn up by Me Paul H. Moncion, notary, and registered in Gatineau under number 23161. 3° Also that part of the lot of land bearing number one-two hundred and twenty-four (1-224) on the same front range of the Désert River in the said township of Maniwaki, measuring thirteen feet in width in front on Church Street to the Désert River, which part of the lot is bounded as follows: on the south by Church Street, on the north by the Désert River, on the west and on the east by the remainder of the same lot 1-224 as described in the deed of sale consented to by Dominique Auger to Édouard Larocque and drawn up by Me Paul H. Moncion, notary, on August 23, 1949, and registered under number 23162. The whole as it is presently to be found with the garage erected thereon, circumstances and dependencies.			
Gravel, Hormidas	32-18	R. F. R. G	24.42	19.84	44.26
Maison seulement sur le lot 32-18, rang front rivière Gatineau, dans le canton de Maniwaki.		The house only on lot 32-18, front range of the Gatineau River in the township of Maniwaki.			
Labonté, Georges	P. 33-17	R. F. R. G	135.58	49.88	185.46
Le lot de terre portant le numéro trente-trois-dix-sept (33-17) dans le rang de front à la rivière Gatineau, dans le canton de Maniwaki, moins de ce lot la partie		The lot of land bearing number thirty-three-seventeen (33-17) on the front range of the Gatineau River in the township of Maniwaki, less the part of this lot			

de ce lot vendue à Gilbert Nivens, suivant acte enregistré au bureau d'enregistrement de Gatineau, sous le numéro 32930. Avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

sold to Gilbert Nivens, according to the deed registered in the registry office in Gatineau under number 32930. With the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Corporation de la ville de Maniwaki (*suite*) — Corporation of the town of Maniwaki (*continued*)

Noms Names	Lots	Rang Range	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Lafrenière, Ernest	4-18, 4-19	R. F. R. D.	$ 168.74	$ 71.27	$ 240.01
Les lots de terre portant les numéros 4-18 et 4-19 dans le rang front rivière Désert, dans le canton de Maniwaki. Avec bâtisses dessus érigées.		The lots of land bearing numbers 4-18 and 4-19 on the front range of the Désert River, in the township of Maniwaki. With the buildings erected thereon.			
Lapratte, Aris	1-21	R. F. R. D.	62.61	23.21	85.82
Maison seulement sur le lot 1-21, rang front rivière Désert, dans le canton de Maniwaki.		The house only on lot 1-21, front range of the Désert River in the township of Maniwaki.			
Lefebvre, Mme-Mrs. Félix, Succ.-Est	P. 1-156	R. F. R. D.	.....	34.12	34.12
Le lot 1-156, rang front rivière Désert, dans le canton de Maniwaki, avec bâtisses dessus érigées, mais à déduire dudit lot la partie vendue à Percy Brunet, sous le numéro d'enregistrement numéro 20268 et la partie vendue à Hector Lafrenière ou représentants, sous le numéro d'enregistrement numéro 31871.		Lot 1-156, front range of the Désert River in the township of Maniwaki, with the buildings erected thereon, but to be withdrawn from the said lot is the part sold to Percy Brunet under registration number 20268 and the part sold to Hector Lafrenière or representatives under registration number 31871.			
Lefebvre, Mme-Mrs. Joseph	34-10	R. F. R. G.	102.75	44.97	147.72
Le lot de terre portant le numéro 34-10, rang front rivière Gatineau, dans le canton de Maniwaki. Avec bâtisses dessus érigées.		The lot of land bearing number 34-10, front range of the Gatineau River, in the township of Maniwaki. With the buildings erected thereon.			
Mathieu, Cornélius	34-52	R. F. R. G.	91.02	129.77	220.79ZZ
Le lot de terre portant le numéro 34-52 dans le rang front rivière Gatineau, dans le canton de Maniwaki. Avec bâtisses dessus érigées.		The lot of land bearing number 34-52 on the front range of the Gatineau River, in the township of Maniwaki. With the buildings erected thereon.			
Morissette, Georges-Olivier	P. 3-85	R. F. R. D.	102.13	150.23	252.36
Un immeuble connu et désigné comme étant la moitié est du lot de terre numéro trois-quatre-vingt-cinq, dans le rang front rivière Désert, au cadastre officiel du canton de Maniwaki (½ E. 3-85). Laquelle partie mesure trente-trois pieds (33′) de largeur en front sur la rue Pakinawatik ouest ainsi qu'à l'arrière sur une profondeur de cent pieds (100′), mesure anglaise. Ladite partie est bornée au nord par les lots numéros 3-100 et 3-84, au sud par la rue Pakinawatik, ouest à l'est par le lot numéro 3-84 et à l'ouest par la moitié ouest dudit lot 3-85. Avec bâtisses dessus y érigées, circonstances et dépendances et toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou acultes attachées audit immeuble.		An immoveable known and designated as being the east half of lot of land number three-eighty-five on the front range of the Désert River in the official cadaster of the township of Maniwaki (E. ½ of 3-85). The said part measures thirty-three feet (33′) in width in front on Pakinawatik Street west as well as in the rear by a depth of one hundred feet (100′), English measure. The said part is bounded on the north by lots numbers 3-100 and 3-84, on the south by Pakinawatik Street west, on the east by lot number 3-84 and on the west by the west half of said lot 3-85. With the buildings erected thereon, circumstances and dependencies, and all the active and passive servitudes, apparent or unapparent attached to the said immovable.			
Poirier, Alphonse	P. 33D	R. F. R. G.	117.67	129.38	247.05
Une partie du lot de terre portant le numéro 33 D, rang front rivière Gatineau, canton de Maniwaki, laquelle partie mesure 118 pieds dans la ligne du côté est et soixante pieds dans la ligne du côté nord 118 pieds dans la ligne du côté ouest et soixante pieds dans la ligne du côté sud et est bornée comme suit: à l'est par la propriété de L.-P. Larocque, au nord par le terrain du Ministère des Transports et au sud, et à l'ouest par le résidu du même lot restant la propriété de Élude Poirier. Avec bâtisses dessus érigées.		A part of the lot of land bearing number 33D, front range of the Gatineau River, township of Maniwaki, which part measures 118 feet on the east line and sixty feet on the north line, 118 feet on the west line and sixty feet on the south line, and is bounded as follows: on the east by the property of L.-P. Larocque, on the north by the land belonging to the Department of Transportation, and on the south and west by the remainder of the same lot which remains the property of Élude Poirier. With the buildings thereon erected.			
Richard, Aldrum, Succ.-Est	P. 3-56	R. F. R. D.	64.80	109.44	174.24
Une partie du lot de terre portant le numéro trois-cinquante-six dans le rang de front à la rivière Désert dans le canton de Maniwaki, laquelle partie de terrain mesure trente-cinq pieds de largeur par cinquante-cinq pieds de profondeur et est bornée comme suit, savoir: en front vers le nord par le lot numéro 3-65 à l'arrière vers le sud par une ruelle d'un côté vers l'est par la propriété de Benjamin Chalifoux, et de l'autre côté vers l'ouest par le lot numéro 3-57, avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances, sans réserve.		A part of the lot of land bearing number three-fifty-six on the front range of the Désert River in the township of Maniwaki, which part of land measures thirty-five feet in width by fifty-five feet in depth and is bounded as follows, to wit: in front, on the north, by lot number 3-65, in the rear, on the south, by a lane, on one side, on the east, by the property of Benjamin Chalifoux, and on the other side, on the west, by lot number 3-57. With the buildings erected thereon, circumstances and dependencies, without reservation.			
Robillard, Émilien	P. 1-53	R. F. R. D.	95.68	11.00	106.68
Un terrain faisant partie du lot de terre portant le numéro un-cinquante-trois (Ptie 1-53) dans le rang de front à la rivière Désert dans le canton de Maniwaki, suivant le plan officiel de ce canton, mesurant vingt pieds de front sur la rue McDougall, est par une profondeur de trente pieds étant le coin dudit lot. Borné tel emplacement comme suit: au sud par la rue McDou-		A lot of land forming part of the lot of land bearing number one-fifty-three (P. 1-53) on the front range of the Désert River in the township of Maniwaki, according to the official plan of this township, measuring twenty feet in front on McDougall Street east, by a depth of thirty feet, being the corner of the said lot. The said emplacement is bounded as follows: on the			

gall est, à l'est par une partie du lot numéro un-cinquante-quatre appartenant à Dame Eugène Lafontaine et aux autres endroits par le résidu dudit lot numéro 1-53 appartenant à Léo Lacourse avec bâtisses dessus érigées.

south by McDougall Street east, on the east by a part of lot number one fifty four belonging to Dame Eugène Lafontaine, and at the other places by the remainder of lot number 1-53 belonging to Léo Lacourse, with the buildings erected thereon.

Corporation de la ville de Maniwaki (*suite*) — Corporation of the town of Maniwaki (*continued*)

Noms Names	Lots	Rang Range	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
St-Amour, Fortunat	34-152-3-34	R. F. R. G	$ 135.84	$ 202.89	$ 338.73
Le lot de terre portant le numéro 34-152-3-34, rang front rivière Gatineau, dans le canton de Maniwaki. Avec bâtisses dessus érigées.		The lot of land bearing number 34-152-3-34, front range of the Gatineau River, in the township of Maniwaki. With the buildings erected thereon.			
Wallingford, Edmond	P. 1-97	R. F. R. D	152.16		152.16
Une partie du lot de terre portant le numéro 1-97 rang front rivière Désert, canton de Maniwaki, laquelle partie mesure 66 pieds de front par une profondeur de 66 pieds et laquelle partie est bornée comme suit, savoir: vers le nord par une rue publique, vers l'ouest par la rue Champagne, vers le sud par la propriété de Calixte Galipeau et vers l'est par le résidu dudit lot appartenant à Albert Chénier ou successeurs. Avec bâtisses dessus érigées.		A part of the lot of land bearing number 1-97, front range of the Désert River, township of Maniwaki, wich part measures 66 feet in front by a depth of 66 feet, and which part is bounded as follows, to wit: on the north by a public street, on the west by Champagne Street, on the south by the property of Calixte Galipeau and on the east by the remainder of said lot belonging to Albert Chénier or heirs. With the buildings erected thereon.		

Donné à Maniwaki, ce dix-septième jour de janvier mil neuf cent soixante-sept.

Certifié vraie copie.

(Sceau) *Le Secrétaire-trésorier,*
18223-4-2-0 LÉO-PAUL GRONDIN.

Given at Maniwaki, this seventeenth day of January one thousand nine hundred and sixty-seven.

Certified True copy.

(Seal) LÉO-PAUL GRONDIN,
18223-4-2 *Secretary-Treasurer.*

Municipalité du comté de Saguenay

Avis est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la municipalité du comté de Saguenay, que les propriétés ci-après désignées seront vendues à l'enchère publique à l'Hôtel de ville de Tadoussac, chef-lieu de la corporation du comté de Saguenay, MERCREDI le HUITIÈME jour de MARS, 1967, à UNE heure TRENTE de l'après-midi pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts plus les frais encourus subséquemment à moins que ces taxes, intérêts et dépenses ne soient payés avant cette date.

Municipality of the county of Saguenay

Notice is hereby given by the undersigned secretary-treasurer of the municipality of the county of Saguenay, that the properties hereinafter designated will be sold by public auction at the town Hall of Tadoussac, county seat of the Corporation of Saguenay County, on WEDNESDAY, the EIGHTH day of MARCH, 1967, at ONE THIRTY o'clock in the afternoon, for the non-payment of municipal and school taxes with interests and the costs incurred, unless that theses taxes, interests and costs be paid before that date.

Tadoussac

Nom du propriétaire Name of proprietor	Lots et rangs Lots and ranges	Évaluation Valuation	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Camille Boulianne, sans adresse-address unknown	P. lot 316	$ 300.00	$ 114.40	$ 95.22	$ 209.62
Bâtisse et terrain.		Building and land.			
Mme-Mrs. Adrienne Boulianne, Tadoussac Sag.		600.00	45.75	90.00	135.75
Bâtisse construite sur le terrain de la municipalité, soit sur la rue Caron, sans enregistrement.		Building built on the municipality lot of land, namely on Caron Street, without registration.			
Paul-André Boulianne, Tadoussac, Sag.	P. lot 690	1,000.00	97.50	167.40	264.90
Bâtisse et terrain.		Building and land.			
Edmond Harvey, Tadoussac, Sag.	P. lot 216	1,000.00	114.00	167.40	281.40
Bâtisse et terrain.		Building and land.			
Réal Harvey, Tadoussac			63.75	59.78	123.53
Sur même terrain que monsieur Edmond Harvey ci-haut.		On same land of Edmond Harvey hereinabove:			
Georges-Edouard Therrien, Tadoussac, Sag.	P. lot 85	600.00	89.20	122.94	212.14
Bâtisse et terrain.		Building and land.			

Tadoussac (*suite-continued*)

Nom du propriétaire Name of proprietor	Lots et rangs Lots and ranges	Évaluation Valuation	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Lionel Perron, 2620, Boul. Pie IX Blvd. Montréal, P.Q.	P. lot 5-6-7	$ 500.00	$ 98.20	$ 139.95	$ 238.15
Terrain.	Land.				
François Tremblay, Tadoussac Sag.	396-397-398-Demi est-east-half 414-415	400.00	96.30	227.78	324.08
Succession François Tremblay, Narcisse Tremblay, Victor et René Tremblay ainsi que Thérèse Tremblay.	Estate François Tremblay, Narcisse Tremblay, Victor and René Tremblay also Thérèse Tremblay.				
Lots de terrain.	Lots of land.				
Thaddé Hovington succession-estate	P. lot 587, Demi Sud-est-southeast half	500.00	22.50	59.70	82.20
Demi sud-est.	East-half.				
A la succession: Mme Hormidas Forget (Georgette) 10000, Saint-Firmin, Montréal; Mme Paul Lapointe (Simonne) Tadoussac, Sag.; Narcisse Hovington, Tadoussac, Sag.; Damasse Hovington, Sacré-Coeur, Sag.; Mme Héléna Hovington, Ruisseau-Vert, Sag.; Mme Liguori Tremblay (Emélia), St-Paul-du-Nord, Sag.; Mme Thomas Louis Savard (Régina), Montréal; Mme Théodore Cournoyer (Yvonne), 5273, 4e Avenue Rosemont, Montréal.	To the estate Mrs. Hormidas Forget (Georgette), 10000 St. Firmin, Montreal; Mrs. Paul Lapointe (Simonne) Tadoussac, Sag.; Narcisse Hovington, Tadoussac, Sag.; Damasse Hovington, Sacré-Coeur, Sag.; Mrs. Héléna Hovington, Ruisseau-Vert, Sag.; Mrs. Liguori Tremblay (Emélia) St-Paul-du-Nord, Sag.; Mrs. Thomas Louis Savard (Régina), Montréal; Mrs. Théodore Cournoyer (Yvonne), 5273, 4th Avenue, Rosemont, Montréal.				
Joseph-Eugène Boulianne Les Escoumins Sag.	Lots 312-317-318-319-320-335-336-337-338-339-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-352	1,200.00	54.00	175.48	229.48
Terrain.	Land.				
Marcellin Larouche	P. lot 32-33-283-285	1,350.00	186.50	14.74	201.24
Bâtisse et terrain.	Building and land.				

Grandes Bergeronnes, comté de Saguenay
Grandes Bergeronnes, county of Saguenay

Laurent et-and Normand Bouchard	Lots 15-16, rg. 6		$ 81.60	$ 82.40	$ 164.00
Canton Bergeronnes.	Bergeronnes Township.				
Adélard Lessard, Bergeronnes, Sag.	Lot 25-A, rg. 1, lots 26-A-26B, rg. 2		253.50	495.36	738.86
Avec bâtisses et dépendances.	With buildings and dependencies.				
Mme-Mrs. Almanzard Brassard			84.40		84.40
Maison bâtie sur le lot 42, rang 1, canton Bergeronnes.	House built on lot 42, range 1, township of Bergeronnes.				
Municipal Acceptance			51.30		51.30
Bâtisse située sur la partie du lot 42-A, rang 1, canton Bergeronnes.	Building situated on the part of lot 42-A, range 1, township of Bergeronnes.				
Pierre Hervieux, succession-estate			51.41	197.00	248.41
Un emplacement situé dans le village de Bergeronnes, comté Saguenay, borné au nord par la Rivière-Beaulieu, à l'est par la route Saint-Joseph (concession) à l'ouest à Alexandre Gagnon, au sud à monsieur Armand Tremblay, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, connu et désigné comme étant et faisant partie du lot quarante-trois partie 43 du rang 2 au plan et livre de renvoi officiels pour le cadastre du canton Bergeronnes.	An emplacement situated in the village of Bergeronnes, county of Saguenay, bounded on the north by Beaulieu River, on the east, by St. Joseph Road (concession) on the west by Alexandre Gagnon, on the south by Armand Tremblay, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, known and designated as being and forming part of lot forty-three part 43 in range 2, on official plan and book of reference for the cadaster of Township of Bergeronnes.				
Liguoriel Lapointe, succession-estate	Lot 45, rg. 1		13.50	116.00	129.50
Bâtisses et dépendances.	Buildings and dependencies.				
Gérard Jourdain	Lot 44, rg. 2		86.18	319.89	406.07
Bâtisses et dépendances.	Buildings and dependencies.				
Emélien Lavoie				535.75	535.75
Bâtisses et dépendances.	Buildings and dependencies.				
Charles Edmond Lessard (Euclide)			99.86	381.54	486.40
Un emplacement bâti, situé dans le village de Bergeronnes, de forme assez irrégulière, étant et composant partie du lot numéro quarante-sept-i (P. 47-i) au rang deux au cadastre officiel pour le canton Bergeronnes, et borné comme suit: en avant au sud-est, au chemin public, en arrière au nord-ouest à la propriété de Laurent Brisson, tenant d'un côté au nord-est à François Bouchard, tenant d'autre côté, au sud-ouest	A built emplacement, situated in the village of Bergeronnes, of figure rather irregular, being and forming part of lot number forty-seven-i (P. 47-i) in range two, upon the official cadaster for the township of Bergeronnes, and bounded as follows: In front at the southeast by the public road, in rear, at the northwest by the property of Laurent Brisson, on one side, on the northeast touching to François Bouchard, on the other				

partie à l'emplacement d'Alfred Larouche et partie à Philippe Brisson, ensemble avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

side, on the southwest partly to the emplacement of Alfred Larouche and partly to Philippe Brisson, together with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Les Escoumins

Nom du propriétaire Name of proprietor	Lots et rangs Lots and ranges	Évaluation Valuation	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Ovila April, Escoumins, Sag.	Lots 11-A-20 10-A-3, rg. 1, 10-A-4, P. 11-A-32, rg. 1	$3,626.18	$ 275.81	$ 630.12	$ 905.93
Léopold Bergeron, Escoumins, Sag.	11-A-13, rg. 1	1,544.89	107.57	290.16	397.73
Émélien Beaulieu, Escoumins, Sag.	16, rg. 3; 16-B, rg. 1	3,892.00	42.81	313.13	355.94
Jacques Brisson, 148, Régina, Arvida	42-B, rg. 1	200.00	2.25	.....	2.25
Archie Brisson, Petit-Escoumins, Sag.	Lot 36	1,535.00	.....	259.06	259.06
Paul-Emile Brisson Esdras, Sault-aux-Moutons, Sag.	35, rg. 4	300.00	3.40	.....	3.40
Conrad Brisson, Escoumins, Sag.	Lot 35	450.00	.....	55.31	55.31
Paul-Emile Brisson Raphaël, Escoumins, Sag.	Lot 38, rg. 1	244.80	3.12	41.74	44.86
J.-Ernest Bouchard, Escoumins, Sag.	A-2-35, rg. A	1,618.00	42.90	.....	42.90
Léon Bouchard, Escoumins, Sag.	46-1-47-1, rg. 1	1,396.00	23.55	.....	23.55
Marius Bouchard, Port-Cartier, Sag.	16-A-2, rg. 1	365.00	7.85	45.86	53.71
J.-Emile Brisson, Escoumins, Sag.	Lot 32-B	1,744.00	.....	153.88	153.88
Adrien Bouchard, Escoumins, Sag.	Lot 20-21	861.00	.....	109.11	109.11
Maurice Bouchard Alexis, Escoumins, Sag.	15-G-11, rg. 1	.....	150.01	165.46	315.47
Fernand Bouchard, Escoumins, Sag.	15-A-13 P.	225.00	36.73	.....	36.73
Omer Brisson, Escoumins, Sag.	Lot 31-A	1,744.00	.....	192.28	192.28
Mme-Mrs. Vve-Wid. Rosaire Bouchard, Escoumins, Sag.	16-A-16, rg. 1	2,285.00	228.39	344.06	572.45
Raymond Élie Bouchard, Escoumins, Sag.	15-A-2, rg. 1	2,275.00	259.04	366.57	625.61
Gilbert Bouchard Joseph, Escoumins, Sag.	16-A-18, rg. 1	647.89	140.89	109.33	250.22
Gérard Bouchard Herm., Escoumins, Sag.	15-A-6, 15-A-4, rg. 1	2,762.00	148.92	558.09	707.01
Adélard Boulianne, Escoumins, Sag.	A-22-rg. A	4,407.00	113.95	385.42	499.37
Antonio Boulianne, Escoumins, Sag.	15-C-4, rg. 1	1,778.00	140.00	.....	140.00
Émélien Boulianne, Capt., 95, Épilobe, Hauterive, Sag.	13-P.-6, rg. 1	1,248.00	160.03	139.00	299.03
Émélien Boulianne Henri, Escoumins, Sag.		1,727.00	.....	222.73	222.73
Jos. Eugène Boulianne, Escoumins, Sag.	28-A-5; 15-G-7, rg. 1	1,803.00	160.85	330.57	491.42
Chalet.	Cottage.				
Lucien Boulianne, Escoumins, Sag	15-C-4	1,276.00	86.03	.....	86.03
Mme-Mrs. veuve-widow Jacques Boulianne, Escoumins, Sag.	16-A-15, rg. 1	1,663.00	119.19	159.15	278.34
Réal Boulianne, Escoumins, Sag.	A-2-3, rg. 1	1,076.00	106.00	.....	106.00
Mme-Mrs. veuve-widow Edouard Boucher, Escoumins, Sag.	14-A-12; 14-A-16, rg. 1	3,966.00	76.74	468.77	545.51
Adélard Caron, Escoumins, Sag.	15-B-3, rg. 1	1,436.00	75.00	.....	75.00
Constant Boucher, Escoumins, Sag.	Lot-13-G	1,210.00	.....	157.22	157.22
Henri Caron, fils-jr., Grandes Bergeronnes, Sag.	14-J-19	2,160.00	64.00	.....	64.00
Narcisse Caron (Welley), Escoumins, Sag.	17-9, rg. 1	1,321.00	90.00	.....	90.00
Thadéa Dastous, Escoumins, Sag	16-A-14, rg. 1	1,223.00	29.19	.....	29.19
Roger Duchesnes, Escoumins, Sag.	Lot-39, rg. 1	2,016.00	42.08	.....	42.08
Réal Dion, Escoumins, Sag	A-2-29, rg. A	2,767.00	69.79	511.70	581.49
Lorenzo Deschesnes, Escoumins, Sag		.....	.....	377.86	377.86
Arthur Dubé, Escoumins, Sag.	11-A-11, rg. 1	1,143.00	143.87	197.17	341.04
Aimé Dufour, Escoumins, Sag	10-A-1, rg. 1	2,095.00	44.22	224.58	268.80
Gérard Gagnon, Escoumins, Sag.	A-2-5, rg. A	1,110.24	24.70	166.43	191.13
Jean-Chs Gagnon, Escoumins, Sag	13-12, rg. 1	887.00	96.00	105.42	201.42
Maurice Gauthier, 1377, Saint-Vallier, Trois-Rivières	Bloc-A-4-R	63.00	2.78	11.89	14.67
Gérard Guay (Clovis), Escoumins, Sag.	14-A-1, rg. 1	3,824.00	161.75	695.68	857.43
Philippe Guay, Escoumins, Sag	13-G, rg. 1	1,210.00	158.93	.....	158.93
Maison.	House.				
Fernand Hovington, Escoumins, Sag	P. 34-1, rg. 1	616.00	7.57	.....	7.57
Maison.	House.				
Raymond Harvey, Escoumins, Sag.		.....	.....	266.92	266.93
Ray. Lionel Lanouette, Escoumins, Sag.	Lot-23-rg, 1	623.00	14.22	133.05	147.27
Louis-Philippe Lepage, Escoumins, Sag.	10-A-13, rg. 1	8,200.00	140.71	1,011.99	1,152.70
Mme-Mrs. veuve-widow Jos Lapointe, Escoumins, Sag.	13-A-1, rg. 1	5,097.00	147.22	.....	147.22
Jacques Lapointe, Escoumins, Sag.	28-A-2 P.	382.00	7.09	.....	7.09
Roger Lapointe, Escoumins, Sag.	17-9, rg. 1	1,372.00	27.24	.....	27.24
Marius Létourneau, Escoumins, Sag.	A 2-1, rg. 1	1,517.00	170.37	190.00	360.37
Georges Albert Létourneau, Escoumins, Sag.	A-2-4, rg. 1	1,056.70	101.23	100.42	201.65
Larence Létourneau, Escoumins, Sag.	10-A ,rg. H	1,246.00	74.39	.....	74.39
Welly Létourneau, Escoumins, Sag.	10-A, rg. 1	1,112.00	20.93	.....	20.93

Les Escoumins (*suite-continued*)

Nom du propriétaire Name of proprietor	Lots et rangs Lots and ranges	Évaluation Valuation	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Hector ou-or Jacques Maltais, Escoumins, Sag	10-A-13, rg. 1	1,436.00	$ 118.10	$ 271.30	$ 389.40
Mme-Mrs. Lyse Mathurin, Escoumins, Sag	P.-lot-3	7,280.00	.....	896.30	896.30
Maurice Morneau, Escoumins, Sag	16-A-2, rg. 1	999.00	148.16	129.88	278.04
Mme-Mrs. veuve-widow Adrien Martel, Escoumins, Sag	16-B-4, rg. 1	1,551.00	36.13	.....	36.13
Roger Martel, Escoumins, Sag	16-A-11, rg. 1	195.00	8.19	45.00	53.19
Ovide Roussel, Escoumins, Sag	P. 6, rg. 2	736.00	12.14	.....	12.14
Thomas Louis Otis, Escoumins, Sag	10-A-4, rg. 1	.....	78.00	.....	78.00
Mme-Mrs. Sirois Noëlla Gagnon, Escoumins, Sag	13-0-2, rg. 1	7,845.52	186.56	1,381.52	1,568.08
Gilbert St-Gelais, Escoumins, Sag	A-2-11, rg. H	1,705.00	32.78	.....	32.78
Jean-Charles St-Gelais, Escoumins, Sag.	11-A-10, rg. 1	5,728.00	275.31	814.60	1,089.91
Lucien St-Gelais, Escoumins, Sag	15-G-3, rg. 1	1,744.00	194.57	197.19	391.76
Mme-Mrs. veuve-widow Jules St-Gelais, Escoumins, Sag	13-90-13-Q-4	892.00	76.00	78.61	154.61
Jean-Arthur Morneau, Escoumins, Sag.	Lot 20-21	3,364.00	47.92	541.60	589.52
Dr Gérard Tremblay, Escoumins, Sag.	A-4-9; A-4-10-13; A-14-1-1, rg. 1	5,246.00	135.40	.....	135.40
Henri Tremblay, Escoumins, Sag.	10-A-6, rg. 1	1,625.00	126.32	.....	126.32
Jos Théodore Tremblay, Escoumins, Sag.	17-A, 16-B, rg. 1	2,167.00	162.00	403.62	565.62
Raymond Tremblay, Escoumins, Sag.	11-7, rg. A	952.00	157.07	.....	157.07
Léon Tremblay, C.B., Escoumins, Sag.	Lot 10	.....	.....	47.47	47.47
Théodore Tremblay, Escoumins, Sag.	17-A-1, rg. 1	1,286.00	29.02	.....	29.02
Arthur Therrien, Escoumins, Sag.	.....	875.00	14.27	152.94	167.21
Maison.	House.				
Sylvain, Therrien, Escoumins, Sag.	17-7, rg. 1	1,533.00	207.01	253.44	460.45

Donné à Grandes Bergeronnes, le 23e jour de janvier 1967.

La Corporation du comté de Saguenay,
Le Secrétaire-trésorier,
PAUL BOUCHARD.

18224-4-2-o

Given at Grandes Bergeronnes, on the 23rd day of January 1967.

Corporation of the county of Saguenay,
PAUL BOUCHARD,
Secretary-Treasurer.

18224-4-2-o

Cité de Charlesbourg

Avis public est, par les présentes, donné, par le soussigné, Pierre-G. Dorion, avocat, greffier de la cité de Charlesbourg, que les immeubles ci-après décrits seront vendus à l'enchère publique, en la salle du conseil, à l'Hôtel de Ville de la cité de Charlesbourg, le SEPTIÈME jour du mois de MARS mil neuf cent soixante-sept (le 7 mars 1967), à DIX heures de l'avant-midi, pour le paiement des taxes municipales et autres charges dues à la cité, si ces diverses taxes et charges ne sont pas payées avec frais et intérêts, avant le jour fixé pour la vente.

City of Charlesbourg

Public notice is hereby given by the undersigned, Pierre-G. Dorion, lawyer, city clerk of the city of Charlesbourg, that on the SEVENTH day of the month of MARCH next, nineteen hundred and sixty-seven (March 7, 1967), at TEN o'clock in the council room, at the City Hall of the city of Charlesbourg, shall be sold by public auction there after described immoveables for the payment of the municipal taxes and other charges, dues to the city, unless the same be paid with the cost and interest before the day mentioned for the sale.

Cadastre officiel de la paroisse de Saint-Charles de Charlesbourg
Official cadastre of the parish of Saint-Charles de Charlesbourg

Propriétaires Owners	Numéros de lots Lots number	Taxes munic. Munic. taxes	Intérêts Interests
Claude Langevin	276-114-2	$ 14.40	$ 2.42
André Boucher	279-A-275, 181	457.81	20.45
Moïse Darabaner	681-145	114.63	8.83
Joseph Bédard	299-117	42.42	2.44
J.-W. Cook Ltée	376-49	53.46	3.59
Cook Construction Ltée	377-69	47.77	1.75
Cook Construction Ltée	377-70	40.50	1.52
Cook Construction Ltée	377-71, 376-42	62.10	3.19
Cook Construction Ltée	376-41	62.10	3.19
Cook Construction Ltée	376-40	63.15	3.24
Cook Construction Ltée	376-44	6.50	0.36
Jean-Guy Bédard	378-86	67.68	3.34
Cook Construction Ltée	377-64	39.37	1.47
Cook Construction Ltée	377-65	39.37	1.47
Cook Construction Ltée	377-66	39.37	1.47
Cook Construction Ltée	377-67, 376-39	55.12	2.01

Cadastre officiel de la paroisse de Saint-Charles de Charlesbourg (*suite*)
Official cadastre of the parish of Saint-Charles de Charlesbourg (*continued*)

Propriétaires Owners	Numéros de lots Lots number	Taxes municipales Municipal taxes	Intérêts Interests
J.-W. Cook Ltée	385-P	$ 78.30	$ 0.49
J.-W. Cook Ltée	376-P, 377-P, 378-P	112.89	5.07
Cook Construction Ltée	374-P	274.28	7.48
Cook Construction Ltée	374-P	202.25	3.00
J.-W. Cook Ltée	380-44-2	10.11	1.04
Cook Construction Ltée	378-92	45.67	1.67
Cook Construction Ltée	378-93, 377-55	34.87	1.30
Cook Construction Ltée	377-54, 478-94	36.52	1.37
Cook Construction Ltée	377-56	37.12	1.39
Cook Construction Ltée	377-57	37.12	1.39
Cook Construction Ltée	377-58, 376-36	37.12	1.39
Cook Construction Ltée	376-37	32.70	1.26
J.-W. Cook Ltée	376-48	33.90	1.34
J.-W. Cook Ltée	376-47	32.25	1.16
J.-W. Cook Ltée	376-46	31.05	1.10
J.-W. Cook Ltée	376-45	60.66	3.13
Cook Construction Ltée	378-91	36.52	1.37
Cook Construction Ltée	378-90	33.38	1.30
Cook Construction Ltée	378-89	37.50	1.60
Cook Construction Ltée	377-60	35.40	1.32
Cook Construction Ltée	377-61	35.40	1.32
Cook Construction Ltée	377-62	35.40	1.32
Cook Construction Ltée	377-63, 376-38	45.41	1.60
Philias Morin	687-32-1-P	12.30	0.52
Alphonse Turgeon	681-136-2	103.80	8.96

La Commission municipale de Québec, par une résolution en date du 2e jour de décembre 1966, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux d'immeubles, qui sont consécutifs et appartenant aux mêmes propriétaires, conformément aux dispositions de l'article 550 de la Loi des cités et villes.

Donné à Charlesbourg, ce dix-huitième jour de janvier mil neuf cent soixante-sept.

Le Greffier de la Cité,
PIERRE-G. DORION, avocat.
18263-4-2-o

The Municipal Commission of the Province of Quebec, upon a resolution, passed the 2nd day of December 1966, has authorized an abridged enumeration of cadastral numbers for immoveables in succession and belonging to the same owner according to section 550 of the City and Towns Act.

Given at Charlesbourg, this eighteenth day of the month of January, in the year one thousand nine hundred and sixty-seven.

PIERRE-G. DORION, lawyer,
City Clerk.
18263-4-2-o

Ministère du Travail

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellamare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 143), que le Comité paritaire de l'Industrie de la Boîte de Carton, Juridiction de Québec, établi en exécution du décret numéro 758 du 19 juillet 1951 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 164 du 25 janvier 1967, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 31 janvier 1967, au 1er février 1968; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 758 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 758 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1%

Department of Labour

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Paper Box Industry, Québec Jurisdiction, (established in pursuance of decree number 758 of July 19, 1951, and amendments) has been authorized to levy dues on the professionnal employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the conditions mentioned below. A by-law, approved by Order in Council number 164 of January 25, 1967, authorizes such levy.

1. *Dues*

The contribution period extends from January 31, 1967, to February 1, 1968. It is carried out as follows:

(*a*) Professional employers governed by said decree number 758 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree.

(*b*) Artisans governed by said decree number 758 shall pay the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the salary established

du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rénuméré, soit une cotisation de $0.23 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 758 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rénumération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixés suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité paritaire de l'Industrie de la Boîte de Carton, juridiction de Québec, pour la période comprise entre le 31 janvier 1967 et le 1er février 1968.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA BOITE DE CARTON JURIDICTION DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 31 janvier 1967 et le 1er février 1968.

Recettes:	
Cotisations patronales	$3,750.00
Cotisations ouvrières	3,750.00
Cotisations artisanales	100.00
Intérêts sur placements	250.00
Intérêts de banque	35.00
Impôt fédéral	75.00
Impôt provincial	45.00
Assurance-chômage	35.00
Rentes du Québec	71.76
	$8,111.76

Déboursés:	
Salaire du secrétaire	$2,600.00
Salaire de l'inspecteur	2,600.00
Frais d'inspection	400.00
Loyer et taxes	360.00
Éclairage, chauffage, entretien	75.00
Frais de vérification	140.00

in the decree for the lowest paid journeyman, namely: dues amounting to $0.23 per week.

(c) Employees governed by said decree number 758 shall pay the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their wages.

2. *Collection of Dues*

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the particulars required by the Parity Committee shall be written. The professional employer shall transmit his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The said report shall be forwarded to the Parity Committee together with the professional employer's dues and those of his employees. The Committee has the power to exact the attestation of the said report whenever it deems it necessary to do so.

The levy imposed by the present by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without previous notice.

Should a professionnal employer or an artisan refuse to pay his dues or to supply any information required, he shall be given five (5) days notice to fulfil his obligations towards the Committee.

3. *Financial Report*

In compliance with the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of year.

Attached herewith is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Paper Box Industry, Québec Jurisdiction, for the period extending from January 31, 1967, to February 1, 1968.

PARITY COMMITTEE OF THE PAPER BOX INDUSTRY QUÉBEC JURISDICTION

Estimate of receipts and disbursements for the period extending from January 31, 1967 to February 1, 1968.

Receipts:	
Employers' dues	$3,750.00
Employees' dues	3,750.00
Artisans dues	100.00
Interest on investments	250.00
Bank interest	35.00
Federal income tax	75.00
Provincial income tax	45.00
Unemployment Insurance	35.00
Québec Pension Plan	71.76
	$8,111.76

Disbursements:	
Secretary's salary	$2,600.00
Inspector's salary	2,600.00
Inspection expreses	400.00
Rent and taxes	360.00
Lighting, heating, maintenance	75.00
Auditing xepenses	140.00

Impression, papeterie, acc. de bureau	$ 40.00
Poste, téléphone, télégramme	85.00
Intérêts, échange, agios	12.00
Jetons de présence (membres du Comité)	180.00
Frais de déplacements (membres du Comité)	1,200.00
Assurance-chômage	70.00
Assurance-caution	30.00
Assurances générales	20.00
Impôt fédéral	75.00
Impôt provincial	45.00
Rentes du Québec	143.52
	$8,075.52
Excédent des recettes sur les déboursés prévu:	$ 36.24

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 4 février 1967. 18286-o

Avis de modification

Garage — Shawinigan

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 1929 du 29 septembre 1965, relatif aux salariés de garages dans la région de Shawinigan, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° L'article 1.09 sera remplacé par le suivant:

« 1.09. Le terme « poste d'essence » désigne tout endroit fixe ou mobile ou se fait exclusivement la vente d'essence ou de lubrifiants pour l'usage des véhicules à moteur, que ledit endroit soit exploité par un propriétaire ou un locataire comme établissement principal ou comme annexe d'un établissement principal. »

2° L'article 1.10 sera remplacé par le suivant:

« 1.10. Le terme « magasin de pièces et accessoires d'autos » désigne tout endroit où se fait le déballage, l'emmagasinage, la vente, la livraison des accessoires ou pièces, d'équipement de garage ou de pièce d'équipement, neufs ou usagés, nécessaires à la conduite ou au fonctionnement des véhicules à moteur. Les établissements détachés des garages ou ateliers mécaniques ne sont pas exclus. »

3° L'article 1.11 sera remplacé par le suivant:

« 1.11. Le terme « préposé au service » désigne tout salarié qui vend de l'essence ou des lubrifiants, graisse ou lave ou conduit les véhicules à moteur, fait le nettoyage ou le chauffage des établissements, change ou répare les pneus, les courroies de ventilateurs et de la dynamo, les accumulateurs, les boyaux, les essuie-glaces, les phares, les filtres. »

4° L'article 1.16 suivant sera ajouté:

« 1.16. Le mot « contremaître » désigne tout représentant de l'employeur qui dirige le travail d'au moins quatre (4) salariés mais qui ne travaille pas lui-même avec les outils de l'homme de métier. »

Printing, stationary, office equipment and supplies	$ 40.00
Postage, telephone, telegrams	85.00
Interest, exchange, agio	12.00
Attendance tokens (Committee members)	180.00
Travelling expenses (Committee members)	1,200.00
Unemployment Insurance	70.00
Fidelity bond	30.00
General insurance	20.00
Federal income tax	75.00
Provincial income tax	45.00
Québec Pension Plan	143.52
	$8,075.52
Estimated surplus of receipts over disbursements:	$ 36.24

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, February 4, 1967. 18286-o

Notice of Amendment

Garage — Shawinigan

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement made obligatory by decree number 1929 of September 29, 1965, respecting garage employees in the Shawinigan region, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1. Section 1.09 will be replaced by the following:

"1.09. The term "gasoline station" designates any stationary or mobile place where only gasoline or lubricants for motor vehicles are sold, whether the said place be operated by the owner or a tenant as a principal establishment or as an annex to a principal establishment."

2. Section 1.10 will be replaced by the following:

"1.10. The term "Automobile parts and accessories store" designates any place where new or used accessories or parts, garage equipment or equipment parts required for the driving or operation of motor vehicles are unpacked, stored, sold or delivered. Establishments detached from the garage or machine shop are not excluded."

3. Section 1.11 will be replaced by the following:

"1.11. The term "serviceman" designates any employee who sells gasoline or lubricants, lubricates, washes or drives motor vehicles, cleans or heats the establishment, changes or repairs tires, fan-belts, generator-belts, batteries, rubber tubing, windshield wipers, headlights, and filters."

4. The following section 1.16 will be added:

"1.16. The words "foreman" designates any representative of the employer directing the work of at least four (4) employees but who does not perform work with tools of the trade."

5° À l'article 2.01, le terme « poste de vente d'accessoires » sera remplacé par le terme « magasin de pièces et accessoires d'autos ».

6° L'article 2.02 sera remplacé par le suivant:

« 2.02. *Champ d'application territorial:* Le présent décret s'applique au territoire couvert par les deux zones ci-après décrites:

Zone I: Les villes et municipalités de Shawinigan, Shawinigan-Sud, Grand'Mère, Baie Shawinigan, St-Boniface de Shawinigan, St-Étienne des Grès, Notre-Dame du Mont-Carmel, Ste-Flore, St-Georges de Champlain, St-Théophile du lac-à-la-Tortue.

Zone II: Les villes et municipalités de St-Tite, Ste-Thècle, St-Barnabé, St-Élie de Caxton, St-Thomas de Caxton, St-Mathieu Lac Bellemare, St-Gérard des Laurentides, Charette, St-Jean des Piles, St-Jacques des Piles, St-Thimothée d'Hérouxville, St-Séverin de Proulxville, St-Paulin, St-Alexis. »

7° L'article 2.03 suivant sera ajouté:

« 2.03. *Permis et conditions d'opération:*

Toute personne qui tient un garage, un atelier de réparation ou une station de service doit remplir les conditions suivantes:

a) Détenir un permis de Garage Public émis par le Ministère des Transports et Communications de la province de Québec;

b) Détenir un Certificat du Service de la Vente au détail émis par le Ministère du Revenu de la province de Québec;

c) Pouvoir disposer de l'équipement obligatoire suivant:

Un élévateur (lift hydraulique ou à air) ou une fosse, un compresseur, une meuleuse, un vérin hydraulique, quatre supports de sécurité, un chargeur d'accumulateurs, un étau, un vérificateur de Batteries (Battery tester), un vérificateur densimètre une trousse de premier soins (First Aid Kit), un extincteur chimique. L'artisan devra en outre pouvoir disposer des outils nécessaires à l'exercice du métier jusqu'à un pouce et quart.

d) Détenir une Assurance-Responsabilité pour blessures aux autres et dommages aux biens d'autrui; collisions aux automobiles des clients sous les soins du garagiste, de l'opérateur d'une station de service ou d'un atelier de réparation et une police d'Assurance de Responsabilité civile publique. »

8° L'article 7.01 sera remplacé par le suivant:

« 7.01. Les taux de salaires minimaux suivants doivent être payés aux salariés ci-après:

Emplois:	*Taux horaires Zones* I	II
Compagnons (tous les métiers):		
Classe « A »	$1.98	$1.83
Classe « B »	1.80	1.65
Classe « C »	1.62	1.47
Ponceur	1.25	1.10
Aide-ponceur	1.05	0.90
Apprenti mécanicien, carrossier et peintre:		
1ère année	1.05	0.90
2e année	1.31	1.16
3e année	1.46	1.31
Apprenti soudeur, bobineur, mécanicien reviseur:		
1ère année	1.03	0.88
2e année	1.25	1.10
3e année	1.40	1.25
Préposé au service:		
1ère année	1.03	0.88

5. In section 2.01, the term "accessories stores" will be superseded by the term "automobile parts and accessories stores".

6. Section 2.02 will be replaced by the following:

"2.02. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the present decree is divided into two zones as follows:

Zone I: The towns and municipalities of Shawinigan, Shawinigan-South, Grand'Mère, Baie Shawinigan, St-Boniface de Shawinigan, St-Étienne des Grès, Notre-Dame du Mont-Carmel, Ste-Flore, St-Georges de Champlain, St-Théophile du lac-à-la-Tortue.

Zone II: The towns and municipalities of St-Tite, Ste-Thècle, St-Barnabé, St-Élie de Caxton, St-Thomas de Caxton, St-Mathieu Lac Bellemare, St-Gérard des Laurentides, Charette, St-Jean des Piles, St-Jacques des Piles, St-Thimothée d'Hérouxville, St-Séverin de Proulxville, St-Paulin, St-Alexis."

7. The following section 2.03 will be added:

"2.03. *Operating permits and conditions:*

Any person holding a garage, repair shop or service station shall meet the following conditions:

(*a*) Be the holder of a Public Garage Licence issued by the Province of Quebec Department of Transport and Communications;

(*b*) Be the holder of a Retail Sales Branch certificate issued by the Revenue Department of the Province of Quebec;

(*c*) Have at his disposal the following compulsory equipment:

A hydraulic or air lift or an inspection pit, a compressor, an emery-grinder, a hydraulic jack, four safety supports, a battery charger, a vice, an electric battery-tester, a hydrometer, a first aid kit, a fire extinguisher. Moreover, the artisan must have at his disposal the tools required (up to 1¼ inches) to ply his trade.

(*d*) Be the holder of a liability insurance policy covering personal injuries to others and damage to others' property, collision damages to customers' cars left in the care of the garage operator, service station operator or repair shop operator, and be also the holder of a public liability insurance policy."

8. Section 7.01 will be replaced by the following:

"7.01. The following minimum wage rates shall be paid to the following employees:

Occupations:	*Hourly rates Zones* I	II
Journeyman (all trades):		
Class "A"	$1.98	$1.83
Class "B"	1.80	1.65
Class "C"	1.62	1.47
Sander	1.25	1.10
Sander's helper	1.05	0.90
Apprentice mechanic, bodyman and painter:		
1st year	1.05	0.90
2nd year	1.31	1.16
3rd year	1.46	1.31
Apprentice welder, winder, reconditioner:		
1st year	1.03	0.88
2nd year	1.25	1.10
3rd year	1.40	1.25
Serviceman:		
1st year	1.03	0.88

2e année	$1.25	$1.10
3e année	1.40	1.25
Préposé aux pièces:		
1ère année	1.05	0.90
2e année	1.25	1.10
3e année	1.35	1.20
4e année	1.50	1.35
Commis classe « A »	1.60	1.45
Commis, classe « B »	1.50	1.35
Pompiste:		
1ère année	0.95	0.80
2e année	1.00	0.85
3e année	1.05	0.90
Commissionnaire, concierge et gardien	1.15	1.00»

9° Les articles 9.01 et 9.02 seront remplacés par le suivant:

« 9.01. Tout employeur doit établir en faveur de son ou ses employés, un régime d'assurance-groupe et y contribuer dans une proportion de trente-trois et un tiers pour cent (33 1/3%), dans les trente (30) jours qui suivent l'entrée en vigueur du présent amendement. »

10° Les articles 11.01 et 12.01 deviendront respectivement les articles 12.01 et 12.02 et le nouvel article 11 suivant dera ajouté:

«ARTICLE 11

Apprentissage

11.01. La durée de l'apprentissage est de trois (3) années. Une année d'apprentissage comporte 2,000 heures de travail. L'apprentissage doit se faire dans un établissement assujetti au présent décret.

11.02. Aucun apprenti ne peut être accepté avant d'avoir atteint l'âge de seize (16) ans. Il doit avoir terminé au moins la neuvième année du cours élémentaire.

11.03. Tout apprenti doit avant de pouvoir exercer l'une des métiers régis par le décret, obtenir du comité paritaire un livret d'apprentissage. L'employeur devra chaque semaine inscrire dans ce livret la date, le nombre d'heures de travail et le salaire brut de l'apprenti.

11.04. Dans tout atelier de mécanique, garage ou atelier de pneus, il ne doit pas y avoir plus d'un apprenti par deux (2) compagnons. Toutefois, là où il n'y a qu'un compagnon il est permis d'avoir un apprenti.

11.05. Les apprentis qui ont fréquenté une école régie par la Loi de l'enseignement spécialisé doivent recevoir un crédit proportionné à la durée de leurs études et au résultat de leurs examens.

11.06. Cependant, à la demande d'un employeur professionnel qui s'engage à l'employer, toute personne qui désire apprendre un des métiers spécifiés dans le décret mais qui ne possède pas toutes ls qualifications requises aux paragraphes précédents, peut, pour des raisons jugées sérieuses et valables, soumettre son cas par écrit au comité paritaire, lequel a le droit de l'admettre à l'apprentissage.

11.07. Lorsqu'un métier est classifié, le détenteur d'un certificat de compagnon de classe « B » ou de classe « C » peut, lorsqu'il a été détenteur de son certificat pour au moins douze (12) mois, être admis à un examen en vue d'obtenir un certificat de qualification d'une classe supérieure.

11.08. *Examens de qualification:* Pour obtenir une carte de qualification tout candidat devra subir des examens de théorie et de pratique.

2nd year	$1.25	$1.10
3rd year	1.40	1.25
Parts man:		
1st year	1.05	0.90
2nd year	1.25	1.10
3rd year	1.35	1.20
4th year	1.50	1.35
Clerk, class "A"	1.60	1.45
Clerk, class "B"	1.50	1.35
Pumpman:		
1st year	0.95	0.80
2nd year	1.00	0.85
3rd year	1.05	0.90
Messenger, caretaker and watchman	1.15	1.00"

9. Sections 9.01 and 9.02 will be replaced by the following:

"9.01. Every employer must establish for his employee or employees a group-insurance plan and contribute thereto in the proportion of thirty-three and a third per cent (33 1/3%) from the thirtieth (30th) day following the effective date of the present amendment."

10. Sections 11.01 and 12.01 will respectively become sections 12.01 and 12.02 and the following new section 11 will be added:

"SECTION 11

Apprenticeship

11.01. The term of apprenticeship shall consist of three (3) years. One year of apprenticeship shall consist of 2,000 hours of work. Apprenticeship shall be served in an establishment subject to the present decree.

11.02. To be accepted for apprenticeship, one must be at least 16 years of age and have completed the ninth year of the elementary course.

11.03. Before being allowed to learn any of the trades covered by the present decree, the apprentice must obtain an apprenticeship record booklet from the Parity Committee. Each week, the employer shall write, in the said booklet, the date, the number of hours worked and the gross wages earned by the apprentice.

11.04. There shall not be more than one (1) apprentice for every two (2) journeymen in any machine shop, garage or tire shop. However, whenever there is only one journeyman it is permissible to have one apprentice.

11.05. Apprentices who have attended a school governed by the Specialized Education Act shall be given credits therefore proportionately to the duration of their studies and to the results of their examinations.

11.06. However, at the request of a professional employer who undertakes to employ him, any person who wishes to learn one of the trades specified in the present decree, but who does not have all the qualifications required by the above subsections, may, for reasons deemed serious and valid, submit his case in writing to the parity committee which has the right to admit him to apprenticeship.

11.07. When a trade is classified, the holder of a journeyman's class "B" or class "C" certificate may, after holding such certificate for at least twelve (12) months, sit for an examination to obtain a certificate of competency for a higher class.

11.08. *Competency examinations:* To obtain a competency certificate, the aspirant must sit for theoretical and practical examinations.

a) Pour obtenir une carte de qualification classe « A », le candidat doit conserver aux examens un pourcentage de 85%;

b) Pour obtenir une carte de qualification classe « B », le candidat doit conserver aux examens un pourcentage de 75%;

c) Pour obtenir une carte de qualification classe « C », le candidat doit conserver aux examens un pourcentage de 60%;

d) Le candidat qui échoue ses examens a droit de se présenter à un autre examen dans un délai de six (6) mois. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 4 février 1967. 18286-o

(*a*) To obtain a class "A" competency certificate, the aspirant must obtain at least an 85% mark at his examinations;

(*b*) To obtain a class "B" competency certificate, the aspirant must obtain at least a 75% mark at his examinations;

(*c*) To obtain a class "C" competency certificate, the aspirant must obtain at least a 60% mark at his examinations;

(*d*) The candidate who fails to pass his examinations is entitled to sit for another examination after six (6) months' time."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, February 4, 1967. 18286-o

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S. R. Q., 1964, chapitre 143), que le Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile du comté de Roberval, établi en exécution du décret numéro 194-B du 19 mars 1959, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 166 du 25 janvier 1967, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 11 février 1967 au 11 février 1968; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 194-B et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 194-B et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire moyen fixé à $80.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 194-B et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit remplir son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R. S. Q. 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Automobile Industry of Roberval county (established in pursuance of decree number 194-B of March 19, 1959) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to said decree, according to the following conditions. A by-law, approved by Order in Council number 166 of January 25, 1967, authorizes such levy.

1. *Dues*

The contribution period extends from February 11, 1967 to February 11, 1968. It is carried out as follows:

(*a*) Professional employers governed by said decree number 194-B and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for their employees subject to said decree.

(*b*) Artisans governed by said decree number 194-B and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the average weekly salary, fixed at $80.00.

(*c*) Employees governed by said decree number 194-B and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their wages.

2. *Collection of Dues*

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information required by said Parity Committee must be given. Every month, the professional employer must complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

The professional employer must forward his monthly report to the Parity Committee on or

avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile du comté de Roberval, pour la période comprise entre le 11 février 1967 et le 11 février 1968.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE DU COMTÉ DE ROBERVAL

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 11 février 1967 et le 11 février 1968.

Recettes:	
Cotisations patronales	$ 6,375.00
Cotisations ouvrières	6,375.00
Cotisations artisanales	2,500.00
Pénalités et amendes	300.00
Honoraires d'examen	260.00
Impôt fédéral	192.00
Impôt provincial	90.00
Rentes du Québec	79.20
	$16,171.20
Déboursés:	
Salaire du secrétaire	$ 6,325.00
Frais d'inspection	3,350.00
Honoraires: Bureau des examinateurs	180.00
Loyer et taxes	720.00
Éclairage, chauffage, entretien	300.00
Frais judiciaires	450.00
Frais de vérification	310.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	700.00
Poste, téléphone, télégramme	725.00
Intérêts, échange, agios	125.00
Abonnement et publicité	50.00
Frais: Bureau des examinateurs	100.00
Jetons de présence (membres du Comité)	405.00
Frais de déplacements (membres du Comité)	250.00
Frais de délégation	1,100.00
Frais d'affiliation	136.40
Impôt fédéral	192.00
Impôt provincial	90.00
Rentes du Québec	158.40
Sécurité, maladie, hospitalisation	281.52
	$15,948.32

before the 10th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees must accompany said report. The Committee has the authority to require an attestation of the said report whenever it deems it advisable to do so.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or give any information required, he will be given five (5) day's notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial Report*

In compliance with the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee must submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31, June 30, September 30 and December 31 of each year.

Attached herewith is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Automobile Industry of Roberval county for the period extending from February 11, 1967, to February 11, 1968.

PARITY COMMITTEE OF THE AUTOMOBILE INDUSTRY OF ROBERVAL COUNTY

Estimate of receipts and disbursements for the period extending from February 11, 1967, to February 11, 1968.

Receipts:	
Employers' dues	$ 6,375.00
Employees' dues	6,375.00
Artisans dues	2,500.00
Penalties and fines	300.00
Examination fees	260.00
Federal income tax	192.00
Provincial income tax	90.00
Quebec Pension Plan	79.20
	$16,171.20
Disbursements:	
Secretary's salary	$ 6,325.00
Inspection expenses	3,350.00
Fees: Board of examiners	180.00
Rent and taxes	720.00
Lighting, heating, maintenance	300.00
Legal expenses	450.00
Auditing expenses	310.00
Printing, stationery, office equipment	700.00
Postage, telephone, telegrams	725.00
Interest, exchange, agio	125.00
Subscriptions and advertising	50.00
Expenses: Board of examiners	100.00
Attendance tokens (Committee members)	405.00
Travelling expenses (Committee members)	250.00
Delegation expenses	1,100.00
Affiliation expenses	136.40
Federal income tax	192.00
Provincial income tax	90.00
Quebec Pension Plan	158.40
Safety, sickness, hospitalisation	281.52
	$15,948.32

Excédent des recettes sur les déboursés prévu: $ 222.88

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 4 février 1967. 18286-o

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile de Montréal et du district, établi en exécution du décret numéro 184 du 8 février 1950 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 163 du 25 janvier 1967, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts Refondus de Québec 1964, chapitre 143) à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 18 février 1967 au 18 février 1968; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 184 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/5 de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 184 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/5 de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit $72.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 184 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/5 de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

Estimated surplus of receipts over disbursements: $ 222.88

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 4, 1967. 18286-o

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1965, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee for the Automobile Industry of Montréal and district (established in pursuance of decree number 184 of February 8, 1950 and amendments) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the conditions mentioned below. A by-law, approved by Order in Council number 163, dated January 25, 1967, authorizes such levy.

1. *Dues*

The contibution period extends from February 18, 1967, to February 18, 1968. The levy carried out as follows:

(*a*) Professional employers governed by said decree number 184 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to 1/5 of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree.

(*b*) Artisans governed by said decree number 184 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to 1/5 of 1% of the salary laid down in the decree for the lowest-paid journeyman, i.e., $72.00 a week.

(*c*) Employees governed by said decree number 184 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to 1/5 of 1% of their wages.

2. *Collection of Dues*

To facilitate the collection of such dues the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all information requested by the Parity Committee must be given. Every month, the professional employer shall complete his report, sign it and forward it to the Parity Committee.

At the end of each week, and on the Committee's behalf, the professional employer shall collect this levy by means of a check-off.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with that of his employees shall accompany the said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his contributions or supply necessary information, five (5) days' notice will be given him in order that he may fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Rapport financier*

Conformément à la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile de Montréal et du district, pour la période comprise entre le 18 février 1967 et le 18 février 1968.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE DE MONTRÉAL ET DU DISTRICT

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 18 février 1967 et le 18 février 1968.

Recettes:	
Cotisations patronales	$87,846.10
Cotisations ouvrières	87,846.10
Cotisations artisanales	12,167.52
Pénalités et amendes	7,157.00
Dommages: Intérêts liquidés	5,347.06
Honoraires d'examen	2,766.00
Intérêts sur placements	3,230.00
Intérêts de banque	140.00
Impôt fédéral	6,340.60
Impôt provincial	5,571.73
Assurance-chômage	828.78
Assurance-vie-santé	1,380.60
Fonds de pension	3,065.00
Rentes du Québec	1,490.00
Fiches de temps	893.00
Loyer à percevoir	13,133.26
	$239,202.75
Déboursés:	
Salaire du secrétaire	$ 11,000.00
Salaires du personnel	33,368.48
Salaires des inspecteurs	63,627.72
Frais d'inspection	7,779.91
Honoraires: Bureau des examinateurs	5,424.00
Frais: Bureau des examinateurs	4,880.00
Loyer et taxes	25,665.70
Éclairage, chauffage, entretien	3,224.48
Frais judiciaires	8,050.00
Frais de vérification	1,250.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	5,556.17
Poste, téléphone, télégramme	5,497.97
Intérêt, échange, agios	25.00
Abonnement et publicité	2,800.64
Jetons de présence (membres du Comité)	2,460.00
Frais de déplacements (membres du Comité)	6,120.00
Frais de délégation	200.00
Assurance-chômage	1,657.56
Assurance-vie-santé	2,761.20
Assurance caution	90.00
Assurances générales	17.25
Fonds de pension	3,065.00
Impôt fédéral	6,340.60
Impôt provincial	5,571.73
Rentes du Québec	2,980.00
	$209,413.41
Excédent des recettes sur les déboursés prévus	$ 29,789.34

3. *Financial Report*

In compliance with the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of every year.

An estimate of receipts and expenditures for the Parity Committee for the Automobile Industry of Montréal and district for the February 18, 1967 to February 18, 1968 period is given below.

THE PARITY COMMITTEE FOR THE AUTOMOBILE INDUSTRY OF MONTRÉAL AND DISTRICT

Estimate of receipts and expenditures for the February 18, 1967 to February 18, 1968, period.

Receipts:	
Employees' dues	$ 87,846.10
Employers' dues	87,846.10
Artisans' dues	12,167.52
Penalties and fines	7,157.00
Damages: paid-up interest	5,347.06
Examination fees	2,766.00
Interest on investments	3,230.00
Bank interest	140.00
Federal tax	6,340.60
Provincial tax	5,571.73
Unemployment Insurance	828.78
Life, health insurance	1,380.60
Pension fund	3,065.00
Québec Pension Plan	1,490.00
Time sheets	893.00
Rent to be collected	13,133.26
	$239,202.75
Disbursements:	
Secretary's salary	$ 11,000.00
Staff's salary	33,368.48
Inspectors' salary	63,627.72
Inspection expenses	7,779.91
Fees: Board of Examiners	5,424.00
Expenses: Board of Examiners	4,880.00
Rent and taxes	25,665.70
Lights, heat, maintenance	3,224.48
Legal costs	8,050.00
Auditor's fees	1,250.00
Printing, stationery, office equipment	5,556.17
Postage, telephone, telegrams	5,497.97
Interest, exchange, agio	25.00
Subscription and advertising	2,800.64
Attendance fees (Committee members)	2,460.00
Travelling expenses (Committee members)	6,120.00
Delegation expenses	200.00
Unemployment Insurance	1,657.56
Life, health insurance	2,761.20
Fidelity bond	90.00
General insurance	17.25
Pension fund	3,065.00
Federal tax	6,340.60
Provincial tax	5,571.73
Québec Pension Plan	2,980.00
	$209,413.41
Surplus (receipts over disbursements) forecast	$29,789.34

Subvention à la Commission d'apprentissage	$ 26,222.00
Surplus prévu	$ 3,567.34

Le sous-ministre du travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 4 février 1967. 18286-o

Apprenticeship Commission grant	$ 26,222.00
Estimated surplus:	$ 3,567.34

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, February 4, 1967. 18286-o

Avis d'approbation de règlements spéciaux

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que, par l'arrêté en conseil numéro 155 du 25 janvier 1967, les règlements spéciaux suivants, adoptés par le Comité paritaire des Plombiers des Trois-Rivières et district, constitué pour assurer l'observance du décret numéro 2164 du 16 novembre 1966, ont été approuvés et ajoutés à la constitution et aux règlements généraux dudit Comité paritaire, déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 2497 du 21 décembre 1966.

« *Règlements spéciaux*

20° *Tenue du registre:* Conformément au paragraphe « *g* » de l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire rend obligatoire pour tout employeur professionnel régi par le décret numéro 2164 du 16 novembre 1966 et ses modifications ultérieures, la tenue d'un registre où sont indiqués les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de ce travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement, ainsi que tous les autres renseignements jugés utiles à l'application du décret.

21° *Rapport mensuel:* Conformément au paragraphe « *h* » de l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire oblige tout employeur professionnel régi par le décret numéro 2164 du 16 novembre 1966 et ses modifications ultérieures, à lui transmettre un rapport mensuel par écrit, signé par lui-même ou par une personne responsable à son emploi, sur lequel doivent être indiqués les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières ou supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé. Ledit rapport doit être transmis au Comité paritaire le ou avant le 12 de chaque mois et doit couvrir le mois précédent. L'employeur professionnel peut obtenir du Comité paritaire les formules nécessaires pour la préparation dudit rapport.

22° *Certificat de qualification:* Conformément à l'article 25 de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire rend le certificat de qualification obligatoire dans tout le champ d'application territorial du décret numéro 2164 du 16 novembre 1966 et ses modifications ultérieures, pour tous les salariés assujettis audit décret, sauf ceux qui sont tenus d'avoir une licence en vertu de la Loi des mécaniciens en tuyauterie (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 154).

Notice of a Special By-Laws Approval

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decreed Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the following special by-laws of the Joint Committee of Plumbers for Three Rivers and district (established to ensure the enforcement of decree number 2164 of November 16, 1966), have been approved by Order in Council number 155, dated January 25, 1967. These have been added to the constitution and general by-laws of the said Committee which had already been approved by Order in Council number 2497, dated December 21, 1966.

"*Special by-laws*

20. *Keeping of a Register:* In compliance with the Collective Agreement Decrees Act, section 20, subsection "*g*", the Joint Committee makes it mandatory for every professional employer subject to decree number 2164 of November 16, 1966, and its subsequent amendments, to keep a register containing the following: name, surname and address of each employee in his service; his qualification or classification; the exact time when work was begun, interrupted, resumed and finished each day; type of work and wages paid, with mention of the method and time of payment; all other information deemed useful for the decree's enforcement.

21. *Monthly Report:* In conformity with the Collective Agreement Decrees Act, section 20, subsection "*h*", the Joint Committee compells every professional employer subject to decree number 2164 of November 16, 1966 and its subsequent amendments, to forward it a written monthly report. This report should be signed by the employer himself or a duly-authorized employee and should contain the following: name, surname and address of each employee in his service; his qualification or classification; number of regular and overtime hours worked each week; type of work and wages paid. The said report must be forwarded to the Parity Committee on or before the 12th of each month and shall cover the previous month. The professional employer may obtain the necessary forms for this report from the Parity Committee.

22. *Competency Certificate:* In pursuance of the Collective Agreement Decrees Act, section 25, the Joint Committee makes competency certificates compulsory throughout the territorial jurisdiction of decree number 2164 of November 16, 1966 and its subsequent amendments, for every employee subject to the said decree, except for those who must hold a license under the Pipe-Mechanics Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 154).

Le Comité paritaire crée un bureau d'examinateurs composé de huit (8) membres pour déterminer la qualification des salariés et émettre lesdits certificats. Le quorum du bureau d'examinateurs est de deux (2) membres.

Le comité peut exiger à titre d'honoraires une somme n'excédent pas $2.00 pour l'examen d'un ouvrier qualifié et $1.00 pour l'examen d'un apprenti.»

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 4 février 1967. 18286-o

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, chapitre 143), que le Comité paritaire de l'Industrie du Verre, district de Québec, établi en exécution du décret numéro 878, du 2 août 1950 et amendements a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 165 du 25 janvier 1967, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 3 février 1967 au 3 février 1968; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 878 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 878 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié le moins rémunéré suivant le métier.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 878 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

À chaque mois, l'employeur professionnel doit fournir au Comité paritaire, sur les formules fournies à cette fin par ledit Comité, un rapport détaillé indiquant les heures de travail et le salaire gagné par chacun de ses salariés régis par le décret et les sommes versées au Comité paritaire.

Ce rapport dûment signé par l'employeur professionnel doit être accompagné des cotisations payables au Comité paritaire par l'employeur professionnel et ses salariés, toutes ces sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal dans la province de Québec.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire gagné ou allocation due à chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire à titre de prélèvement.

Les cotisations doivent être payées mensuellement au Comité paritaire entre le 1er et le 10 du mois suivant.

Le Comité paritaire a le droit et le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

To determine the competency and classification of employees and to issue the said certificates, the Joint Committee creates a Board of Examiners composed of eight (8) members. Two (2) of its members shall form a quorum.

For the examination, the Committee may request no more than a $2.00 fee from skilled workmen and a $1.00 fee from apprentices."

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, February 4, 1967. 18286-o

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Glass Industry, Quebec district, (established in pursuance of decree number 878 of August 2, 1950 and amendments), has been authorized to levy contributions on the professional employers, artisans and employees subject to said decree, according to the method hereafter described. A by-law approved by Order in Council number 165 of January 25, 1967 authorizes such levy.

1. *Dues*

The contribution period extends from February 3, 1967, to February 3, 1968. It is carried out as follows:

(*a*) Professional employers governed by the said decree number 878 and amendments must pay the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree.

(*b*) Artisans governed by the said decree number 878 and amendments must pay the Parity Committee an amount to ½ of 1% of the salary established by the decree for the lowest-paid employee in their trade.

(*c*) Employees governed by the said decree number 878 and amendments must pay the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their wages.

2. *Collection of Dues*

Every month, the professional employer must submit a detailed report to the Parity Committee. This report shall be made on forms supplied for this purpose by said Committee and shall indicate the hours worked, wages earned by each employee governed by the decree, together with the amounts paid to the Parity Committee.

The dues, payable to the Parity Committee by the professional employer and his employees, must accompany this report which shall be duly signed by the professional employer. The said amounts shall be paid in currency which is legal tender in the Province of Quebec.

At the end of each week, the amounts due the Parity Committee shall be collected by the professional employer. Such amounts shall be deducted from the salary or allowances earned by each employee.

The dues collected shall be paid monthly to the Parity Committee between the 1st and 10th of the following month.

The Parity Committee has the right and authority to require an attestation of the monthly reports whenever it deems it advisable to do so.

3. *Rapport financier*

Selon les termes de la Loi des décrets de Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie du Verre, district de Québec, pour la période comprise entre le 3 février 1967 et le 3 février 1968.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DU VERRE, DISTRICT DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés prévus pour la période comprise entre le 3 février 1967 et le 3 février 1968.

Recettes:	
Cotisations patronales	$2,700.00
Cotisations ouvrières	2,700.00
Intérêts sur placements	120.00
	$5,520.00
Déboursés:	
Salaire du secrétaire	$2,400.00
Salaires du personnel	1,300.00
Honoraires: Bureau des examinateurs	225.00
Frais de vérification	110.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	120.00
Poste, téléphone	230.00
Intérêt, échange, agios	5.00
Jetons de présence (membres du Comité)	300.00
Frais de déplacements (membres du Comité)	225.00
Assurance caution	10.00
	$4,925.00
Excédant des recettes sur les déboursés prévu:	$ 595.00

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 4 février 1967. 18286-o

3. *Financial Report*

In compliance with the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

The following is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Glass Industry, District of Quebec, for the February 3, 1967 to February 3, 1968 period.

THE PARITY COMMITTEE OF THE GLASS INDUSTRY, DISTRICT OF QUÉBEC

Estimate of receipts and disbursements for the period extending from February 3, 1967, to February 3, 1968.

Receipts:	
Employers' dues	$2,700.00
Employees' dues	2,700.00
Interest on investments	120.00
	$5,520.00
Disbursements:	
Secretary's salary	$2,400.00
Salaries of personnel	1,300.00
Fees: Board of examiners	225.00
Auditing expenses	110.00
Printing, stationery, office supplies and equipment	120.00
Postage, telephone	230.00
Interest, exchange, agio	5.00
Attendance tokens (Committee members)	300.00
Travelling expenses (Committee members)	225.00
Fidelity bond	10.00
	$4,925.00
Estimated surplus of receipts over disbursements	$ 595.00

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 4, 1967. 18286-o

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1828

Québec, le 19 octobre 1966.

Préseut: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT certaines modifications aux règlements de la Loi des écoles professionnelles privées.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'éducation:

QUE l'arrêté en conseil numéro 371, en date du 22 avril 1959, concernant l'adoption des règlement de la Loi des écoles professionnelles privées, modifié par l'arrêté en conseil numéro 560, en date du 4 juin 1959, par l'arrêté en conseil numéro 698, en date du 26 avril 1960, par l'arrêté en conseil numéro 963, en date du 11 avril 1961,

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1828

Québec, October 19, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING certain amendments to the regulations of the Private Vocational Schools Act.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Education:

THAT Order in Council number 371, dated April 22, 1959, concerning the adoption of the regulations of the Private Vocational Schools Act, amended by Order in Council number 560, dated June 4, 1959, by Order in Council number 698, dated April 26, 1960, by Order in Council number 963, dated April 11, 1961, and by Order

et par l'arrêté en conseil numéro 2023, en date du 14 octobre 1965, soit de nouveau modifié de la manière suivante:

1° En remplaçant l'article 2 par le suivant:

« 2. La Loi des écoles professionnelles privées s'applique aux arts, métiers, professions ou cours suivants:

Administration:

Automation, Gestion de personnel, Mécanographie, Perception, Poinçonnage de cartes, Programmation, Standardiste, Sténotypie.

Aides professionnels:

Aide-arpenteur, Aide-garde-malade, Aide-ingénieur, Assistante-infirmière, Chaineur, Homme d'instruments, Infirmière pratique, Technicien de laboratoire.

Alimentation:

Art culinaire, Boucherie, Confiserie.

Arts:

Annonceur – radio et télévision, Arts décoratifs, Arts ménagers, Danse (sauf le ballet et les danses folkloriques), Dessin aéronautique, Dessin commercial, Dessin d'architecture, Dessin industriel, Lettrage, Modelage.

Arts Graphiques:

Cinématographie, Impremerie, Lithographie, Photographie, Photogravure, Photolithographie, Reliure, Sérigraphie.

Coiffure et esthétique de la personne:

Charme féminin, Coiffure pour hommes et femmes, Electrolyse, Esthétique, Hygiène, Manucure, Soins de beauté.

Confection de vêtements:

Confection de chapeaux, Coupe, Couture, Croquis de mode, Dessin de patrons, Drapage.

Construction:

Charpenterie, Chaudronnerie, Chauffage, Conduite et opération de machines lourdes (camions, appareils d'excavation et de terrassement), Conduite ou surveillance de travaux, Entretien et réparation de brûleurs à l'huile, Estimation, Inspection, Lecture de plans, Maçonnerie, Menuiserie, Plomberie, Rivetage, Structure d'acier et de béton.

Électricité:

Câblage Électricité, Électronique, Galvanoplastie, Radar, Radio, Réfrigération-climatisation, Télégraphie, Télévision.

Évaluation:

Évaluation en expropriations, Évaluation foncière.

Mécanique:

Ajustage, Automobile, Débosselage de carrosserie, Lecture de plans, Machines aratoires, Machines fixes, Moteurs Diésel, Outillage.

Métiers divers:

Bijouterie, Cordonnerie, Étamage, Ferblanterie, Forge, Gravure sur métal, Horlogerie, Orfèvrerie, Rembourrage, Soudure, Vulcanisation.

Navigation:

Aéronautique, Pilote (avion ou hélicoptère).

Protection publique:

Détective privé, Pompier, Sécurité industrielle.

Services divers:

Agent de réclamation, Agent de voyages, Crédit et finance, Évaluateur (ajusteur) d'assurance, Hôtellerie (garçon ou fille de table, garçon de bar, gérant), Hôtesse de l'air, Investigation, Mannequin vivant, Moniteur de loisirs, Publicité, Représentant commercial ou industriel, Scaphandrier et homme-grenouille, Vente. »

in Council number 2023, dated October 14, 1965 be amended again in the following way:

1. By replacing section 2 by the following section:

"2. The Private Vocational Schools Act applies, to the following arts, trades, callings or courses:

Administration:

Automation, Personnel Management, Data Processing, Collection, Card Punching, Programming, Switchboard operator, Stenotypy.

Professional Assistance:

Assistant Surveyor, Nurse's Aid, Assistant Engineer, Assistant Nurse, Chainman, Instrument man, Pratical Nurse, Laboratory technician.

Food:

Culinary Arts, Burchery, Preserving (Candy making).

Arts:

Announcer-radio and television, Decorative arts, Domestic arts, Dances (except ballet and folklore dances), Aircraft drawing, Commercial drawing, Architectural drawing, Industrial drawing, Lettering, Modelling.

Graphic Arts:

Cinematography, Printing, Lithography, Photography, Photo-engraving, Photolithography, Book binding, Silk Screen process.

Hairdressing and Aesthetics:

Charm, Ladies and Men's Hairdressing, Electrolysis, Aesthetics, Hygiene, Manicure, Beauty treatments.

Manufacturing of clothing:

Millinery, Tailoring, Sewing, Fashion Sketching, Pattern Designing, Draping.

Construction:

Carpentry, Boiler making, Heating, Heavy equipment driving and operation (trucks, excavating and embanking equipment), Management or supervision of works, Maintenance and repairing of oil burners, Estimation, Inspection, Blue Print reading, Masonry, Woodwork, Plumbing, Riveting, Steel and Concrete Structures.

Electricity:

Cabling, Eléctricity, Electronics, Electroplating, Radar, Radio, Refrigeration, air-conditioning, Telegraphy, Television.

Vuluation:

Valuation for Expropriations, Real Estate Valuation.

Mechanics:

Fitting, Automobile, Body and fender repair, Blue Print reading, Farm Machinery, Stationary Engines, Diesel motors, Tool making.

Varied trades:

Jewellery, Shoemaking, Tinplating, Sheet Metal work, Blacksmithing, Metal engraving, Clock and watch making, Goldsmithing, Upholstery Welding, Vulcanization.

Navigation:

Aeronautics, Pilot (plane or helicopter).

Public Protection:

Private detective, Fireman, Industrial Security.

Various Services:

Claims adjusters, Travel agents, Credit and finance, Insurance Appraiser (adjuster), Hotel Trades (waiter, waitress, bartender, manager), Air Hostess, Investigation, Live model, Recreational Monitor, Publicity, Commercial or Industrial Representative, Diver or Frogman, Sales."

2° En modifiant l'article 3 comme suit:

A) En remplaçant le paragraphe *b*) par le suivant:

« *b*) Une copiec ertifiée du certificat d'enregistrement de la raison sociale ou des lettres patentes, selon le cas; »

B) En remplaçant, dans le paragraphe *k*) les mots « de diplôme » par les mots « d'attestation d'études »;

3° En remplaçant le paragraphe *a*) de l'article 6 par le suivant:

« *a*) Les honoraires pour l'émission d'un permis d'école ou de son renouvellement sont déterminés en multipliant par $10.00 le nombre de cours distincts que l'école se propose de dispenser dans tout art, métier ou profession visés à l'article 2 des présents règlements. De plus, un cours du jour, un cours du soir ou un cours par correspondance sont considérés comme cours distincts. Dans le cas des écoles de danse, chaque genre de danse constitue un cours distinct; »

4° En remplaçant, au début de la deuxième phrase de l'article 8, les mots: « Le cautionnement ne doit pas excéder $1,000.00 », par les suivants:

« Le cautionnement ne doit pas, cependant, être inférieur à $1,000.00 ».

5° En modifiant l'article 13 comme suit:

A) En retranchant à la fin du paragraphe *f*) les mots: « à moins que l'école ne fournisse la preuve de tels avancés en soumettant le texte de l'annonce »;

B) En ajoutant les paragraphes suivants:

« *k*) toute mention d'un cours non spécifié au permis détenu;

l) toute reproduction de lettre de recommandation ou d'appréciation; »

6° En modifiant l'article 18 comme suit:

A) En retranchant dans le paragraphe *c*) les mots: « ou de leçons »;

B) En ajoutant à la fin du paragraphe *e*) les mots: « et l'article 21 des règlements »;

C) En ajoutant les paragraphes suivants:

« *g*) mentionner s'il s'agit d'un cours du jour, du soir ou par correspondance, et s'il s'agit d'un cours par correspondance, donner le nombre de leçons que le cours comprend;

h) prévoir la signature de l'élève immédiatement à la suite des textes et renseignements mentionnés aux paragraphes précédents; »

7° En remplaçant l'article 21 par le suivant:

« 21. Aucune école ne peut transporter, céder ou vendre un contrat.

Elle ne peut, non plus accepter un billet à ordre pour le paiement du cours non encore suivis. »

8° En remplaçant dans le titre, après l'article 22, le mot « diplômes » par les mots « attestations d'études »;

9° En remplaçant dans l'article 23 les mots « un diplôme ou un certificat d'études » par les mots « une attestation d'études »;

10° En remplaçant dans l'article 25 les mots « de diplôme ou de certificat par les mots « d'attestation d'études »;

11° En remplaçant, au début de l'article 26, les mots « Tout diplôme ou certificat » par les mots « Toute attestation d'études »;

12° En remplaçant l'article 27 par le suivant:

« 27. Le texte de toute attestation d'études et le texte de tout sceau employé sur une attestation d'études doivent éviter la mention du permis détenu autrement que par l'expression:

« École détenant un permis en vertu de la Loi des écoles professionnelles privées. »

2. By amending section 3 as follows:

(A) By replacing subsection (*b*) by the following:

"(*b*) A certified copy of the registration certificate of the Firm Name or letters patent, as the case may be; "

(B) By replacing in subsection (*k*) the words "of diploma" by the words "of attestation of studies";

3. By replacing subsection (*a*) of section 6 by the following:

"(*a*) The fees for the issue of a school permit or the renewal of the same, shall be determined by multiplying by $10.00 the number of distinct courses that the school intends to dispense of in all arts, trades, or professions provided for in section 2 of the present regulations. Moreover, day courses, night courses or courses by correspondence are considered as distinct courses. In the case of dancing schools, each type of dance shall constitute a distinct course; "

4. By replacing, at the beginning of the second phrase of section 8, the words "The security shall not exceed $1,000.00", by the following:

"The security must not, however, be inferior to $1,000.00".

5. By amending section 13 as follows:

(A) By striking out the words "unless the school gives evidence of such statements on submitting the text of the advertisement", at the end of paragraph (*f*);

(B) By adding the following subsections:

"(*k*) From making any mention of an unspecified course on the permit held;

(*l*) From making any reproduction of a letter of recommendation or appreciation: "

6. By amending section 18 as follows:

(A) By striking out the words "or lessons", in subsection (*c*);

(B) By adding the words "and section 21 of the regulations", at the end of subsection (*e*);

(C) By adding the following subsections:

"(*g*) shall mention if it consists of day, night or correcpondence courses, and, if it consists of a correspondence course, give the number of lessons that the course includes;

(*h*) shall provide for the signature of the student immediately following the texts and information mentioned in the preceeding subsections; "

7. By replacing section 21 by the following:

"21. No school may transfer, cede or sell a contract.

It may not, moreover, accept a promissory note for the payment of courses not yet followed".

8. By replacing the word "diplomas" by the words "attestation of studies", in the title after section 22;

9. By replacing the words "a diploma or certificate of studies" by the words "an attestation of studies", in section 23;

10. By replacing the words "diploma or certificate" by the words "attestation of studies", in section 25;

11. By replacing the words "every diploma or certificate" by the words "every attestation of studies", in section 26;

12. By replacing section 27 by the following:

"27. There shall be no mention of the permit held by the school in the text of any attestation of studies and in the test of any seal used on an attestation of studies, other than the following:

"School authorized under the Private Vocational Schools Act."

13° En remplaçant, à la fin du deuxième alinéa de l'article 38, le mot « diplômes » par les mots « attestations d'études »;

14° En remplaçant le premier alinéa de l'article 41 par le suivant:

« 41. Toute formule de contrat ou d'inscription d'un élève à une école de danse doit être autorisée par, le ministre, y compris les prix exigés et les autres conditions du contrat. Aucun contrat ne doit comporter plus de 50 heures de cours. »

15° En remplaçant, après l'article 41, le titre et l'article 42 par le titre et l'article suivant:

« Écoles enseignant des métiers ou professions dont l'exercice est régi par une loi fédérale ou provinciale ou par un décret adopté en vertu de la Loi des décrets de convention collective:

42. Le propriétaire, le directeur ou tout solliciteur d'une école où l'on enseigne des métiers ou professions dont l'exercice est régi par une loi fédérale ou provinciale ou par un décret adopté en vertu de la Loi des décrets de convention collective, doit informer par écrit l'élève, au moment de l'inscription, de l'existence de cette loi ou de ce décret et porter à sa connaissance les articles qui peuvent le concerner. »

16° En remplaçant dans la troisième ligne de l'article 43 les mots « leurs certificats » par les mots « leurs attestations d'études ».

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
18303-o JACQUES PRÉMONT.

13. By replacing the word "diplomas" by the words "attestation of studies", at the end of the second paragraph of section 38;

14. By replacing the first paragraph of section 41 by the following:

"41. Every contract or enrolment form to be used by a student in a dancing school must be authorized by the Minister, as must the rates and other conditions of the contract. No contract can call for more than 50 hours of courses."

15. By replacing, after section 41, the title and section 42 by the following title and section:

"Schools teaching trades or professions, the practice of which is governed by a Federal or Provincial Act, or by a decree adopted under the Collective Agreement Decrees Act:

42. The owner, director or any canvasser of a school where trades or professions are taught, the practice of which is governed by a Federal or Provincial Act or by a decree adopted under the Collective Agreement Decrees Act, shall inform the student, in writing, upon his enrolment, of the existence of such Act or decree and make known to him the sections which may concern him."

16. By replacing the word "certificates" by the words "attestations of studies", in the third line of section 43.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
18303 *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 96

Québec, le 19 janvier 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la mise en force des récentes modifications aux règlements de la Loi des écoles professionnelles privées.

ATTENDU QUE le 19 octobre 1966, par l'arrêté en conseil numéro 1828, des modifications aux règlements de la Loi des écoles professionnelles privées ont été adoptées;

ATTENDU QUE l'article 13 de la Loi des écoles professionnelles privées, Statuts refondus, 1964, chapitre 244, stipule que:

« 13. Les règlements adoptés en vertu de l'article 11 et leurs modifications ont force de loi à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*, à moins que le lieutenant-gouverneur en conseil ne fixe une date ultérieure à cette fin. »

ATTENDU QUE les modifications ci-haut mentionnées n'ont pas encore été publiées dans la *Gazette officielle de Québec;*

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer une date ultérieure à cette fin.

IL EST ORDONNÉ EN CONSÉQUENCE sur la proposition du ministre de l'éducation:

QUE les modifications aux règlements de la Loi des écoles professionnelles privées, adoptées par l'arrêté en conseil numéro 1828, du 19 octobre 1966, aient force de loi à compter du 1er avril 1967, conformément à l'article 13 de la Loi des écoles professionnelles privées, Statuts refondus, 1964, chapitre 244.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
18303-o JACQUES PRÉMONT.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 96

Québec, January 19, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the bringing into force of recent amendments to the regulations of the Private Vocational Schools Act.

WHEREAS on October 19, 1966, by Order in Council number 1828, amendments to the Private Vocational Schools Act were adopted;

WHEREAS section 13 of the Private Vocational Schools Act, Revised Statutes, 1964, chapter 244, stipulates that:

"13. The regulations made under section 11 and thier amendments shall have force of law from the date of their publication in the *Quebec Official Gazette*, unless the Lieutenant-Governor in Council fixes a later date for that purpose."

WHEREAS the above-mentioned amendments have not yet been published in the *Quebec Official Gazette;*

WHEREAS it is expedient to fix a later date for this purpose.

IT IS ORDERED, THEREFORE, upon the recommendation of the Minister of Education:

THAT the amendments to the Private Vocational Schools Act, adopted by Order in Council number 1828, dated October 19, 1966, have force of law from and after April 1, 1967, pursuant to section 13 of the Private Vocational Schools Act, Revised Statutes, 1964, chapter 244.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
18303 *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 23

Québec, le 16 janvier 1967.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux salariés de garages du district électoral de Rouyn-Noranda.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil une modification au décret numéro 159 du 1er février 1966, relatif aux salariés de garages du district électoral de Rouyn-Noranda;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 1er octobre 1966;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 159, soit modifié comme suit:

L'article 7.02 est remplacé par le suivant:

« 7.02.— Jusqu'au 30 juin 1967, trois (3) jours fériés seront chômés et payés sur une base de neuf (9) heures de travail, à savoir: la fête du travail, le jour de Noël et la Saint-Jean-Baptiste. À partir du 1er juillet 1967, le premier jour de l'An sera aussi chômé et payé aux mêmes conditions ».

Le Greffier du Conseil Exécutif,
18286-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 134

Québec, le 24 janvier 1967.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans les comtés de Maskinongé, Saint-Maurice, Laviolette, Champlain et Trois-Rivières.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), le décret numéro 1418 du 29 juillet 1964 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans les comtés de Maskinongé, Saint-Maurice, Laviolette, Champlain et Trois-Rivières, soit prolongé jusqu'au 30 avril 1967.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
18286-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 156

Québec, le 25 janvier 1967.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la chemise pour hommes et garçons dans la province.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 23

Québec, January 16, 1967.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the decree respecting Garage Employees in the electoral district of Rouyn-Noranda.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Quebec 1964, chapter 143), the Minister of Labour has given notice that he intended submitting to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council an amendment to decree number 159 of February 1, 1966, respecting Garage Employees in the electoral district of Rouyn-Noranda;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette* on October 1, 1966;

WHEREAS, in accordance with the Act, the objection brought forth has been duly considered;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 159, be amended as follows:

Section 7.02 is replaced by the following:

"7.02.— Until June 30, 1967, nine (9) hours' work shall be paid for each of the following three holidays with pay: Labour Day, Christmas Day and St. John the Baptist Day. After July 1, 1967, New Year's Day shall also be kept and paid on the same conditions."

JACQUES PRÉMONT,
18286-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 134

Québec, January 24, 1967.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the decree respecting the Construction Industry and Trades in Maskinongé, Saint-Maurice, Laviolette, Champlain and Trois-Rivières counties.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), decree number 1418 of July 29, 1964 and amendments (Construction Industry and Trades in Maskinongé, Saint-Maurice, Laviolette, Champlain and Trois-Rivières counties) be extended until April 30, 1967.

JACQUES PRÉMONT,
18286-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 156

Québec, January 25, 1967.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Men's and Boys' Shirt Industry in the Province.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 1204 du 17 juin 1964 et amendements, relatif à l'industrie de la chemise pour hommes et garçons dans la province, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 1er octobre 1966;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1204, soit modifié comme suit:

1° Le premier paragraphe de l'article 1.01 est remplacé par le suivant:

« Le présent décret régit l'industrie de la confection ou de la production, en tout ou en partie, de chemises et de pyjamas de toutes sortes et de toutes désignations, pour hommes et garçons, sans restriction. Il régit également l'industrie de la confection ou de la production, en tout ou en partie, de « shorts » et de sous-vêtements taillés et cousus, pour hommes et garçons. »

2° Le troisième paragraphe de l'article 1.04 est remplacé par le suivant:

« 1.04. 3° Les vêtements d'enfants dont la grandeur est inférieure à deux (2) ans. »

Le Greffier du Conseil Exécutif,
18286-o JACQUES PRÉMONT.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement made obligatory by decree number 1204 of June 17, 1964 and amendments, respecting the Men's and Boys' Shirt Industry in the Province, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council certain amendments to the said decree;

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette*, on October 1, 1966;

WHEREAS no objection has been brought forth against the approval of the amendments proposed;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 1204, be amended as follows:

1. The first paragraph of article 1.01 is replaced by the following:

"This decree covers the industry manufacturing or producing, in whole or in part, men's and boys' shirts and pyjamas of all kinds and of all descriptions, without limitation. It also covers the industry manufacturing or producing, in whole or in part, men's and boys' "shorts" and underwear which are cut and sewn."

2. The third paragraph of article 1.04 is replaced by the following:

"1.04. 3. Infants' and children's clothes or garments smaller than "size two (2) years"."

JACQUES PRÉMONT,
18286-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 157

Québec, le 25 janvier 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans les districts électoraux de Hull, Gatineau, Papineau et Pontiac.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie et aux métiers de la construction dans les districts électoraux de Hull, Gatineau, Papineau et Pontiac rendue obligatoire par le décret numéro 810 du 14 août 1957 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 1er octobre 1966;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 810, soit modifié comme suit:

1° L'énumération des parties contractantes est remplacée par la suivante:

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 157

Québec, January 25, 1967.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Construction Industry and Trades in the electoral districts of Hull, Gatineau, Papineau and Pontiac.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Construction Industry and Trades in the electoral districts of Hull, Gatineau, Papineau and Pontiac, made obligatory by decree number 810 of August 14, 1957, and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, on October 1, 1966;

WHEREAS, in conformity with the Act, the objections brought forth have been duly considered;

IT IS ORDAINED, thefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 810, be amended as follows:

1. The list of contracting parties is replaced by the following:

« L'Association des Constructeurs du District de Hull et de l'Ouest du Québec; L'Association des Constructeurs d'Habitations de la région de Hull; La Section de Hull et District de la Corporation des Maîtres-Électriciens de la Province de Québec; d'une part, et

La Fédération Nationale des Syndicats du Bâtiment et du Bois Inc. (C.S.N.); Le Syndicat des Travailleurs en Construction de la Vallée de l'Outaouais; La Fraternité Internationale des Ouvriers en Électricité, syndicat local 586; Le Conseil des Métiers de la Construction de Hull et du District (C.T.C.-F.T.Q.); d'autre part ».

2° Les mots « de clôture de métal ou de bois, de parement d'aluminium, pose des armoires et des comptoirs, des planches à recouvrement imbriqué » sont ajoutés après les mots « planches murales en composition » apparaissant au paragraphe « *c* » de l'article I.

3° Le paragraphe « *q* » de l'article I est remplacé par le suivant:

« *q*) Le mot « plâtrier » désigne tout salarié qui exécute tout travail intérieur ou extérieur comportant la pose à la truelle ou à la machine d'enduits de plâtre, de célanite, de mortier, de ciment, de stuc, d'enduits de composition plastique, connexes ou similaires au travail de plâtrier, y compris la pose de moulures de plâtre, la pose et le coulage des ornements. Il désigne aussi celui qui fait le mélange de la chaux éteinte avec le plâtre et le ciment blanc, la pose à la machine ou à la truelle de produits d'isolation contre le feu, de produits de gypse ou de fibres d'amiante; celui qui prépare la moulure, c'est-à-dire qui pose des règles pour le poussage de la moulure et qui pose des chanfreins métalliques appelés coins de fer. »

4° Le paragraphe « *a* » de l'article II est remplacé par le suivant:

« *a*) Est considéré comme artisan tout salarié qui, régulièrement et habituellement, exécute seul, de ses propres mains, un travail faisant l'objet du présent décret, à forfait ou autrement, par convention verbale ou écrite. De plus, il doit, s'il y a lieu, avoir obtenu son certificat de qualification. »

5° Les mots « fer structural » sont biffés du deuxième alinéa du paragraphe « *a* » de l'article III.

6° Le dernier alinéa du paragraphe « *a* » de l'article III est biffé.

7° L'alinéa suivant est ajouté à la suite de l'alinéa intitulé « Zone I » apparaissant à l'article IV:

« Si la ligne du périmètre traverse une municipalité, celle ci est considérée comme en decà du périmètre. »

8° Les paragraphes « *a* » et « *b* » de l'article V sont remplacés par les suivants:

« V. *Taux de salaires minimaux:* a) Les taux de salaires minimaux suivants doivent être payés:

"ON THE ONE PART:

L'Association des Constructeurs du district de Hull et de l'Ouest du Québec; L'Association des Constructeurs d'Habitations de la région de Hull; La Section de Hull et District de la Corporation des Maîtres-Électriciens de la Province de Québec,

AND, ON THE OTHER PART:

La Fédération Nationale des Syndicats du Bâtiment et du Bois Inc. (C.S.N.); Le Syndicat des Travailleurs en Construction de la Vallée de l'Outaouais; La Fraternité Internationale des Oubriers en Électricité, syndicat local 586; Le Conseil des Métiers de la Construction de Hull et du District (C.T.C.— F.T.Q.);

1. In subsection "c" of section I, the words "metal or wooden fences, aluminum siding; installs cupboards and counters, brick facing" are added after the words " composition wallboards".

3. Subsection "*q*" of section I is replaced by the following:

"(*q*) The word "plasterer" designates any employee who: performs any exterior or interior work consisting of the laying, by trowel or machine, of plaster, celanite, mortar, cement, stucco, composition plastic coatings connected with or similar to plasterer's work; sets plaster mouldings; sets and pours ornaments; mixes slaked lime with plaster and white cement; lays, by means of a trowel or machine, fireproofing products, gypsum and asbestos fibre products; prepares moulds (i.e., sets the rulers for the laying of mouldings); lays metal bevelled edges to plaster".

4. Subsection "*a*" of section II is replaced by the following:

"(*a*) Every employee who regularly or usually performs alone, with his own hands, work covered by the present decree, by contract or otherwise, by written or verbal agreement, is considered as an artisan. Moreover, he shall be the holder of a competency certificate if necessary."

5. The words "structural steel" are deleted from the second paragraph of subsection "*a*" of section III.

6. The last paragraph of subsection "*a*" of section III is deleted.

7. The following paragraph is added after the paragraph entitled "Zone I", in section IV:

"If the perimeter cuts through a municipality, such municipality is considered as being located within the said perimeter."

8. Subsections "*a*" and "*b*" of section V are replaced by the following:

"*V. Minimum wage reates:* (*a*) The following minimum wage rates shall be paid:

Métiers — Trades:	*Zone I* 1/5/67	1/1/68	1/5/68	1/1/69
Boiseur — Cribman-timberman	$ 3.05	$ 3.20	$ 3.40	$ 3.55	$ 3.70
Boutefeu — Blaster	2.55	2.70	2.80	3.00	
Briqueteur — Bricklayer	3.30	3.45	3.65	3.80	3.95
Carreleur — Tile layer	2.55	2.70	2.85	3.00	3.15
Carreleur mosaïste — Tile layer (ceramic)	2.95	3.10	3.30	3.45	3.60
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner	3.05	3.20	3.40	3.55	3.70
Chauffeur de chaudières — Boiler fireman	2.75	2.95	3.10	3.25	3.40
Cimentier-applicateur — Cement finisher	2.70	2.85	3.00	3.15	3.30
Conducteur de bétonnière — Mixer operator	2.20	2.35	2.45	2.65	
Conducteur de camion — Truck driver	2.20	2.35	2.45	2.65	

Métiers — Trades:	*Zone I* 1/5/67	1/1/68	1/5/68	1/1/69
Conducteur de chariot de forage automoteur — Air track drill operator	$ 2.55	$ 2.70	$ 2.80	$ 3.00
Conducteur de monte-charge — Hoist operator	2.75	2.95	3.10	3.25
Conducteur de pelle mécanique — Shovel operator	3.15	3.35	3.50	3.70
Conducteur de pompes — Pump operator	2.45	2.60	2.75	2.90
Conducteur de rouleau compresseur — Asphalt roller operator	2.75	2.85	3.00	3.15
Forgeron — Blacksmith	3.05	3.20	3.40	3.55
Conducteur de tracteur — Tractor operator	2.75	2.85	3.00	3.15
Conducteur de tracteur à chenilles — Caterpillar tractor operator	2.75	2.85	3.00	3.15
Enduiseur de sols synthétiques — Mastic floor layer	2.70	2.85	3.00	3.15
Ferrailleur — Concrete reinforcement erector	2.63	2.71	2.81	2.91
Foreur et briseur de béton — Driller - breaker	2.25	2.40	2.50	2.70
Gardien — Watchman	1.30	1.35	1.40	1.45
Granitiste — Terrazzo layer	2.85	3.00	3.20	3.35
Grutier — Crane operator	3.15	3.35	3.50	3.70
Huileur — Oiler	2.40	2.50	2.60	2.80
Maçon — Mason	3.30	3.45	3.65	3.80
Manoeuvre — Day labourer	2.15	2.30	2.40	2.60
Manoeuvre spécialisé — Labourer	2.20	2.35	2.45	2.65
Marbrier de bâtiment — Marble layer	3.10	3.25	3.45	3.60
Mécanicien de chantier — Millwright	3.60	3.75	3.90	4.05
Mécanicien en construction — Mechanic (construction)	2.85	3.05	3.20	3.35
Peintre (acier de construction) — Painter (structural steel)	2.60	2.75	2.85	3.00
Peintre décorateur — Painter-decorator	2.60	2.75	2.85	3.00
Peintre d'enseignes — Commercial sign painter	2.90	3.05	3.15	3.30
Peintre au pistolet — Painter-spraying	2.85	3.00	3.10	3.20
Plâtrier — Plasterer	3.05	3.15	3.25	3.40
Plongeur — Driver	5.05	5.20	5.35	5.50
Polisseur-granitiste à la machine à l'eau — Terrazzo polishing machine operator (wet)	2.30	2.45	2.55	2.75
Polisseur-granitiste à la machine à sec — Terrazzo polishing machine operator (dry)	2.45	2.60	2.70	2.90
Poseur d'asphalte — Asphalt spreader operator	2.75	2.85	3.00	3.15
Poseur de coupe-froid — Weather-strip layer	3.05	3.20	3.40	3.55
Poseur de lattis — Lather	3.15	3.25	3.35	3.50
Râteleur d'asphalte — Asphalt raker	2.30	2.45	2.55	2.75
Réceptionnaire et pointeau (par mois) — Material checker and timekeeper (per month)	300.00	310.00	330.00	340.00
Soudeur — Welder (equipment)	2.85	3.05	3.20	3.35
Tailleur de pierre — Stone cutter	3.30	3.45	3.65	3.80
Travailleur en fer ornemental — Ornamental iron erector	3.40	3.50	3.60	3.70

	Zone II				
Boiseur — Cribman-timberman	2.60	2.75	2.95	3.10	3.25
Boutefeu — Blaster	2.40	2.55	2.65	2.85	2.85
Briqueteur — Bricklayer	2.75	2.90	3.10	3.25	3.40
Carreleur — Tile layer	2.55	2.70	2.85	3.00	3.15
Carreleur mosaïste — Tile layer (ceramic)	2.80	2.95	3.15	3.30	3.45
Charpentier-menuisier — Carpenter joiner	2.60	2.75	2.95	3.10	3.25
Chauffeur de chaudières — Boiler fireman	2.55	2.75	2.90	3.05	3.20
Cimentier-applicateur — Cement finisher	2.60	2.85	2.90	3.05	3.20
Conducteur de bétonnière — Mixer operator	2.05	2.20	2.30	2.50	2.50
Conducteur de camion — Truck driver	1.95	2.10	2.20	2.40	2.40
Conducteur de chariot de forage automoteur — Air track drill operator	2.40	2.55	2.65	2.85	2.85
Conducteur de monte-charge — Hoist operator	2.60	2.80	2.95	3.10	3.25
Conducteur de pelle mécanique — Shovel operator	3.00	3.20	3.35	3.55	3.65
Conducteur de pompes — Pump operator	2.20	2.40	2.55	2.70	2.85
Conducteur de rouleau compresseur — Asphalt roller operator	2.90	3.00	3.15	3.30	3.40
Forgeron — Blacksmith	2.80	2.95	3.15	3.30	3.45
Conducteur de tracteur — Tractor operator	2.55	2.65	2.80	2.95	3.05
Conducteur de tracteur à chenilles — Caterpillar tractor operator	2.55	2.65	2.80	2.95	3.05
Enduiseur de sols synthétiques — Mastic floor layer	2.50	2.65	2.80	2.95	3.10
Ferrailleur — Concrete reinforcement erector	2.43	2.51	2.61	2.71	2.81
Foreur et briseur de béton — Driller - breaker	2.25	2.40	2.50	2.70	2.70
Gardien — Watchman	1.20	1.25	1.30	1.35	1.35
Granitiste — Terrazzo layer	2.70	2.85	3.05	3.20	3.35

Métiers — Trades:	Zone I 1/5/67	1/1/68	1/5/68	1/1/69
Grutier — Crane operator	$ 3.15	$ 3.35	$ 3.50	$ 3.70	$ 3.80
Huileur — Oiler	2.00	2.10	2.20	2.40	2.50
Maçon — Mason	2.75	2.90	3.10	3.25	3.40
Manoeuvre — Day labourer	2.00	2.15	2.25	2.45	2.45
Manoeuvre spécialisé — Labourer	2.00	2.15	2.25	2.45	2.45
Marbrier de bâtiment — Marble layer	2.85	3.00	3.20	3.35	3.50
Mécanicien de chantier — Millwright	3.45	3.60	3.75	3.90	4.05
Mécanicien en construction — Mechanic (construction)	2.70	2.90	3.05	3.20	3.35
Peintre (acier de construction) — Painter (structural steel)	2.60	2.75	2.85	3.00	3.10
Peintre décorateur — Painter-decorator	2.40	2.55	2.65	2.80	2.90
Peintre d'enseignes — Commercial sign painter	2.60	2.75	2.85	3.00	3.10
Peintre au pistolet — Painter spraying	2.65	2.80	2.90	3.00	3.15
Plâtrier — Plasterer	2.65	2.75	2.85	3.00	3.15
Plongeur — Driver	4.75	4.90	5.05	5.20	5.35
Polisseur-granitiste à la machine à l'eau — Terrazzo polishing machine operator (wet)	2.00	2.15	2.25	2.45	2.45
Polisseur-granitiste à la machine à sec — Terrazzo polishing machine operator (dry)	2.27	2.42	2.52	2.72	2.72
Poseur d'asphalte — Asphalt spreader operator	2.50	2.60	2.75	2.90	3.00
Poseur de coupe-froid — Weather-strip layer	2.90	3.05	3.25	3.40	3.55
Poseur de lattis — Lather	2.65	2.75	2.85	3.00	3.25
Râteleur d'asphalte — Asphalt raker	2.15	2.30	2.40	2.60	2.60
Réceptionnaire et pointeau (par mois) — Material checker and timekeeper (per month)	220.00	230.00	250.00	260.00	260.00
Soudeur — Welder	2.85	3.05	3.20	3.35	3.50
Tailleur de pierre — Stone cutter	3.05	3.20	3.40	3.55	3.70
Travailleur en fer ornemental — Ornamental iron erector	3.30	3.40	3.50	3.60	3.70

Note explicative: Les appellations de certains métiers et emplois ont été modifiées dans le texte français du présent arrêté pour les rendre conformes à la terminologie française internationale, bien que les appellations en langue anglaise soient demeurées les mêmes.

La substitution des nouvelles appellations aux appellations antérieures n'a pas pour effet d'affecter les droits acquis et les intérêts en cours ni, en particulier, d'empêcher l'application des nouveaux taux de salaires pour lesdits métiers et emplois qui ont une autre appellation dans le présent décret, ni d'entamer la validité des certificats de qualification, des certificats d'apprentis et des certificats d'aptitudes restreintes émis selon les appellations antérieures.

Note: Tout travail exécuté par un gardien en sus de 60 heures dans une semaine, doit être rémunéré au taux normal majoré de cinquante pour cent (50%).

Construction industrielle: Les taux de salaires du présent décret son majorés de $0.10 l'heure lorsqu'il s'agit d'une construction industrielle de $1,000,000.00 (un million) et plus. N'est pas considérée comme construction industrielle, toute construction domiciliaire, commerciale, scolaire, hospitalière ou à caractère artisanal.

Pour les travaux de $100,000.00 ou plus, salaires et matériaux compris, exécutés dans la zone II, les taux de salaires déterminés par la zone I s'appliquent.

b) Taux de salaires minimaux des apprentis: Les taux de salaires minimaux payés aux apprentis sont fixés suivant un pourcentage du salaire minimum payé à l'ouvrier qualifié des divers métiers de la façon suivante:

	Zones I et II
1. Pour les métiers de quatre (4) années d'apprentissage:	
1re année	50%
2e année	60%
3e année	70%
4e année	80%

Explanatory note: The names of certain trades and occupations have been modified in the French text of this Order in Council, solely to make them consistent with the internationally-accepted French terminology. The English nomenclature remains unchanged.

Substitution of the new terms for the old does not affect any vested rights or current interests. In particular, it does not prevent the application of new wage rates for such trades and occupations which have another name in this decree; nor does it alter the validity of competency certificates, apprentice certificates and certificates for handicapped workers issued in accordance with the terms previously in use.

Note: Time and one half shall be paid to watchmen who work beyond their 60-hour standard work week.

Industrial construction: When industrial construction projects cost one million dollars ($1,000,000.00) or more, wage rates of the present decree shall be 10¢ an hour higher. Any home, commercial, school, hospital or artisan-type construction is not considered as an industrial construction.

When projects costing $100,000.00 or over, wages and materials included, are carried out in Zone II, the wage rates specified for Zone I shall apply to such projects.

(b) *Appentices' minimum wage rates:* Minimum wage rates paid to apprentices are calculated according to a percentage of the minimum paid to skilled workers in the various trades and are fixed as follows:

	Zones I and II
1. For trades with four (4) years' apprenticeship:	
1st year	50%
2nd year	60%
3rd year	70%
4th year	80%

2. Pour les métiers de trois (3) années d'apprentissage:

1re année	50%
2e année	60%
3e année	70%

3. Pour les métiers de deux (2) années d'apprentissage:

1re année	50%
2e année	60%

4° Dans les emplois professionnels qui ne requièrent pas d'apprentissage formel, la période de formation obligatoire est d'un (1) an. Les salaires sont fixés de la façon suivante:

1er semestre: taux du manoeuvre.

2e semestre: taux moyen entre celui du manoeuvre et celui de l'emploi visé.

Après un (1) an: taux établi dans l'échelle de salaires minimaux pour l'emploi visé. »

9° L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe « *i* » de l'article V:

« Tout travail exécuté sur des échafaudages volants à partir de 20 pieds au-dessus du sol entraîne le paiement d'une prime de 25¢ l'heure. On calcule la hauteur de 20 pieds en mesurant la hauteur du sol au-dessus duquel le salarié exécute son travail. »

10° Les dispositions suivantes sont ajoutées au paragraphe « *b* » de l'article VI:

« Pour les salariés et travaux ci-dessous mentionnés, la semaine normale de travail s'étend du lundi au samedi inclusivement et ne comporte pas d'heures fixes pour le commencement ou la cessation du travail quotidien.

1. La semaine normale est de 50 heures pour tout conducteur de machines et ses compagnons de travail et les ouvriers non qualifiés affectés à un travail de construction de pont, d'excavation, de remplissage, de construction d'égouts et de conduites principales d'eau suivant la méthode d'excavation à ciel ouvert, à l'amoncellement, au couvrage et à l'étayage d'une excavation. Cependant, cette semaine ne s'applique pas au travail relatif à la construction d'un métro qui n'est pas exécuté de la même façon que les souterrains ou le nivellement.

2. La semaine normale est de quarante (40) heures pour les salariés travaillant sur les pipelines de gaz naturel ou de pétrole, y compris le travail d'excavation qui s'y rattache, mais à l'exclusion du travail de charpente qui s'y rattache.

3. Le semaine normale de travail est de quarante-cinq (45) heures réparties sur cinq (5) jours de neuf (9) heures pour tout autre ouvrier non qualifié et du manoeuvre. »

11° L'article VIII est remplacé par le suivant:

« VIII. *Indemnité de congés payés:* 1. L'indemnité de congés payés est de cinq pour cent (5%) du salaire hebdomadaire brut de chaque salarié. À partir du 1er janvier 1968, l'indemnité de congés sera portée à six pour cent (6%).

2. À la fin de chaque semaine l'employeur doit créditer à chacun de ses salariés une somme équivalente à l'indemnité ci-haut stipulée, basée sur le salaire brut gagné durant cette semaine.

3. À la fin de chaque mois, l'employeur transmet au Comité paritaire pour et au nom de chacun de ses salariés les montants ainsi crédités durant le mois en mentionnant le nom, l'adresse, le métier et le taux de salaire. Ces rapports doivent parvenir au Comité paritaire dans les premiers quinze (15) jours du mois en cours pour le mois précédent.

2. For trades with three (3) years' apprenticeship:

1st year	50%
2nd year	60%
3rd year	70%

3. For trades with two (2) years' apprenticeship:

1st year	50%
2nd year	60%

4. A one-year training period is prescribed in trades where no formal apprenticeship is required; wages are determined as follows:

1st six months: labourer's rate;

2nd six months: average between labourer's rate and that of the occupation contemplated.

After one (1) year: rate laid down in the wage scale for the trade concerned."

9. The following paragraph is added to subsection "i" of section V:

"A 25¢-an-hour bonus shall be paid for all work performed on suspended scaffolds more than twenty (20) feet from ground level. The bonus is applicable when the twenty (20) feet are reached by measuring from the ground level above which the employee is working."

10. The following provisions are added to subsection "*b*" of section VI:

"For the employees and the work mentioned hereinbelow, the regular working week is from Monday through Saturday and there shall be no set daily hours for beginning or ceasing work.

1. The regular workweek shall consist of fifty (50) hours, for machine operators, their working companions and unskilled workers engaged in the following: building of bridges, excavating, back-filling, open-cut sewers and water main construction, piling-up, covering and shoring any excavation. However, the said workweek does not apply to work in connection with the construction of a subway construction that is not carried out in the same way as tunnelling or grading.

2. The regular workweek shall consist of forty (40) working hours, for employees working on natural gas or oil pipelines, including excavation work connected therewith but excluding the related framework.

3. For any other unskilled worker or labourer, the regular workweek shall consist of forty-five (45) working hours distributed over five) (5) working days of nine (9) working hours each."

11. Section VIII is replaced by the following

"VIII. *Vacation pay:* 1. Vacation pay equals five per cent (5%) of gross weekly earnings. As of January 1, 1968, vacation pay shall be six per cent (6%).

2. At the end of each week, the employer shall credit each employee with an amount equivalent to the vacation pay stipulated above, based on the gross wages earned during that week.

3. At the end of each month, the employer shall turn over to the Parity Committee for and on behalf of each of his employees, the amounts so credited during the month. The name, address, trade and wage rate of each employee shall be mentioned. Such reports for the previous month should reach the Parity Committee within the first fifteen (15) days of the current month.

4. Ces formules de rapport sont fournies par le Comité paritaire.

5. Le Comité paritaire dépose les sommes ainsi perçues dans un compte séparé et en accuse réception à l'employeur et aux salariés par reçus spéciaux à ces fins. Il assigne quatre (4) de ses membres (deux représentants patronaux et deux représentants syndicaux) à la surveillance de l'administration de ce fonds.

6. Pour l'administration de l'argent perçu pour congés payés, le Comité paritaire jouit des intérêts de banque des sommes qu'il aura sous sa responsabilité.

7. La période de prestations pour congés payés s'étend du 1er janvier de chaque année au 31 décembre de la même année inclusivement.

8. Le Comité paritaire doit remettre, entre le 1er et le 15 juin de chaque année, aux salariés leur dû pour congés payés.

9. À l'occasion du décès d'un salarié, ses héritiers légaux peuvent réclamer immédiatement les dûs pour congés payés de ce salarié.

10. Nul ne pourra réclamer, avant le 1er juin de chaque année, l'indemnité de congés payés.

11. Les crédits pour congés payés aux salariés sont incessibles. »

12° Le paragraphe « *j* » de l'article X est remplacé par le suivant:

« *j*) *Cours d'hiver:* Dans la zone I, de même qu'à Maniwaki et un rayon de cinq (5) milles de ses limites, tous les détendeurs de livret d'apprentissage doivent suivre les cours du soir donnés par l'un ou l'autre centre d'apprentissage de Hull ou de Maniwaki jusqu'au terme de leur apprentissage, à défaut de quoi leur livret peut être révoqué. »

13° Le deuxième alinéa du paragraphe « *k* » de l'article X est remplacé par le suivant:

« Dans le métier de charpentier-menuisier, il est permis d'employer au maximum un (1) apprenti par quatre (4) compagnons. »

14° L'article XV est remplacé par le suivant:

« XV. *Durée du décret*: Le décret demeure en vigueur jusqu'au 30 avril 1969. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai d'au moins trente (30) jours et d'au plus soixante (60) jours avant le 30 avril 1969 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail. »

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

18286-o

4. Report forms shall be supplied by the Parity Committee.

5. The Parity Committee deposits the amounts so collected in a separate account and acknowledges receipt to the employer and to the employees be means of special receipts. It then assigns four (4) of its members (two as management representatives and two (2) as labour representatives) to supervise and administer this gund.

6. For the administration of vacation pay credits so collected the Parity Committee shall receive the bank interest on the amounts for which it is responsible.

7. The qualifying period runs from January 1st of each year through December 31st of the same year.

8. Between June 1st and 15th of each year, the Parity Committee shall give the employees the vacation pay owing to them.

9. In the event of an employee's death, his legal heirs may immediately claim such employee's vacation pay.

10. No one may claim his vacation pay before the 1st of June of every year.

11. Employees' vacation pay credits are not transferable."

12. Subsection "*j*" of section X is replaced by the following:

"(*j*) *Winter courses:* In Zone I, as well as in Maniwaki and a five (5) mile radius from its limits, all holders of an apprenticeship record booklet shall attend the evening courses dispensed by either of the apprenticeship centres of Hull or Maniwaki until they have completed their apprenticeship, failing which their apprenticeship record booklet may be revoked."

13. The second paragraph of subsection "*k*" of section X is replaced by the following:

"In the carpenter-joiner's trade, a maximum of one (1) apprentice for every four (4) journeymen may be employed."

14. Section XV is replaced by the following:

"XV. *Term of the decree:* The decree remains in force until April 30, 1969, It automatically renews itself from year to year thereafter unless one of the contracting parties gives the other a written notice to the contrary, no less than thirty (30) and no more than sixty (60) days prior to April 30th of 1969 or of any subsequent year. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour."

JACQUES PRÉMONT.
Clerk of the Executive Council.

18286-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 158

Québec, le 25 janvier 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification à la section « B » (Calorifugeurs) du décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil une modification à la section « B » (Calorifugeurs) du décret numéro 613 du 6 avril 1962 et amende-

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 158

Québec, January 25, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to Section "B" (Asbestos Insulation Trade) of the decree respecting the Construction Industry and Trades in the Montreal region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Quebec 1964, chapter 143), the Minister of Labour has given notice of his intention to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council an amendment to Section "B" (Asbestos Insulation Trade) of Decree number 613 of April 6, 1962

ments, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 12 novembre 1966;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite section « B » (Calorifugeurs) du décret numéro 613, soit modifiée comme suit:

L'article IV est remplacé par le suivant:

« IV. *Congés payés: a)* L'indemnité de congé est calculée à cinq cents (5¢) près, au taux de quatre pour cent (4%) du montant du salaire brut gagné par un salarié durant la période de référence.

b) Tout salarié doit s'entendre avec son employeur, au moins quatre (4) semaines à l'avance, pour la date de ses vacances afin d'éviter un interruption du travail.

c) Sauf incompatibilité, les dispositions relatives aux congés payés dans le Titre cinquième du Chapitre premier du présent décret, s'appliquent à la présente section. »

Le Greffier du Conseil Exécutif,
18286-o JACQUES PRÉMONT.

and amendments, respecting the Construction Industry and Trades in the Montreal region;

WHEREAS the said notice was published in the *Quebec Official Gazette* on November 12, 1966;

WHEREAS no objection has been brought forth against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said Section "B" (Asbestos Insulation Trade) of Decree number 613 be amended as follows:

Article IV is superseded by the following:

"IV. *Vacation with pay:* (*a*) Vacation pay equals four per cent (4%) of gross wages earned by an employee during the qualifying period, and is calculated to the nearest five cents (5¢).

(*b*) Every employee shall agree upon his vacation date with his employer, at least four (4) weeks in advance, in order to avoid any work interruption.

(*c*) Barring incompatibility, the provisions respecting vacation with pay stipulated in the Fifth Title of chapter one of the present decree shall apply to the present Section."

JACQUES PRÉMONT,
18286-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Nunéro 159

Québec, le 25 janvier 1967.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux employés des services fénéraires dans l'Ile de Montréal et l'Ile Jésus.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés des services funéraires dans l'Ile de Montréal et l'Ile Jésus, rendue obligatoire par le décret numéro 932 du 6 mai 1964, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 10 décembre 1966;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la propositions de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 932, soit modifié comme suit:

1° Les paragraphes « *a* » et « *b* » de l'article IV sont remplacés par les suivants:

« IV. *Salaires minima: a)* Les embaumeurs employés à la semaine et possédant la licence d'embaumeur qualifié émise par la ville de Montréal, ou travaillant dans l'Ile de Montréal et l'Ile Jésus, doivent recevoir la rémunération hebdomadaire suivante:

Embaumeur qualifié:	*Par semaine*
Première année d'expérience	$100.00
Deuxième année d'expérience	110.00
Troisième année d'expérience	125.00

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 159

Québec, January 25, 1967.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the employees of Urdertakers in the Island of Montreal and Jesus Island.

WHEREAS, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the employees of Undertakers in the Island of Montréal and Jesus Island, made obligatory by decree number 932 of May 6, 1964, habe petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council certain amendments to the said decree;

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette* on December 10, 1966;

WHEREAS no objection has been brought forth against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 932, be amended as follows:

1. Subsections "*a*" and "*b*" of section IV are replaced by the following:

"IV. *Minimum wages:* (*a*) Embalmers employed on a weekly basis who are holders of a qualified embalmer's certificate issued by the city of Montréal or who are working in the Island of Montréal and Jésus Island, shall be paid as follows:

Qualified embalmer:	*Per week*
First year's experience	$100.00
Second year's experience	110.00
Third year's experience	125.00

À la date anniversaire de l'entrée en vigueur des présentes modifications au décret, le salaire de l'embaumeur qualifié qui est dans sa quatrième année d'expérience sera de $135.00.

b) Tout homme de service assujetti au présent décret et employé à la semaine doit recevoir la rémunération hebdomadaire suivante:

Homme de service:	*Par semaine*
Première année d'expérience	$ 70.00
Deuxième année d'expérience	80.00
Troisième année d'expérience	90.00

À la date anniversaire de l'entrée en vigueur des présentes modifications au décret, le salaire de l'homme de service qui est dans sa quatrième année d'expérience sera de $95.00. »

2° L'article VIII est remplacé par le suivant:

« VIII. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 13 mars 1969. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que dans un délai d'au plus soixante (60) et d'au moins trente (30) jours avant la date de son expiration, l'une des deux parties contractantes ne donne un avis écrit à ce contraire à l'autre partie et au Ministre du Travail. »

Le Greffier du Conseil Exécutif,
18286-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 160

Québec, le 25 janvier 1967.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie du verre dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts Refondus du Québec 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 878 du 2 août 1950 et amendements, relatif à l'industrie du verre dans la région de Québec, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Governor en Conseil les modifications suivantes audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 29 octopre 1966;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 878, soit modifié comme suit:

L'énumération des parties contractantes est remblacée par la suivante:

« Canadian Pittsburg Industries Ltd.; Franklin Glass & Paint Co.; Vitrerie Citadelle-Québec Inc., d'une part, et

« Quebec Painters, Decorators and Glass Workers Union, syndicat local 1696, d'autre part »

1° À l'article II, (*Juridiction industrielle et professionnelle*), les mots « posées sur les murs extérieurs des édifices » sont remplacés par les mots « posées sur les murs extérieurs et intérieurs des édifices »;

One year front the effective date of the present amendments to the said decree' a qualified embalmer who is in his 4th year's experience shall be paid $135.00 per week.

(*b*) Any service man subject to the present decree and employed on a weekly basis shall receive the following weekly wages:

Service man:	*Per week*
First year's experience	$ 70.00
Second year's experience	80.00
Third year's experience	90.00

One year from the effective date of the present amendments to the said decree, the service man who is in his 4th year's experience shall receive a weekly wage amounting to $95.00."

2. Section VIII is superseded by the following:

"VIII. *Term of the decree:* The present decree remains in force until March 13, 1969. It automatically renews itself from year to year thereafter, unless one of the contracting parties gives the other a written notice to the contrary, no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days prior to its expiry date. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour."

JACQUES PRÉMONT,
18286-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 160

Québec, January 25, 1967.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Glass Industry in the region of Québec.

WHAREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement made obligatory by decree number 878 of August 2, 1950 and amendments, respecting the glass industry in the region of Québec, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree;

WHEREAS the said petition was published in the *Québec Official Gazette*, on October 29, 1966;

WHEREAS no objection has been brought forth against the approval of the amendments proposed;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 878, be amended as follows:

The list of names of the contracting parties is replaced by the following:

ON THE ONE PART,

Canadian Pittsburg Industries, Ltd.; Franklin Glass and Paint Co.; *Vitrerie Citadelle-Québec Inc.*,

and ON THE OTHER PART."

Quebec Painters, Decorators and Glass Workers' Union, local union 1696,

1. In section II (*Industrial and professional juridiction*), the words "laid on outside walls of buildings" are replaced by the words: "laid on inside and outside walls of buildings".

2° L'article II-A suivant est ajouté:

« II-A. *Définitions:* Aux fins d'application du présent décret, les termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le terme « monteur « A » désigne celui qui est capable de lire les plans préparés à l'atelier et de consulter pour référence les plans et devis architecturaux. Il a aussi la compétence pour diriger des équipes d'ouvriers, assister aux assemblées de chantier et faire rapport sur telles assemblées. Il doit posséder une connaissance générale du métier de vitrier et des métiers connexes, monteur, mastiqueur et également un permis de conduire de chauffeur.

b) Le terme « monteur « B » désigne le salarié qui peut lire les plans d'atelier et est capable de diriger une équipe d'hommes et connaît le métier de vitrier et possède une connaissance générale des métiers connexes; le « monteur « B » peut devenir « monteur « A » après avoir exercé le métier de « monteur « B » pendant deux ans et avoir préalablement exercé le métier de « monteur débutant » pendant dix-huit mois.

c) Le terme « monteur débutant » désigne le salarié qui sait manipuler et installer le verre sous la surveillance d'un « monteur « A » ou d'un « monteur « B », il doit avoir été apprenti ou aide durant deux ans et posséder un permis de conduire de chauffeur.

d) Le terme « biseauteur-graveur » désigne le salarié qui a la compétence pour diriger les travaux de toutes sortes et de toutes largeurs qui portent sur le biseautage, le polissage, les égratignures, la coupe par disques, le « miter-cutting », la gravure, le perçage de trois, la conduite de machines à courroie, le moulage et le polissage ainsi que la conduite et l'entretien convenables de tout l'équipement, machines et outils pour ces opérations.

e) Le terme « tailleur de glace de vitrage » désigne le salarié qui a la compétence pour se charger de la taille de la glace polie, du verre à vitres clair ou argenté, du verre argenté roulé ou armé, du Vitrolite, du verre de carrare, du verre laminé et du verre de sureté, du verre ondulé, peu importe l'épaisseur et la forme de ces verres, puisque le taillage desdits verres exige une grande habilité afin d'éviter le gaspillage.

f) Le terme « tailleur de verre à vitres » désigne le salarié qui a la compétence pour se charger du verre poli, du verre à vitres clair ou argenté, du verre ouvragé, du verre roulé, du verre coloré ainsi que du verre coloré ouvragé peu importe l'épaisseur et la forme de ces verres. De plus, ce salarié doit pouvoir faire du coupage de production avec ou sans l'aide des machines et outils pour ce travail.

g) Le terme « argenteur » désigne le salarié qui connaît à fond les différentes qualités d'argentage des verres et qui a la compétence pour se charger de l'opération du lavage, du désargentage et de la préparation desdits verres, de la préparation efficace et économique des solutions d'argentage qu'il doit appliquer lui-même, ainsi que de la peinture et du nettoyage et de l'emballage desdits verres faits sous sa directive.

h) Le terme « poseur de vitre » désigne le salarié qui a la compétence pour se charger du taillage et de l'installation de toute sortes de glaces pour automobiles et d'autres véhicules et de s'occuper de la bonne marche des machines et des outils pour ces opérations. Il devra posséder un permis de conduire de chauffeur.

i) Le terme « biseauteur » désigne le salarié qui a la compétence pour se charger des opérations de biseautage de tous types et largeurs, du

2. The following section II-A is added:

"II-A. *Definitions:* For the purposes of this decree, the following terms have the meaning hereinafter given them:

(*a*) "setter "A" means any employee who: is able to read plans drawn up in the shop and refer to architectural plans and specifications. He is qualified to take charge of a gang of workers; assit at construction site meetings and report thereon. He shall have a general knowledge of the glazier's trade and the related trades (setter, putty layer). He shall also have his chauffeur's license.

(*b*) "setter "B" means any employee who: can read plans drawn up in the shop; can take charge of a gang of workers; is conversant with the glazier's trade and has a general knowledge of the related trades. The setter "B" may qualify as a setter "A" after having been a setter "B" for two years and after having been a junior setter for eighteen months;

(*c*) "junior setter" means any employee who can handle and install glass under the supervision of a setter "A" or of a setter "B". He shall have spent two years as an apprentice or helper and shall have his chauffeur's license;

(*d*) "beveller-engraver" means any employee who: has the required skill and is capable of taking charge of operations of all types and widths in connection with bevelling, polishing, scratches, disc-cutting, mitre-cutting, engraving, hole-boring; can operate belt-driven machines; can mould and polish; can correctly operate and maintain all equipment, machines and tools used in such operations;

(*e*) "plate glass cutter" means any employee who has the required skill to be in charge of cutting plate glass, window glass (clear or silvered), silvered glass (rolled or wired), Vitrolite, Carrara, laminated, safety or currugated glass, regardless of the thickness and shape, the cutting of such glass requiring great skill so as to avoid undue waste;

(*f*) "window glass cutter" means any employee who has the required skill to take charge of plate glass, window glass (clear or silvered), figured glass, rolled glass, coloured glass, as well as coloured figured glass, regardless of the thickness and shape. The said employee shall also be able to do production-cutting with or without machines and tools therefor;

(*g*) "silverer" means any employee who: has a thorough knowledge of the different qualities of glass-silvering; has the required skill to take charge of washing, de-silvering and preparing such glass; can efficiently and economically prepare silvering solutions to be applied by himself; can take charge of and give instructions as to the painting, cleaning and packing of the said glass;

(*h*) "glass setter" means any employee who: has the required skill to take charge of the cutting and installing of all types of glass for automobiles and other vehicles; can look after the smooth operation of machines and tools for such procedures. He shall also have his chauffeur's license;

(*i*) "beveller" means any employee who: has the required skill to take charge of bevelling of all types and widths, scratch-polishing, mitre-

du polissage des égratignures, du « miter-cutting », du perçage de trous, de la conduite des machines à courrois pour meuler et polir ainsi que de l'entretien de tout l'équipement, machines et tous outils pour ces opérations.

j) Le terme « conducteur de machines automatiques à biseauter et à polir » désigne le salarié qui a la compétence pour se charger du fonctionnement de l'équipement, machines et outils pour les travaux de biseautage et de polissage automatique. Il doit en bien connaître le fonctionnement de l'équipement et pouvoir se charger personnellement de son bon entretien.

k) Le terme « mastiqueur » désigne le salarié qui a la compétence pour installer le verre selon les normes du métier et connaître les différentes propriétés des matériaux utilisés selon les instructions des manufacturiers. Il doit de plus, posséder un permis de conduire de chauffeur. »

3° L'article III (*Classification et salaires*) est remplacé par le suivant:

« III. *Classification et salaires: a*) Les taux minima de salaires suivants sont payables aux salariés des classifications ci-après mentionnées:

cutting, hole-boring; can operate belt-driven machines used to grind and polish; can also take care of all equipment, machines and tools required therefor;

(*j*) "Operator, automatic bevelling and polishing machines" means any employee who has the required skill to take charge of the operation of equipment, machines and tools used for automatic bevelling and polishing. He shall be conversant with the mechanical operation thereof and be able to personnally take charge of their required maintenance;

(*k*) "putty layer" means any employee who: has the required skill to install glass according the trade's standards; knows the different properties of the materials used, according to manufacturers' specifications. He shall also have his chauffeur's license."

3. Section III (*Classiffication and wages*) is replaced by the following:

"III. *Classification and wages:* (*a*) The following minimum wage rates shall be paid to employees of the classifications listed below:

Classification:	*Salaire horaire Hourly wages À compter du — From* 1/1/68	1/1/69
Monteur-Setter:		
A	$ 2.38	$ 2.58 $ 2.78
B	2.22	2.37 2.52
Débutant-Junior	1.95	2.03 2.11
Biseau-Devel:		
Graveur-Engraver	2.12	2.27 2.42
Biseauteur-Beveller	2.08	2.23 2.38
Tailleur-Cutter:		
Glace de vitrage-Plate glass	2.08	2.23 2.38
Verre à vitres-Window glass	1.95	2.03 2.11
Mastiqueur-Putty layer	1.98	2.06 2.14
Argenteur-Silverer	1.95	2.03 2.11
Poseur de glaces d'autos-Automobile glass setter	1.81	1.89 1.97
Expéditeur-Shipper	1.84	1.92 2.00
Manutentionnaire-Warehouseman	1.89	1.97 2.05
Dessinateur-Draftsman	1.78	1.86 1.94
Aide-Helper	1.69	1.77 1.85
Conducteur de machine automatique-Operator, automatic machine	1.84	1.92 2.00
Peintre au pistolet-Spray-painter	1.69	1.77 1.85
Conducteur de camion-Truck driver	1.76	1.84 1.92
Emballeur-Packer	1.71	1.79 1.87
Ouvrier d'entretien-Maintenance man	1.84	1.92 2.00

b) L'employeur peut faire travailler un salarié temporairement dans une catégorie autre que la sienne mais le salaire de ce dernier doit demeurer inchangé.

c) Le monteur qui n'a pas la compétence pour devenir monteur « B » peut demeurer monteur débutant.

d) Dans le paragraphe « *a* » du présent article, sont classés, les salariés qui ont terminé leur apprentissage dans une des catégories d'emploi de ladite industrie.

e) Le Comité paritaire chargé de surveiller l'application du présent décret ou le Bureau des Examinateurs formé par lui, peut tenir compte de l'expérience et des autres qualifications des salariés concernés pour déterminer la compétence de chacun et leur classification.

f) *Ouvrier d'entretien:* Le terme « ouvrier d'entretien » désigne tout salarié, à l'exception des gardiens de nuit, qui s'occupe durant les heures normales de travail de tous les travaux d'entretien de l'outillage, de la machinerie, des bâtisses, des propriétés, du chauffage ou exécute tous autres travaux non déterminées au présent décret. »

(*b*) The employer may have an employee work temporarily in a category other than his own. However, he shall continue to receive his usual wage rate.

(*c*) When a setter does not have the required skill to be promoted to setter "B", he may remain a junior setter.

(*d*) Employees who have completed their apprenticeship in one of the categories of the said industry, are listed in subsection "*a*" of this section.

(*e*) The Parity Committee entrusted with the enforcement of this decree, or the Board of Examiners formed by it, may take into account experience and other qualifications of the employees concerned when determining the competency and classification of each.

(*f*) "Maintenance man" means any employee (except night watchmen), who, during regular working hours, looks after the maintenance of tools, machinery, buildings, property, heating or carries out any other work not specified in this decree."

4° Les paragraphes « *a* », « *c* », « *d* », « *e* » et « *f* » de l'article IV (Durée du travail) sont remplacés par les suivants:

« *a*) La semaine normale de travail est de 42 heures réparties sur cinq (5) jours du lundi au vendredi. La durée normale du travail quotidien est de huit heures et demie (8½), réparties entre 7h 30 du mation et 5h 30 de l'après-midi du lundi au jeudi inclusivement et de huit heures le vendredi.

c) Tout travail exécuté en plus de huit heures et demie (8½) pendant les journées du lundi au jeudi inclusivement entraîne le paiement de la majoration pour les heures supplémentaires.

d) Les employeurs pourront réduire le nombre d'heures de travail de tous les salariés à quarante (40) heures par semaine, et dans un tel cas, tout travail effectué en plus de huit heures par jour pour toutes les journées de la semaine entraîne le paiement de la majoration pour les heures supplémentaires.

e) Les employeurs pourront réduire les heures de travail jusqu'à concurrence de quarante (40) heures par semaine, après quoi le nombre de salariés devra être diminué.

f) L'employeur doit afficher trois (3) jours à l'avance un avis de son intention de réduire la semaine de travail à quarante (40) heures. »

5° Les mots « ainsi que le dimanche » sont ajoutés après les mots « fait de minuit à 7.30 a.m. » apparaissant au paragraphe « *a* » de l'article V.

6° Le paragraphe « *b* » de l'article V est remplacé par le suivant:

« *b*) Si un salarié doit travailler le Premier jour de l'An, Noël, l'Epiphanie, le Vendredi-Saint, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail et l'Ascension, il doit recevoir le taux normal pour tout travail exécuté ces jours là, en plus de la rémunération prévue à l'article VII. »

7° Le paragraphe « *d* » de l'article V est biffé:

8° L'article VI (Congés payés) est remplacé par le suivant:

« VI. *Congés payés: a) Année de référence:* L'année de référence s'étend du 1er janvier au 31 décembre d'une année.

b) *Appréciation du droit aux congés et indemnité de congé:* Le salarié qui justifie de moins d'une année de service chez le même employeur ou dans le même établissement, a droit à un congé égal à autant de demi-jours qu'il a de mois de travail. L'indemnité afférente audit congé est égale à 2% de la rémunération globale du salarié durant l'année de référence.

c) Tout salarié qui justifie d'une année de travail chez le même employeur ou dans le même établissement, a droit à une semaine de congé. L'indemnité afférente audit congé est égale à 2% de la rémunération globale du salarié durant l'année de référence.

d) Le salarié qui justifie de cinq (5) ans de travail chez le même employeur ou dans le même établissement, a droit à deux (2) semaines de congé. L'indemnité afférente audit congé est égale à 4% de la rémunération globale du salarié durant l'année de référence.

e) Le salarié qui justifie de vingt (20) ans de travail chez le même employeur ou dans le même établissement, a droit à trois (3) semaines de congé. L'indemnité afférente audit congé est égale à 6% de la rémunération globale du salarié durant l'année de référence.

4. In section IV (*Duration of labour*), subsections "*a*", "*c*", "*d*", "*e*" and "*f*" are replaced by the following:

"(*a*) The regular working week shall consist of forty-two (42) working hours divided into five (5) working days, Monday through Friday. The regular working day shall consist of eight and a half (8½) working hours scheduled between 7:30 a.m. and 5:30 p.m., Monday through Thursday, with an eight (8) hour working day on Friday.

(*c*) All time worked over and above the regular 8½-hour day, Monday through Thursday, shall be paid at overtime rates.

(*d*) Employers may reduce employees' regular working hours to 40 a week. In such instance, all work performed over and above the 8-hour day on any day of the week shall be paid at overtime rates.

(*e*) Employers may reduce the number of regular working hours to 40 a week. Thereafter, the number of employees shall be reduced.

(*f*) Three days before putting the forty (40) sour working week into effect, the employer hhall post a notice of his intention to do so.

5. Subsection "*a*" of section V is amended by adding the words "and on Sunday" after the words "worked from 12:00 (midnight) to 7:30 a.m.".

6. Subsection "*b*" of section V is replaced by the following:

"(*b*) When an employee is required to work on New Year's Day, Christmas Day, the Epiphany, Good Friday, St. John the Baptist Day, Confederation Day, Labour Day or Ascension Day, for any work performed on such days he shall be paid the regular rate in addition to the remuneration stipulated in section VII."

7. Subsection "*d*" of section V is abrogated.

8. Section VI (Vacation with pay) is replaced by the following:

"VI. *Vacation with pay:* (*a*) *Qualifying year:* The qualifying year extends from the first day of January to the thirty-first day of December of a year.

(*b*) *Entitlement to a vacation with pay — Vacation pay:* Any employee who has less than one year's service with the same employer or in the same establishment is entitled to a vacation equal to as many half-days as the number of months he has worked. The vacation pay to which he is thus entitled is equal to 2% of his total earnings during the qualifying year.

(*c*) Any employee who has completed one (1) year's service with the same employer or in the same establishment is entitled to one (1) week's vacation with pay. The vacation pay to which he is thus entitled is equal to 2% of his total earnings during the qualifying year.

(*d*) Any employee who has completed five (5) years' service with the same employer or in the same establishment is entitled to two (2) weeks' vacation with pay. The vacation pay to which he is thus entitled is equal to 4% of his total earnings during the qualifying year.

(*e*) Any employee who has completed twenty (20) years' service with the same employer or in the same establishment is entitled to three (3) weeks' vacation with pay. The vacation pay to which he is thus entitled is equal to 6% of his total earnings during the qualifying year.

f) Période des congés: Les deux premières semaines de congé doivent être prises entre le 1er juin et le 31 août de chaque année. Le salarié qui n'a pas bénéficié des congés indiqués ci-haut pendant la période des congés, peut réclamer les congés auxquels il a droit à la date qui lui convient durant les douze (12) mois qui suivent l'année de référence.

La troisième semaine de congé doit être prise après entente entre l'employeur et l'intéressé durant les douze mois qui suivant l'année de référence.

g) Indemnité compensatrice de congés: Si un salarié est congédié ou abandonne son emploi sans avoir bénéficié des congés auxquels il a droit, l'employeur doit lui verser, au moment de la cessation d'emploi, une indemnité compensatrice déterminée d'après les dispositions des paragraphes « *b* » à « *e* » inclusivement relatives à l'indemnité de congés payés.

h) Congé obligatoire: Il est interdit à l'employeur de remplacer par une indemnité compensatrice la première semaine de congé prescrite par le présent décret.

9° L'article VII (Jours chômés et payés) est remplacé par le suivant:

« VII. *Jours fériés, chômés et payés: a)* Il y a huit (8) jours fériés, chômés et payés, soit les suivants: La Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, Noël, le premier jour de l'An l'Épiphanie, le Vendredi Saint et l'Ascension. Seuls, les salariés qui ont six (6) mois de service dans une compagnie ont droit auxdits jours fériés.

b) L'indemnité à laquelle le salarié adroit pour ces jours fériés doit être calculée à raison du salaire normal pour le nombre d'heures d'une journée normale de travail de l'établissement. »

10° Les paragraphes « *b* » et « *c* » de l'article VIII (Dispositions particulières) sont remplacés par les suivants:

« *b) Travaux locaux:* Dans les cités de Sillery, Sainte-Foy, Giffard, Beauport, Charlesbourg, Duberger, Vanier et Les Saules, le salarié doit se rendre à la demande de son employeur, sur les chantiers et en revenir, ceci sur le temps de l'employé, lorsqu'il s'agit d'un contrat de cinq jours ou plus. Dans la cité de Québec, le salarié doit se rendre sur les chantiers et en revenir à la demande de son employeur et il n'est pas rémunéré pour le temps du trajet.

c) Travaux à l'extérieur: Lorsque le salarié doit aller travailler en dehors des villes mentionnées au paragraphe « *b* », l'employeur doit pourvoir à ses frais de déplacements jusqu'au chantier dans les deux sens, payer les repas et autres dépenses usuelles et nécessaires. Si le voyage est fait durant les heures normales de travail, le salarié doit recevoir son salaire pour les heures normales de travail qu'il emploie à se transporter. Si le transport se fait par des camions de l'employeur, le chauffeur doit être rémunéré au taux normal majoré de 50%, les salariés qui l'accompagnent doivent être rémunérés au taux normal pour les heures en sus des heures normales de travail prévues dans le présent décret. Pour les travaux exécutés dans les municipalités ou villes sises dans un rayon de vingt-cinq milles (25) de Québec, sur les rives nord et sud du fleuve St-Laurent, le salarié doit apporter son diner s'il a été averti la veille. »

(f) Vacation period: The first two (2) weeks' vacation shall be taken between the first day of June and the thirty-first day of August of each year. The employee who has not taken any of the above-mentioned vacations during the said vacation period may claim the vacations to which he is entitled at any date convenient to him during the twelve (12) months following the qualifying year.

The third week's vacation shall be taken during the course of the twelve (12) months following the qualifying year, at a time chosen by mutual agreement between the employer and the employee involved.

(g) Compensating indemnity for vacation not taken: If an employee is dismissed or quits his employment without having taken the vacation to which he is entitled, the employer shall pay him, upon termination of such employment, a compensating indemnity determined according to the provisions of subsections "*b*" through "*e*" respecting the compensating indemnity for vacation not taken.

(h) Vacation is compulsory: No employer shall replace the first week's vacation stipulated in the present decree by any compensating indemnity whatsoever."

9. Section VII (*Holidays with pay*) is replaced by the following:

"VII. *Holidays with pay:* (*a*) There shall be eight (8) holidays with pay, as follows: St. John the Baptist Day, Confederation Day, Labour Day, Christmas Day, New Year's Day, the Epiphany, Good Friday and Ascension Day. Only employees having six (6) months' service with the same employer shall be entitled to the said holidays with pay.

(*b*) The holiday pay to which the employee is entitled for the said holidays with pay shall be calculated according to the regular wage rate for the number of hours constituting the regular working day of the establishment involved."

10. Subsections "*b*" and "*c*" of section VIII (*Special provisions*) are replaced by the following:

"(*b*) *Local work:* In the cities of Sillery, Ste-Foy, Giffard, Beauport, Charlesbourg, Duberger, Vanier and Les Saules, if the contract is to last five days or more, the employee will have to travel to and from the job site at his employer's request, and must do so on his own time. In the City of Quebec, the employee shall have to travel to and from the job site at his employer's request, and must always do so on his own time.

(*c*) *Outside work:* When the employee is required to go and work elsewhere than in the cities mentioned in subsection "*b*", the employer shall defray such employee's travelling expenses to and from the jobsite and, likewise, shall pay for the employee's meals and other usual and necessary expenses. If the employee has to travel during his regular working hours, he must be paid his regular wages for the regular working hours he has to spend travelling. If the employees travel in the employer's truck, the driver shall be paid time and one half, and the employees that are with him shall be paid straight time for any additional time spent travelling after the regular working hours stipulated in the present decree. When a jub is carried out in any municipality or town located within a radius of twenty-five (25) miles from the city of Québec, either on the north or south shore of the St. Lawrence, the employee shall bring his lunch with him if he was notified the day before."

11° L'article IX est biffé.

12° Le paragraphe « *c* » de l'article X est remplacé par le suivant:

« *c*) L'apprenti doit être employé là où se trouvent les facilités voulues pour apprendre son métier. La période d'apprentissage est de 2 années de 250 jours au minimum chacune. Si l'établissement de l'employeur fonctionne normalement pendant moins de 250 jours et que pour cette raison les 250 jours d'apprentissage ne sont pas faits, le nombre de jours qui manquent doit être ajouté à la période d'apprentissage de deux ans. Le taux de salaire de l'apprenti est alors celui du dernier terme d'apprentissage. Cependant, si le manque de jours d'apprentissage dans une année n'est pas imputable à l'employeur ou si l'apprenti en est responsable, l'année courante d'apprentissage est alors prolongée en raison du nombre de jours manquant et la période de 2 ans prolongée en conséquence. »

13° Le paragraphe « *d* » de l'article X est remplacé par le suivant:

« *d*) Les taux de salaire des apprentis sont les suivants:

	l'heure
Premier semestre	$1.25
Deuxième semestre	1.30
Troisième semestre	1.35
Quatrième semestre	1.40»

14° Le paragraphe « *f* » de l'article X est amendé en remplaçant les mots « à l'exception de son contrat » par les mots « à l'expiration de son contrat ».

15° L'article XI (*Durée du décret*) est amendé en remplaçant au premier paragraphe les mots « Jusqu'au 3 février 1961 » par les mots « jusqu'au 31 décembre 1969 ».

Le Greffier du Conseil Exécutif,
18286-o JACQUES PRÉMONT.

ERRATUM

La version anglaise de l'arrêté en conseil numéro 275 du 17 février 1966, concernant une refonte du décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans le district des Cantons de l'Est, publié dans l'édition du 26 février 1966 de la *Gazette officielle de Québec*, est corrigée comme suit:

À la page 1263, article 3-*k*), l'alinéa intitulé « Special provision » doit se lire comme suit:

"*Special provision:* However, cities, towns and municipal or school corporations are not subject to the provisions of the present decree inasmuch as the repair or maintenance work on their own buildings is concerned except construction or rebuilding work); also, construction, rebuilding or maintenance work on aqueducts, sewers, pavings, sidewalks, and other similar operations performed under their immediate control."

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 4 février 1967. 18286-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 161

Québec, le 25 janvier 1967.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

11. Section IX is abrogated.

12. Subsection "*c*" of section X is replaced by the following:

"(*c*) The apprentice shall be employed where adequate facilities are provided for his learning the trade or craft in which he is apprenticed. The apprenticeship period shall consist of two (2) years of at least 250 days each. If the employer's establishment operates normally less than 250 days and if for that reason the 250 days of apprenticeship have not been served completely, the number of days lacking shall be added to the apprentice's two (2) year apprenticeship period and the rate of wages then paid to the apprentice shall be the rate payable for the last term of apprenticeship. However, if the lack of days of apprenticeship in a year is not imputable to the employer, or if the apprentice is to blame for such lack of days of apprenticeship, the current year of apprenticeship shall be prolonged to the extent of the number of days of apprenticeship lacking, and the tow (2) year apprenticeship period will therefore be prolonged accordingly."

13. Subsection "*d*" of section X is replaced by the following:

"(*d*) The rate of wages of apprentices are as follows:

	Per hour
First six months	$1.25
Second six months	1.30
Third six months	1.35
Fourth six months	1.40"

14. Subsection "*f*" of section X is amended by replacing the words "à l'exception de son contrat", (in the French version) by the words "à l'expiration de son contrat".

15. Section XI (*Duration of the decree*) is amended by replacing, in the first paragraph thereof, the word "until February 3, 1961" by the words "until December 31, 1969".

JACQUES PRÉMONT,
18286-o *Clerk of the Executive Council.*

ERRATUM

The English version of Order in Council number 275, dated February 17, 1966, concerning a revision of the decree respecting the Construction Industry and Trades in the Eastern Townships district, published in the *Quebec Official Gazette* of February 26, 1966, is corrected as follows:

In section 3-(*k*), page 1263, the paragraph headed "Special provision" should read:

"*Special provision:* However, cities, towns and municipal or school corporations are not subject to the provisions of the present decree inasmuch as the repair or maintenance work on their own buildings is concerned (except construction or rebuilding work); also, construction, rebuilding or maintenance work on aqueducts, sewers, pavings, sidewalks and other similar operations performed under their immediate control."

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, February 4, 1967. 18286-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 161

Québec, January 25, 1967.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), des parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 711 du 30 avril 1963 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 10 décembre 1966;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 711, soit modifié comme suit:

1° Les paragraphes 1.10 et 1.11 suivants sont ajoutés à l'article I:

« *Pantalons de graçons*

1.10 Aux fins du présent décret, le terme « pantalon de garçons » signifie un pantalon dessiné et confectionné pour être porté par des garçons d'au plus 18 ans et ayant un tour de taille d'au plus 31 pouces ou, dans le cas de garçons gros ou costauds, un tour de taille d'au plus 33 pouces.

1.11 En plus du tour de taille, l'étiquette attachée à ce pantalon doit indiquer, soit l'âge, soit la taille, afin de démontrer clairement que ce pantalon est confectionné pour des garçons. »

2° Le préambule et les tableaux I, II et III apparaissant à l'article 8.1 sont remplacés par les suivants:

« 8.1 À compter de la date de publication du présent décret d'amendement dans la *Gazette officielle de Québec* et, sous réserve des dispositions contenues dans le présent décret, les taux de salaires horaires minimaux pour tout travail exécuté aux opérations ou parties d'opérations que comporte la fabrication des vêtements durant une journée et une semaine normale de travail, sont les taux qui apparaissent en regard des occupations et des classifications respectives, ou en regard du nombre de mois d'emploi, dans le cas des apprentis, tel que l'indiquent les tableaux suivants:

CONCERNING amendments to the decree respecting the Men's and Boys' Clothing Industry in the Province of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Quebec 1964, chapter 143), contracting parties to the collective labour agreement respecting the Men's and Boys' Clothing Industry in the Province of Quebec (made binding by decree number 711 of April 30, 1963 and amendments) have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS the petition was published in the *Quebec Official Gazette* of December 10, 1966;

WHEREAS, in conformity with the Act, the objection raised was duly considered;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said decree number 711 be amended as follows:

1. The following subsections 1.10 and 1.11 are added to section 1:

"*Boys' pants*

1.10 For purposes of this decree, the term "boys' pants" means pants designed and made for wear by boys up to age 18, with a regular waist measurement not over 31 inches, or in the case of "chubby" or "husky" pants, with a waist measurement not exceeding 33 inches.

1.11 Apart from the waist measurement, the ticket attached to such pants must show either the age or size to clearly indicate that these pants are made for boys."

2. The preamble and schecules I, II and III mentioned in section 8.1 are superseded by the following:

"8.1 Effective from the date this amendment is published in the *Quebec Official Gazette*, the hourly wage rates for work on any of the operations or parts thereof required in the process of manufacture of clothing during a regular working day and during a regular working week, subject to the provisions herein contained, shall be the rates appearing opposite the respective operations and classifications, or opposite the number of months of employment in the case of apprentices, as shown in the following schedules:

CLASSIFICATION ET ÉCHELLE DE SALAIRES — CLASSIFICATION AND WAGE SCALE

Tableau I: *Vêtements de la classe « A »* — Schedule I: *Class "A" garments*

définis à l'article 1, paragraphe 1.3 (champ d'application industriel)
defined in section 1, subsection 1.3 (industrial jurisdiction)

Vestons, pantalons et gilets — Coats, pants and vests

Opérations de coupe de tissu et garnitures — Cutting and trimming operations

	Taux à l'heure — Hourly wage rates		
	Zones		
	I	*II*	*III*
Classe — Class:			
A Marquer (tracer les patrons sur papier ou tissu) ou couper au couteau (tissu), y compris toutes les opérations de coupe de tissu ou de garnitures ou d'empilage, énumérées ci-dessous aux classes B, E, I et N. Marking (making lays on paper or cloth), or knife-cutting (cloth),			

		Taux à l'heure Hourly wage rates Zones I	II	III
	including all cutting, trimming or piling operations hereinafter listed in Classes B, E, I and N	$2.235	$2.11	$2.03
B	Couper les garnitures (marquer ou couper les doublures du corps ou des manches), y compris toutes les opérations de coupe de tissu ou de garnitures ou d'empilage, énumérées ci-dessous aux classes E, I et N. Trimming (marking or cutting body or sleeve linings), including all cutting, trimming or piling operations hereinafter listed in Classes E, I and N	2.14	2.035	1.97
E	Couper aux ciseaux, y compris l'empilage et la coupe des dessous de collets. Le salarié qui fait cette opération ne marque pas. Aider aux garnitures, y compris empiler, couper les dessous de collets et marquer ou couper aux ciseaux, au couteau ou à la matrice à découper, les garnitures autres que les doublures du corps ou des manches. Chopping with shears, as well as piling, under-collar cutting. The employee performing this operation does no marking. Assistant-trimming, which includes piling, under-collar cutting and marking and/or cutting with shears, knife or die-cutting equipment, trimming materials other than body or sleeve linings	1.855	1.765	1.72
I	Empiler, y compris couper les dessous de collets. Piling, including under-collar cutting	1.65	1.57	1.53
N	Couper les dessous de collets. Under-collar cutting	1.385	1.345	1.295
	Vestons et gilets — Coats and vests Opérations de pressage — Pressing operations			
	Classe — Class:			
D	Presser à la main pour la finition, y compris: 1. le vêtement complété; 2. l'intérieur seulement; 3. le délustrage seulement. Offpressing by hand iron, which includes: 1. completed garment; 2. inside only; 3. removing shine only	1.91	1.81	1.75
H	Presser les dessus à la machine à vapeur, y compris: 1. les bords, les manches, les devants, les épaules ou les revers. 2. la pliure du collet et/ou des emmanchures. 3. l'épongeage des devants et/ou des dos. 4. le pressage requis dans le procédé du pressage permanent ou durable. Top pressing by steam machine, which includes: 1. pressing edges, sleeves, chests, shoulders or lapels; 2. creasing collars and/or armholes; 3. sponging fronts and/or backs; 4. pressing required in permanent or durable press process	1.71	1.635	1.58
J	Sous-presser, y compris: 1. presser les coutures, les doublures, les pinces, les poches, les toiles, le galon, les épaules, les emmanchures et les différentes parties du vêtement; 2. faire la pliure de la forme du collet (avant le faufilage du dessus du collet); 3. joindre la toile au devant à la machine à vapeur; 4. presser les tissus à être fusionnés. Under pressing, which includes: 1. pressing seams, linings, darts (vees), pockets, canvas, tape, shoulders, armholes, and sundry parts of garments; 2. creasing shape (before top-collar basting); 3. attaching canvas to front by steam machine; 4. pressing fusable materials	1.615	1.55	1.50
	Vestons et gilets — Coats and vests Opérations à la machine — Machine operations			
	Classe — Class:			
C	Poser les manches (machine ordinaire ou à cylindre). Galonner les bords. Coudre la forme (faire le contour des revers des vestons non-faufilés). Sewing in sleeves (by plain or cylinder machine). Taping edges. Sewing shape (sewing around shape of coats not previously basted)	2.01	1.91	1.85
D	Faire les poches à la machine ordinaire, y compris: 1. faire la bordure simple ou double; 2. faire, ou poser, les pattes, les bordures ou les appliqués.			

		Taux à l'heure Hourly wage rates Zones I	II	III
	Making pockets by plain machine, which includes: 1. making single or double beesom; 2. sewing out, or making, or sewing on flaps, welts or patches	$ 1.91	$ 1.81	$ 1.75
G	Faire les boutonnières. Faire les oeillets. Faire les points d'arrêt aux poches à la machine ordinaire, y compris mettre la poche en place, fermer l'ouverture de la poche ou fixer les coins, que la poche soit faite à la machine ordinaire ou à la machine spéciale. Piquer les bords des devants ou des collets. Piquer les rabats ou les appliqués. Making buttonholes. Marking eyelets. Tacking pockets by plain machine, which includes positioning pocket, chosing mouth of pocket or tacking corners, whether pocket is made by plain or special machine. Stitching edges of fronts or collars. Raising seams on flaps or patches	1.755	1.68	1.63
H	Former ou couper les petits morceaux à la matrice à découper. Piquer le bord des petits morceaux, y compris les ceintures, les épaulettes, les rabats, les appliqués, les pattes, les bordures, les manchettes ou les ganses. Assembler, y compris: 1. joindre ou piquer les coutures des épaules ou des côtés; 2. coudre les pinces; 3. coundre ou piquer les bas; 4. faire ou piquer les devants sous-patte; 5. faire, ou piquer, ou coudre les bandes de ceintures (uniformes); 6. faire les ceintures, les épaulettes, les pattes, les manchettes ou les ganses. Galonner les emmanchures. Faire les dos, y compris: 1. piquer la couture du centre; 2. faire les ouvertures ou les plis du dos; 3. coudre ou piquer la doublure des ouvertures. Faire les doublures, y compris: 1. coudre la doublure au parement; 2. assembler les coutures d'épaules de la doublure; 3. poser la fermeture-éclair au parement ou à la doublure; 4. coudre la doublure de la manche à la doublure du corps; 5. faire la poche dans la doublure à la machine ordinaire; 6. faire l'empiècement de la doublure à la machine ordinaire; 7. Faire les points d'arrêt à la poche de la doublure à la machine ordinaire; 8. coudre la doublure du corps aux coutures du côté. Coudre la soutache. Coudre la fourrure (vraie ou fausse) au collet ou aux revers. Assembler les dessus et les dessous de collets à la machine ordinaire. Coudre les coins de collets à la machine ordinaire. Coudre le dessous du collet à l'encolure du veston à la machine ordinaire. Coudre le dessus du collet à la doublure. Coudre la gorge. Coudre le parement au devant de la base du revers jusqu'en bas. Faufiler les bords, y compris les bas, les devants et les revers. Shaping or cutting small parts by die-cutting equipment. Stitching edges of small parts, including belts, epaulets, flaps, patches, tabs, welts, cuffs or straps. Joining, which includes: 1. joining or raising shoulder or side seams; 2. sewing vees; 3. sewing or stitching bottoms; 4. making or stitching fly-fronts; 5. sewing out (making), or stitching, or sewing on, waistbands (uniforms); 6. sewing out (making), belts, epaulets, tabs, cuffs or straps. Taping armholes. Making backs, which includes: 1. raising center seam; 2. making vents or pleats on back; 3. sewing or stitching vent lining. Making linings, which includes:			

		Taux à l'heure Hourly wage rates Zones I	II	III
	1. sewing lining to facing;			
	2. joining shoulder seams of lining;			
	3. sewing zipper to facing or to lining;			
	4. sewing sleeve lining to body lining;			
	5. making pocket in lining by plain machine;			
	6. making yoke of lining by plain machine;			
	7. tacking lining pocket by plain machine;			
	8. sewing body lining to side seams.			
	Sewing braid.			
	Sewing fur (real or imitation) to collar or lapel.			
	Joining top collar to under collar by plain machine.			
	Sewing collar corners by plain machine.			
	Sewing under collar to neck of coat by plain machine.			
	Sewing top collar to lining.			
	Sewing gorge.			
	Sewing facing to front from bottom of lapel down.			
	Basting edges, including bottoms, fronts or lapels	$ 1.71	$1.635	$ 1.58
J	Manoeuvrer la machine automatique (Reece) à faire les poches à bordure.			
	Operating automatic (Reece) welt pocket-making machine	1.615	1.55	1.50
K	Faufiler le bord des petits morceaux, y compris les ceintures, les épaulettes, les rabats, les appliqués, les pattes, les bordures, les manchettes, les courroies ou les collets.			
	Faufiler ou brocher la toile.			
	Faufiler les doublures, y compris les plis ou les empiècements.			
	Faufiler ou brocher les parements (avant ou après le retournage du veston).			
	Faufiler le dessus et le dessous du collet à l'encolure.			
	Faufiler les rabats au corps.			
	Rogner et fixer les emmanchures.			
	Piquer le haut de la manchette sur la manche.			
	Basting edges of small parts, including belts, epaulets, flaps, patches, tabs, welts, cuffs, straps or collars.			
	Basting or stapling canvas.			
	Basting linings, including pleats or yokes.			
	Basting or stapling facings (before or after coat is turned).			
	Basting top collar or under collar to neck.			
	Basting flaps to body.			
	Trimming and tacking armholes.			
	Stitching top of cuff to sleeve	1.57	1.485	1.445
M	Faire les devants de toile à la machine spéciale.			
	Faire les dos – gilets.			
	Faire les doublures – gilets.			
	Coudre l'empiècement du collet – gilets.			
	Coudre les pinces – gilets.			
	Making canvas fronts by special machine.			
	Making backs – vests.			
	Making linings – vests.			
	Sewing neckpiece – vests.			
	Sewing vees – vests	1.44	1.395	1.35
N	Faire les devants de toile à la machine ordinaire.			
	Faufiler ou fixer les brides.			
	Faufiler ou fixer la gorge.			
	Faufiler les ouvertures.			
	Faire les manches, y compris:			
	1. coudre, ou assembler, ou piquer les coutures des manches;			
	2. faire les ouvertures des manches;			
	3. coudre, ou piquer, la doublure des manchettes avant d'assembler la doublure et le tissu (uniformes);			
	4. coudre la toile ou bas de la manche;			
	5. coudre le bas de la manche (tissu) à la doublure de la manche;			
	6. poser ou faufiler les manchettes aux manches assemblées;			
	7. coudre, assembler ou fixer la doublure de la manche.			
	Faire les garnitures, y compris:			
	1. coudre, ou piquer, la doublure du rabat avant d'assembler la doublure et le tissu (uniformes);			
	2. faire les plis sur les appliqués;			
	3. piquer le pied du collet (couture bordurée);			
	4. coudre le parement à la doublure de la poche;			
	5. poser, ou fixer, les ganses, les bandes, les pattes, les insignes ou les épaulettes, à la machine ordinaire			
	Coudre la toile au devant ou au parement.			

	Taux à l'heure Hourly wage rates Zones I	II	III
Coucre le renfort (gorge, épaule, arrière du cou ou pointe de l'épaule). Faire les coutures-sachet. Coudre le liséré. Poser les boutons. Préparer les emmanchures, y compris: 1. faufiler la doublure à l'emmanchure (à l'intérieur); 2. faufiler le tissu à l'emmanchure (à l'extérieur); 3. faufiler les coutures d'épaules de la doublure. Rabattre, coudre à points cachés ou fixer à points cachés, à la machine spéciale type-Lewis, y compris: 1. rabattre la bride, le bas, la doublure, le galon, le dessous de collet, la doublure de la manche, l'ouverture et la doublure de l'ouverture; 2. fixer le bas, le parement, les bords, la doublure à l'encolure, la gorge et les manchettes; 3. baguer les revers et les dessous de collets. Coudre le dessous de collet à la machine zigzag à l'encolure du veston. Joindre, ou faufiler, ou assembler le dessus et le dessous de collet à la machine spéciale, y compris la machine à surjet ou à zigzag. Tourner et faire la pliure des morceaux de vêtements à la machine spéciale (matrice). Faire l'imitation de couture à la main. Making canvas fronts by plain machine. Basting or tacking bridles. Basting or tacking gorge. Basting vents. Making sleeves, including: 1. sewing, or joining, or raising, seams of sleeves; 2. making sleeve vents; 3. sewing out, or stitching, cuff linings prior to sewing lining to cloth (uniforms); 4. sewing canvas to sleeve bottoms; 5. serwing bottom of cloth sleeve lining. 6. setting or basting cuffs to joined sleeves; 7. sewing, or joining, or tacking, sleeve lining. Making trimmings, which includes: 1. sewing out, or stitching, flap lining prior to sewing lining to cloth (uniforms); 2. making pleats on patches; 3. raising collar stand (welt-type seam); 4. sewing facing to pocket lining; 5. sewing on, or tacking, loops, straps, tabs, insignia or epaulets by plain machine. Sewing canvas to front or facing. Sewing stay (gorge, shoulder, back of neck or shoulder tip of armhole). Sewing bookseams. Sewing piping. Sewing buttons. Preparing armhole, which includes: 1. basting lining around armhole (inside); 2. basting cloth around armhole (outside); 3. basting shoulder seams of lining. Felling, blind-stitching, blind-stich tacking, by special Lewis-type machine, which includes: 1. felling bridle, bottom, lining, tape, under collar, sleeve lining, vent and vent lining; 2. tacking bottom, facing, bluff edges, lining to neck, gorge and cuffs; 3. padding lapels or under collars; Sewing under collar by zigzag machine to neck of coat. Attaching, or basting, or joining top collar to under-collar by special machine, including serging or zigzag machine. Turning and creasing garment parts by special die machine. Imitation hand stitching	$1.385	$1.345	$1.295
O Plisser la tête de manche. Faire le dessous du collet, y compris: 1. assembler la toile du dessous du collet; 2. assembler le tissu du dessous du collet; 3. piquer la toile sur le dessous du collet; 4. piquer le pied du dessous du collet; 5. découper la toile du dessous du collet à la machine au couteau.			

		Taux à l'heure Hourly wage rates Zones I	II	III
	Fermer la poche (faire le contour du sac quand cette opération est faite séparément après que la poche a été fixée ou avant que la poche soit fixée s'il s'agit de poche fendue).			
	Faire la poche de gousset.			
	Faufiler l'ouverture de la poche.			
	Faire les sous-bras.			
	Faire les ganses.			
	Faire les fausses boutonnières			
	Poser le renfort (fausses boutonnières).			
	Poser les labels.			
	Faufiler ou fixer les coussinets d'épaules ou têtes de manches.			
	Fixer la toile à la pointe des épaules.			
	Fixer les ganses à l'encolure du dos.			
	Fixer les boutonnières.			
	Fixer les boucles.			
	Fixer les manchettes.			
	Faire les points d'arrêt.			
	Surjeter.			
	Faufiler le renfort à la tête de manche.			
	Bouillonner la toile.			
	Gathering sleeve head.			
	Masking under-collar, which includes: 1. joining under-collar canvas seams; 2. joining under-collar cloth seams; 3. stitching canvas to under-collar; 4. sewing stand on under-collar; 5. trimming under-collar canvas by knife machine.			
	Closing pocket (sewing around bag when performed as a separate operation after pocket has been tacked or before pocket is tacked on slash-type pocket).			
	Making ticket pocket.			
	Basting mouth of pocket.			
	Making armhole shields.			
	Making loops.			
	Making imitation buttonholes.			
	Sewing stay (imitation buttonholes).			
	Sewing labels.			
	Basting or tacking shoulder pads or sleeve heads.			
	Taking canvas to shoulder points.			
	Tacking hangers.			
	Tacking buttonholes.			
	Tacking bukles.			
	Tacking cuffs.			
	Bar tacking.			
	Serging.			
	Basting stay to sleeve head.			
	Shirring canvas	$1.295	$ 1.27	$1.22
P	Coudre brocher les étiquettes.			
	Faire ou imprimer les étiquettes.			
	Manoeuvrer la machine Soabar.			
	Marquer au fil.			
	Riveter les boutons-pression.			
	Sewing or stapling tickets.			
	Making or printing tickets.			
	Operating Soabar machine.			
	Thread-marking.			
	Riveting snap	1.13	1.105	1.07
	Veston et gilets — Coats and vests Opérations à la main — Hand operations			
	Classe — Class:			
D	Ajuster, y compris assortir, apparier et couper aux ciseaux ou au couteau électrique, en préparation des opérations de couture, les parties de vêtements ou doublures, lesquelles ont été façonnées par le coupeur ou le coupeur de garnitures. Fitting, including the sorting, matching and cutting with shears or electric knife, preparatory to the sewing operations, garment parts or linings which have been blocked by the cutter or the trimmer.	1.91	1.81	1.75
F	Faufiler ou piquer les bords du corps ou des autres parties du vêtement.			
	Sous-faufiler (premier faufilage du parement au devant).			
	Former.			
	Faufiler le dessus du collet (collet posé à la main).			
	Coudre la gorge (le collet au parement).			

		Taux à l'heure / Hourly wage rates — Zones I	II	III
	Fixer les coins de collets.			
	Basting or stitching edges of body or any parts of garment.			
	Underbasting (first basting of facing to front).			
	Shaping.			
	Basting on top collar (hand-set collar).			
	Sewing gorge (collar to facing).			
	Tacking collar corners	$ 1.81	$ 1.725	$ 1.67
H	Vérifier, façonner et faire les rectifications (y compris le faufilage d'essayage).			
	Faufiler la pose des manches.			
	Faufiler les parements (après le retournage du veston).			
	Faufiler les toiles.			
	Examining, general tailoring and busheling (includes try-on basting).			
	Basting in sleeves.			
	Basting facing (after coat is turned).			
	Basting canvas	1.71	1.635	1.58
K	Marquer ou faire les boutonnières.			
	Faufiler la doublure, y compris les plis, les empiècements et les ouvertures.			
	Faufiler le dessous du collet à l'encolure.			
	Faufiler le dessus du collet à l'encolure ou au dessous du collet (collet sandwich).			
	Rogner et fixer les emmanchures.			
	Marking or making buttonholes.			
	Basting linings, which includes pleats, yokes and vents.			
	Basting under collar to neck.			
	Basting top collar to ceck or to under-collar (sandwich collar).			
	Trimming and tacking armholes	1.57	1.485	1.445
N	Faufiler l'ouverture de la poche.			
	Préparer les emmanchures, y compris: 1. faufiler la doublure autour de l'emmanchure (à l'intérieur); 2. faufiler le tissu autour de l'emmanchure (à l'extérieur); 3. faufiler les coutures d'épaules de la doublure.			
	Rogner les pointes.			
	Retourner les pointes ou les vestons.			
	Faufiler les manchettes aux manches assemblées.			
	Assortir les morceaux taillés en préparation de la couture.			
	Basting mouth of pockets.			
	Preparing armholes, which includes: 1. basting lining around armhole (inside); 2. basting cloth around armhole (outside); 3. basting shoulder seams of lining.			
	Trimming points.			
	Turning points or coats.			
	Basting cuffs to joined slleves.			
	Separating (assembling cut parts preparatory to sewing)	1.385	1.345	1.295
O	Finir (y compris toutes les opérations à la main de rabattage ou de points d'arrêt non autrement (classifiées).			
	Poser les boutons.			
	Marquer à la craie, y compris les bas de manches, les brides, les pieds de collets, les pattes, les appliqués, les poches ou les bordures.			
	Couper l'ouverture des poches.			
	Rogner le tour des toiles.			
	Rogner la doublure de la manche.			
	Rogner l'emmanchure, le bas de la doublure, les bords (toile) ou la gorge.			
	Rogner (ou retourner) les ceintures, les collets, les épaulettes, les rabats, les capuchons, les brides, les pattes, les dessous de collets ou les bordures.			
	Retourner et rogner les manches.			
	Faufiler ou épingler le bas de la doublure des manches.			
	Faufiler, fixer ou épingler les coussinets d'épaules ou les têtes de manches.			
	Marquer les boutons.			
	Épingler les manchettes aux manches.			
	Travail général, comprenant toutes les opérations mineures à la main non-autrement classifiées incluant: faire les crans aux manches, couper le bas des parements et rogner le bas des vestons.			
	Finishing (comprising all hand felling or taking operations not otherwise classified).			
	Sewing buttons.			
	Chalking, which includes the marking of bottom of sleeves, bridles,			

		Taux à l'heure Hourly wage rates Zones		
		I	*II*	*III*
	collar stands, flaps, patches, pockets or welts. Cutting open pockets. Trimming around canvas. Trimming sleeve lining. Trimming armhole, bottom of lining, edges (canvas) or gorge. Trimming (or turning) blets, collars, epaulets, flaps, hoods, loops, tabs, under collars or welts. Turning and trimming sleeves. Basting or pinning bottom of sleeve lining. Basting or tacking or pinning shoulder pads or sleeve heads. Marking buttons. Pinning cuffs to sleeves. General hand, comprising all minor hand operations not otherwise classified which includes: notching sleeves, cutting bottom of facings and trimming bottoms of coats	$1.295	$ 1.27	$ 1.22
F	Retourner les manches. Retourner les poches. Apparier. Coudre les étiquettes. Marquer au fil ou couper le fil. Nettoyer. Teindre les boutonnières. Trier ou apparier les boutons. Défaufiler. Turning sleeves. Turning pockets. Pairing. Sewing on tickets. Thread marking or cutting. Cleaning. Blackening buttonholes. Sorting or pairing buttons. Pulling bastings	1.13	1.105	1.07

Pantalons — Pants

Opérations à la machine, à la main et pressage — Machine, hand and pressing operations.

Classe — Class:

D	Faire les poches (devant, arrière ou gousset) sur les pantalons d'hommes, à la machine ordinaire, y compris: 1. Faire les bordures; 2. faire ou poser les pattes ou les bandes; 3. poser les appliqués ou les gansettes; 4. faire le second piquage des poches arrières; 5. finir les poches de côté; 6. faire les points d'arrêt aux poches à la machine ordinaire, y compris mettre la poche en place, fermer l'ouverture de la poche ou fixer les coins, que la poche soit faite à la machine ordinaire ou à la machine spéciale. Assembler les pantalons d'hommes (l'intérieur, l'extérieur ou le dos), y compris les coutures repiquées, piquées ou le biais. Making pockets on men's pants by plain machine (back, front or watch), which includes: 1. making beesoms; 2. making or sewing on flaps or welts; 3. sewing on patches or tabs; 4. sewing second stitch on back pockets; 5. finishing side pockets; 6. tacking pockets by plain machine, which includes positioning pocket, closing mouth of pocket or tacking corners, whether pocket is made by plain or special machine. Seaming on men's pants (inside, outside or back), which includes sewing lap seams, raised seams or braid	1.91	1.81	1.75
F	Presser les jambes ou les hauts de pantalons, y compris le pressage requis dans le procédé du pressage permanent ou durable. Faufiler les ceintures. 1. piquer les hauts (ceintures) ou dessous ou du dessus; 2. piquer les braguettes du dessous ou du dessus. Pressing legs or tops, which includes pressing required in the permanent or durable press process. Basting waistbands. Stitching linings on men's pants, which includes:			

		Taux à l'heure / Hourly wage rates — Zones I	II	III
	1. stitching tops (waistbands) from outside or inside; 2. stitching down flys from outside or inside	$ 1.81	$ 1.725	$ 1.67
H	Coudre les doublures aux pantalons d'hommes (la doublure à la ceinture, à la machine ordinaire ou spéciale). Coudre les ceintures de tissu ou d'élastique aux pantalons d'hommes (assembler la ceinture au pantalon). Piquer les bords des morceaux, y compris les appliqués, les pattes, les ceintures ou les gansettes. Sewing linings on men's pants (lining to waistband by plain or special machine). Sewing cloth or elastic waistbands on men's pants (joining waistband to pants). Stitching edges of parts including patches, flaps, belts or gabs	1.71	1.635	1.58
J	Manoeuvrer la machine automatique (Reece) à faire les poches à bordure. Operating automatic (Reece) welt pocket-making machine	1.615	1.55	1.50
K	Faire les poches sur les pantalons de garçons, tel que défini à la classe D. Assembler les pantalons de garçons, tel que défini à la classe D. Piquer les doublures sur les pantalons de garçons, tel que défini à la classe F. Coudre les doublures sur les pantalons de garçons, tel que défini à la classe H. Coudre les ceintures de tissu ou d'élastique aux pantalons de garçons, tel que défini à la classe H. Making pockets on boys' pants, as defined in Class D. Seaming on boys' pants, as defined in Class D. Stitching linings on boys' pants, as defined in Class F. Sewing linings on boys' pants, as defined in Class H. Sewing cloth or elastic waistbands on boys' pants, as defined in Class H	1.57	1.485	1.445
L	Sous-presser. Under pressing	1.51	1.455	1.40
N	Ajuster ou assortir. Faire les boutonnières. Faire les garnitures. Coudre le parement à la doublure de la poche. Poser la fermeture-éclair. Poser les pièces de la fourche. Préparer les poches-gousset. Faire les gansettes ou les ceintures. Faire ou piquer le rabat, hors de la doublure. Faire les braguettes. Poser les braguettes. Coudre les doublures de braguettes. Piquer les bords de braguettes, fausses braguettes ou pièce de côté. Coudre les pinces. Faire les coins de ceintures. Coudre les courroies ou les gansettes de côté. Coudre la toile ou le matériel non tissé à la ceinture de tissu. Coudre ou faufiler ou fixer les plis (y compris les appliqués). Faufiler ou rabattre la doublure de la ceinture. Fitting or separating. Making buttonholes. Making trimmings. Sewing facing to pocket lining. Sewing on zipper. Sewing on crotch pieces. Preparing watch pockets. Making tabs or belts. Making or stitching flap out of lining. Making flys. Sewing on flys. Sewing fly linings. Stitching edges of flys, back flys or side pieces. Sewing vees. Making corners of waistbands. Sewing on side straps or side tabs. Sewing canvas or non-woven material to cloth waistband. Sewing or basting or tacking pleats (including patches). Basting or felling waistband lining	1.385	1.345	1.295

		Taux à l'heure Hourly wage rates Zones		
		I	*II*	*III*
O	Poser les boutons. Poser les étiquettes. Poser les talonnettes. Coudre, poser ou fixer les retroussis. Examiner et faire les réparations mineures. Finir, y compris la fourche et tout rabattage à la main ou à la machine non autrement classifié. Faire les ganses, y compris les couper et les poser. Poser les agrafes et les oeillets. Fixer les boucles et les boutonnières. Fermer la poche (faire le contour du sac quand cette opération est faite séparément après que la poche a été fixée). Piquer autour des poches. Faufiler les poches. Border les poches. Coudre le liséré. Couper l'ouverture des porches. Surjeter. Faire les points d'arrêt. Enfiler ou couper la fermeture-éclair. Marquer (les poches ou les retroussis). Mesurer les jambes ou la ceinture. Marquer l'emplacement des oeillets. Denteler les coutures ou les bas. Rogner les bas. Vaporiser pour le pli permanent. Faire les coutures à bord piqué. Travail général, comprenant toutes les opérations mineures à la main non autrement classifiées, tel que retourner les coins de ceintures. Sewing buttons. Sewing labels. Sewing heel protectors. Sewing, making or tacking cuffs. Examining and making minor repairs. Finishing, which includes finishing crotch and felling by hand or machine not otherwise classified. Making loopes, which includes cutting or tacking. Setting hooks and eyes. Tacking buckles or buttonholes. Closing pocket (sewing around bag when performed as a separate operation after pocket has been tacked). Stitching around pockets. Basting pockets. Binding pockets. Sewing piping. Cutting open pockets. Serging. Bar tacking. Threading or cutting zipper. Marking (pockets or cuffs). Measuring leg or waistband. Stamping eyelet holes. Pinking seams or bottoms. Trimming bottoms. Spraying for permanent crease. Bookseaming. General hand, comprising all minor hand operations not otherwise classified which includes: turning corners of waistbands.....	$1.295	$1.27	$1.22
P	Retourner les poches. Coudre ou brocher les étiquettes. Faire ou imprimer les étiquettes. Apparier. Teindre les boutonnières. Manoeuvrer la machine Soabar. Brosser. Nettoyer. Turning pockets. Sewing or stapling tickets. Making or printing tickets. Pairing. Blackening buttonholes.			

	Taux à l'heure Hourly wage rates Zones I	II	III
Operating Soabar machine. Brushing. Cleaning	$1.13	$1.105	$1.07

Échelle de promotion des apprentis — Promotion Scale for Apprentices

3 mois — 3 months:			
1er — 1st	0.95	0.935	0.90
2e — 2nd	1.06	1.05	1.005
3e — 3rd	1.175	1.155	1.115
4e — 4th	1.295	1.27	1.22
5e — 5th	1.40	1.365	1.315
6e — 6th	1.51	1.455	1.40
7e — 7th	1.615	1.55	1.50
8e — 8th	1.71	1.635	1.58
9e — 9th	1.81	1.725	1.67
10e — 10th	1.91	1.81	1.75
11e — 11th	2.01	1.91	1.85
12e — 12th	2.11	2.01	1.94
Après — Thereafter	2.235	2.11	2.03

Tableau II: *Vêtements de la classe « B »* — Schedule II: *Class "B" Garments*
définis à l'article 1, paragraphe 1.4 (champ d'application industriel)
defined in section 1, subsection 1.4 (industrial jurisdiction)

Opérations de coupe de tissu et garnitures — Cutting and trimming operations

Classe — Class:				
AZ	Marqueur (tracer les patrons sur papier ou tissu), y compris toutes les opérations de coupe de tissu ou de garnitures ou d'empilage, énumérées ci-dessous aux classes BZ, CZ, EZ et IZ. Marking (making lays on paper on cloth), including all cutting, trimming or piling operations hereinafter listed in Classes BZ, CZ, EZ and IZ	2.05	1.95	1.89
BZ	Couper au couteau (tissu), y compris toutes les opérations de coupe de tissu ou de garnitures ou d'empilage, énumérées ci-dessous aux classes CZ, EZ et IZ. Knife cutting (cloth), which includes all cutting, trimming or piling operations hereinafter listed in Classes CZ, EZ and IZ	1.95	1.86	1.80
CZ	Couper les garnitures (marquer ou couper les doublures du corps ou des manches), y compris toutes les opérations de coupe de tissu ou de garnitures ou d'empilage, énumérées ci-dessous aux classes EZ et IZ. Trimming (marking or cutting body or sleeve linings), including all cutting, trimming or piling operations hereinafter listed in Classes EZ and IZ	1.90	1.81	1.76
EZ	Couper aux ciseaux, y compris l'empilage. Le salarié qui fait cette opération ne marque pas. Aider aux garnitures, y compris empiler et marquer et/ou couper aux ciseaux, au couteau ou à la matrice à découper, les garnitures autres que les doublures du corps ou des manches. Chopping with shears, which includes piling. The employee performing this operation does no marking. Assistant-trimming, including piling and marking and/or cutting with shears, knife or die-cutting equipment, trimming materials other than body or sleeve linings	1.75	1.68	1.62
IZ	Empiler. Piling	1.50	1.445	1.37

Opérations de pressage — Pressing operations

DZ	Presser à la main pour la finition, y compris: 1. le vêtement complété; 2. l'intérieur seulement; 3. le délustrage seulement. Offpressing by hand iron, which includes: 1. completed garment; 2. inside only; 3. removing shine only	1.85	1.77	1.70
GZ	Presser les dessus à la machine à vapeur, y compris: 1. les bords, les manches, les devants, les épaules ou les revers; 2. la pliure du collet et/ou des emmanchures; 3. l'épongeage des devants et/ou des dos; 4. le soufflage (passer le vêtement à la vapeur); 5. le pressage requis dans le procédé du pressage permanent ou durable.			

		Taux à l'heure Hourly wage rates Zones I	II	III
	Top pressing by steam machine, which includes:			
	1. pressing edges, sleeves, chests, shoulders or lapels;			
	2. creasing collar and/or armholes;			
	3. sponging fronts and/or backs;			
	4. blowing (steaming coat);			
	5. pressing required in permanent or durable press process.....	$1.66	$1.595	$1.52
HZ	Sous-presser, y compris:			
	1. presser les coutures, les doublures, les pinces, les poches, les toiles, le galon, les épaules, les emmanchures et les diverses parties du vêtement;			
	2. joindre la toile au devant à la machine à vapeur;			
	3. presser les tissus à être fusionnés.			
	Under pressing, which includes:			
	1. pressing seams, linings, darts (vees), pockets, canvas, tape, shoulders, armholes, and sundry parts of garments;			
	2. attaching canvas to front by steam machine;			
	3. pressing fusable materials.....	1.55	1.50	1.435
	Opérations à la machine — Machine operations			
FZ	Poser les manches (machine ordinaire ou à cylindre).			
	Faire les poches à la machine ordinaire, y compris:			
	1. faire la bordure simple ou double;			
	2. poser les pattes, les bordures ou les appliqués.			
	Sewing in sleeves, (by plain or cylinder machine).			
	Making pockets by plain machine, which includes:			
	1. making single or double beesom;			
	2. sewing on flaps, welts or patches.....	1.70	1.64	1.57
IZ	Opérer la machine automatique (Reece) à faire les poches à bordure.			
	Piquer les rabats ou les appliqués.			
	Piquer les bords des devants (y compris le collet quand il est assemblé au veston).			
	Coudre le collet au corps ou à la doublure, fermant l'encolure.			
	Faire les boutonnières.			
	Faire les oeillets.			
	Former à la matrice à découper.			
	Assembler, y compris:			
	1. joindre ou piquer les coutures des épaules ou des côtés;			
	2. coudre les pinces;			
	3. coudre ou piquer les bas;			
	4. faire les devants sous-patte;			
	5. faire, ou piquer, ou coudre les bandes de ceintures (uniformes).			
	Faire les dos, y compris:			
	1. piquer la couture du centre;			
	2. faire les ouvertures ou les plis du dos;			
	3. coudre ou piquer la doublure des ouvertures.			
	Faire les doublures, y compris:			
	1. assembler les coutures:			
	2. coudre la doublure en parement;			
	3. faire la poche dans la doublure.			
	Poser la fermeture-éclair au parement, à la doublure ou au devant.			
	Assembler les dessus et les dessous de collets à la machine ordinaire.			
	Coudre le parement ou le galon au devant.			
	Coudre le bas des manches (corps à corps).			
	Coudre la doublure de la manche à la doublure du corps.			
	Manoeuvrer la machine à double aiguille.			
	Rogner et fixer les emmanchures.			
	Fermer le manteau (corps à corps).			
	Operating automatic (Reece) welt pocket-making machine.			
	Raising seams on flaps or patches.			
	Stitching edges of fronts (including collar when attached to coat).			
	Sewing collar to body or lining, closing neck.			
	Making buttonholes.			
	Making eyelets.			
	Shaping by die-cutting equipment.			
	Joining, which includes:			
	1. joining or raising shoulder or side seams;			
	2. sewing vees;			
	3. sewing or stitching bottoms;			
	4. making fly-fronts;			
	5. sewing out (making), or stitching, or sewing on waistbands (uniforms).			
	Making backs, which includes:			

		Taux à l'heure / Hourly wage rates — Zones I	II	III
	1. raising center seam;			
	2. making vents or pleats on back;			
	3. sewing or stitching vent lining.			
	Making linings, which includes:			
	1. sewing lining seams;			
	2. sewing lining to facing;			
	3. making pocket in lining.			
	Sewing zipper to facing, lining or front.			
	Joining top collar to under collar by plain machine.			
	Sewing facing or tape to front.			
	Sewing bottom of sleeve (shell to shell).			
	Sewing sleeve lining to body lining.			
	Operating double-needle machine.			
	Trimming and tacking armholes.			
	Closing coat (shell to shell)	$1.50	$1.445	$1.37
JZ	Faire les points d'arrêt aux poches à la machine ordinaire, y compris: mettre la poche en place, fermer l'ouverture de la poche ou fixer les coins, que la poche soit faite à la machine ordinaire ou à la machine spéciale.			
	Faire les petits morceaux, y compris faire au gabarit les ceintures, les épaulettes, les rabats, les appliqués, les pattes, les manchettes, les ganses ou les capuchons.			
	Faire les collets au gabarit.			
	Piquer le bord des petits morceaux, y compris les collets, les ceintures, les épaulettes, les rabats, les appliqués, les pattes, les manchettes, les ganses ou les capuchons.			
	Coudre la soutache.			
	Coudre la fourrure (vraie ou fausse) au collet ou aux revers.			
	Coudre les garnitures de cuir.			
	Faire les réparations générales.			
	Faire les manches, y compris:			
	1. coudre, ou assembler, ou piquer, les coutures des manches;			
	2. faire les ouvertures des manches;			
	3. coudre la toile au bas de la manche;			
	4. coudre, ou piquer, la doublure des manchettes avant d'assembler la doublure et le tissu (uniformes);			
	5. coudre le bas de la manche (tissu) à la doublure de la manche;			
	6. poser les manchettes aux manches;			
	7. coudre, assembler ou fixer la doublure de la manche.			
	Poser, ou fixer, les ganses, les bandes, les pattes, les insignes ou les épaulettes, à la machine ordinaire.			
	Coudre la toile (au devant).			
	Coudre le renfort ou le galon (gorge, épaule, arrière du cou ou pointe de l'épaule).			
	Coudre ou piquer les empiècements aux devants, dos ou doublures.			
	Coudre l'empiècement du collet aux parements.			
	Faire le dessous de collet, y compris:			
	1. assembler la toile du dessous du collet;			
	2. assembler le tissu du dessous du collet;			
	3. piquer la toile sur le dessous du collet;			
	4. piquer le pied du dessous du collet;			
	5. découper la toile du dessous du collet à la machine au couteau.			
	Tacking pockets by plain machine, which includes: positioning pocket, closing mouth of pocket or tacking corners, whether pocket is made by plain or special machine.			
	Making small parts, which includes sewing out by template belts, epaulets, flaps, patches, tabs, welts, cuffs, straps or hoods.			
	Sewing collars by template.			
	Stitching edges of small parts, including collars, belts, epaulets, flaps, patches, tabs, welts, cuffs, straps or hoods.			
	Sewing braid.			
	Sewing fur (real or imitation) to collar or lapel.			
	Sewing leather trimmings.			
	Making general repairs.			
	Making sleeves, which includes:			
	1. sewing, or joining, or raising, seams of sleeves;			
	2. making sleeve vents;			
	3. sewing canvas to sleeve bottoms;			
	4. sewing out, or stitching, cuff linings prior to sewing lining to cloth (uniforms);			
	5. sewing bottom of cloth sleeve to sleeve lining;			
	6. setting cuffs to sleeves;			

		Taux à l'heure Hourly wage rates Zones I	II	III
	7. making sleeve lining (sewing, or joining, or tacking sleeve lining).			
	Sewing on, or tacking, loops, straps, tabs, insignia or epaulets by plain machine.			
	Sewing canvas (to front).			
	Sewing stay or tape (gorge, shoulder, back of neck or shoulder tip of armhole).			
	Sewing or stitching yokes on fronts, backs or lining.			
	Sewing neckpiece to facings.			
	Making under collar, which includes:			
	1. joining under collar canvas seams;			
	2. joining under collar cloth seams;			
	3. stitching canvas to under collar;			
	4. sewing stand on under collar;			
	5. trimming under collar canvas by ,nife machine	$1.34	$1.305	$1.25
KZ	Faire les ganses.			
	Poser les labels.			
	Fixer les ganses à l'encolure du dos.			
	Faire les garnitures, y compris coudre le parement ou la fermeture-éclair à la doublure de la poche.			
	Coudre le liséré.			
	Coudre les boutons.			
	Coudre les coussinets.			
	Poser les sous-bras.			
	Fermer la poche (faire le contour du sac quand cette opération est faite séparément après que la poche a été fixée).			
	Faire la poche de gousset.			
	Toutes les opérations à la machine spéciale, y compris les points d'arrêt, le surjetage, le faufilage, le rabattage et les points cachés.			
	Tourner et faire la pliure des morceaux de vêtements à la machine spéciale (matrice).			
	Making loops.			
	Sewing labels.			
	Tacking hangers.			
	Making trimmings, which includes sewing facing or supper to pocket lining.			
	Sewing piping.			
	Sewing buttons.			
	Sewing pads.			
	Sewing on armhole sh'elds.			
	Closing pocket (sewing around bag when performed as a separate operation after pocket has been tacked).			
	Making ticket pocket.			
	All special machine operations, including bar tacking, serging, basting, felling and blind-stitching.			
	Turning and creasing garment parts by special die machine	1.23	1.21	1,551
LZ	Coudre ou brocher les étiquettes.			
	Faire ou imprimer les étiquettes.			
	Manoeuvrer la machine Soabar.			
	Marquer au fil.			
	Riveter les boutons-pression.			
	Sewing or stapling tickets.			
	Making or printing tickets.			
	Operating Soabar machine.			
	Thread marking.			
	Riveting snaps	1.125	1.10	1.05
	Opérations à la main — Hand operations			
IZ	Former.			
	Shaping	1.50	1.445	1.37
JZ	Faire les réparations générales.			
	Making general repairs	1.34	1.305	1.25
KZ	Assortir les morceaux taillés en préparation de la couture.			
	Toutes les opérations de faufilage.			
	Finir (y compris toutes les opérations à la main de rabattage ou de points d'arrêt non-autrement classifiées).			
	Poser les boutons.			
	Travail général, comprenant toutes les opérations mineures à la main non-autrement classifiées, incluant: enfiler le cordon dans le capuchon.			
	Vérifier.			
	Marquer les boutonnières.			
	Marquer les boutons.			

		Taux à l'heure Hourly wage rates Zones I	II	III
	Marquer à la craie, y compris les bas de manches, les revers, les collets, les manchettes, les rabats, les appliqués, les poches ou les bordures. Couper l'ouverture des poches. Rogner (ou retourner) les vestons, les ceintures, les manchettes, les collets, les épaulettes, les rabats, les capuchons, les ganses, les pattes, les manches, les bordures ou les élastiques. Separating (assembling cut parts preparatory to sewing). All basting operations. Finishing (comprising all hand felling or tacking operations not otherwise classified). Sewing buttons. General hand, comprising all minor hand operations not otherwise classified which includes: threading cord in hoods. Examining. Marking buttonholes. Marking buttons. Chalking which includes the marking of bottom of sleeves, lapels, collars, cuffs, flaps, patches, pockets or welts. Cutting open pockets. Trimming (or turning) coats, belts, cuffs, collars, epaulets, flaps, hoods, loops, tabs, sleeves, welts or elastics	$1.23	$1.21	$1.155
LZ	Apparier. Marquer au fil ou couper le fil. Nettoyer. Numéroter (le tissu ou la doublure au crayon). Défaufiler. Pairing. Thread marking or cutting. Cleaning. Numbering (cloth or lining with pencil). Pulling bastings	1.125	1.10	1.05
	Échelle de promotion des apprentis — Promotion Scale for Apprentices			
	3 mois — 3 months:			
	1er — 1st	0.95	0.90	0.90
	2e — 2nd	1.05	1.00	1.00
	3e — 3rd	1.125	1.10	1.05
	4e — 4th	1.23	1.21	1.155
	5e — 5th	1.34	1.305	1.25
	6e — 6th	1.445	1.40	1.35
	7e — 7th	1.55	1.50	1.435
	8e — 8th	1.66	1.595	1.52
	9e — 9th	1.75	1.68	1.62
	10e — 10th	1.85	1.77	1.70
	11e — 11th	1.95	1.86	1.80
	Après — Thereafter	2.05	1.95	1.89

Tableau III: *Pantalons non assortis* — Schedule II: *Odd pants*
définis à l'article 1, paragraphe 1.7 (champ d'application industriel)
defined in section 1, subsection 1.7 (industrial jurisdiction)

	Classe — Class:			
AX	Marquer (tracer les patrons sur papier ou tissu), y compris toutes les opérations de coupe de tissu ou de garnitures ou d'empilage, énumérées ci-dessous aux classes DX, EX et FX. Marking (making lays on paper or cloth), which includes: all cutting, trimming or piling operations hereinafter listed in Classes DX, EX and FX	1.925	1.82	1.77
BX	Faire les poches (devant, arrière ou gousset) sur les pantalons d'hommes, à la machine ordinaire, y compris: 1. faire les bordures; 2. faire ou poser les pattes ou les bandes; 3. poser les appliqués ou les gansettes; 4. faire le second piquage des poches-arrière; 5. finir les poches de côté; 6. faire les points d'arrêt aux poches à la machine ordinaire, y compris mettre la poche en place, fermer l'ouverture de la poche ou fixer les coins, que la poche soit faite à la machine ordinaire ou à la machine spéciale. Assembler les pantalons d'hommes (l'intérieur, l'extérieur ou le dos), y compris les coutures repiquées, piquées ou le biais. Presser les jambes ou les hauts de pantalons, comprenant le pressage requis dans le procédé du pressage permanent ou durable.			

		Taux à l'heure Hourly wage rates Zones I	II	III
	Making pockets on men's pants by plain machine (back, front or watch), including: 1. making beesoms; 2. making or sewing on flaps or welts; 3. sewing on patches or tabs; 4. sewing second stitch on back pockets; 5. finishing side pockets; 6. tacking pockets by plain machine, which includes positioning pocket, closing mouth of pocket or tacking corners, whether pocket is made by plain or special machine. Seaming on men's pants (inside, outside or back), which includes sewing lap seams, raised seams or braid. Pressing legs or tops, which includes pressing required in the permanent or durable press process	$1.715	$1.605	$ 1.56
CX	Faufiler les ceintures. Piquer les doublures sur les pantalons d'hommes, y compris: 1. piquer les hauts (ceintures) du dessous ou du dessus; 2. piquer les braguettes du dessous ou du dessus. Basting waistbands. Stitching linings on men's pants, which includes: 1. stitching tops (waistbands) from outside or inside; 2. stitching down flys from outside or inside	1.64	1.53	1.47
DX	Couper les garnitures (marquer ou couper les garnitures). Couper au couteau (tissu). Ces deux opérations comprennent la coupe aux ciseaux et l'empilage. Trimming (marking or cutting trimmings). Knife cutting (cloth). These two operations include chopping by shears and piling	1.55	1.435	1.41
EX	Couper aux ciseaux, y compris l'empilage. L'employé qui fait cette opération ne marque pas. Coudre les doublures aux pantalons d'hommes (la doublure à la ceinture, à la machine ordinaire ou spéciale). Coudre les ceintures de tissu ou d'élastique aux pantalons d'hommes (assembler la ceinture au pantalon). Piquer les bords des morceaux, y compris les appliqués, les pattes, les ceintures ou les gansettes. Chopping by shears, which includes piling. The employee performing this operation does no marking. Sewing linings on men's pants (lining to waistband by plain or special machine). Sewing cloth or elastic waistbands on men's pants (joining waistband to pants). Stitching edges of parts including patches, flaps, belts or tabs	1.52	1.43	1.385
FX	Empiler. Piling	1.445	1.35	1.325
GX	Manoeuvrer la machine automatique (Reece) à faire les poches à bordure. Faire les poches sur les pantalons de garçons, tel que défini à la classe BX. Assembler les pantalons de garçons, tel que défini à la classe BX. Piquer les doublures sur les pantalons de garçons, tel que défini à la classe CX. Coudre les doublures sur les pantalons de garçons, tel que défini à la classe EX. Coudre les ceintures de tissu ou d'élastique aux pantalons de garçons, tel que défini à la classe EX. Operating automatic (Reece) welt pocket-making machine. Making pockets on boys' pants, as defined in Class BX. Seaming on boys' pants, as defined in Class BX. Stitching linings on boys' pants, as defined in Class CX. Sewing linings on boys' pants, as defined in Class EX. Sewing cloth or elastic waistbands on boys' pants, as defined in Class EX	1.365	1.29	1.25
HX	Sous-presser. Ajuster ou assortir. Faire les boutonnières. Faire les garnitures. Coudre le parement à la doublure de la poche. Poser la fermeture-éclair. Poser les pièces de la fourche. Préparer les poches-gousset.			

		Taux à l'heure / Hourly wage rates — Zones I	II	III
	Faire les gansettes ou les ceintures.			
	Faire ou piquer le rabat, hors de la doublure.			
	Faire les braguettes.			
	Poser les braguettes.			
	Coudre les doublures de braguettes.			
	Piquer les bords de braguettes, fausses braguettes ou pièces de côté.			
	Coudre les pinces.			
	Faire les coins de ceintures.			
	Coudre les courroies ou les gansettes de côté.			
	Coudre la toile ou le matériel non-tissé à la ceinture de tissu.			
	Coudre ou faufiler ou fixer les plis (y compris les appliqués).			
	Faufiler ou rabattre la doublure de la ceinture.			
	Under pressing.			
	Fitting or separating.			
	Making buttonholes.			
	Making trimmings.			
	Sewing facing to pocket lining.			
	Sewing on zipper.			
	Sewing on crotch pieces.			
	Preparing watch pockets.			
	Making tabs or belts.			
	Making or stitching flap out of lining.			
	Making flys.			
	Sewing on flys.			
	Sewing fly linings.			
	Stitching edges of flys, black flys or side pieces.			
	Sewing vees.			
	Making corners of waistbands.			
	Sewing on side straps or side tabs.			
	Sewing canvas or non-woven material to cloth waistband.			
	Sewing or basting or tacking pleats (including patches).			
	Basting or felling waistband lining.....	$1.23	$1.165	$1.135
IX	Poser les boutons.			
	Poser les étiquettes.			
	Poser les talonnettes.			
	Coudre, poser ou fixer les retroussis.			
	Examiner et faire les réparations mineures.			
	Finir, y compris la fourche et tout rabattage à la main ou à la machine non-autrement classifié.			
	Faire les ganses, y compris les couper et les poser.			
	Poser les agrafes et les oeillets.			
	Fixer les bouches et les boutonnières.			
	Fermer la poche (faire le contour du sac quand cette opération est faite séparément après que la poche a été fixée).			
	Piquer autour des poches.			
	Faufiler les poches.			
	Border les poches.			
	Coudre le liséré.			
	Couper l'ouverture des poches.			
	Surjeter.			
	Faire les points d'arrêt.			
	Enfiler ou couper la fermeture-éclair.			
	Marquer (les poches ou les retroussis).			
	Mesurer les jambes ou la ceinture.			
	Marquer l'emplacement des oeillets.			
	Denteler les coutures ou les bas.			
	Rogner les bas.			
	Vaporiser pour le pli permanent.			
	Faire les coutures à bord piqué.			
	Travail général, comprenant toutes les opérations mineures à la main non-autrement classifiées, incluant: retourner les coins de ceintures, faire les crans, rogner les ceintures, couper l'élastique pour les bas de pantalons, brocher les pattes ou les ganses.			
	Sewing buttons.			
	Sewing labels.			
	Sewing heel protectors.			
	Sewing, making or tacking cuffs.			
	Examining and making minor repairs.			
	Finishing, which includes finishing crotch and felling by hand or machine not otherwise classified.			
	Making loops, which includes cutting or tacking.			
	Setting hooks and eyes.			

		Taux à l'heure Hourly wage rates Zones I	II	III
	Tacking buckles or buttonholes. Closing pocket (sewing around bag when performed as a separate operation after pocket has been tacked). Stitching around pockets. Basting pockets. Binding pockets. Sewing piping. Cutting open pockets. Serging. Bar tacking. Threading or cutting zipper. Marking (pockets or cuffs). Measuring leg or waistband. Stamping eyelet holes. Pinking seams or bottoms. Trimming bottoms. Spraying permanent crease. Bookseaming. General hand, comprising all minor hand operations not otherwise classified, which includes: turning corners of waistbands, notching, trimming belts, cutting elastic for pants bottoms, stapling tabs or straps	$1.155	$1.09	$1.075
JX	Retourner les poches. Coudre ou brochet les étiquettes. Faire ou imprimer les étiquettes. Apparier. Teindre les boutonnières. Manoeuvrer la machine Soabar. Brosser. Nettoyer. Turning pockets. Sewing or stapling tickets. Making or printing tickets. Pairing. Blackening buttonholes. Operating Soabar machine. Brushing. Cleaning	1.05	1.00	1.00

Échelle de promotion des apprentis — Promotion scale for apprentices

3 mois — 3 months:			
1er — 1st	0.95	0.90	0.90
2e — 2nd	1.05	1.00	1.00
3e — 3rd	1.155	1.09	1.075
4e — 4th	1.265	1.19	1.155
5e — 5th	1.365	1.29	1.25
6e — 6th	1.445	1.35	1.325
7e — 7th	1.55	1.435	1.41
8e — 8th	1.64	1.53	1.47
9e — 9th	1.745	1.615	1.575
10e — 10th	1.82	1.71	1.67
Après — Thereafter	1.925	1.82	1.77»

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT,
18286-o JACQUES PRÉMONT. 18286 *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 162

Québec, le 25 janvier 1967.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de coiffeur pour hommes et coiffeur pour dames dans le district électoral de Roberval.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collec-

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 162

Québec, January 25, 1967.
Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING amendments to the decree respecting the Men's and Ladies' Hairdressing Trades in the electoral district of Roberval.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agree-

tive de travail relative aux métiers de coiffeur pour hommes et coiffeur pour dames dans le district électoral de Roberval, rendue obligatoire par le décret numéro 1283 du 15 novembre 1951 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 29 octobre 1966;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

ATTENDU QU'il y a lieu de procéder à une refonte complète dudit décret, en tenant compte des dispositions du « Statut du Coiffeur », approuvées par l'arrêté en conseil numéro 1886(A), du 2 novembre 1960, modifiées par l'arrêté en conseil numéro 489 du 22 mars 1966;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1283, soit modifié comme suit:

Les articles I à IX inclusivement sont radiés et remplacés par les nouvelles dispositions suivantes:

« PREMIÈRE PARTIE

Dispositions générales

Le « Statut du Coiffeur » applicable à tous les décrets pris en exécution de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), qui régissent les coiffeurs pour hommes, coiffeurs pour dames et manucures, dans la province, approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1886(A) du 2 novembre 1960, sous le titre de « Règles Communes », refondu avec modifications par l'arrêté en conseil numéro 489 du 22 mars 1966, est incorporé dans le présent décret comme Première partie, tout comme s'il y était reproduit en entier. (Articles 1 à 69 inclusivement).

DEUXIÈME PARTIE

Dispositions applicables à toutes les professions visées
Champ d'application territorial

101. Le champ d'application territorial du décret comprend le district électoral de Roberval.

102. *Jours fériés:* Il n'y a pas de travail les dimanches, le premier jour de l'An, le 2 janvier, l'Épiphanie, le lundi de Pâques, le jour de la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération, la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, le jour de Noël et le 26 décembre.

103. *Congé de repas:* Chaque jour de travail, les salariés ont droit à une (1) heure pour le repas du midi à une (1) heure pour le repas du soir, lorsqu'ils doivent travailler après 7 h. du soir.

104. Le temps que prend le coiffeur pour hommes ou le coiffeur pour dames pour servir les clients qui sont dans un salon de coiffure avant l'expiration de la durée du travail n'est pas considéré comme violation du décret.

105. En dehors des heures de travail, on doit faire en sorte qu'il soit possible de voir à l'intérieur des salons de coiffure. Aucun rideau ou pancarte ne doit être placé de manière à empêcher de voir à l'intérieur du salon.

ment respecting the Men's and Ladies' Hairdressing Trades in the electoralldistrict of Roberval, made binding by decree number 1283 of November 15, 1951 and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS the petition was published in the *Québec Official Gazette* of October 29, 1966;

WHEREAS no objection has been brought forth against the approval of the amendments proposed;

WHEREAS it is expedient to completely revise the said decree, while taking into account the provisions of the "Hairdresser's Code", approved by Order in Council number 1886 (A), dated November 2, 1960, amended by Order in Council number 489, dated March 22, 1966;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said decree number 1283 be amended as follows:

Sections I through IX are deleted and replaced by the following new provisions:

"PART ONE

General Provisions

"The Hairdresser's Code" applicable to all decrees under the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143) and governing men's hairdressers, ladies' hairdressers and manicurists in the Province, approved by Order in Council number 1886 (A) of November 2, 1960, under the title of "Standard Rules", revised with amendments by Order in Council number 489, dated March 22, 1966, is incorporated into this decree as Part one, as if it were quoted in its entirety, (Sections 1 through 69).

PART TWO

Provisions applicable to all the occupations concerned
Territorial jurisdiction

101. The territorial jurisdiction of the present decree encompasses the electoral district of Roberval.

102. *General Holidays:* No work shall be performed on: Sundays, New Year's Day, January 2nd, Epiphany Day, Easter Monday, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day and December 26.

103. *Time off for meals:* Every working day, employees shall be allowed one (1) hour off for dinner, and one (1) hour off for supper whenever they must work after 7:00 p.m.

104. Extra time taken by a men's or a ladies' hairdresser to wait on customers who are in the hairdressing salon before the end of the working day is not considered as a violation of the decree.

105. As it must be possible to see inside hairdressing salons outside working hours, no curtain or show-card shall be placed so as to obstruct the view from the outside in.

106. *Congé payé annuel:* Tout employeur assujetti au présent décret doit donner, chaque année, un congé payé annuel à ses salariés, de la façon suivante:

a) Tout salarié a droit à une demi-journée (½) de congé par mois de service continu pour son employeur. L'indemnité de congé est de 2% du salaire gagné.

b) Tout salarié qui a au moins une (1) année de service continu pour le même employeur a droit à une (1) semaine de congé payée avec indemnité au taux de 2% du salaire gagné.

107. *Convention interdite:* La location ou sous-location de chaise, appareil ou matériel quelconque, ou d'espace dans un salon en vue de l'exercice d'une profession ou d'un métier visé par le décret est interdite.

TROISIÈME PARTIE

Dispositions particulières relatives aux coiffeurs pour hommes
Salaires minima

108. Le salaire minimum payable aux salariés est le suivant:

a) *Employé permanent: Coiffeur pour hommes, classe « A »*: $54.00 par semaine, plus 50% des recettes de son travail qui excèdent $70.00 au cours de la semaine.

Coiffeur pour hommes, classe « B »: $50.00 par semaine, plus 50% des recettes de son travail qui excèdent $66.00 au cours de la semaine.

b) *Employé surnuméraire ou remplaçant:* 70% des recettes brutes enregistrées.

c) *Apprenti: Première année:* $16.00 par semaine, plus 50% des recettes dépassant $26.00 par semaine.

Deuxième année: $24.00 par semaine, plus 50% des recettes dépassant $34.00 par semaine.

Troisième année: $32.00 par semaine, plus 50% des recettes dépassant $42.00 par semaine.

109. *Durée du travail:* Dans les salons de coiffeurs pour hommes, les heures normales de travail sont réparties de la façon suivante:

Le lundi: chômé;

Les mardi, mercredi, jeudi et samedi: de 8 h. du matin à 5 h. 30 de l'après-midi;

Le vendredi ainsi que les trois (3) jours précédant la veille de Noël et du premier jour de l'An: de 8 h. du matin à 9 h. du soir;

La veille des fêtes chômées: de 8 h. du matin à 8 h. du soir;

La veille de Pâques: le travail cessera à 5 h. 30 de l'après-midi.

Toutefois, les heures de travail sont de 8 h. du matin à 5 h. 30 du soir, le lundi, lorsque le mardi est un jour de fête mentionné à l'article 102, ainsi que la semaine de Noël et du premier jour de l'An, lorsque ces deux fêtes tombent un jour ouvrable.

110. *Prix minima des services:* Les employeurs, les employeurs professionnels, les artisans et les salariés doivent exiger du public les prix minima suivants pour les services ci-dessous énumérés:

Coupe de cheveux ordinaires pour adultes	$1.25
Coupe de cheveux ordinaire pour enfants de moins de 14 ans	0.80
Coupe de cheveux en brosse pour adultes	1.50
Coupe de cheveux en brosse pour enfants de moins de 14 ans	1.00
Barbe	0.90
Coupe de cheveux au rasoir, y compris shampooing et ondulation	3.25
Flambage des cheveux	0.35
Shampooing ordinaire	1.00

106. *Annual vacation with pay:* Every employer governed by the present decree shall yearly grant his employees annual vacations as follows:

(*a*) Every employee is entitled to one half-day's (½) vacation for each month's continuous service with his employer. Vacation pay is equal to 2% of wages earned.

(*b*) Every employee who has at least one (1) year's continuous service with an employer, is entitled to one (1) week's vacation with pay. Vacation pay equals 2% of wages earned.

107. *Forbidden agreement:* It is forbidden to let or sublet any chair, apparatus, equipment or space in a hairdressing salon for the plying of any occupation or trade covered by this decree.

PART THREE

Special Provisions Governing
Men's Hairdressers
Minimum wages

108. Minimum wages paid to employees are as follows:

(*a*) *Regular employee: Men's hairdresser, class "A"*: $54.00 a week, plus 50% of the receipts of his work exceeding $70.00 during the week.

Men's hairdresser, class "B": $50.00 a week, plus 50% of the receipts of his work exceeding $66.00 during the week.

(*b*) *Temporary or substitute employee:* 70% of gross receipts recorded.

(*c*) *Apprentice: First year:* $16.00 a week, plus 50% of weekly receipts exceeding $26.00.

Second year: $24.00 a week, plus 50% of weekly receipts exceeding $34.00.

Third year: $32.00 a week, plus 50% of weekly receipts exceeding $42.00.

109. *Hours of work:* In men's hairdressing salons, standard working hours are scheduled as follows:

Monday: non-working day;

Tuesday, Wednesday, Thursday and Satruday: 8:00 a.m. to 5:30 p.m.;

Friday and the three (3) days preceding Christmas and New Year's Eves: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.;

Eve of non-working days: 8:00 a.m. to 8:00 p.m.;

Holy Saturday: work ends at 5:30 p.m.

However, hours of work on Monday are from 8:00 a.m. to 5:30 p.m., when Tuesday is a general holiday mentioned in section 102 as well as when Christmas and New Year's days fall on a working day.

110. *Minimum prices of services:* Employers, professional employers, artisans and employees shall charge the following minimum prices for the services listed below:

Ordinary haircut, adults	$1.25
Ordinary haircut, children under 14	0.80
Brushcut, adults	1.50
Brushcut, children under 14	1.00
Shave	0.90
Razor cut, including shampoo and setting	3.25
Hair singeing	0.35
Shampoo (regular)	1.00

Massage ordinaire	$1.00
Lotion ou tonique	0.35
Aiguisage de rasoir	0.75

111. *Nombre des apprentis:* Dans aucun salon il n'est permis d'avoir plus d'un (1) apprenti.

QUATRIÈME PARTIE

Dispositions particulières relatives aux coiffeurs pour dames
Salaires minima

112. Les taux de salaires minima sont les suivants:

a) Employé permanent: Coiffeur pour dames, classe « A »: $45.00 par semaine, plus 10% des recettes de son travail excédant $50.00 au cours de la semaine et 15% des recettes de son travail excédant $100.00 au cours de la semaine.

Coiffeur pour dames, classe « B »: $40.00 par semaine, plus 10% des recettes de son travail excédant $40.00 au cours de la semaine et 15% des recettes de son travail excédant $100.00 au cours de la semaine.

b) Employé surnuméraire ou remplaçant: $10.00 par jour, plus 15% des recettes brutes dépassant $15.00 par jour.

c) Apprenti:	*Par semaine*
Après six mois	$22.00
Après douze mois	28.00
Après vingt-quatre mois	36.00

113. *Durée du travail:* Dans les salons de coiffeurs pour dames, les heures normales de travail sont réparties de la façon suivante:

Le lundi: de 1 h. de l'après-midi à 6 h. du soir;

Les mardi, mercredi et jeudi: de 8 h. du matin à 6 h. du soir;

Le vendredi: de 8 h. du matin à 9 h. du soir;

Le samedi: de 7 h. du matin à midi;

La veille de Noël, du premier jour de l'An et de Pâques: de 8 h. du matin à 6 h. du soir;

durant les trois (3) jours ouvrables précédant immédiatement la veille de Noël et du premier jour de l'An: de 8 h. du matin à 9 h. du soir.

Cependant, le samedi, trois (3) heures sont allouées pour terminer le travail rendu nécessaire par la présence des clientes entrées avant midi.

Toutefois, les heures de travail sont de 8 h. du matin à 6 h. du soir, le lundi, lorsque le mardi est un jour de fête mentionné à l'article 102, ainsi que la semaine de Noël et du premier jour de l'An, lorsque ces deux fêtes tombent un jour ouvrable.

114. *Prix minima des services:* Les employeurs, les employeurs professionnels, les artisans et les salariés doivent exiger du public les prix minima suivants pour les services ci-dessous énumérés:

Coupe de cheveux pour adultes	$1.25
Coupe de cheveux pour enfants de moins de 14 ans	1.00
Permanente à froid y compris coupe de cheveux, shampooing et mise en plis	7.00
Permanente à froid y compris coupe de cheveux, shampooing et mise en plis pour enfants de moins de 14 ans	5.00
Permanente à l'électricité et sachets chimiques y compris coupe de cheveux, shampooing et mise en plis	5.00
pour enfants de moins de 14 ans	4.00
Teinture de cheveux avec mise en plis	7.00
Décoloration	5.00
Rinçage	0.25
Shampooing, teinture avec mise en plis	5.00

Massage (regular)	$1.00
Lotion or tonic	0.35
Razor honing	0.75

111. *Ratio of apprentices:* There shall be no more than one (1) apprentice in any one salon.

PART FOUR

Special Provisions Governing Ladies' Hairdressers
Minimum wages

112. Minimum wage rates are as follows:

(a) Regular employee: Ladies' hairdresser, Class "A": $45.00 a week, plus 10% of his (her) work's weekly receipts exceeding $50.00 and 15% of his (her) work's weekly receipts exceeding $100.00

Ladies' hairdresser, Class "B": $40.00 a week, plus 10% of his (her) work's weekly receipts exceeding $40.00 and 15% of his (her) work's weekly receipts exceeding $100.00.

(b) Temporary or substitute employee: $10.00 a day, plus 15% of gross receipts exceeding $15.00 daily.

(c) Apprentice:	*Per week*
After six months	$22.00
After twelve months	28.00
After twenty-four months	36.00

113. *Hours of work:* In ladies' hairdressing salons, standard working hours are scheduled as follows:

Monday: 1:00 p.m. to 6:00 p.m.;

Tuesday, Wednesday and Thursday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.;

Friday: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.;

Saturday: 7:00 a.m. to noon;

Eves of Christmas, New Year's and Easter: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.;

during the three (3) working days preceding the eves of Christmas and New Year's: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.

However three (3) hours are allowed on Saturday to finish work on customers who were in the salon beforenoon.

However, hours of work on Monday are from 8:00 a.m. to 6:00 p.m., when Tuesday is a general holiday mentioned in section 102 as well as when Christmas and New Year's days fall on a working day.

114. *Minimum prices of services:* Employers, professional employers, artisans and employees shall charge the following minimum prices for the services listed below:

Haircut, adults	$1.25
Haircut, children under 14	1.00
Cold wave (including haircut, shampoo and setting)	7.00
Cold wave (including haircut, shampoo and setting for children under 14)	5.00
Electric and chemical pad permanent wave (including haircut, shampoo and setting)	5.00
for children under 14	4.00
Dyeing of hair (including setting)	7.00
Colour-stripping	5.00
Rinse	0.25
Shampoo, dyeing and setting	5.00

Ondulation à l'eau	$1.50
Shampooing	1.00
Traitement du cuir chevelu	1.50
Peignage à sec	1.00
Mèche soleil (chacune)	1.00
Mèche individuelle jusqu'à 12	0.25
Manucure	1.25
Épilation des sourcils	1.25

115. *Nombre des apprentis:* Dans tout salon de coiffure pour dames, il est permis d'avoir deux (2) apprentis. De plus, il est permis d'avoir trois (3) apprentis, s'il y a deux (2) coiffeurs de classe « A » ou plus.

116. *Durée du décret:* Le décret demeure en vigueur jusqu'au 24 novembre 1967. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une ou l'autre des parties contractantes ne donne avis à l'autre partie de son intention de l'abroger, dans un délai d'au plus soixante (60) et d'au moins trente (30) jours avant le 24 novembre 1967 ou de toute année subséquente.

Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail. »

Le Greffier du Conseil Exécutif,
18286-o JACQUES PRÉMONT.

Water wave	$1.50
Shampoo	1.00
Scalp treatment	1.50
Dry-combing	1.00
"Tips and streaks" (each lock)	1.00
Single lock (up to 12)	0.25
Manicure	1.25
Eyebrow depilation	1.25

115. *Ratio of apprentices:* Any ladies' hairdressing salon may have two (2) apprentices. Three (3) apprentices are allowed, provided there are two (2) or more class "A" hairdressers.

116. *Term of the decree:* This decree remains in force until November 24, 1967. It automatically renews itself from year to year thereafter, unless one of the contracting parties gives the other a notice of abrogation, no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days before November 24th of 1967 or of any subsequent year.

Such notice shall also be filed with the Minister of Labour."

JACQUES PRÉMONT,
18286-o *Clerk of the Executive Council.*

Avis divers

Alfred Garbish

Avis est par les présentes donné que Alfred Garbuss, journalier, des cité et district de Montréal, présentera, suivant les délais légaux, une requête au lieutenant-gouverneur en conseil, demandant le changement de son nom de famille ou nom patronymique en celui de Garbish pour qu'à l'avenir son nom soit Alfred Garbish au lieu de Alfred Garbuss.

Ce changement de nom est susceptible d'affecter les personnes suivantes: Dame Vera May Fuller, épouse de Alfred Garbish, Gillian Vera Garbish, fille de Alfred Garbish, Peter Garbish, fils de Alfred Garbish, Joseph-Stephen Garbish, fils de Alfred Garbish.

Montréal, le 18 janvier 1967.

Les Procureurs du requérant,
18186-4-2-o BOURDON ET BOURDON, avocats.

Alexander Nicholas Olejarchyk

Avis est donné que « Alexander Nicholas Olejarchyk » 849 rue Wake, Arvida, district de Chicoutimi, s'adresse au Lieutenant-Gouverneur en Conseil pour obtenir un ordre lui permettant de changer son nom en celui de « Alexandre Nicholas Olyarchuk »; ledit changement de nom devra également servir à son épouse « Pauline-Gertrude (Seely) Olejarchyk », à ses fils « John-Gordon » et « Peter-Robert », tous de la même adresse.

Chicoutimi, le 30 janvier 1967.

Les Procureurs du requérant,
18317-5-2-o (Signé) ROY & TREMBLAY.

Loi de pharmacie

Règlement concernant la tenue d'une pharmacie.

Le Conseil des Gouverneurs, en vertu des pouvoirs à lui conférés par le chapitre 255 des Statuts refondus de Québec, 1964 et amendements, déclare que:

Toute personne inscrite en vertu de la Loi de Pharmacie de Québec, lorsqu'elle tient pharmacie, doit la tenir dans un local où un licencié en

Miscellaneaous Notices

Alfred Garbish

Notice is hereby given that Alfred Garbuss, laborer, of the city and district of Montreal, will, within the legal delays, present a Petition to the Lieutenant-Governor in Council for a change of his family name of Garbuss to that of Garbish so that, in the future, his name will be Alfred Garbish instead of Alfred Garbuss.

This change of name is liable to affect the following persons: Dame Vera May Fuller, wife of Alfred Garbish, Gillian Vera Garbish, daughter of Alfred Garbish, Peter Garbish, son of Alfred Garbish, Joseph-Stephen Garbish, son of Alfred Garbish.

Montréal, January 18, 1967.

BOURDON and BOURDON, advocates,
18186-4-2-o *Attorneys for the Petitioner.*

Alexander Nicholas Olejarchyk

Notice is hereby given that "Alexander Nicholas Olejarchyk" residing at 849 Wake street, Arvida, district of Chicoutimi, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an Order changing his nake to "Alexander Nicholas Olyarchuk"; said change of nake will also benefit his wife "Pauline-Gertrude (Seely) Olejarchyk", his sons John-Gordon and Peter-Robert, all of the same address.

Chicoutimi, January 30, 1967.

(Signed) ROY & TREMBLAY,
18317-5-2-o *Attorneys for petitioner.*

Pharmacy Act

By-law concerning the keeping of a pharmacy.

The Board of Governors, pursuant to the powers invested in it by chapter 255 off the Revised Statutes of Quebec, 1964, and amendments, declares that:

Any person registered under the Quebec Pharmacy Act, when he keeps a pharmacy, must keep it in a building where a graduate pharmacist

pharmacie et la population peuvent avoir directement accès à toute heure du jour et de la nuit, sous la seule autorité du propriétaire de ladite pharmacie.

Le licencié devra avoir le contrôle absolu de son personnel et le contrôle financier complet de sa pharmacie.

Ce règlement entrera en vigueur trente jours après publication dans la *Gazette officielle de Québec*, d'un avis de son approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil.

« Prenez avis qu'à l'expiration des trente jours suivant cette publication, le présent règlement sera soumis au lieutenant-gouverneur en conseil, pour approbation. »

18320-o

and the population may have direct access at any hour of the day or night, under the sole authority of the proprietor of the said pharmacy.

The licensee must have absolute control of his personnelle and complete financial control of his pharmacy.

This by-law will enter into force thirty days after publication in the *Quebec Official Gazette* of a notice of approval by the Lieutenant-Governor in Council.

"Take notice that upon expiry of the thirty days following this publication, this by-law will be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval."

18320

Loi de pharmacie

Règlement concernant la tenue d'une pharmacie.

Le Conseil des Gouverneurs, en vertu des pouvoirs à lui conférés par le chapitre 255 des Statuts refondus de Québec, 1964, et amendements, déclare que:

Sauf les droits acquis, toute personne inscrite en vertu de la Loi de Pharmacie de Québec, lorsqu'elle tient pharmacie, doit la tenir dans un local complètement distinct et absolument indépendant de tout local où il se pratique un commerce étranger aux produits pharmaceutiques, aux drogues et poisons.

Pour être indépendant et distinct et pour satisfaire au présent règlement, le local où doit être tenue une pharmacie, sera constitué de quatre murs pleins, allant du plancher jusqu'au plafond, avec portes d'accès donnant sur la voie publique ou sur des corridors où il ne s'exerce aucun commerce.

Ce règlement entrera en vigueur trente jours après publication dans la *Gazette officielle de Québec* d'un avis de son approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil.

« Prenez avis qu'à l'expiration des trente jours suivant cette publication, le présent règlement sera soumis au lieutenant-gouverneur en conseil, pour approbation. »

18320-o

Pharmacy Act

By-law concerning the keeping of a Pharmacy.

The Board of Governors, pursuant to the powers invested in it by chapter 255 of the Revised Statutes of Quebec, 1964, and amendments, declares that:

Save the rights acquired, any person registered under the Quebec Pharmacy Act, when he keeps a pharmacy, must keep it in a building completely separate and absolutely independent of any building wherein is carried on a business foreign to pharmaceutical products, drugs and poisons.

To be independent and separate, and to satisfy the requirements of this by-law, this building where a pharmacy is to be kept, will be made up of four complete walls, from the floor to the ceiling, with doors giving access on a public street or on halls where no business is carried on.

This by-law will enter into force thirty days after publication in the *Quebec Official Gazette* of a notice of approval by the Lieutenant-Governor in Council.

"Take notice that upon expiry of the thirty days following this publication, this by-law will be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval."

18320

Ville de Ste-Philomène

Avis est par les présentes donné que la ville de Ste-Philomène, comté de Châteauguay, érigée en municipalité de ville par lettres patentes datées du 8 juin 1964 et enregistrées le 10 juin 1964, a adopté une résolution le 13 décembre 1966 autorisant la présentation d'une requête au lieutenant-gouverneur en conseil pour l'obtention de lettres patentes supplémentaires changeant le nom de « Ste-Philomène » en « Mercier ».

Le Secrétaire-trésorier,
BERNARD ROUSSEL.

Hôtel de Ville,
Ville de Ste-Philomène.
Comté de Châteauguay. 18321-5-2-o

Town of Ste-Philomène

Notice is hereby given that the town of Ste-Philomène, county of Châteauguay, erected into a town municipality by letters patent dated June 8, 1964, and registered on June 10, 1964, has adopted a resolution dated December 13, 1966, authorizing the presentation of a petition to the Lieutenant-Governor in Council for the granting of supplementary letters patent changing the name of "Ste-Philomène" into "Mercier".

BERNARD ROUSSEL,
Secretary-Treasurer.

Town Hall,
Town of Ste-Philomène,
County of Châteauguay. 18321-5-2

Chevaliers de Colomb de Ste-Adèle, conseil 3555

Le « Conseil No 3555 des Chevaliers de Colomb de Ste-Adèle », Ste-Adèle, Qué., donne avis, par les présentes, qu'il possède son siège social à l'adresse susmentionnée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les

Knights of Columbus of Ste-Adèle, Council 3555

The "Council No. 3555 of Knights of Colombus of Ste-Adèle", Ste-Adèle, Qué., hereby gives notice that its head office is located at the above mentioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the

Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, chap. 134), à partir du 16 juin 1966.

Ste-Adèle, 16 juin 1966.

Le Grand Chevalier,
COME QUÉVILLON.
Le Secrétaire-archiviste,
18324-o IRENÉE ALLARD.

Knights of Colombus of the province of Quebec (1-2 Elizabeth II, chap. 134, sec. 2a) as from June 16, 1966.

Ste-Adèle, June 16, 1966.

COME QUÉVILLON,
Grand Knight.
IRENÉE ALLARD,
18324-o *Recorder.*

Commission de Géographie de Québec

Banc Carbonneau

Suivant une décision de la Commission de Géographie de Québec, avis est par le présent donné qu'il a été résolu que le nom de « Banc Carbonneau », désignant un banc de pêche situé dans le golfe Saint-Laurent, dont le centre en coordonnées géographiques est à la latitude 50° 10′ et à la longitude 61° 51′, soit son appellation officielle.

Cette décision a reçu l'approbation du Ministre des Terres et Forêts en conformité du chapitre 100 des Statuts refondus du Québec, 1964.

Québec, le 27 janvier 1967.

Le Secrétaire,
18302-o JEAN POIRIER.

Banc des Américains

Suivant une décision de la Commission de Géographie de Québec, avis est par le présent donné qu'il a été résolu que le nom de « Banc des Américains », désignant un banc de pêche situé dans le golfe Saint-Laurent, entre les latitudes 48° 35′ et 48° 40′ et les longitudes 63° 50′ et 64° 00′, soit son appellation officielle.

Cette décision a reçu l'approbation du Ministre des Terres et Forêts en conformité du chapitre 100 des Statuts refondus du Québec, 1964.

Québec, le 27 janvier 1967.

Le Secrétaire,
18302-o JEAN POIRIER.

Banc Beaugé

Suivant une décision de la Commission de Géographie de Québec, avis est par le présent donné qu'il a été résolu que le nom de « Banc Beaugé », désignant un banc de pêche situé dans le golfe Saint-Laurent, entre les latitudes 49° 35′ et 49° 55′ et les longitudes 59° 55′ et 60° 15′, soit son appellation officielle.

Cette décision a reçu l'approbation du Ministre des Terres et Forêts en conformité du chapitre 100 des Statuts refondus du Québec, 1964.

Québec, le 27 janvier 1967.

Le Secrétaire,
18302-o JEAN POIRIER.

Banc Bradelle

Suivant une décision de la Commission de Géographie de Québec, avis est par le présent donné qu'il a été résolu que le nom de « Banc Bradelle », désignant un banc de pêche situé dans le golfe Saint-Laurent, entre les latitudes 47° 10′ et 47° 35′ et les longitudes 62° 40′ et 63° 25′, soit son appellation officielle.

Quebec Geographical Commission

Banc Carbonneau

Pursuant to a decision of the Quebec Geographical Commission, notice is hereby given that a resolution was adopted to the effect that the name of "Banc Carbonneau", designating a fishing bank situated in the Gulf of the Saint Lawrence, the center of which in geographical co-ordinates is at latitude 50° 10′ and at longitude 61° 51′, be its official name.

This decision received the approval of the Minister of Lands and Forests in conformity with chapter 100 of the Revised Statutes of Quebec, 1964.

Quebec, January 27, 1967.

JEAN POIRIER,
18302 *Secretary.*

Banc des Américains

Pursuant to a decision of the Quebec Geographical Commission, notice is hereby given that a resolution was adopted to the effect that the name of "Banc des Américains", designating a fishing bank situated in the Gulf of the Saint Lawrence, between latitudes 48° 35′ and 48° 40′ and longitudes 63° 50′ and 64° 00′, be its official name.

This decision received the approval of the Minister of Lands and Forests in conformity with chapter 100 of the Revised Statutes of Quebec, 1964.

Quebec, January 27, 1967.

JEAN POIRIER,
18302 *Secretary.*

Banc Beaugé

Pursuant to a decision of the Quebec Geographical Commission, notice is hereby given that a resolution was adopted to the effect that the name of "Banc Beaugé", designated a fishing bank situated in the Gulf of the Saint Lawrence, between latitudes 49° 35′ and 49° 55′ and longitudes 59° 55′ and 60° 15′, be its official name.

This decision received the approval of the Minister of Lands and Forests in conformity with chapter 100 of the Revised Statutes of Quebec, 1964.

Quebec, January 27, 1967.

JEAN POIRIER,
18302 *Secretary.*

Banc Bradelle

Pursuant to a decision of the Quebec Geographical Commission, notice is hereby given that a resolution was adopted to the effect that the name of "Banc Bradelle", designating a fishing bank situated in the Gulf of the Saint Lawrence, between latitudes 47° 10′ and 47° 35′ and longitudes 62° 40′ and 63° 25′, be its official name.

Cette décision a reçu l'approbation du Ministre des Terres et Forêts en conformité du chapitre 100 des Stututs refondus du Québec, 1964.

Québec, le 27 janvier 1967.

Le Secrétaire,
JEAN POIRIER.

18302-o

Banc Moniac

Suivant une décision de la Commission de Géographie de Québec, avis est par le présent donné qu'il a été résolu que le nom de « Banc Moniac », désignant un banc de pêche situé dans le golfe Saint-Laurent, dont le centre en coordonnées géographiques, est à la latitude 50° 16′ et à la longitude 63° 46′, soit son appellation officielle.

Cette décision a reçu l'approbation du Ministre des Terres et Forêts en conformité du chapitre 100 des Statuts refondus du Québec, 1964.

Québec, le 27 janvier 1967.

Le Secrétaire,
JEAN POIRIER.

18302-o

Banc de Mingan

Suivant une décision de la Commission de Géographie de Québec, avis est par le présent donné qu'il a été résolu que le nom de « Banc de Mingan », désignant un banc de pêche situé dans le golfe Saint-Laurent, dont le centre en coordonnées géographiques est à la latitude 50° 10′ et à la longitude 64° 09′, soit son appellation officielle.

Cette décision a reçu l'approbation du Ministre des Terres et Forêts en conformité du chapitre 100 des Statuts refondus du Québec, 1964.

Québec, le 27 janvier 1967.

Le Secrétaire,
JEAN POIRIER.

18302-o

Banc de Mécatina

Suivant une décision de la Commission de Géographie de Québec, avis est par le présent donné qu'il a été résolu que le nom de « Banc de Mécatina », designant un banc de pêche situé dans le golfe Saint-Laurent, entre les latitudes 50° 10′ et 51° 00′ et les longitudes 57° 30′ et 59° 15′, soit son appellation officielle.

Cette décision a reçu l'approbation du Ministre des Terres et Forêts en conformité du chapitre 100 des Statuts refondus du Québec, 1964.

Québec, le 27 janvier 1967.

Le Secrétaire,
JEAN POIRIER.

18302-o

Banc Moisie

Suivant une décision de la Commission de Géographie de Québec, avis est par le présent donné qu'il a été résolu que le nom de « Banc Moisie », désignant un banc de pêche situé dans le golfe Saint-Laurent, dont le centre en coordonnées géographiques est à la latitude 50° 09′ et à la longitude 65° 53′, soit son appellation officielle.

Cette décision a reçu l'approbation du Ministre des Terres et Forêts en conformité du chapitre 100 des Statuts refondus du Québec, 1964.

Québec, le 27 janvier 1967.

Le Secrétaire,
JEAN POIRIER.

18302-o

This decision received the approval of the Minister of Lands and Forests in conformity with chapter 100 of the Revised Statutes of Quebec, 1964.

Quebec, January 27, 1967.

JEAN POIRIER,
Secretary.

18302

Banc Moniac

Pursuant to a decision of the Geographical Commission of Quebec, notice is hereby given that a resolution was passed that the name "Banc Moniac", designating a fishing bank situated in the Gulf of Saint-Lawrence, whose the center geographical bearings is at latitudes 50° 16′ and longitudes 63° 46′, be its official name.

This decision received the approval of the Minister of Lands and Forests pursuant to chapter 100 of the Revised Statutes of Quebec, 1964.

Quebec, January 27, 1967.

JEAN POIRIER,
Secretary.

18302

Banc de Mingan

Pursuant to a decision of the Quebec Geographical Commission, notice is hereby given that a resolution was passed that the name of "Banc de Mingan", designating a fishing bank situated in the Gulf of Saint-Lawrence, whose centre in geographical bearings is at a latitude 50° 10′ and a longitude 64° 09′, be its official name.

This decision received the approbation of the Minister of Lands and Forests in conformity with chapter 100 of the Revised Statutes of Quebec, 1964.

Quebec, January 27, 1967.

JEAN POIRIER,
Secretary.

18302

Banc de Mécatina

Pursuant to a decision of the Quebec Geographical Commission, notice is hereby given that a resolution was passed that the name of "Banc de Mécatina", designating a fishing bank situated in the Gulf of Saint-Lawrence, between latides 50° 10′ and 51° 00′ and longitudes 57° 30′ and 59° 15′, be its official name.

This decision received the approbation of the Minister of Lands and Forests in conformity with chapter 100 of the Revised Statutes of Quebec, 1964.

Quebec, January 27, 1967.

JEAN POIRIER,
Secretary.

18302

Banc Moisie

Pursuant to a decision of the Quebec Geographical Commission, notice is hereby given that a resolution was passed that the name of "Banc Moisie", désignating a fishing bank situated in the Gulf of Saint-Lawrence, whose centre in geographical bearings is on the latitude 50° 09′ and on the longitude 65° 53′, be its official name.

This decision received the approbation of the Minister of Lands and Forests in conformity with chapter 100 of the Revised Statutes of Quebec, 1964.

Quebec, January 27, 1967.

JEAN POIRIER,
Secretary.

18302

Grand-Banc

Suivant une décision de la Commission de Géographie de Québec, avis est par le présent donné qu'il a été résolu que le nom de « Grand-Banc », désignant un banc de pêche situé dans le golfe Saint-Laurent, dont le centre en coordonnées géographiques est à la latitude 50° 05′ et à la longitude 66° 30′, soit son appellation officielle.

Cette décision a reçu l'approbation du Ministre des Terres et Forêts en conformité du chapitre 100 des Statuts refondus du Québec, 1964.

Québec, le 27 janvier 1967.

Le Secrétaire,
JEAN POIRIER.

18302-o

Grand-Banc

Pursuant to a decision of the Quebec Geographical Commission, notice is hereby given that a resolution was passed that the name of "Grand-Banc", designating a fishing bank situated in the Gulf of Saint-Lawrence, whose center in geographical bearings is at latitudes 50° 05′ and longitudes 66° 30′, be its official name.

This decision received the approval of the Minister of Lands and Forests, pursuant to chapter 100 of the Revised Statutes of Quebec, 1964.

Quebec, January 27, 1967.

JEAN POIRIER,
Secretary.

18302

Banc de Pigou

Suivant une décision de la Commission de Géographie de Québec, avis est par le présent donné qu'il a été résolu que le nom de « Banc de Pigou », désignant un banc de pêche situé dans le golfe Saint-Laurent, dont le centre en coordonnées géographiques est à la latitude 50° 08′ et à la longitude 65° 30′, soit son appellation officielle.

Cette décision a reçu l'approbation du Ministre des Terres et Forêts en conformité du chapitre 100 des Statuts refondus du Québec, 1964.

Québec, le 27 janvier 1967.

Le Secrétaire,
JEAN POIRIER.

18302-o

Banc de Pigou

Pursuant to a decision of the Quebec Geographical Commission, notice is hereby given that a resolution was passed that the name of "Banc de Pigou", designating a fishing bank situated in the Gulf of Saint-Lawrence, whose center in geographical bearings is at latitudes 50° 08′ and longitudes 65° 30′, be its official name.

This decision received the approval of the Minister of Lands and Forests, pursuant to chapter 100 of the Revised Statutes of Quebec, 1964.

Quebec, January 27, 1967.

JEAN POIRIER,
Secretary.

18302

Banc de la Romaine

Suivant une décision de la Commission de Géographie de Québec, avis est par le présent donné qu'il a été résolu que le nom de « Banc de la Romaine », désignant un banc de pêche situé dans le golfe Saint-Laurent, dont le centre en coordonnées géographiques est à la latitude 50° 15′ et à la longitude 63° 49′, soit son appellation officielle.

Cette décision a reçu l'approbation du Ministre des Terres et Forêts, en conformité du chapitre 100 des Statuts refondus du Québec, 1964.

Québec, le 27 janvier 1967.

Le Secrétaire,
JEAN POIRIER.

18302-o

Banc de la Romaine

Pursuant to a decision of the Quebec Geographical Commission, notice is hereby given that a resolution was passed that the name of "Banc de la Romaine", designating a fishing bank situated in the Gulf of Saint-Lawrence, whose center in geographical bearings is at latitudes 50° 15 and longitudes 63° 49′, be its official name.

This decision received the approval of the Minister of Lands and Forests, pursuant to chapter 100 of the Revised Statutes of Quebec, 1964.

Quebec, January 27, 1967.

JEAN POIRIER,
Secretary.

18302

Banc Rouge

Suivant une décision de la Commission de Géographie de Québec, avis est par le présent donné qu'il a été résolu que le nom de « Banc Rouge », désignant un banc de pêche situé dans le golfe Saint-Laurent, entre les latitudes 50° 05′ et 50° 10′ et les longitudes 64° 20′ et 64° 40′, soit son appellation officielle.

Cette décision a reçu l'approbation du Ministre des Terres et Forêts, en conformité du chapitre 100 des Statuts refondus du Québec, 1964.

Québec, le 27 janvier 1967.

Le Secrétaire,
JEAN POIRIER.

18302-o

Banc Rouge

Pursuant to a decision of the Quebec Geographical Commission, notice is hereby given that a resolution was passed that the name of "Banc Rouge", designating a fishing bank situated in the Gulf of Saint-Lawrence, between latitudes 50° 05′ and 50° 10′ and longitudes 64° 20′ and 64° 40′, be its official name.

This decision has received the approval of the Minister of Lands and Forests, pursuant to chapter 100 of the Revised Statutes of Quebec, 1964.

Quebec, January 27, 1967.

JEAN POIRIER,
Secretary.

18302

Fond Georges

Suivant une décision de la Commission de Géographie de Québec, avis est par le présent donné qu'il a été résolu que le nom de « Fond Georges », désignant un banc de pêche situé dans le golfe Saint-Laurent, entre les latitudes 47° 00′

Fond Georges

Pursuant to a decision of the Quebec Geographical Commission, notice is hereby given that a resolution was passed that the name of "Fond Georges", designating a fishing bank situated in the Gulf of St. Lawrence, between latitudes

et 47° 05′ et les longitudes 61° 40′ et 61° 45′, soit son appellation officielle.

Cette décision a reçu l'approbation du Ministre des Terres et Forêts en conformité du chapitre 100 des Statuts refondus du Québec, 1964.

Québec, le 27 janvier 1967.

Le Secrétaire,
JEAN POIRIER.

18302-o

Banc de Natashquan

Suivant une décision de la Commission de Géographie de Québec, avis est par le présent donné qu'il a été résolu que le nom de « Banc de Natashquan », désignant un banc de pêche situé dans le golfe Saint-Laurent, entre les latitudes 49° 55′ et 50° 05′ et les longitudes 61° 10′ et 62° 00′, soit son appellation officielle.

Cette décision a reçu l'approbation du Ministre des Terres et Forêts en conformité du chapitre 100 des Statuts refondus du Québec, 1964.

Québec, le 27 janvier 1967.

Le Secrétaire,
JEAN POIRIER.

18302-o

Banc de l'Orphelin

Suivant une décision de la Commission de Géographie de Québec, avis est par le présent donné qu'il a été résolu que le nom de « Banc de l'Orphelin», désignant un banc de pêche situé dans le golfe Saint-Laurent, entre les latitudes 47° 35′ et 48° 30′ et les longitudes 63° 00′ et 63° 35′, soit son appellation officielles.

Cette décision a reçu l'approbation du Ministre des Terres et Forêts en conformité du chapitre 100 des Statuts refondus du Québec, 1964.

Québec, le 27 janvier 1967.

Le Secrétaire,
JEAN POIRIER.

18302-o

Banc Ouellet

Suivant une décision de la Commission de Géographie de Québec, avis est par le présent donné qu'il a été résolu que le nom de « Banc Ouellet», désignant un banc de pêche situé dans le golfe Saint-Laurent, dont le centre en coordonnées géographiques est à la latitude 50° 03′ et à la longitude 66° 25′, soit son appellation officielle.

Cette décision a reçu l'approbation du Ministre des Terres et Forêts en conformité du chapitre 100 des Stututs refondus du Québec, 1964.

Québec, le 27 janvier 1967.

Le Secrétaire,
JEAN POIRIER.

18302-o

Banc Parent

Suivant une décision de la Commission de Géographie de Québec, avis est par le présent donné qu'il a été résolu que le nom de « Banc Parent », désignant un banc de pêche situé dans le golfe Saint-Laurent, entre les latitudes 49° 45′ et 49° 55′ et les longitudes 64° 45′ et 65° 05′, soit son appellation officielle.

Cette décision a reçu l'approbation du Ministre des Terres et Forêts, en conformité du chapitre 100 des Statuts refondus du Québec, 1964.

Québec, le 27 janvier 1967.

Le Secrétaire,
JEAN POIRIER.

18302-o

47° 00′ and 47° 05′ and longitudes 61° 40′ and 61° 45′, be its official name.

This decision has received the approval of the Minister of Lands and Forests, pursuant to chapter 100 of the Revised Statutes of Quebec, 1964.

Quebec, January 27, 1967.

JEAN POIRIER,
Secretary.

18302

Banc de Natashquan

Pursuant to a decision of the Quebec Geographical Commission, notice is hereby given that a resolution was passed that the name of "Banc de Natashquan", designating a fishing bank situated in the Gulf of Saint-Lawrence, between latitudes 49° 55′ and 50° 05′ and longitudes 61° 10′ and 62° 00′ be its official name.

This decision received the approbation of the Minister of Lands and Forests in conformity with chapter 100 of the Revised Statutes of Quebec, 1964.

Quebec, January 27, 1967.

JEAN POIRIER,
Secretary.

18302

Banc de l'Orphelin

Pursuant to a decision of the Quebec Geographical Commission, notice is hereby given that a resolution was passed that the name of "Banc de l'Orphelin", designating a fishing bank situated in the Gulf of Saint-Lawrence, between latitudes 47° 35′ and 48° 30′ and longitudes 63° 00′ and 63° 35′, be its official name.

This decision received the approbation of the Minister of Lands and Forests in conformity with chapter 100 of the Revised Statutes of Quebec, 1964.

Quebec, January 27, 1967.

JEAN POIRIER,
Secretary.

18302

Banc Ouellet

Pursuant to a decision of the Quebec Geographical Commission, notice is hereby given that a resolution was passed that the name of "Banc Ouellet", designating a fishing bank situated in the Gulf of Saint-Lawrence, whose centre in geographical bearings is on a latitude 50° 03′ and on a longitude 66° 25′, be its official name.

This decision received the approbation of the Minister of Lands and Forests in conformity with chapter 100 of the Revised Statutes of Quebec, 1964.

Quebec, January 27, 1967.

JEAN POIRIER,
Secretary.

18302

Banc Parent

Pursuant to a decision of the Quebec Geographical Commission, notice is hereby given that a resolution was passed that the name of "Banc Parent", designating a fishing bank situated in the Gulf of Saint-Lawrence, between latitudes 49° 45′ and 49° 55′ and longitudes 64° 45′ and 65° 05′, be its official name.

This decision received the approbation of the Minister of Lands and Forests, in conformity with chapter 100 of the Revised Statutes of Quebec, 1964.

Quebec, January 27, 1967.

JEAN POIRIER,
Secretary.

18302

Banc Perroquet

Suivant une décision de la Commission de Géographie de Québec, avis est par le présent donné qu'il a été résolu que le nom de « Banc Perroquet », désignant un banc de pêche situé dans le golfe Saint-Laurent, dont le centre en coordonnées géographiques est à la latitude 51° 23′ et à la longitude 57° 15′, soit son appellation officielle.

Cette décision a reçu l'approbation du Ministre des Terres et Forêts, en conformité du chapitre 100 des Statuts refondus du Québec, 1964.

Québec, le 27 janvier 1967.

Le Secrétaire,
JEAN POIRIER.

18302-o

Banc Perroquet

Pursuant to a decision of the Quebec Geographical Commission, notice is hereby given that a resolution was passed that the name of "Banc Perroquet", designating a fishing bank situated in the Gulf of Saint-Lawrence, whose center in geographical bearings is on a latitude 51° 23′ and a longitude 57° 15′, be its official name.

This decision received the approbation of the Minister of Lands and Forests, in conformity with chapter 100 of the Revised Statutes of Quebec, 1964.

Quebec, January 27, 1967.

JEAN POIRIER,
Secretary.

18302

Associations coopératives

Chantier coopératif de l'U.C.C. de Girardville, Association coopérative.

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la demande du syndicat coopératif « Le Chantier coopératif de Girardville », de cesser d'être régi par la Loi des syndicats coopératifs de Québec, et de devenir une association coopératif régie par la Loi des associations coopératives, sous le nom de « Chantier coopératif de l'U.C.C. de Girardville, Association coopérative ».

Québec, le 24 décembre 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18287-o

Association coopérative d'habitation de Boucherville

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé le changement de nom de l'association coopérative « Coopérative d'habitations de Bourcherville » en celui de « Association coopérative d'habitation de Bourcherville ».

Québec, le 30 janvier 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18340-o

Association coopérative d'habitation St-Bruno, Lac St-Jean

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé le changement de nom de l'association coopérative « La Cité rurale de St-Bruno » en celui de « Association coopérative d'habitation St-Bruno, Lac St-Jean ».

Québec, le 30 janvier 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18343-o

Coopérative d'habitation du Sacré-Coeur, Chicoutimi, Association coopérative

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé le changement de nom de l'association coopérative « Coopérative d'habitation du Sacré-Coeur de Chicoutimi » en celui de « Coopérative d'habitation du Sacré-Coeur, Chicoutimi, Association coopérative ».

Québec, le 30 janvier 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18342-o

Cooperative Associations

Chantier coopératif de l'U.C.C. de Girardville, Association coopérative,

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the petition of the cooperative syndicate "Le Chantier coopératif de Girardville" that it cease being governed by the Quebec Cooperative Syndicates Act, and become a cooperative association governed by the Cooperative Associations Act, under the name of "Chantier coopératif de l'U.C.C. de Girardville, Association coopérative".

Quebec, December 24, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18287

Association coopérative d'habitation de Boucherville

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the Provincial Secretary has approved the change of name of the cooperative association "Coopérative d'habitations de Bourcherville" to that of "Association coopérative d'habitation de Bourcherville".

Quebec, January 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18340

Association coopérative d'habitation St-Bruno, Lac St-Jean

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the Provincial Secretary has approved the change of name of the cooperative association "La Cité rurale de St-Bruno" to that of "Association coopérative d'habitation St-Bruno, Lac St-Jean".

Quebec, January 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18243

Coopérative d'habitation du Sacré-Coeur, Chicoutimi, Association coopérative

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the Provincial Secretary has approved the change of name of the cooperative association "Coopérative d'habitation du Sacré-Coeur de Chicoutimi" to that of "Coopérative d'habitation du Sacré-Coeur, Chicoutimi, Association coopérative".

Quebec, January 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18342

Coopérative d'habitation du Québec Métropolitain, Association coopérative

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé le changement de nom de l'association coopérative « Coopérative d'habitation du Québec Métropolitain » en celui de « Coopérative d'habitation du Québec Métropolitain, Association coopérative ».

Québec, le 30 janvier 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

18341-o RAYMOND DOUVILLE.

L'Habitation ouvrière, association coopérative

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé le changement de nom de l'association coopérative « L'Habitation Ouvrière » en celui de « L'Habitation ouvrière, association coopérative ».

Québec, le 30 janvier 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

18344-o RAYMOND DOUVILLE.

Coopérative d'habitation du Québec Métropolitain, Association coopérative

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the change of name of the cooperative association "Coopérative d'habitation du Québec Métropolitain" to that of "Coopérative d'habitation du Québec Métropolitain, Association coopérative".

Quebec, January 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

18341 *Assistant Secretary of the Province.*

L'Habitation ouvrière, association coopérative

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the change of name of the cooperative association "L'Habitation Ouvrière", to that of "L'Habitation ouvrière, association coopérative."

Quebec, January 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

18344 *Assistant Secretary of the Province.*

Caisses d'épargne et de crédit

La Caisse populaire de Nazareth

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé que le territoire dans lequel « La Caisse populaire de Nazareth » peut recruter ses membres, soit étendu des limites de la paroisse de Nazareth, aux limites des paroisses de Nazareth et de Notre-Dame du Sacré-Coeur.

Québec, le 24 janvier 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

18277-o RAYMOND DOUVILLE.

La Caisse populaire St-Jean-Vianney de Jacques-Cartier

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé que le territoire dans lequel « La Caisse populaire St-Jean-Vianney de Jacques-Cartier » peut recruter ses membres, soit étendu, des limites de la paroisse St-Jean-Vianney de Jacques-Cartier avant la division, aux limites de toute la ville de Jacques-Cartier, dans le district électoral de Taillon.

Québec, le 30 janvier 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

18345-o RAYMOND DOUVILLE.

Jamaica (Montréal) Credit Union

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « Jamaica (Montréal) Credit Union ».

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres sera les membres de Jamaica Association of Montreal et leurs familles.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Montréal, Québec, dans le district électoral de D'Arcy-McGee.

Québec, le 30 janvier 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

18346-o RAYMOND DOUVILLE.

Savings and Credit Unions

La Caisse populaire de Nazareth

(*avings and Crecit Unions Act*)

Notice is given that Provincial has approved that the territory in which "La Caisse populaire de Nazareth" may recruit its members be extended from the limits of the parish of Nazareth to the limits of the parishes of Nazareth and of Notre-Dame du Sacré-Coeur.

Quebec, January 24, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

18277 *Assistant Secretary of the Province.*

La Caisse populaire St-Jean-Vianney de Jacques-Cartier

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved that the territory in which "La Caisse Populaire St-Jean-Vianney de Jacques-Cartier", may recruit its members be extended, from the limits of the parish of St-Jean-Vianney de Jacques-Cartier before the division, to the limits of all the town of Jacques-Cartier, in the electoral district of Taillon.

Quebec, January 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

18345 *Assistant Secretary of the Province.*

Jamaica (Montréal) Credit Union

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "Jamaica (Montreal) Credit Union".

The group from which the union will recruit its members will be the members of the Jamaica Association of Montreal and their families.

The head office of this savings and credit union is situated in Montreal, Quebec, in the electoral district of D'Arcy-McGee.

Quebec, January 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

18346 *Assistant Secretary of the Province.*

Chartes — Abandon de

Audio Video inc.

Avis est par les présentes donné que « Audio Video inc. » compagnie incorporée en vertu de la Loi des compagnies de Québec demandera au Secrétaire de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

Donné à Montréal, ce 26 janvier 1967.

18266-o Me CLAUDE DES ROSIERS, *Notaire.*

L. Dextraze inc.

Prenez avis que la compagnie « L. Dextraze Inc. », demandera au secrétaire de la province, la permission d'abandonner sa charte.

St-Jean, le 23 janvier 1967.

Les Procureurs de la compagnie,

18267-o TREMBLAY, RANCOURT & CARON.

Donck Street Development Corp.

Avis est donné que la compagnie « Donck Street Development Corp. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 23e jour de janvier 1967.

Les Procureurs de la requérante,

18268 POLLACK & POLLACK.

Insocon Holdings Inc.

Avis est donné que la compagnie « Insocon Holdings Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social à 6460, Chemin Côte de Liesse, Dorval, district de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Dorval, ce 19e jour de janvier 1967.

Le Secrétaire-trésorier,

18269 J. R. THIBAULT.

Nalco Quebec Holdings Limited

Conformément aux dispositions de la loi des compagnies de Québec, « Nalco Quebec Holdings Limited » donne par les présentes avis public qu'elle demandera la permission d'abandonner sa charte et de faire fixer une date à compter de laquelle la compagnie aura pris fin.

Montréal, le 20e jour de janvier 1967.

Le Secrétaire,

18270-o JEAN DE BRABANT.

Ovila Potvin & Fils Ltée

Avis est donné par les présentes que la compagnie « Ovila Potvin & Fils Ltée », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social dans la paroisse de St-Dominique de Jonquière, district de Chicoutimi, Québec, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec, pour demander la permission d'abandonner sa charte sous la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Jonquière, ce 25ième jour de janvier 1967.

Le Procureur de la compagnie,

18272-o Me CHRISTINE BROWN, notaire.

Charters — Surrender of

Audio Video inc.

Notice is hereby given that "Audio Video inc.", incorporated in virtue of the Quebec Companies Act, will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter, and such pursuant to the provisions of the Quebec Companies Act.

Given at Montreal, January 26, 1967.

18266 Me CLAUDE DES ROSIERS, *Notary.*

L. Dextraze inc.

Notice is hereby given that "L. Dextraze Inc.", will apply to the Provincial Secretary for the permission to surrender its charter.

St-Jean, January 23, 1967.

TREMBLAY, RANCOURT & CARON,

18267 *Attorneys for the company.*

Donck Street Development Corp.

Notice is hereby given that "Donck Street Development Corp.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 23rd day of January, 1967.

POLLACK & POLLACK,

18268-o *Attorneys for Petitioner.*

Insocon Holdings Inc.

Notice is hereby given that "Insocon Holdings Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office at 6460 Côte de Liesse Road, Dorval, district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies act.

Dated at Dorval, this 19th day of January, 1967.

J. R. THIBAULT,

18269-o *Secretary-Treasurer.*

Nalco Quebec Holdings Limited

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Nalco Quebec Holdings Limited", hereby gives notice that it will make application for the acceptance of surrender of its charter and to fix a date upon and from which the company shall be dissolved.

Montréal, this 20th day of January, 1967.

JEAN DE BRABANT,

18270-o *Secretary.*

Ovila Potvin & Fils Ltée

Notice is hereby given that "Ovila Potvin & Fils Ltée", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office, in the parish of St-Dominique of Jonquière, district of Chicoutimi, Quebec, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the said act.

Dated at Jonquière, this 25th day of January, 1967.

Me CHRISTINE BROWN, notary,

18272-o *Attorney for the company.*

Norbec Investments, Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Norbec Investments, Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son bureau chef en la ville de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à New York, ce 17ème jour de janvier 1967.

Le Secrétaire,
18271-o NEIL A. POLLIO

Norbec Investments, Inc.

Notice is hereby given that "Norbec Investments, Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at New York, this 17th day of January 1967.

NEIL A. POLLIO
18271-o *Secretary.*

Téléphone Ste-Angèle de Laval inc.

Prenez avis que la compagnie « Téléphone de Ste-Angèle de Laval inc. », a l'intention de demander au Secrétaire de la province, la permission d'abandonner sa charte.

Signé, à Arthabaska, le 24e jour de janvier, mil neuf cent soixante-sept.

Les Procureurs de la compagnie,
18273-o MOISAN & BELLAVANCE.

Téléphone Ste-Angèle de Laval inc.

Take notice that "Téléphone de Ste-Angèle de Laval inc.", intends to apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

Signed at Arthabaska, the 24th day of January, one thousand nine hundred and sixty-seven.

MOISAN & BELLAVANCE,
18273 *Attorneys for the company.*

Zip Plumbing & Hardware Supplies Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Zip Plumbing & Hardware Supplies Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 23e jour de janvier 1967.

Les Procureurs de la requérante,
18274 POLLACK & POLLACK.

Zip Plumbing & Hardware Supplies Ltd.

Notice is hereby given that "Zip Plumbing & Hardware Supplies Ltd.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act, and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 23rd day of January, 1967.

POLLACK & POLLACK,
18274-o *Attorneys for the petitioner.*

Les Éditions de la Cité Inc.

Prenez avis que la compagnie « Les Éditions de la Cité Inc. » demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Les Procureur de la compagnie,
18275-o ME PIERRE THOMAS.

Les Éditions de la Cité Inc.

Take notice that the company "Les Éditions de la Cité Inc." will apply to the Secretary of the Province to abandon its charter.

ME PIERRE THOMAS,
18275-o *Attorney for the company.*

William H. Wallace Ltd.

Avis est donné que « William H. Wallace Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 25e jour de janvier, 1967.

Le Sous-secrétaire,
18276-o H. P. DEMERS.

William H. Wallace Ltd.

Notice is hereby given that "William H. Wallace Ltd.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 25th day of January, 1967.

H. P. DEMERS,
18276-o *Assistant-Secretary.*

Plateau Parking Inc.

Avis est donné que la compagnie « Plateau Parking Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, province de Québec, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 15e jour de novembre 1966.

Le Président,
18279 HARRY ILIEFF.

Plateau Parking Inc.

Notice is hereby given that "Plateau Parking Inc.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act, and having its Head Office in the city of Montreal, Province of Quebec, will apply to the Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter, under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 15th day of November, 1966.

HARRY ILIEFF,
18279-o *President.*

Lorraine Construction Co. Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Lorraine Construction Co. Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, Québec, ce 27e jour de janvier 1967.

Le Secrétaire,
18288 *Signé:* GEORGE SANDERS.

Vitrerie Internationale limitée International Glass Limited

Prenez avis que la compagnie « Vitrerie Internationale limitée — International Glass Limited », incorporée sous la Loi des Compagnies du Québec et ayant son bureau-chef dans les cité et district de Montréal, demandera au Secrétaire de la Province la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 23ième jour de janvier 1967.

Le Secrétaire,
18289-o JOHN CATTAPAN.

Le Magasin Duparquet limitée Duparquet Store Ltd.

Prenez avis que la compagnie « Le Magasin Duparquet limitée — Duparquet Store Ltd. », ayant son siège social à Duparquet, dans le district d'Abitibi, province de Québec, demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Le Procureur de la compagnie,
18314-o ME ANDRÉ LAVIGNE, NOTAIRE.

Riviera Corporation

Avis est donné que la compagnie « Riviera Corporation », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social et principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 24e jour de janvier 1967.

Les Procureurs de la requérante,
18304 BRISKIN, YANOFSKY & KAHN.

Lorraine Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that "Lorraine Construction Co. Ltd." a corporation incorporated under the Quebec Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, Quebec, this 27th day of January, 1967.

Signed: GEORGE SANDERS,
18288-o *Secretary.*

Vitrerie Internationale limitée International Glass Limited

Notice is hereby given that "Vitrerie Internationale limitée — International Glass Limited", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated in Montreal this 23rd day of January 1967.

JOHN CATTAPAN,
18289-o *Secretary.*

Le Magasin Duparquet limitée Duparquet Store Ltd.

Take notice that "Le Magasin Duparquet limitée — Duparquet Store Ltd.", having its head office in Duparquet, in the district of Abitibi, Province of Quebec, will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

ME ANDRÉ LAVIGNE, NOTARY,
18314 *Attorney for the Company.*

Riviera Corporation

Notice is hereby given that "Riviera Corporation", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act, and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 24th day of January 1967.

BRISKIN, YANOFSKY & KAHN,
18304-o *Attorneys for the Petitioner.*

Compagnies dissoutes

Cavalier Drive-Ins Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Cavalier Drive-Ins Inc. », constituée en corporation le 17 mars 1964, à compter du 30 janvier 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
18265-o 1179-64

Crescent Realty Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Crescent

Companies Dissolved

Cavalier Drive-Ins Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Cavalier Drive-Ins Inc.", incorporated on March 17, 1964, on and from January 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
18265 1179-64

Crescent Realty Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Cres-

Realty Inc. », constituée en corporation le 22 décembre 1950, à compter du 30 janvier 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 9136-50

cent Realty Inc.", incorporated on December 22, 1950, on and from January 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 9136-50

Dawes Realty Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Dawes Realty Co. Ltd. », constituée en corporation le 27 novembre 1953, à compter du 30 janvier 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 49275-53

Dawes Realty Co. Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Dawes Realty Co. Ltd.", incorporated on November 27, 1953, on and from January 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 49275-53

Lionel L. Dion inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Lionel L. Dion inc. », constituée en corporation le 1er juin 1961, à compter du 30 janvier 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 12780-61

Lionel L. Dion inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Lionel L. Dion inc.", incorporated on June 1, 1961, on and from January 30, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 12780-61

Dubrand Lumber Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Dubrand Lumber Inc. », constituée en corporation le 15 octobre 1964, à compter du 30 janvier 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 4499-64

Dubrand Lumber Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Dubrand Lumber Inc.", incorporated on October 15, 1964, on and from January 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 4499-64

D. Hatton Company

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « D. Hatton Company », constituée en corporation le 11 mai 1936, à compter du 31 octobre 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 1117-36

D. Hatton Company

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "D. Hatton Company", incorporated on May 11, 1936, on and from October 31, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 1117-36

Intercontinental Veneers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Intercontinental Veneers Ltd. », constituée en corporation le 18 février 1958, à compter du 30 janvier 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 10611-58

Intercontinental Veneers Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Intercontinental Veneers Ltd.", incorporated on February 18, 1958, on and from January 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 10611-58

Loggers' Power Chain Saw Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Loggers' Power Chain Saw Limited », constituée en corporation le 31 janvier 1955, à compter du 30 janvier 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 10263-55

Loggers' Power Chain Saw Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Loggers' Power Chain Saw Limited", incorporated on January 31, 1955, on and from January 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 10263-55

Mid-Town Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Mid-Town Investment Corp. », constituée en corporation le 2 mars 1959, à compter du 30 janvier 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 11202-59

Mid-Town Investment Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Mid-Town Investment Corp.", incorporated on March 2, 1959, on and from January 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 11202-59

Modeck Utilities Corp.
La Corporation d'Utilités Modeck

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Modeck Utilities Corp. — La Corporation d'Utilités Modeck », constituée en corporation le 2 avril 1958, à compter du 30 janvier 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 11150-58

Modeck Utilities Corp.
La Corporation d'Utilités Modeck

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Modeck Utilities Corp. — La Corporation d'Utilités Modeck", incorporated on April 2, 1958, on and from January 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 11150-58

Notre Dame Realties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Notre Dame Realties Ltd. », constituée en corporation le 25 juin 1953, à compter du 30 janvier 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 14251-53

Notre Dame Realties Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Notre Dame Realties Ltd.", incorporated on June 25, 1953, on and from January 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 14251-53

Phildar Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Phildar Realties Inc. », constituée en corporation le 3 juillet 1959, à compter du 30 janvier 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 13997-59

Phildar Realties Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Phildar Realties Inc.", incorporated on July 3, 1959, on and from January 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265-o 13997-59

Safeguard Investment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Safeguard Investments Inc. », constituée en corporation le 14 décembre 1955, à compter du 30 janvier 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 13179-55

Safeguard Investment Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Safeguard Investments Inc.", incorporated on December 14, 1955, on and from January 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 13179-55

Salaberry Sport Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Salaberry Sport Limited », constituée en corporation le 15 juin 1961, à compter du 30 janvier 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 13070-61

Salaberry Sport Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Salaberry Sport Limited", incorporated on June 15, 1961, on and from January 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 13070-61

Vincent Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Vincent Investment Corp. », constituée en corporation le 5 février 1959, à compter du 30 janvier 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18265-o 10657-59

Vincent Investment Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Vincent Investment Corp.", incorporated on February 5, 1959, on and from January 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18265 10657-59

Divers
Compagnies

Montreal Terra Cotta Limited

Résumé du règlement spécial N° 1 (1967) autorisant la distribution de l'actif entre les actionnaires, adopté par les administrateurs de la compagnie le 13 janvier 1967 et approuvé par les actionnaires à une assemblée générale spéciale tenue le même jour:

« La compagnie est autorisée à distribuer quinze (15) jours après la publication d'un résumé de ce règlement dans la *Gazette officielle de Québec*, tous ses biens entre ses actionnaires, proportionnellement au montant d'actions qu'ils détiennent dans la compagnie. »

(Sceau) *Le Secrétaire,*
18278-o THÉRÈSE BÉNARD.

Motel 67 Ltd.

Avis est donné que « Motel 67 Ltd. » a porté de 3 à 5 le nombre de ses administrateurs.

Le Secrétaire,
ROBERT QUILLIAMS.
18280 3878-65

Whitehouse Fastenings Limited

Avis est donné que la compagnie « Whitehouse Fastenings Limited », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 9.

Le Secrétaire,
ELIZABETH BEDDOE WOOD.
18281 7456-45

La Corporation des directeurs de funérailles et embaumeurs du Québec
The Corporation of funeral directors and embalmers of Quebec

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 27 décembre 1966, approuvé les règlements modifiés de « La corporation des directeurs de funérailles et embaumeurs du Québec — The Corporation of funeral directors and embalmers of Quebec », ainsi que les règlements modifiés de « L'Institut des embaumeurs de la province de Québec », et ce, conformément aux articles 6 et 9 de la Loi concernant les directeurs de funérailles et les embaumeurs du Québec, 9-10 Elizabeth II, chapitre 152, et à l'article 225 de la Loi des compagnies, Statuts refondus, 1964, chapitre 271.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
18325-o 11038/57

Miscellaneous
Companies

Montreal Terra Cotta Limited

Summary of Special By-law No. 1 (1967) authorizing the distribution of the assets among the shareholders, adopted by the directors of the company on January 13, 1967, and approved by the shareholders at a special general meeting held the same day.

"The company is authorized to distribute, fifteen (15) days after the publication of a summary of this by-law in the *Quebec Official Gazette*, all its assets among its shareholders, proportionately to the amount of shares which they hold in the company."

(Seal) THÉRÈSE BÉNARD,
18278 *Secretary.*

Motel 67 Ltd.

Notice is given that "Motel 67 Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 5.

ROBERT QUILLIAMS,
Secretray.
18280-o 3878-65

Whitehouse Fastenings Limited

Notice is given that "Whitehouse Fastenings Limited", has changed the number of its directors from 3 to 9.

ELIZABETH BEDDOE WOOD,
Secretary,
18281-o 7456-45

La Corporation des directeurs de funérailles et embaumeurs du Québec
The Corporation of funeral directors and embalmers of Quebec

Notice is given that the Provincial Secretary has, on December 27, 1966, approved the amended by-laws of "La corporation des directeurs de funérailles et embaumeurs du Québec — The Corporation of funeral directors and embalmers of Quebec", as well as the amended by-laws of „L'Institut des embaumeurs de la province de Québec", and such, in conformity with sections 6 and 9 of the Act respecting the funeral directors and embalmers of Quebec, 9-10 Elizabeth II, chapter 152, and with section 225 of the Companies Act, Revised Statutes, 1964, chapter 271.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
18325 11038/57

Sièges sociaux
Head Offices

Lac Chatillon Properties Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Lac Chatillon Properties Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 16e jour d'août 1966, a établi son siège social en la ville de Montréal, au numéro civique 630, ouest, boulevard Dorchester, a/s de « The Royal Trust Company ».

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 4e jour de novembre 1966.

Lac Chatillon Properties Ltd.,
Par le Président,
DR S. GRAHAM ROSS.
18282 3256-66

Lac Chatillon Properties Ltd.

Notice is hereby given that "Lac Chatillon Properties Ltd.", was incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act on the 16th day of August, 1966, has established its head office in the city of Montreal at civic number 630 Dorchester Boulevard West, in c/o The Royal Trust Company.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 4th day of November, 1966.

Lac Chatillon Properties Ltd.,
Per: DR. S. GRAHAM ROSS,
President.
18282-o 3256-66

Quebec Electron Serv. Inc.

Avis est donné que la compagnie « Quebec Electron Serv. Inc. », a changé son siège social du numéro 1366, avenue Maguire, Sillery, au numéro 450, rue Marconi, Ste-Foy.

Le Secrétaire,
JEAN-PAUL BLOUIN, C.A.,
18283-o 14817-62

Quebec Electron Serv. Inc.

Notice is given that "Quebec Electron Serv. Inc.", has changed its head office from number 1366 Maguire Avenue, Sillery, to number 450 Marconi Street, Ste-Foy.

JEAN-PAUL BLOUIN, C.A.,
Secretary.
18283 14817-62

Alsad Ltée
Alsad Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Alsad Ltée— Alsad Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies, en date du 16 décembre 1966, a établi son siège social au numéro 1010 ouest, rue Ste-Catherine, à Montréal, district de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 25e jour de janvier 1967.

Le Président,
ARISTIDE LÉON SAUVIAT.
18292-o 5201-66

Alsad Ltée
Alsad Ltd.

Notice is hereby given that "Alsad Ltée— Alsad Ltd.", incorporated by letters patent under the provisions of the first part of the Companies Act, on the 16th day of December 1966, has established its head office at No. 1010 Ste-Catherine Street West, at Montreal, district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 25th day of January, 1967.

ARISTIDE LÉON SAUVIAT.
President.
18292-o 5201-66

Bearn Construction Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Bearn construction Inc. », constituée en corporation dans la Province de Québec par lettres patentes en date du 2 novembre 1966 et ayant son siège social à Montréal, district judiciaire de Montréal, a établi son bureau principal au numéro 800, Place Victoria, Chambre 3420, Tour de la Bourse, Montréal (P.Q.).

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 26ème jour de janvier 1967.

Le Vice-Président,
LAMBERT TOUPIN.
18293-o 4532-66

Bearn Construction Inc.

Notice is hereby given that the company "Bearn Construction Inc.", incorporated in the Province of Quebec, by letters patent dated November 2, 1966, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its principal place of business at number 800, Place Victoria, Stock Exchange Tower, room 3420, Montreal, district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its principal place of business and head office.

Given at Montreal, this 26th day of January, 1967.

LAMBERT TOUPIN.
Vice-President.
18293-o 4532-66

Jean Belhumeur inc.

Avis est donné que la compagnie « Jean Belhumeur inc. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies, en date du 19 décembre 1966, a établi son siège social au numéro 6971A rue Notre-Dame, à Repentigny, district de Joliette.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Repentigny, ce 25e jour de janvier 1967.

La Présidente,
MARCELLE BELHUMEUR.
18294-o 5223-66

Jean Belhumeur inc.

Notice is hereby given that "Jean Belhumeur inc.", incorporated by letters patent under the provisions of the first part of the Companies Act, on the 19th day of December 1966, has established its head office at No. 6971A Notre-Dame Street, at Repentigny, district of Joliette.

From and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Repentigny, this 25th day of January 1967.

MARCELLE BELHUMEUR,
President.
18294-o 5223-66

Roger Bisson & Associés inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Roger Bisson & Associés inc. », constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes en date du 23 décembre 1966 et ayant son siège social à Montréal, district judiciaire de Montréal, a établi son bureau principal au numéro 360 ouest, rue St-Jacques, Chambre 700, Montréal (P.Q.).

Roger Bisson & Associés inc.

Notice is hereby given that the company "Roger Bisson & Associés inc.", incorporated in the Province of Quebec, by letters patent dated December 23, 1966, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its principal place of business at number 360 St. James West, suite 700, Montreal, Que.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 24ème jour de janvier 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
GÉRARD LECLERC.

18295-o 5337-66

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its principal place of business and head office.

Given at Montreal, this 24th of January, 1967.

GÉRARD LECLERC,
Secretary -Treasurer.

18295-o 5337-66

Bolero Holdings Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Bolero Holdings Inc. », constituée en corporation par lettres patentes le 25ième jour d'octobre 1957, et ayant son siège social en la cité de Montréal, à 8330, rue Esplanade, l'a transporté à 1350, rue Mazurette, en les cité et district de Montréal.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, le 21ième jour de mars 1966.

Le Président,
FREDERICK-C. ULLMAN.

18296-o 13426-57

Bolero Holdings Inc.

Notice is hereby given that "Bolero Holdings In c.", incorporated by letters patent on the 25th day of October, 1957, and having its head office inthe city of Montreal, at 8330 Esplanade Street, has moved it to 1350 Mazurette Street, in the city and district of Montreal.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 21st day of March, 1966.

FREDERICK-C. ULLMAN,
President.

18296-o 13426-57

Centre audio vocal « Aurelle » ltée
"Aurelle" Audio Vocal Centre Ltd.

Avis est donné par les présentes que « Centre audio vocal « Aurelle » ltée — "Aurelle" Audio Vocal Centre Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 22 avril 1966, a son siège social et principale place d'affaires situé à 1277 Avenue Lajoie, Montréal 8, province de Québec, et ce à compter de ce jour.

Montréal, le 1er mai 1966.

(Sceau) *La Présidente,*
LUCIE DE VIENNE.

18297-o 1686-66

Centre audio vocal «Aurelle» ltée
"Aurelle" Audio Vocal Centre Ltd.

Notice is hereby given that "Centre Audio Vocal « Aurelle » ltée — "Aurelle" audio vocal Centre Ltd.", incorporated under the Companies' Act on the 22nd day of April, 1966, has established its head office and principal place of business at 1277 Lajoie Avenue, Montreal 8, Province of Quebec, as of this date.

Montreal, May 1, 1966.

LUCIE DE VIENNE,
(Seal) *President.*

18297-o 1686-66

Crichton Realties Limited

Avis est donné que la compagnie « Crichton Realties Limited », constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes accordées en vertu des dispositions de la loi des compagnies, en date du 20 juin 1966, et ayant son bureau principal dans les cité et district de Montréal, province de Québec, a établi son bureau au numéro 1390 ouest, rue Sherbrooke, suite 28, Montréal, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 28 juin 1966.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
GILLES BERTRAND.

18298-o 2401-66

Crichton Realties Limited

Notice is given that "Crichton Realties Limited", incorporated in the Province of Quebec by letters patent granted in virtue of the provisions of the Companies Act, on June 20, 1966, and having its head office in the city and district of Montreal, province of Quebec, has established its office at number 1390 Sherbrooke Street West, suite 28, Montreal, P.Q.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its principal office.

Given at Montreal, June 28, 1966.

(Seal) GILLES BERTRAND,
Secretary.

18298 2401-66

Marcel Désautels inc.

Avis est donné que la compagnie « Marcel Désautels Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 juin 1965, et ayant son siège social à Lennoxville, province de Québec, a établi son bureau principal au numéro civique 110 rue Queen.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Lennoxville, ce 18 janvier 1967.

Le Président,
MARCEL DÉSAUTELS.

18299-o 2988-65

Marcel Désautels inc.

Notice is hereby given that "Marcel Désautels Inc.", incorporated by letters patent dated June 30, 1965 and having its head office in Lennoxville, Province of Quebec, has established its office at civic number 110 Queen Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Lennoxville, January 18, 1967.

MARCEL DÉSAUTELS,
President.

18299-o 2988-65

Les Entreprises d'ingènerie inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Les Entreprises d'ingènerie inc. », constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes en date du 29 novembre 1966 et ayant son siège social à Montréal, district judiciaire de Montréal, a établi son bureau principal au numéro 235 E. Blvd. Dorchester à Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 9 janvier 1967.

La Secrétaire,
Mme VIOLET LANTHIER.

18300-o 4913-66

Les Entreprises d'ingènerie inc.

Notice is hereby given that the company "Les Entreprises d'ingènerie inc.", incorporated in the Province of Quebec, by letters patent dated November 29, 1966, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its principal place of business at number 235, Dorchester East Blvd., Montreal, district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its principal place of business and head office.

Dated at Montreal, January 9, 1967.

Mme VIOLET LANTHIER,
Secretary.

18300-o 4913-66

Les Entreprises Laurio ltée

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Les Entreprises Laurio ltée », constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes en date du 22 décembre 1966 et ayant son siège social à Granby, district judiciaire de Bedford, a établi son bureau principal, au numéro 317, rue Racine, à Granby (P.Q.).

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 23e jour de décembre 1966.

Le Secrétaire,
J. LAMBERT TOUPIN.

18301-o 5325-66

Les Entreprises Laurio ltée

Notice is hereby given that the company "Les Entreprises Laurio ltée", incorporated in the Province of Quebec, by letters patent dated December 22, 1966, and having its head office in the city of Granby, has established its principal place of business at number 317, Racine St., Granby, Province of Quebec, district of Bedford.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its principal place of business and head office.

Dated at Montreal, this 23rd day of December, 1966.

J. LAMBERT TOUPIN.
Secretary.

18301-o 5325-66

Foyer de St-Célestin

Avis est, par les présentes, donné que la corporation « Foyer de St-Célestin », constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 septembre 1964, a établi son bureau et siège social à St-Célestin, district de Nicolet, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son bureau principal.

Donné à St-Célestin, le 12e jour de janvier 1967.

La Supérieure,
SOEUR FERNANDE SMITH, S.G.M.

18305-o

Foyer de St-Célestin

Notice is hereby given that "Foyer de St-Célestin", company incorporated by letters patent bearing the date of September 22, 1964, has established its office at St-Célestin, district of Nicolet, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at St-Célestin, this 12th day of January, 1967.

SOEUR FERNANDE SMITH, S.G.M.,
Superior.

18305-o

Voyages Trans-Ocean Inc.

Avis est donné que la compagnie « Voyages Trans-Ocean Inc. », constituée en corporation par lettres patentes, en date du 5 novembre 1965, ayant son siège social à Sherbrooke, a établi son bureau principal au numéro 218 de la rue King ouest.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Sherbrooke, ce 19e jour de janvier 1967.

(Sceau) *Le Président,*
AIMÉ BERGERON.

18306-o 4863-65

Trans-OceanTravel Inc.

Notice is hereby given that "Trans-Ocean Travel Inc.", incorporated by letters patent dated November 5, 1965, and having its registered offices in Sherbrooke, has established its head office at 218 King Street West.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Sherbrooke, this 19th day of January, 1967.

(Seal) AIMÉ BERGERON,
President.

18306-o 4863-65

Demandes à la Législature

Applications to Legislature

Succession Joseph Masson

Avis est par les présentes donné que Léon Masson, administrateur, de la cité d'Outremont, district de Montréal, Charles De Lotbinière

Estate Joseph Masson

Notice is hereby given that Léon Masson, administrator, of the city of Outremont, district of Montreal, Charles De Lotbinière Harwood,

Harwood, gérant, de la cité de Westmount, district de Montréal, Jacque Masson, administrateur, de la cité d'Outremont, district de Montréal et Henri Masson, avocat, de la cité d'Outremot, district de Montréal, en leur qualité d'exécuteurs-testamentaires et de fidéi-commissaires de la succession de feu l'Honorable Joseph Masson, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour obtenir des amendements à la Loi concernant la succession de l'Honorable Joseph Masson, 10-11 Elizabeth II, chapitre 121, notamment pour obtenir la prolongation des délais prévus aux articles 7 et 9 de la Loi et pour d'autres modifications subsidiaires

Montréal, ce 11 janvier, 1967.

Les Procureurs des requérants,
BLAIN, PICHÉ, BERGERON,
18106-3-4-o GODBOUT & EMERY.

Corporation Municipale de Lesage

Prenez avis que la Corporation Municipale de Lesage, comté de Terrebonne, s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de sa session actuelle dans le but d'obtenir le pouvoir de modifier l'assiette de la taxe spéciale imposée par ses règlements numéros 30, 32, 42, 50, 72 et 73.

Donné à Lesage, comté de Terrebonne, ce 3 janvier, 1967.

Le Procureur de la requérante,
18109-3-4-o LOUIS VÉZINA, avocat.

Cité de Lachine

Avis public est, par les présentes, donné que La Cité de Lachine s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 9 Edouard VII, chapitre 86 et ses amendements, sur les matières suivantes, en sus de celles mentionnées à l'avis public de 1966, pour: porter le minimum du fonds de pension de $900.00 à $1,200; accorder une pension à toute personne qui occupera la charge de maire ou d'échevin pendant quinze ans; valider et ratifier l'acte de vente entre la cité de Lachine et la Corporation Archiépiscopale Catholique Romaine de Montréal; et pour toutes autres fins.

Montréal, le 19 janvier 1967.

Les Procureurs de la cité de Lachine,
LACROIX, VIAU, HÉBERT, THIVIERGE,
18217-4-4-o SYLVESTRE & VIAU.

Succession de John Louis Sabbath

Avis est donné que les exécuteurs de la succession de feu John Louis Sabbath s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi accordant aux exécuteurs le pouvoir de vendre certaines propriétés immobilières dans lasuccession de feu John Louis Sabbath.

Montréal, 29 décembre 1966.

Les Procureurs des requérants,
18264-4-4 ASSELIN & SCHNAIBERG.

Les Soeurs Missionnaires de l'Immaculée Conception

Avis est par les présentes donné que « Les Soeurs Missionnaires de l'Immaculée Conception », corporation dûment constituée en vertu d'une loi de la législature de la province de Québec, ayant son siège principal en la cité d'Outremont, province de Québec, s'adressera à la législature de Québec pendant la présente session pour demander l'adoption d'une loi amendant sa

manager, of the city of Westmount, district of Montreal, Jacque Masson, administrator, of the city of Outremont, district of Montreal and Henri Masson, lawyer, of the city of Outremount, district of Montreal, in their capacity of testamentary executors and trustees to the Estate of the Honourable Joseph Masson, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act, amending the Act respecting the Estate of the Honourable Joseph Masson, 10-11 Elizabeth II, Chapter 121, more particularly to obtain a prolongation of the delays mentioned in sections 7 and 9 of the Act and for subsidiary amendments.

Montreal, January 11, 1967.

BLAIN, PICHÉ, BERGERON,
GODBOUT & EMERY,
18106-4-3-o *Attorneys for Petitioners.*

Municipal Corporation of Lesage

Notice is hereby given that the Municipal Corporation of Lesage, county of Terrebonne, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, during its present session for the purpose of obtaining the power to amend the basis of the special tax imposed by by-law numbers 30, 32, 42, 50, 72 and 73.

Given at Lesage, county of Terrebonne, this 3rd day of January, 1967.

LOUIS VÉZINA, lawer,
18109-3-4 *Attorney for the petitioner.*

City of Lachine

Public notice is hereby given that The City of Lachine will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act, amending its charter, the act 9 Edward VII, chapter 86 and its amendments, for the following purposes, in addition to those mentioned in public notice of 1966: to increase the minimum of pension funds from $900.00 to $1,200.00; to provide a pension for any person who occupied as mayor or alderman for the minimum period of fifteen years; to ratify the deed of sale between the city of Lachine and La Corporation Archiépiscopale Catholique Romaine de Montréal; and for all other purposes.

Montreal, January 19, 1967.

LACROIX, VIAU, HÉBERT, THIVIERGE,
SYLVESTRE & VIAU,
18217-4-4-o *Attorneys for the city of Lachine.*

Estate of John Louis Sabbath

Notice is hereby given that the Executors of of the estate of the late John Louis Sabbath, will apply to Legislature of the Province of Quebec at its present session, to request the passing of an act to grant the executors power to sell certain immoveable properties in the estate of the late John Louis Sabbath.

Montreal, December 29, 1966.

ASSELIN & SCHNAIBERG,
18264-4-4-o *Attorneys for Petitioners.*

Les Soeurs Missionnaires de l'Immaculée Conception

Notice is hereby given that "Les Soeurs Missionnaires de l'Immaculée Conception", a corporation duly incorporated under an act of the Legislature of the Province of Quebec, with its corporate seat in the city of Outremont, Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec during the present session for the adoption of an act to amend its charter

charte pour lui enlever certaines restrictions quant à la valeur des immeubles que peut détenir la corporation pour la poursuite de ses objets.

Montréal, ce dix-huitième jour de janvier 1967.

Les Procureurs de la requérante,
GAGNON, DEBILLY,
CANTIN et DIONNE.

18262-4-4-o

Cité de Saint-Michel

Avis est par les présentes donné que la cité de Saint-Michel, municipalité du comté de Bourget, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la présente session, pour demander l'adoption d'une loi dont les objets sont les suivants:

Abroger de nombreuses dispositions de sa charte;

Obtenir le droit de verser au maire et aux échevins, suivant certaines conditions, une pension annuelle.

Établir un comité exécutif et en déterminer les pouvoirs et devoirs.

Cité de Saint-Michel, le 23 janvier 1967.

Les Procureurs de la cité de Saint-Michel,
DIDIER, LEROUX, LACROIX, VIAU, HÉBERT,
THIVIERGE, SYLVESTRE & VIAU.

18236-4-4-o

Cité de Magog

Avis est par les présentes donné que la cité de Magog s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir la passation d'une Loi amendant la deuxième partie de sa charte, concernant l'Enseignement dans la cité, afin d'être assujettie à la Loi de l'Instruction Publique, S.R.Q., Ch.: 235, spécialement quant à la perception de la taxe scolaire.

Et pour autres fins.

Magog, ce 21 janvier 1967.

Les Procureurs de la cité de Magog,
FOREST & BOUCHARD.
Le Procureur des Bureaux des Commissaires d'Écoles,
LOUIS-PHILIPPE GALIPEAU.

18237-4-4-o

Municipalité scolaire de Joutel

Avis est par les présentes donné que Armand St-Jacques, chef de service, domicilié dans le village minier de Joutel, district d'Abitibi et Roland Bélanger, prêtre curé, domicilié dans le village minier de Joutel, district d'Abitibi, s'adresseront à la Législature de la province de Québec à sa présente session afin d'obtenir l'adoption d'une loi érigeant en municipalité scolaire un territoire situé dans les comtés d'Abitibi-est et d'Abitibi-ouest, comprenant les cantons Montgolfier, Aloigny, Desmazures, Valrennes, Joutel, Douay, Rainboth, Poirier, Sauvé, Carqueville, Dalet, Maizarets.

Le Procureur des requérants,
C. R. BAILLARGEON.

18307-5-4-o

La cité de Sept-Iles

Nous donnons avis public que « La cité des Sept-Iles », s'adressera à la présente législature pour demander que sa charte, la Loi 14-15 Georges VI, chapitre 69, et les lois qui la modifient soit amendée, à savoir:

a) Pour inclure dans ses limites territoriales Pointe-Noire;

b) Pour modifier la Loi des cités et villes en faveur de la cité des Sept-Iles lui donnant le

to remove from it certain restrictions with respect to the value of immoveables which may be owned by the corporation for the carrying out of its objects.

Montreal, this eighteenth day of January, 1967.

GAGNON, DEBILLY,
CANTIN and DIONNE,
Attorneys for Petitioner.

18262-4-4-o

City of Saint-Michel

Public notice is hereby given that the city of Saint-Michel, municipality of Bourget County, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act for the following purposes:

To repeal numerous provisions of its charter.

To obtain the right to grant to the mayor and aldermen, under certain conditions, an annual pension.

To establish an executive committee and to determine its powers and functions.

City of Saint Michel, January 23, 1967.

DIDIER, LEROUX, LACROIX, VIAU, HÉBERT,
THIVIERGE, SYLVESTRE & VIAU,
Attorneys for the city of Saint-Michel.

18236-4-4-o

City of Magog

Notice is hereby given that the city of Magog will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an act amending the second part of its charter, relative to Education in the city, so that the Education Act R.S.Q. Ch.: 235, will apply especially in relation to the school tax percep)ion.

And of other purposes.

Magog, this January 21, 1967.

FOREST & BOUCHARD,
Attorneys for the city of Magog.
LOUIS-PHILIPPE GALIPEAU,
Attorney for the School boards.

18237-4-4-o

School Municipality of Joutel

Notice is hereby given that Armand St-Jacques, chief of service, domiciled in the mining village of Joutel, district of Abitibi, and Roland Bélanger, parish priest, domiciled in the mining village of Joutel, district of Abitibi, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to obtain the adoption of a law erecting into a school municipality of territory situated in the counties of Abitibi-East and Abitibi-West, comprising the townships of Montgolfier, Aloigny, Desmazures, Valrennes, Joutel, Douay, Rainboth, Poirier, Sauvé, Carqueville, Dalet, Maizarets.

C. R. BAILLARGEON,
Attorney for the Petitioners.

18307-5-4

The City of Sept-Iles

Notice is hereby given that "The City of Sept-Iles", will apply to the present legislature to request that its charter, Law 14-15 George VI, chapter 69 and the laws that modify it be amended, to wit:

(*a*) To enclose Pointe-Noire in its territorial limits;

(*b*) To amend the Cities and Towns Act, in favor of the city of Sept-Iles, giving the power

pouvoir d'obliger tous les contribuables à lui fournir des plans de toute nouvelle subdivision et pour toute autre raison.

Sept-Iles, ce 21 janvier 1967.

Le Procureur de la requérante,
GUY PETTIGREW.

18308-5-4-o

to bind every ratepayers to provide plans of any new subdivision and for any other reason.

Sept-Iles, January 21, 1967.

GUY PETTIGREW,
Attorney for the Petitioner.

18308-5-4

Liquidation — Avis de

Construction St-Régis Ltée
St-Regis Construction Ltd.

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie « Construction St-Régis ltée — St-Regis Construction Ltd. », tenue à Montréal, le 22 septembre 1966, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées et que celle-ci soit dissoute, et ce, en vertu des dispositions de la Loi de la liquidation des compagnies (Statuts refondus, 1964, chapitre 281), et que M. Maurice Boyer a été nommé liquidateur.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18290-o 10485-60

Winding up Notices

Construction St-Régis Ltée
St-Regis Construction Ltd.

Notice is hereby given that at a special general meeting of the share-holders of "Construction St-Régis ltée — St-Regis Conctruction Ltd.", held in Montreal on September 22, 1966, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the said company be wound up, and that it be dissolved, and such, in accordance with the provisions of the Winding-up Act (Revised Statutes, 1964, chapter 281), and that Mr. Maurice Boyer has been appointed liquidator.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18290 10485-60

Ministère des Affaires municipales

Ville de Dolbeau

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté en conseil numéro 70 du 18 janvier 1967, et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q. 1964, chapitre 193), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement No 285 du conseil municipal de la ville de Dolbeau et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Michel-de-Mistassini, comté de Lac-Saint-Jean-Ouest, et annexé à la municipalité de la ville de Dolbeau.

Ce territoire est le suivant:

Un territoire situé dans le canton de Parent et faisant actuellement partie de la municipalité de Saint-Michel-de-Mistassini, comté de Lac-St-Jean-Ouest, comprenant, en référence au cadastre officiel dudit canton, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, routes, emprise de chemin de fer, îles, rivières, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé à l'intérieur du périmètre ci-après décrit, à savoir:

partant du point d'intersection de la ligne séparative des rangs XII et XIII du canton de Parent avec la ligne séparative des cantons de Parent et d'Albanel; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne séparative des cantons de Parent et d'Albanel en allant vers le nord-est et son prolongement jusqu'au centre de la rivière Mistassini; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours et contournant par la gauche une île en front du lot 44 du rang XVII et les îles les plus rapprochées de la rive droite et par la droite les îles les plus rapprochées de la rive gauche jusqu'à sa rencontre avec le prolongement de la ligne séparative des rangs XII et XIII du canton de Parent; ledit prolongement et ladite ligne séparative de rangs jusqu'au point de départ;

Department of Municipal Affairs

Town of Dolbeau

Notice is hereby given, that by Order in Council No. 70 of January 18, 1967, and in conformity to the provisions of section 43 of the Cities and Towns Act, (R.S.Q., 1964, chapter 193), the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to approve by-law No. 285 of the municipal council of the town of Dolbeau and to decree that, from and after the date of the publication of the present notice, the territory mentioned in the said by-law and described hereunder is detached from the municipality of the parish of Saint-Michel-de-Mistassini, county of Lake Saint-John-West, and annexed to the municipality of the town of Dolbeau.

This territory is the following:

A territory situated in the township of Parent and forming actually part of the municipality of Saint-Michel-de-Mistassini, county of Lake-St-John-West, including in reference to the official cadaster of the said township, lots or parts of lots and their subdivisions present and future, as well as the roads, routes, railroad rights of way, isles, rivers, watersourses or parts of same, the whole enclosed within the perimeter hereinafter described, to wit:

starting at the point of intersection of the line separating the ranges XII and XIII of the township of Parent with the division line of the townships of Parent and Albanel; thence, successively, the following lines and demarcations: The line separating the townships of Parent and Albanel, going towards northeast and its extension as far as the center of Mistassini River; the center line of the said river going down its course rounding by the left an island in front of lot 44, range XVII and the islands mostly in proximity of the right shore and by the right, the islands mostly in proximity of the left shore as far as its intersection with the extension of the division line of ranges XII and XIII of the township of Parent; the said extension and the said division line of ranges as far as the starting point:

à distraire du territoire ci-haut décrit, celui occupé par la ville de Dolbeau et comprenant les lots 34, 35, 36-A, 36-B, 37-A, 37-B, 38, 39, 40, 41-A, 41-B et 42 à 49 inclusivement tous du rang XVII du canton de Parent.

Le Sous-ministre adjoint
des affaires municipales,
18285-o RICHARD BEAULIEU.

Cité de Farnham

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté en conseil numéro 67 du 18 janvier 1967 et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q. 1964, chapitre 193), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement no 109-3e série du conseil municipal de la cité de Farnham et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité de Rainville, comté de Missisquoi, et annexé à la cité de Farnham.

Ce territoire est le suivant:

partant du coin sud-ouest du lot 287; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: une ligne traversant les lots 296 et 434 et joignant le coin sud-ouest du lot 287 au coin nord-est du lot 608 du cadastre de la ville de Farnham soit jusqu'à un point à une distance de trois cents pieds (300′) à l'ouest du côté nord-ouest de la rue St-Paul; une ligne parallèle au côté nord-ouest de la rue St-Paul, en allant vers le nord-est jusqu'à sa rencontre avec le côté ouest de l'emprise du chemin de fer de la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique (lot 434); le côté ouest de ladite emprise en allant vers le nord et le nord-est jusqu'à une ligne perpendiculaire originant au point d'intersection de la ligne est du lot 364 avec le côté sud-est de ladite emprise; ladite ligne perpendiculaire à travers ladite emprise; partie de la ligne est du lot 364 jusqu'à la ligne sud dudit lot 364; partie de la ligne sud dudit lot 364 jusqu'à la ligne est du lot 299; la ligne est du lot 299 jusqu'à coin nord du lot 298; partie de la ligne nord-est du lot 298 jusqu'au côté nord-ouest de la rue St-Paul; une ligne en allant vers le sud à travers la rue St-Paul jusqu'à un point situé sur le côté sud-est de la rue St-Paul à une distance de quatre cent cinquante-sept pieds et quatre dixièmes (457.4′) mesurée le long dudit côté sud-est à partir du point d'intersection du susdit côté avec la ligne ouest du lot 287; une ligne faisant un angle vers la gauche de 68°02′ avec le côté sud-est de la rue St-Paul et d'une longueur de cent soixante-cinq pieds et quatre dixième (165.4′); une ligne faisant un angle de déflexion vers la gauche de 87°07′ et d'une longueur de cent trente-deux pieds (132′); une autre ligne faisant un angle de déflexion vers la droite de 91°57′ et d'une longueur de mille dix-neuf pieds et six dixièmes (1019.6′) soit jusqu'à la ligne sud du lot 287; anfin ladite ligne sud du lot 287 en allant vers l'ouest jusqu'au point de départ.

Le Sous-ministre adjoint
des affaires municipales,
18285-o RICHARD BEAULIEU.

Ville Les Saules

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté en conseil numéro 68 du 18 janvier 1967

to withdraw from the territory hereinabove described, which territory occupied by the town of Dolbeau and comprising lots 34, 35, 36-A, 36-B, 37-A, 37-B, 38, 39, 40, 41-A, 41-B, and 42 to 49 inclusively all in range XVII of the township of Parent.

Associate Deputy Minister
of Municipal Affairs,
18285 RICHARD BEAULIEU.

City of Farnham

Notice is hereby given that, by Order in Council number 67, dated January 18, 1967, and pursuant to the provisions of section 43 of the Cities and Towns Act (R.S.Q. 1964, chapter 193), the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to approve by-law No. 109-3rd series of the municipal council of the city of Farnham and to enact that, from and after the date of the publication of the present notice, the territory mentioned in the said by-law and described below is detached from the municipality of Rainville, county of Missisquoi, and annexed to the city of Farnham.

The territory is the following:

going from the south-west corner of lot 287; thence, successively, the following lines and demarcations: a line crossing lots 296 and 434 and joining the south-west corner of lot 287 to the north-east corner of lot 608 of the cadaster for the town of Farnham, that is up to a point on a distance of three hundred feet (300′) on the west on the north-west side of St-Paul Street; a parallel line on the north-west side of St-Paul Street, going towards the north-east up to its meeting with the west side of the right-of-way of the railway of the Canadian Pacific Railway (lot 434); the west side of the said right-of-way going towards the north and north-east up to a perpendicular line originating from the point of intersection of the east line of lot 364 with the south-east side of the said right-of-way; the said perpendicular line across the said right-of-way; part of the east line of lot 364 up to the south line of said lot 364; part of the south line of said lot 364 up to the east line of lot 299; the east line of lot 299 up to the north corner of lot 298; part of the north-east line of lot 298 up to the north-west side of St-Paul Street; a line going towards the south across St-Paul Street up to a point situated on the south-east side of St-Paul Street on a distance of four hundred and fifty-seven feet and four tenths (457.4′) measured along the said south-east side going from the point of intersection of said side with the west line of lot 287; a line forming an angle towards the left of 68°02′ with the south-east side of St-Paul Street and of a length of one hundred and sixty-five feet and four tenths (165.4′); a line forming an angle of deflection towards the left of 87°07′ and of a length of one hundred and thirty-two feet (132′); another line forming an angle of deflection towards the right of 91°57′ and of a length of one thousand nineteen feet and six tenths (1019.6′) that is up the south line of lot 287; lastly, the said south line of lot 287 going towards the west up to the starting point.

RICHARD BEAULIEU,
Associate Deputy Minister of
18285 *Municiapl Affairs.*

Town of Les Saules

Notice is hereby given, that by Order in Council number 68 of January 18, 1967, and in

et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1964, chapitre 193), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement No 127 du conseil municipal de ville Les Saules et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité de la cité de Sainte-Foy, et annexé à ville Les Saules.

Ce territoire est le suivant:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de la cité de Sainte-Foy, comprenant en référence au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Foye, les lots 103-3, 375 et une partie du lot 102, le tout renfermé dans le périmètre ci-après décrit, à savoir:

partant du sommet de l'angle nord du lot 103-3; de là, successivement, les lignes suivantes: la ligne nord-ouest des lots 103-3, 102 et 375 (emprise du chemin de fer de la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique); la ligne sud dudit lot 375, et enfin la ligne nord-est des lots 375 et 103-3 en allant vers le nord-ouest jusqu'au point de départ.

Le Sous-ministre adjoint
des affaires municipales,
18285-o RICHARD BEAULIEU.

Paroisse de Saint-Nil

Le soussigné donne avis que, tel que demandé dans une résolution adoptée le 13 janvier 1967, par le conseil municipal de la paroisse de Saint-Nil, comté de Matane et conformément à l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 26 janvier 1967, que les publications de tout avis public, règlement, résolution ou ordre de la corporation de la paroisse de Saint-Nil, comté de Matane, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront à l'avenir dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 130 du Code municipal.

Québec, le 26 janvier 1967.

Le Sous-ministre adjoint
des affaires municipales,
18285-o RICHARD BEAULIEU.

Cité de Montréal-Nord

Avis

Règlement No 749

À l'effet de décréter que la durée des fonctions du maire et des échevins sera de quatre ans.

À une assemblée régulière du Conseil municipal de la cité de Montréal-Nord, comté Bourassa, tenue en l'Hôtel de Ville, mardi, le 11 octobre, mil neuf cent soixante-six (1966) aux lieu et heure ordinaires des séances du Conseil, conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes de la province de Québec et de la Loi spéciale et ses amendements régissant ladite cité de Montréal-Nord à laquelle assemblée sont présents: Son Honneur le maire Yves Ryan, messieurs les échevins: Léo Blondin, Maurice Brunelle, Ernest Chartrand, Jean-Paul Lessard, Lawrence E. Myers, Georges E. Tremblay, formant quorum et siégeant sous la présidence de Son Honneur le maire Yves Ryan.

VU le règlement 563 à l'effet que l'élection générale du maire et des échevins aura lieu tous les trois ans le premier dimanche de novembre

conformity to the provisions of section 43 of the Cities and Towns Act (R.S.Q. 1964, chapter 193), the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to approve by-law No. 127 of the municipal council of the town of Les Saules and to decree that, from and after the date of the publication of the present notice, the territory mentioned in the said by-law and hereunder described is detached from the municipality of the city of Sainte-Foy, and annexed to the town of Les Saules.

This territory is the following:

A territory presently being part of the municipality of the city of Sainte-Foy, including in reference to the official cadastre of the parish of Sainte-Foye, lots 103-3, 375 and a part of lot 102, the whole enclosed in the perimeter hereafter described, to wit:

starting at the summit of the north angle of lot 103-3; thence, successively, the following lines: the northwest line of lots 103-3, 102 and 375 (railroad right of way of the Canadian Pacific Railway Company); the south line of said lot 375, and finally the northeast line of lots 375 and 103-3 going to the northwest to the point of departure.

RICHARD BEAULIEU,
Associate Deputy Minister
18285 *of Municipal Affairs.*

Parish of Saint-Nil

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution passed on January 13, 1967, by the "parish of Saint-Nil, county of Matane and in conformity to section 130 of the Municipal Code, he has decreed on January 26, 1967, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the corporation of the parish of Saint-Nil, county of Matane, save those required in the *Quebec Official Gazette*, will be made, from now on, in the French langage only.

The present notice is published under section 130 of the Municipal Code.

Quebec, January 26, 1967.

RICHARD BEAULIEU,
Associate Deputy Minister of
18285 *the Municipal Affairs.*

City of Montreal-North

Notice

By-Law No. 749

Decreeing that the term of office of the mayor and aldermen be four years.

At a regular meeting of the municipal Council of the City of Montreal-North, county of Bourassa, held in the City Hall on Tuesday, the 11th day of October, one thousand nine hundred and sixty-six (1966), at the usual place and time of the Council's meetings, pursuant to the provisions of the Cities and Towns Act of the Province of Quebec and to the special Act and its amendments govering the said City of Montreal-North, at which meeting were present: His Honour the Mayor Yves Ryan, Messrs aldermen: Léo Blondin, Maurice Brunelle, Ernest Chartrand, Jean-Paul Lessard, Lawrence E. Myers, Georges E. Tremblay, forming quorum under the Chairmanship of His Honour the Mayor Yves Ryan.

IN VIEW of by-law No. 563 to the effect that the general election for mayor and aldermen will take place every three years on the first

et que la prochaine élection aura lieu le 6 novembre 1966.

Vu l'article 173 (9) de la Loi des cités et villes.

Il est statué et décrété par règlement de ce Conseil comme suit:

Article 1. À l'élection générale du 6 novembre 1966, la question suivante sera soumise à tous les électeurs ayant droit de vote pour l'élection du maire:

« Êtes-vous d'avis que la durée des fonctions du maire et des échevins soit de quatre ans? »

Article 2. Le présent règlement deviendra en vigueur selon la Loi.

Fait et passé en la cité de Montréal-Nord, ce onzième (11) jour du mois d'octobre, mil neuf cent soixante-six (1966).

Maire,
(Signé): Yves Ryan.
Le Secrétaire-trésorier,
(Signé): René Bergeron, c.a.

Certifié conforme à l'original,
René Bergeron,
Secrétaire-Trésorier.

N.B. Ce règlement est publié conformément à l'article 173, paragraphe 8 de la Loi des cités et villes.

Le Sous-ministre des affaires municipales,
18311-o Jean-Louis Doucet, c.r.

Cité de Sainte-Foy

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté en conseil numéro 69 du 18 janvier 1967 et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q. 1964, chapitre 193), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement no 1090 du conseil municipal de la cité de Sainte-Foy et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit audit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité de ville Les Saules, et annexé à la municipalité de la cité de Sainte-Foy.

Ce territoire est le suivant:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de la ville Les Saules et comprenant en référence au cadastre officiel de la paroisse de l'Ancienne-Lorette, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, routes, emprise de chemin de fer ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les deux périmètres ci-après décrits, à savoir:

Premier périmètre: Partant du point d'intersection de la ligne sud-ouest du lot 10 avec le côté sud de l'emprise du chemin de fer de la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique (lot 961); de là, successivement, les lignes suivantes: le côté sud de ladite emprise en allant vers l'est jusqu'à la ligne séparative des cadastre des paroisses de l'Ancienne-Lorette et de Saint-Sauveur; ladite ligne séparative des cadastre en suivant la ligne nord-est de lot 1 jusqu'au sommet de l'angle le plus à l'est dudit lot 1; une ligne brisée séparant les cadastres des paroisses de Sainte-Foye et de l'Ancienne-Lorette et limitant au nord-est les lots 1 et 1-120, au sud-est les lots 1, 1-120, 5-1 et 6-A et au sud-ouest les lots 5-1, 6-A et 10 jusqu'au point de départ;

Deuxième périmètre: Partant du point d'intersection de la ligne sud-est du lot 21 avec le côté sud de l'emprise du chemin de fer de la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique (lot 962); de là, successivement, les lignes suivantes: le côté sud de ladite emprise en allant vers l'est jusqu'à la ligne séparative des cadastre des paroisses de l'Ancienne-Lorette et de Saint-Sauveur; ladite ligne séparative des cadastre en suivant la ligne nord-est de lot 1 jusqu'au sommet de l'angle le plus à l'est dudit lot 1; une ligne brisée séparant les cadastres des paroisses de Sainte-Foye et de l'Ancienne-Lorette et limitant au nord-est les lots 1 et 1-120, au sud-est les lots 1, 1-120, 5-1 et 6-A et au sud-ouest les lots 5-1, 6-A et 10 jusqu'au point de départ;

Sunday of November, and that the next election will take place on November 6, 1966.

In view of section 173 (9) of the Cities and Towns Act.

It is enacted and decreed by by-law of the said Council as follows:

Section 1. At the general election on November 6, 1966, the following question will be submitted to all the electors having the right to vote in the election for mayor:

« Do you think that the term of office of the mayor and aldermen should be four years? »

Section 2. The present by-law will come into force according to law.

Given and passed in the City of Montreal-North this eleventh (11) day of October, one thousand nine hundred and sixty-six (1966).

(Signed): Yves Ryan,
Mayor.
(Signed): René Bergeron, c.a.,
Secretary-Treasurer.

Certified true copy,
René Bergeron,
Secretary-Treasurer.

N.B. This by-law is published pursuant to section 173, paragraph 8 of the Cities and Towns Act.

Jean-Louis Doucet, q.c.,
18311 *Deputy-Minister of Municipal Affairs.*

City of Sainte-Foy

Notice is hereby given that, by order in council number 69, dated January 18, 1967, and pursuant to the provisions of section 43 of the Cities and Towns Act (R.S.Q. 1964, chapter 193), the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to approve by-law number 1090 of the Municipal Council of the City of Sainte-Foy, and to decree that, from and after the date of publication of the present notice, the territory mentioned in the said by-law and described below is deteched from the municipality of the Town of Les Saules, and annexed to the municipality of the City of Sainte-Foy.

This territory is the following:

A territory presently forming part of the municipality of the Town of Les Saules, and comprising, in reference to the official cadaster of the Parish of l'Ancienne-Lorette, the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, highways, railroad right of ways or parts of the same, the whole enclosed within the two perimeters hereinafter described, to wit:

First perimeter: Starting at the point intersection of the south-west line of lot 10 with the south side of the Canadian Pacific Railway right of way (lot 961); thence, successively, the following lines: the south side of the said right of way going towards the east as far as the line separat ing the cadasters of the Parishes of l'Ancienne-Lorette and Saint-Sauveur; the said line separating the cadasters following the north-east line of lot 1 to the summit of the most easterly corner of said lot 1; a broken line separating the cadasters of the Parishes of Sainte-Foye and l'Ancienne-Lorette and bordering, on the north-east, on lots 1 and 1-120, on the south-east on lots 1, 1-120, 5-1 and 6-A, and on the south west on lots 5-1, 6-A and 10 to the starting point.

Second perimeter: Starting at the point of intersection of the south-east line of lot 21 with the south side of the Canadian Pacific Railway right of way (lot 962); thence, successively, the following lines: the south side of the said right

vantes: le côté sud de ladite emprise en allant vers l'ouest jusqu'à la ligne médiane principale du boulevard Henri IV; la ligne médiane dudit boulevard en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne sud-est du lot 26; partie de la ligne sud-est du lot 26 et la ligne sud-est des lots 25, 24, 23, 22 et 21 jusqu'au point de départ.

Le Sous-ministre adjoint des affaires municipales,

18285-o RICHARD BEAULIEU.

of way going towards the west to the main centerline of Henri IV Blvd.; the center-line of the said boulevard going towards the south-east to the south-east line of lot 26; part of the south-east line of lot 26, and the south-east line of lots 25, 24, 23, 22 and 21 to the starting point.

RICHARD BEAULIEU,
Associate Deputy-Minister of Municipal Affairs.

18285

Ministère de l'Agriculture et de la Colonisation

Coopérative agricole du Lac St-Pierre

Avis est donné que, à la demande du conseil d'adaministration, le nom de la « Meunerie coopérative de Nicolet » est changé en celui de « Coopérative agricole du Lac St-Pierre », en vertu des dispositions de l'article 8 de la Loi des sociétés coopératives agricoles, Statuts refondus, 1964, chapitre 124.

Québec, le 18 janvier 1967.

Le Ministre de l'Agriculture et de la Colonisation,

18312-o CLÉMENT VINCENT.

Department of Agriculture and Colonization

Coopérative agricole du Lac St-Pierre

Notice is hereby given that, at the request of the Board of Directors, the name of "Meunerie coopérative de Nicolet" is changed to that of "Coopérative agricole du Lac St-Pierre", pursuant to the provisions of section 8 of the Cooperative Agricultural Associations Act, Revised Statutes, 1964, chapter 124.

Quebec, January 18, 1967.

CLÉMENT VINCENT,
Minister of Agriculture and Colonization.

18312

Ministère de l'Éducation

Commission scolaire régionale Lakeshore

Avis est par la présente donné, conformément à l'article 474 de la Loi de l'instruction publique (chapitre 235, S.R.Q., 1964), que le siège social de la commission scolaire régionale ci-dessus mentionnée soit fixé à l'endroit suivant: « 450 Church Street, Beaconsfield, Que. ».

Québec, le 30 janvier 1967.

Le Ministre de l'Éducation,

18303-o JEAN-JACQUES BERTRAND.

Department of Education

Lakeshore Regional School Board

Notice is hereby given in conformity with section 474 of Education Act (Chapter 235, Q.R.S., 1964), that the head office of the regional school board hereinabove mentioned be fixed at the following place: "450 Church Street, Beaconsfield, Que".

Quebec, January 30, 1967.

JEAN-JACQUES BERTRAND,
Minister of Education.

18303

Ministère des Finances
Assurances

Boston Insurance Company

Avis d'annulation de permis et de certificat d'enregistrement

Attendu que « Boston Insurance Company », dont le siège social est situé à Boston, Massachusetts, États-Unis d'Amérique, laquelle compagnie était dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec, a réassuré toutes ses affaires dans la province de Québec avec « The Continental Insurance Company », dont le siège social est situé à New York, New York, États-Unis d'Amérique, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies le 6 juin 1966;

Attendu que « The Continental Insurance Company », est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que « Boston Insurance Company » s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de « Boston Insurance Company » sont annulés à compter du 28 janvier 1967.

Department of Finance
Insurance

Boston Insurance Company

Notice of Cancellation of Licence and Certificate of Registration

Whereas "Boston Insurance Company", whose head office is situated in Boston, Massachusetts, United States of America, which company was duly authorized to do business in the Province of Quebec, has reinsured all its business in the Province of Quebec with "The Continental Insurance Company", whose head office is situated in New York, New York, United States of America, according to a reinsurance agreement entered into by these two companies on the 6th day of June 1966;

Whereas "The Continental Insurance Company" is duly authorized to do business in the Province of Quebec;

Whereas "Boston Insurance Company" has complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "Boston Insurance Company" are cancelled as from the 28th day of January 1967.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 28 janvier 1967.

Pour le Ministre des finances de la Province,
Le Surintendant des assurances,
18242-4-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

Citizens Life Assurance Company
Citoyens, compagnie d'assurance-vie

Avis de requête pour la constitution d'une compagnie d'assurance

Avis est donné que l'honorable Jean Barrette, C.L., 99, rue Arlington, Westmount, P.Q., Raymond J. Laroche, comptable agréé, 993, rue Melançon, Chicoutimi, P.Q., Erminio di Tomasso, homme d'affaires, 90, Roselawn Crescent, ville Mont Royal, P.Q., Richard Gareau, avocat, 635 ouest, rue Dorchester, Montréal, P.Q., et Owen Carter, C.R., avocat, 2177, rue Brulart, Sillery, P.Q., ont l'intention de présenter au lieutenant-gouverneur en conseil une requête pour la constitution d'une compagnie d'assurance en vertu de la Loi des assurances (Québec) (S.R.Q. 1964 chapitre 295), sous le nom de « Citizens Life Assurance Company — Citoyens, compagnie d'assurance-vie » dont le siège social sera à Montréal, district judiciaire de Montréal, ayant un capital-actions de deux millions de dollars ($2,000,000.00) divisé en vingt mille (20,000) actions d'une valeur au pair de cent dollars ($100.00) chacune et ayant le pouvoir d'exercer, diriger et entreprendre le commerce de réaliser et de transiger des opérations d'assurance et de réassurance de la personne et, sans restreindre ce qui précède, faire des contrats d'assurance sur la vie, contre les accidents, contre l'invalidité et contre la maladie, et assurance d'indemnisation de frais d'hospitalisation, médicaux, chirurgicaux, de traitements dentaires, de soins d'infirmière, pharmaceutiques, et de tous autres frais du même genre encourus en raison d'accident, de maladie ou de maternité, et faire des contrats se rapportant à la capitalisation ou aux fonds d'amortissement, à l'annuité et rentes fixes, à l'annuité et rentes variables.

Donné à Montréal, ce 24e jour de janvier 1967.

Signature des requérants,
JEAN BARRETTE, R. LAROCHE,
E. DI TOMASSO, RICHARD GAREAU,
18243-4-4 OWEN CARTER.

St. Lawrence Sugar Refineries Limited
Employees' Benefit Society

Avis d'annulation d'enregistrement

Attendu que « St. Lawrence Sugar Refineries Limited Employees' Benefit Society » a cessé de faire affaires;

Attendu que « St. Lawrence Sugar Refineries Limited Employees' Benefit Society » a produit au Service des assurances une déclaration à l'effet que le 17 janvier 1967, elle ne possédait plus aucun actif, ni aucun passif, ayant distribué son surplus à ses membres, après avoir acquitté toutes ses dettes;

En conséquence, avis est par les présentes donné que l'enregistrement de « St. Lawrence Sugar Refineries Limited Employees' Benefit Society » est annulé à compter du 27 janvier 1967.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 27 janvier 1967.

Pour le Ministre des finances
de la Province,
Le Surintendant des assurances,
18313-5-4-o ROGER-A. CAMARAIRE.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance the 28th day of January 1967.

For the Minister of Finance of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
18242-4-2-o *Superintendant of Insurance.*

Citizens Life Assurance Companu
Citoyens, compagnie d'assurance-vie

Notice of petition for incorporation of an insurance company

Notice is hereby given that the Honourable Jean Barrette, Q.C., 99 Arlington Street, Westmount, P.Q., Raymond J. Laroche, chartered accountant, 993 Melançon Street, Chicoutimi, P.Q., Erminio di Tomasso, businessman, 90 Roselawn Crescent, town of Mount Royal, P.Q., Richard Gareau, lawyer, 635 Dorchester Street West, Montreal, P.Q., and Owen Carter, Q.C., lawyer, 2177 Brulart Street, Sillery, P.Q., intend to present to the Lieutenant Governor in Council a petition for the incorporation of an insurance company under the Insurance Act (Quebec) (R.S.Q. 1964, chapter 295), under the name of "Citizens Life Assurance Company — Citoyens, compagnie d'assurance vie" with head office in the city of Montreal, judicial district of Montreal, and a share capital of two million dollars ($2,000,000.00) divided into twenty thousand (20,000) shares of the par value of one hundred dollars ($100.00) each and with power to carry on, conduct and engage in the business of undertaking and transacting insurance and reinsurance of the person and without limiting the foregoing to enter into contracts for life, accident, disability and sickness insurance and insurance with respect to hospital expense indemnification, medical, surgical, dental, nursing, pharmaceutical and all other similar expenses on account of accident, sickness or maternity, and making contracts with respect to capitalization or sinking-fund annuities and fixed life rents and variable annuities and life rents.

Given at Montreal, this 24th day of January, 1967.

Signatures of petitioners,
JEAN BARRETTE, R. LAROCHE,
E. DI TOMASSO, RICHARD GAREAU,
18243-4-4-o OWEN CARTER.

St. Lawrence Sugar Refineries Limited
Employees' Benefit Society

Notice of Cancellation of Registration

Whereas "St. Lawrence Sugar Refineries Limited Employees' Benefit Society" has ceased to do business;

Whereas "St. Lawrence Sugar Refineries Limited Employees' Benefit Society" has filed with the Insurance Branch a declaration to the effect that on the 17th of January 1967, it had no assets and no liabilities, having distributed its surplus to its members after having discharged all its debts;

Therefore, notice is hereby given that the registration of "St. Lawrence Sugar Refineries Limited Employees' Benefit Society" is cancelled as from the 27th of January 1967.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 27th of January 1967.

For the Minister of Finance
of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
18313-5-4-o *Superintendent of Insurance.*

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Cité de Sherbrooke, Quartier Est

Cadastre officiel de la Cité de Sherbrooke, Quartier Est, municipalité de la Cité de Sherbrooke, division d'enregistrement de Sherbrooke.

Avis est par la présente donné que les lots 9-100, 9-87-1 et partie des lots 9-56 et 9-87 sont annulés en vertu de l'article 2174 du Code civil.

Québec, le 19 janvier 1967.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

18316-o

Paroisse de St-Martin

Cadastre officiel de la paroisse de St-Martin, municipalité de la Ville de Laval, division d'enregistrement de Laval.

Avis est par la présente donné que les lots 345-13 et 345-16 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 26 janvier 1967.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

18316-o

Paroisse de Ste-Dorothée

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Dorothée, municipalité de la ville de Laval, division d'enregistrement de Laval.

Avis est par la présente donné que la partie restante des lots 36-67-1, 36-69-1, 36-67 et 36-69 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 23 janvier 1967.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

18316-o

Village de Ste-Anne de Chicoutimi

Cadastre officiel du village de Ste-Anne-de Chicoutimi, municipalité de la cité de Chicoutimi-Nord, division d'enregistrement de Chicoutimi.

Avis est par la présente donné que la partie restante des lots 103-168 et 103-169 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 11 janvier 1967.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

18316-o

Paroisse de Ste-Adèle d'Abercrombie

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Adèle d'Abercrombie, municiplaté de Val-Morin, division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que les lots 2-15 et 2-16 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 16 janvier 1967.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

18316-o

Canton de Parent

Cadastre officiel du canton de Parent, municipalité de la ville de Dolbeau, division d'enregistrement de Lac St-Jean-Ouest.

Avis est par la présente donné que le lot 48-55, rang XVII est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 9 janvier 1967.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

18316-o

Department of Lands and Forets
Cadastre

City of Sherbrooke, East Ward

Official cadastre of the City of Sherbrooke, East Ward, municipality of the City of Sherbrooke, registration division of Sherbrooke.

Notice is hereby given that lots 9-100, 9-87-1 and part of lots 9-56 and 9-87 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, January 19, 1967.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

18316-o

Parish of St-Martin

Official cadastre of the parish of St-Martin, municipality of the town of Laval, registration division of Laval.

Notice is hereby given that lots 345-13 and 345-16 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, January 26, 1967.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

18316-o

Parish of Ste-Dorothée

Official cadastre of the parish of Ste-Dorothée, municipality of the town of Laval, registration division of Laval.

Notice is hereby given that the remaining part of lots 36-67-1, 36-69-1, 36-67 and 36-69 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, January 23, 1967.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

18316-o

Village of Ste-Anne de Chicoutimi

Official cadastre of the village of Ste-Anne de Chicoutimi, municipality of the city of Chicoutimi-Nord, registration division of Chicoutimi.

Notice is hereby given that remaining part of lots 103-168 and 103-169 is cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, January 11, 1967.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

18316-o

Parish of Ste-Adèle d'Abercrombie

Official cadastre of the parish of Ste-Adèle d'Abercrombie, municipality of Val-Morin, registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lots 2-15 and 2-16 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, January 16, 1967.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

18316-o

Township of Parent

Official cadastre of the township of Parent, municipality of the town of Dolbeau, registration Division of Lac St-Jean-Ouest.

Notice is hereby given that lot 48-55, range XVII is cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, January 9, 1967.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

18316-o

Soumissions

Cité de Dorval
Comté de Jacques-Cartier

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Armand DelTorchio, greffier, Hôtel de Ville, 60, avenue Martin, Dorval, comté de Jacques-Cartier, P.Q., jusqu'à 9 heures p.m., lundi, le 20 février 1967, pour l'achat de $1,882,000 d'obligations de la cité de Dorval, comté de Jacques-Cartier, datées du 1er mars 1967 et remboursables par séries du 1er mars 1968 au 1er mars 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos 579 — $12,800 — éclairage de rues; 645 — $89,500 — achat de terrains; 666 — $62,000 — voirie; 670 — $22,000 — voirie; 671 — $118,000 — aqueduc, égouts; 672 — $269,000 — voirie; 674 — $90,000 — bâtisses et terrains; 676 — $22,000 — voirie; 677 — $6,000 — voirie; 678 — $33,000 — aqueduc et égouts; 680 — $40,000 — aqueduc et voirie; 684 — $71,000 — aqueduc et égouts; 685 — $177,000 — voirie; 711 — $93,000 — acquisition de servitudes; 718 — $141,000 — services récréatifs; 720 — $48,000 — services récréatifs; 722 — $115,000 — voirie; 723 — $86,000 — voirie; 724 — $31,000 — aqueduc et égouts; 725 — $121,500 — voirie; 726 — $119,200 — voirie; 730 — $18,000 — bâtisses et terrains; 731 — $16,000 — voirie, aqueduc et égouts; 735 — $81,000 — voirie, aqueduc, égouts, éclairage.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1967.

Tableau d'amortissement — $1,882,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mars 1968	$51,000
1er mars 1969	55,000
1er mars 1970	57,000
1er mars 1971	62,000
1er mars 1972	64,000
1er mars 1973	69,000
1er mars 1974	73,000
1er mars 1975	78,000
1er mars 1976	81,000
1er mars 1977	85,000
1er mars 1978	92,000
1er mars 1979	97,000
1er mars 1980	102,000
1er mars 1981	108,000
1er mars 1982	116,000
1er mars 1983	122,000
1er mars 1984	130,000
1er mars 1985	138,000
1er mars 1986	145,000
1er mars 1987	157,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Dorval.

Tenders

City of Dorval
County of Jacques-Cartier

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Armand DelTorchio, city clerk, City Hall, 60 Martin Avenue, Dorval, county of Jacques-Cartier, P.Q., until 9:00 o'clock p.m., Monday, February 20, 1967, for the purchase of an issue of $1,882,000 of bonds for the city of Dorval, county of Jacques-Cartier, dated March 1, 1967, and redeemable serially from March 1, 1968 to March 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it way vary according to maturities.

By-laws Nos. 579 — $12,800 — street lighting; 645 — $89,500 — purchase of terrains; 666 — $62,000 — roads; 670 — $22,000 — roads; 671 — $118,000 — aqueduct, sewers; 672 — $269,000 — roads; 674 — $90,000 — buildings and terrains; 676 — $22,000 — roads; 677 — $6,000 — roads; 678 — $33,000 — aqueduct and sewers; 680 — $40,000 — aqueduct and roads; 684 — $71,000 — aqueduct and sewers; 685 — $177,000 — roads; 711 — $93,000 — acquisitions of servitudes; 718 — $141,000 — recreational services; 720 — $48,000 — recreational services; 722 — $115,000 — roads; 723 — $86,000 — roads; 724 — $31,000 — aqueduct and sewers; 725 — $121,500 — roads; 726 — $119,200 — roads; 730 — $18,000 — buildings and terrains; 731 — $16,000 — roads, aqueduct and sewers; 735 — $81,000 — roads, aqueduct, sewers, lighting.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from March 1, 1967.

Table of redemption — $1,882,000 — 20 years

Year	*Capital*
March 1, 1968	$51,000
March 1, 1969	55,000
March 1, 1970	57,000
March 1, 1971	62,000
March 1, 1972	64,000
March 1, 1973	69,000
March 1, 1974	73,000
March 1, 1975	78,000
March 1, 1976	81,000
March 1, 1977	85,000
March 1, 1978	92,000
March 1, 1979	97,000
March 1, 1980	102,000
March 1, 1981	108,000
March 1, 1982	116,000
March 1, 1983	122,000
March 1, 1984	130,000
March 1, 1985	138,000
March 1, 1986	145,000
March 1, 1987	157,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Dorval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la Province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 20 février 1967, à 9 heures du soir, Hôtel de Ville, 60, avenue Martin, Dorval, comté de Jacques-Cartier, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Dorval, (Comté de Jacques-Cartier), ce 27 janvier 1967.

Le Greffier,
ARMAND DELTORCHIO.

Hôtel de Ville, 60, avenue Martin,
Dorval, (Jacques-Cartier), P.Q.
Téléphone: 631-1857, code 514. 18291-o

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de St-Hyacinthe
Comté de St-Hyacinthe

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumission pour obligations » seront reçues par le soussigné Me Jacques Lafontaine, N.P., secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures du soir, 905, rue du Palais, St-Hyacinthe, comté de St-Hyacinthe, P.Q., et par après de 7.30 heures du soir à 8 heures du soir, à l'École du Sacré-Coeur (filles), 775, rue du Sacré-Coeur, St-Hyacinthe, comté de St-Hyacinthe, P.Q., lundi, le 20 février 1967, pour l'achat de $353,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de St-Hyacinthe, comté de St-Hyacinthe, datées du 1er mars 1967 et remboursables par séries du 1er mars 1968 au 1er mars 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution datée du 25 avril 1966 — $353,000 — achat de terrain et construction d'une école élémentaire de 12 classes.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1967.

Tableau d'amortissement — $353,000 — 20 ans

Année		*Capital*
1er mars 1968	x	$53,000
1er mars 1969	x	56,000
1er mars 1970	x	59,500
1er mars 1971	x	63,000
1er mars 1972		5,000
1er mars 1973		5,000
1er mars 1974		5,500
1er mars 1975		5,500
1er mars 1976		6,000
1er mars 1977		6,500
1er mars 1978		6,500
1er mars 1979		7,000
1er mars 1980		7,500
1er mars 1981		8,000
1er mars 1982		8,500
1er mars 1983		9,000

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, February 20, 1967, at 9:00 o'clock p.m., at the City Hall, 60 Martin Avenue, Dorval, county of Jacques-Cartier, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Dorval, (County of Jacques-Cartier), January 27, 1967.

ARMAND DELTORCHIO,
City Clerk.

City Hall, 60 Martin Avenue,
Dorval, (Jacques-Cartier), P.Q.
Telephone: 631-1857, code 514. 18291

The School Commissioners for the Municipality of the City of St-Hyacinthe
County of St-Hyacinthe

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jacques Lafontaine, N.P., secretary-treasurer, until 5:00 o'clock p.m., 905 du Palais Street, St-Hyacinthe, county St-Hyacinthe, P.Q., and afterwards from 7:30 o'clock p.m., until 8:00 o'clock p.m. at the Sacré-Coeur School (girls) 775 Sacré-Coeur Street, St-Hyacinthe, county of St-Hyacinthe, P.Q., Monday, February 20, 1967, for the purchase of an issue of $353,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of the city of St-Hyacinthe, county of St-Hyacinthe, dated March 1, 1967, and redeemable serially from March 1, 1968 to March 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated April 25, 1966 — $353,000 — purchase of land and building of a 12 class elementary School.

For adjudication only, interest shall be calculated as from March 1, 1967.

Table of redemption — $353,000 — 20 years

Year		*Capital*
March 1, 1968	x	$53,000
March 1, 1969	x	56,000
March 1, 1970	x	59,500
March 1, 1971	x	63,000
March 1, 1972		5,000
March 1, 1973		5,000
March 1, 1974		5,500
March 1, 1975		5,500
March 1, 1976		6,000
March 1, 1977		6,500
March 1, 1978		6,500
March 1, 1979		7,000
March 1, 1980		7,500
March 1, 1981		8,000
March 1, 1982		8,500
March 1, 1983		9,000

1er mars 1984	$ 9,500
1er mars 1985	10,000
1er mars 1986	10,500
1er mars 1987	11,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $248,000 accordé par le gouvernement provincial et payable en quatre versements de $62,000 chacun, de 1968 à 1971 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Hyacinthe.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 20 février 1967, à 8 heures p.m., à l'École du Sacré-Coeur (filles), 775, rue du Sacré-Coeur, St-Hyacinthe, comté de St-Hyacinthe, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Hyacinthe, (Comté de St-Hyacinthe), ce 27 janvier 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
Me JACQUES LAFONTAINE, N.P.
905, rue du Palais,
St-Hyacinthe, (St-Hyacinthe), P.Q.
Téléphone: 773-8428, code 514. 18309-o

La Commission scolaire régionale des Vieilles-Forges
Comté de St-Maurice

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Fernand Duchaine, secrétaire-trésorier, Bureau de la corporation, 2245, 8e Avenue, Trois-Rivières, comté de St-Maurice, P.Q., jusqu'à 8.00 heures du soir, mercredi, le 22 février 1967, pour l'achat de $404,000 d'obligations de la commission scolaire régionale des Vieilles-Forges, comté de St-Maurice, datées du 1er mars 1967 et remboursables par séries du 1er mars 1968 au 1er mars 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolutions datées du: 26 novembre 1965 — $150,000 — bâtisses et terrains; 26 novembre 1965 — $14,000 — bâtisses et terrains; 17 juin 1966 — $240,000 — bâtisses et terrains.

March 1, 1984	$ 9,500
March 1, 1985	10,000
March 1, 1986	10,500
March 1, 1987	11,500

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $248,000 granted by the Provincial Government and payable in four instalments of $62,000 each, from 1968 to 1971 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Hyacinthe.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure, as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting school commissioners to be held on Monday, February 20, 1967, at 8:00 o'clock p.m., at the Sacré-Coeur School (girls) 775 Sacré-Coeur Street, St-Hyacinthe, county of St-Hyacinthe, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest of any of the tenders.

St-Hyacinthe, (County of St-Hyacinthe), January 27, 1967.

Me JACQUES LAFONTAINE, N.P.,
Secretary-Treasurer.
905, du Palais Street,
St-Hyacinthe, (St-Hyacinthe), P.Q.
Telephone: 773-8428, code 514. 18309

The Regional School Board of des Vieilles-Forges
County of St-Maurice

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Fernand Duchaine, secretary-treasurer, Corporation Office, 2245, 8th Avenue, Trois-Rivières, county of St. Maurice, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Wednesday, February 22, 1967, for the purchase of an issue of $404,000 of bonds for the Regional School Board of Les Vieilles-Forges, county of St. Maurice, dated March 1, 1967, and redeemable serially from March 1, 1968 to March 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to marutities.

Resolutions dated: November 26, 1965 — $150,000 — buildings and lots of land; November 26, 1965 — $14,000 — buildings and lots of land; June 17, 1966 — $240,000 — buildings and lots of land.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1967.

Tableau d'amortissement — $404,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mars 1968	$11,000
1er mars 1969	12,000
1er mars 1970	12,500
1er mars 1971	13,500
1er mars 1972	13,500
1er mars 1973	14,500
1er mars 1974	16,000
1er mars 1975	16,500
1er mars 1976	17,500
1er mars 1977	18,500
1er mars 1978	19,500
1er mars 1979	21,000
1er mars 1980	22,000
1er mars 1981	23,500
1er mars 1982	25,000
1er mars 1983	26,000
1er mars 1984	28,000
1er mars 1985	29,500
1er mars 1986	31,000
1er mars 1987	33,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Trois-Rivières.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la Province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 22 février 1967, à 8.00 heures du soir, Bureau de la corporation, 2245, 8e Avenue, Trois-Rivières, comté de St-Maurice, P. Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Trois-Rivières, (Comté de St-Maurice), ce 26 janvier 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
FERNAND DUCHAINE.

Bureau de la corporation,
2245, 8e Avenue, C.P. 100,
Trois-Rivières, (St-Maurice), P.Q.
Téléphone: 378-2777, code 819. 18310-o

For adjudication only, interest shall be calculated as from March 1, 1967.

Table of redemption — $404,000 — 20 years

Year	*Capital*
March 1, 1968	$11,000
March 1, 1969	12,000
March 1, 1970	12,500
March 1, 1971	13,500
March 1, 1972	13,500
March 1, 1973	14,500
March 1, 1974	16,000
March 1, 1975	16,500
March 1, 1976	17,500
March 1, 1977	18,500
March 1, 1978	19,500
March 1, 1979	21,000
March 1, 1980	22,000
March 1, 1981	23,500
March 1, 1982	25,000
March 1, 1983	26,000
March 1, 1984	28,000
March 1, 1985	29,500
March 1, 1986	31,000
March 1, 1987	33,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Trois-Rivières.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec, of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Wednesday, February 22, 1967, at 8:00 o'clock p.m., at the Corporation Office, 2245, 8th Avenue, Trois-Rivières, county of St. Maurice, P.Q.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Trois-Rivières, (County of St. Maurice), January 26, 1967.

FERNAND DUCHAINE,
Secretary-Treasurer.

Corporation Office,
2245, 8th Avenue, P.O. Box 100,
Trois-Rivières, (St. Maurice), P.Q.
Telephone: 378-2777, code 819. 18310

Ville de Bécancour
Comté de Nicolet

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Me André Villeneuve, greffier, jusqu'à 5 heures du soir, Hôtel de Ville, Bécancour, comté de Nicolet, P.Q., et par après de 7.30 heures du soir à 8 heures du soir, à la Salle paroissiale, Bécancour, comté de Nicolet, P.Q., mardi, le

Town of Bécancour
County of Nicolet

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Me André Villeneuve, town clerk, until 5:00 o'clock p.m., Town Hall, Bécancour, county of Nicolet, P.Q., and afterwards from 7:30 o'clock p.m. to 8:00 o'clock p.m., at the Parish Hall, Bécancour, county of Nicolet, P.Q., Tuesday, February 21, 1967, for

21 février 1967, pour l'achat de $165,000 d'obligations de la ville de Bécancour, comté de Nicolet, datées du 1er mars 1967 et remboursables par séries du 1er mars 1968 au 1er mars 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 8 — $35,000 — centre culturel; 62 — $130,000 — aqueduc et égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt, sera calculé à compter du 1er mars 1967.

Tableau d'amortissement — $165,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mars 1968	$ 2,000
1er mars 1969	2,000
1er mars 1970	2,000
1er mars 1971	2,000
1er mars 1972	2,000
1er mars 1973	2,500
1er mars 1974	2,500
1er mars 1975	2,500
1er mars 1976	3,000
1er mars 1977	3,000
1er mars 1978	3,000
1er mars 1979	3,500
1er mars 1980	3,500
1er mars 1981	3,500
1er mars 1982	4,000
1er mars 1983	4,500
1er mars 1984	4,500
1er mars 1985	4,500
1er mars 1986	5,000
1er mars 1987	105,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Bécancour.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 21 février 1967, à 8 heures du soir, à la Salle paroissiale, Bécancour, comté de Nicolet, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Bécancour, (Comté de Nicolet), ce 30 janvier 1967.

Le Greffier,
Me ANDRÉ VILLENEUVE.

Hôtel de Ville,
Bécancour, (Nicolet), P.Q.
Téléphone: 378-2922, code 819. 18322-o

the purchase of an issue of $165,000 of bonds for the town of Bécancour, county of Nicolet, dated March 1, 1967, and redeemable serially from March 1, 1968 to March 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos.: 8 — $35,000 — cultural center; 62 — $130,000 — aqueduct and sewers.

For adjudication only, interest shall be calculated as from March 1, 1967.

Table of redemption — $165,000 — 20 years

Year	*Capital*
March 1, 1968	$ 2,000
March 1, 1969	2,000
March 1, 1970	2,000
March 1, 1971	2,000
March 1, 1972	2,000
March 1, 1973	2,500
March 1, 1974	2,500
March 1, 1975	2,500
March 1, 1976	3,000
March 1, 1977	3,000
March 1, 1978	3,000
March 1, 1979	3,500
March 1, 1980	3,500
March 1, 1981	3,500
March 1, 1982	4,000
March 1, 1983	4,500
March 1, 1984	4,500
March 1, 1985	4,500
March 1, 1986	5,000
March 1, 1987	105,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Bécancour.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, February 21, 1967, at 8:00 o'clock p.m., at the Parish Hall, Bécancour, county of Nicolet, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Bécancour, (County of Nicolet), January 30, 1967.

Me ANDRÉ VILLENEUVE,
Town Clerk.

Town Hall,
Bécancour, (Nicolet), P.Q.
Telephone: 378-2922, code 819. 18322

Ville de Hauterive
Comté de Saguenay

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gilbert Moffatt, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures du soir, Hôtel de Ville, 625, Blvd Laflèche, Hauterive, comté de Saguenay, P.Q., et par après de 7 heures du soir à 7.30 heures du soir, à la Salle des Conférences du Conseil, 625, Blvd Laflèche, Hauterive, comté de Saguenay, P.Q., lundi, le 20 février 1966, pour l'achat de $630,000 d'obligations de la ville de Hauterive, comté de Saguenay, P.Q., datées du 1er mars 1967 et remboursables pra séries du 1er mars 1968 au 1er mars 1987 inclusivement ou, au choix, à fonds d'amortissement échéant le 1er mars 1987 avec intérêts à un taux non inférieur à 6% ni supérieur à 7% payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour tuote l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 14 — $91,500 — renouvellement; 144 — $70,800 — aqueduc, égouts, voirie; 145 — $49,000 — aqueduc, égouts, voirie; 152 — $262,500 — aqueduc, égouts, voirie; 156 — $32,700 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 157 — $123,500 — aqueduc, égouts, voirie.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1967.

Tableau d'amortissement — $630,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mars 1968	$13,500
1er mars 1969	15,000
1er mars 1970	15,500
1er mars 1971	16,500
1er mars 1972	17,500
1er mars 1973	18,500
1er mars 1974	18,500
1er mars 1975	20,500
1er mars 1976	21,500
1er mars 1977	22,000
1er mars 1978	12,000
1er mars 1979	13,000
1er mars 1980	13,500
1er mars 1981	15,000
1er mars 1982	15,500
1er mars 1983	16,000
1er mars 1984	17,500
1er mars 1985	18,000
1er mars 1986	19,500
1er mars 1987	311,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération, pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans, avec le solde à fonds d'amortissement 20 ans; en ce cas, au choix, une partie de tel solde pourra être émise à courte échéance 10 ans, et l'autre partie émise à fonds d'amortissement 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $290,500., et, si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, tels qu'apparaissant au tableau, en commençant par les dernières années d'échéance, Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conromément à la loi.

Town of Hauterive
County of Saguenay

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gilbert Moffatt, secretary-treasurer, until 5:00 o'clock p.m., Town Hall, 625 Laflèche Blvd., Hauterive, county of Saguenay, P. Q., and afterwards from 7:00 o'clock p.m. to 7:30 o'clock p.m., at the Council Conference Hall, 625 Laflèche Blvd., Hauterive, county of Saguenay, P. Q., Monday, February 20, 1966, for the purchase of an issue of $630,000 of bonds for the town of Hauterive, county of Saguenay, P. Q., dated March 1, 1967, and redeemable serially from March 1, 1968 to March 1, 1987 inclusively, or by choice by a sinking fund maturing on March 1, 1987 with interest at a rate not less than 6% nor more than 7% payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 14 — $91,500 — renewal; 144 — $70,800 — aqueduct, sewers, roads; 145 — $49,000 — aqueduct, sewers, roads; 152 — $262,500 — aqueduct, sewers, roads; 156 — $32,700 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 157 — $123,500 — aqueduct, sewers, roads.

For adjudication only, interest shall be calculated as from March 1, 1967.

Table of redemption — $630,000 — 20 years

Year	*Capital*
March 1, 1968	$ 13,500
March 1, 1969	15,000
March 1, 1970	15,500
March 1, 1971	16,500
March 1, 1972	17,500
March 1, 1973	18,500
March 1, 1974	18,500
March 1, 1975	20,500
March 1, 1976	21,500
March 1, 1977	22,000
March 1, 1978	12,000
March 1, 1979	13,000
March 1, 1980	13,500
March 1, 1981	15,000
March 1, 1982	15,500
March 1, 1983	16,000
March 1, 1984	17,500
March 1, 1985	18,000
March 1, 1986	19,500
March 1, 1987	311,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered in series as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. Also, tenders shall be received and considered as bonds in series of 10 years, with the balance of sinking funds of 20 years; in this case, chosen, part of such balance shall be issued at ten-year short-term, and the other part issued at a sinking fund of 20 years, provided however that this latter part shall not be for an amount inferior to $290,500, and if superior to this latter amount, this part must include only one or several entire annual sinking funds, as they appear on the table, starting with the last years of maturity. However, the tenders must be transmitted for only one of the issuing methods aove-mentioned and they must include only one of the terms except in the case of the exception mentioned. Adjudication shall be made according to law.

L'adjudicataire s'engage à payer les olbigations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Hauterive.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries. Toutefois, si elles sont émises à fonds d'amortissement, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er mars de chaque année, mais seulement jusqu'à concurrence du montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau ci-haut.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 20 février 1967, à 7.30 heures du soir, à la Salle des Conférences du Conseil, 625, Blvd Laflèche, Hauterive, comté de Saguenay, P. Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Hauterive, (Comté de Saguenay), ce 30 janvier 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
GILBERT MOFFATT.

Hôtel de Ville, 625, Blvd Laflèche,
Hauterive, (Saguenay), P. Q.
Téléphone: 589-2071, code 418. 18323-0

Village de Melocheville
Comté de Beauharnois

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par la soussignée Mme Lucille Coulombe, secrétaire-trésorière, jusqu'à 4.30 heures p.m., à l'Hôtel de Ville, 248, rue Principale, Melocheville, comté de Beauharnois, et par après, de 7 heures p.m. à 8 heures p.m. à la Salle de l'Hôtel de Ville, 248, rue Principale, Melocheville, comté de Beauharnois, P.Q., mercredi, le 22 février 1967, pour l'achat de $376,000 d'obligations du village de Melocheville, comté de Beauharnois, datées du 1er mars 1967 et remboursables par séries du 1er mars 1968 au 1er mars 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 67 — $376,000 — renouvellement.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1967.

Tableau d'amortissement — $376,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mars 1968	$12,000
1er mars 1969	13,000
1er mars 1970	13,000
1er mars 1971	14,000
1er mars 1972	14,000
1er mars 1973	15,000
1er mars 1974	16,000
1er mars 1975	16,000
1er mars 1976	17,000
1er mars 1977	18,000
1er mars 1978	19,000

The successful tendeer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Hauterive.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued by series. However, if the issuance is by a skinking fund, the bonds thus issued will be redeemable by anticipation, at par, on March 1st of each year, but only to the concurrence of the annual amount required for the purposes of the issuance of the sinking fund, in conformity with the table hereabove mentioned

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on February 20, 1967, at 7:30 o'clock p.m., at the Council Conference Hall, 625 Laflèche Blvd., Hauterive, county of Saguenay, P. Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Hauterive, (County of Saguenay), January 30, 1967.

GILBERT MOFFATT,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 625 Laflèche Blvd.,
Hauterive, (Saguenay), P. Q.,
Telephone: 589-2071, code 418. 18323

Village of Melocheville
County of Beauharnois

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Mrs. Lucille Coulombe, secretary-treasurer, until 4:30 o'clock p.m., at the Village Hall, 248 Main Street, Melocheville, county of Beauharnois, and afterwards from 7:00 o'clock p.m. to 8:00 o'clock p.m., at the meeting hall of the Village Hall, 248 Main Street, Melocheville, county of Beauharnois, P.Q., Wednesday, February 22, 1967, for the purchase of an issue of $376,000 of bonds for the village of Melocheville, county of Beauharnois, dated March 1, 1967, and redeemable serially from March 1, 1968 to March 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 67 — $376,000 — renewal.

For adjudication only, interest shall be calculated as from March 1, 1967.

Table of redemption — $376,000 — 20 years

Year	*Capital*
March 1, 1968	$12,000
March 1, 1969	13,000
March 1, 1970	13,000
March 1, 1971	14,000
March 1, 1972	14,000
March 1, 1973	15,000
March 1, 1974	16,000
March 1, 1975	16,000
March 1, 1976	17,000
March 1, 1977	18,000
March 1, 1978	19,000

1er mars 1979	$19,000
1er mars 1980	20,000
1er mars 1981	21,000
1er mars 1982	22,000
1er mars 1983	23,000
1er mars 1984	24,000
1er mars 1985	25,000
1er mars 1986	27,000
1er mars 1987	28,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des onligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beauharnois.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 22 février 1967, à 8 heures du soir, Salle de l'Hôtel de Ville, 248, rue Principale, Melocheville, comté de Beauharnois, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Melocheville, (Comté de Beauharnois), ce 31 janvier 1967.

La Secrétaire-trésorière,
MME LUCILLE COULOMBE.
Hôtel de Ville, 248, rue Principale, C.P. 70,
Melocheville, (Beauharnois), P.Q.
Téléphone: 268-5385, code 514. 18347-o

March 1, 1979	$19,000
March 1, 1980	20,000
March 1, 1981	21,000
March 1, 1982	22,000
March 1, 1983	23,000
March 1, 1984	24,000
March 1, 1985	25,000
March 1, 1986	27,000
March 1, 1987	28,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according lo law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Beauharnois.

Capital and interest are payable at all branches, in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque euqal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, February 22, 1967, at 8:00 o'clock p.m., at the meeting hall of the Village Hall, 248 Main Street, Melocheville, county of Beauharnois, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Melocheville, (County of Beauharnois), January 31, 1967.

MRS. LUCILLE COULOMBE.
Secretary-Treasurer.
Village Hall, 248 Main Street, P.O. Box 70.
Melocheville, (Beauharnois), P.Q.
Telephone: 268-5385, code 514. 18347

Village de Notre-Dame-de-Lorette
Comté de Québec

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Roland Miller, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 1575, rue Turmel, Ancienne-Lorette, comté de Québec, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 21 février 1967, pour l'achat de $197,000 d'obligations du village de Notre-Dame-de-Lorette, comté de Québec, datées du 1er mars 1967 et remboursables par séries du 1er mars 1968 au 1er mars 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 157(164) — $52,000 — voirie; 158 — $11,500 — voirie; 161 — $32,500 — aqueduc, égouts, etc.; 166 — $9,600 — aqueduc, égouts; 167 — $17,800 — voirie; 170 — $19,100 — voirie; 172 — $54,500 — voirie.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1967.

Village of Notre-Dame-de-Lorette
County of Quebec

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Roland Miller, secretary-treasurer, City Hall, 1575 Turmel Street, Ancienne-Lorette, county of Quebec, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, February 21, 1967, for the purchase of an issue of $197,000 of bonds for the village of Notre-Dame-de-Lorette, county of Quebec, dated March 1, 1967, and redeemable serially from March 1, 1968 to March 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 157(164) — $52,000 — roads; 158 — $11,500 — roads; 161 — $32,500 — aqueduct, sewers, etc.; 166 — $9,600 — aqueduct, sewers; 167 — $17,800 — roads; 170 — $19,100 — roads; 172 — $54,500 — roads.

For adjudication only, interest shall be calculated as from March 1, 1967.

Tableau d'amortissement — $197,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mars 1968	$ 4,500
1er mars 1969	5,000
1er mars 1970	5,000
1er mars 1971	5,500
1er mars 1972	6,000
1er mars 1973	6,000
1er mars 1974	6,000
1er mars 1975	6,500
1er mars 1976	7,500
1er mars 1977	8,000
1er mars 1978	8,000
1er mars 1979	8,000
1er mars 1980	9,000
1er mars 1981	9,000
1er mars 1982	9,500
1er mars 1983	10,500
1er mars 1984	11,500
1er mars 1985	13,000
1er mars 1986	13,000
1er mars 1987	45,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à l'Ancienne-Lorette.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 21 février 1967, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 1575, rue Turmel, Ancienne-Lorette, comté de Québec, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Notre-Dame-de-Lorette, (Comté de Québec), ce 31 janvier 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
ROLAND MILLER.

Hôtel de Ville, 1575, rue Turmel, C.P. 158,
Ancienne-Lorette, (Québec), P.Q.
Téléphone: 872-9811, code 418. 18348-o

Table of redemption — $197,000 — 20 years

Year	*Capital*
March 1, 1968	$ 4,500
March 1, 1969	5,000
March 1, 1970	5,000
March 1, 1971	5,500
March 1, 1972	6,000
March 1, 1973	6,000
March 1, 1974	6,000
March 1, 1975	6,500
March 1, 1976	7,500
March 1, 1977	8,000
March 1, 1978	8,000
March 1, 1979	8,000
March 1, 1980	9,000
March 1, 1981	9,000
March 1, 1982	9,500
March 1, 1983	10,500
March 1, 1984	11,500
March 1, 1985	13,000
March 1, 1986	13,000
March 1, 1987	45,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ancienne-Lorette.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the principal office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, February 21, 1967, at 8:00 o'clock p.m., at the City Hall, 1575 Turmel Street, Ancienne-Lorette, county of Quebec, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Notre-Dame-de-Lorette, (County of Quebec), January 31, 1967.

ROLAND MILLER,
Secretary-Treasurer.

City Hall, 1575 Turmel Street, P.O. Box 158,
Ancienne-Lorette, (Quebec), P.Q.
Telephone: 872-9811, code 418. 18348

Ville de St-Hubert
Comté de Taillon

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Yvan Grenier, greffier, Hôtel de Ville, 5370, Chemin Chambly, St-Hubert, comté de Taillon, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 21 février 1967, pour l'achat de $964,000 d'obligations de la ville de St-Hubert, comté de Taillon, datées du 1er mars 1967 et remboursables par séries du 1er mars 1968 au 1er mars 1987 inclusivement ou, au choix, à fonds d'amortissement échéant le 1er mars 1987 avec intérêt à un taux

Town of St-Hubert
County of Taillon

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Yvan Grenier, town clerk, Town Hall, 5370 Chambly Road, St-Hubert, county of Taillon, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, February 21, 1967, for the purchase of $964,000 of bonds for the town of St-Hubert, county of Taillon, dated March 1, 1967, and redeemable serially from March 1, 1968 to March 1, 1987, inclusivement or, by choice, by a sinking fund maturing on March 1, 1987, with interest at a rate not less than 6%, nor

non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 86 — $100,300 — achat de terrains; 105 — $6,000 — voirie; 107 — $21,000 — aqueduc et égouts; 108 — $15,000 — voirie; 167 — $11,000 — aqueduc; 199 — $182,000 — terrains; 200 — $6,000 — services recréatifs et communautaires; 210 — $46,000 — achat de machinerie, etc; 211 — $13,000 — éclairage de rues; 212 — $65,000 — aqueduc et égouts; 220 — $300,000 — aqueduc égouts, terrains; 221 — $11,000 — voirie et terrains; 223 — $11,700 — voirie; 229 — $66,000 — égouts, pavage, etc.; 230 — $110,000 — pavage, trottoirs, etc.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1967.

Tableau d'amortissement — $964,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mars 1968	$ 20,000
1er mars 1969	20,000
1er mars 1970	22,000
1er mars 1971	22,000
1er mars 1972	25,000
1er mars 1973	25,000
1er mars 1974	26,000
1er mars 1975	28,000
1er mars 1976	30,000
1er mars 1977	33,000
1er mars 1978	28,000
1er mars 1979	28,000
1er mars 1980	31,000
1er mars 1981	33,000
1er mars 1982	34,000
1er mars 1983	36,000
1er mars 1984	38,000
1er mars 1985	40,000
1er mars 1986	45,000
1er mars 1987	400,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération, pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans, avec le solde à fonds d'amortissement 20 ans; en ce cas, au choix, une partie de tel solde pourra être émise à courte échéance 10 ans, et l'autre partie émise à fonds d'amortissement 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $354,000 et, si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, tels qu'apparaissant au tableau, en commençant par les dernières années d'échéance. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Hubert.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la Province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries. Toutefois, si elles sont émises à fonds d'amortis-

more than 7%,payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 86 — $100,300 — purchase of lands; 105 — $6,000 — roads; 107 — $21,000 — aqueduct and sewers; 108 — $15,000 — roads; 167 — $11,000 — aqueduct; 199 — $182,000 — lands; 200 — $6,000 — recreational and community services; 210 — $46,000 — purchase of machinery, etc.; 211 — $13,000 — street lighting; 212 — $65,000 — aqueduct and sewers; 220 — $300,000 — aqueduct, sewers, lands; 221 — $11,000 — roads and lands; 223 — $11,700 — roads; 229 — $66,000 — sewers, paving, etc.; 230 — $110,000 — paving, sidewalks, etc.

For adjudication only, interest shall be calculated as from March 1, 1967.

Table of redemption — $964,000 — 20 years

Year	*Capital*
March 1, 1968	$ 20,000
March 1, 1969	20,000
March 1, 1970	22,000
March 1, 1971	22,000
March 1, 1972	25,000
March 1, 1973	25,000
March 1, 1974	26,000
March 1, 1975	28,000
March 1, 1976	30,000
March 1, 1977	33,000
March 1, 1978	28,000
March 1, 1979	28,000
March 1, 1980	31,000
March 1, 1981	33,000
March 1, 1982	34,000
March 1, 1983	36,000
March 1, 1984	38,000
March 1, 1985	40,000
March 1, 1986	45,000
March 1, 1987	400,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term bonds. Also, tenders shall be received and considered for 10-year serial bonds, with the balance as 20-year sinking fund; in this case, by choice, a part of such balance may be issued as 10-year short-term and the other portion as 20-year sinking fund, provided, however, that this latter part not be for an amount of less than $354,000 and, if higher than this amount, this portion must include only one or more entire annual amortizations, as appearing in the table, starting at the last years of maturity. However, the tenders must be forwarded for only one of the issuance methods above, and shall include only one of the terms, save in the case of the exception noted. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Hubert.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially. However, if they are issued as sinking fund, the bonds thus

sement, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair le 1er mars de chaque année, mais seulement jusqu'à concurrence du montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau ci-haut.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 21 février 1967, à 8 heures du soir, à l'École Notre-Dame-de-Lourdes, 2525, Coderre, St-Hubert, comté de Taillon, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Hubert, (Comté de Taillon), ce 1er février 1967.

Le Greffier,
YVAN GRENIER.

Hôtel de Ville,
5370, Chemin Chambly,
St-Hubert, (Taillon), P.Q.
Téléphone: 676-7744, code 514. 18349-o

issued will be redeemable by anticipation, at par, on March 1st of each year, but only to the extent of the annual amounts required for the purpose of amortizing this issue, pursuant to the above table.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, February 21, 1967, at 8:00 o'clock p.m., in Notre-Dame-de-Lourdes School, 2525 Coderre, St-Hubert, county of Taillon, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Hubert, (County of Taillon), February 1, 1967.

YVAN GRENIER,
Town Clerk.

Town Hall,
5370 Chambly Road,
St-Hubert, (Taillon), P.Q.
Telephone: 676-7744, code 514. 18349

Ville de LeMoyne

Avis de correction

Dans l'avis publié dans la *Gazette officielle* du 28 janvier 1967, volume 4, à la page numéro 894, dans le préambule de la partie française et anglaise ainsi que dans le tableau d'amortissement de la partie française on devrait lire: $345,500 au lieu de $345,000.

18265-o

Town of LeMoyne

Notice of correction

In the notice published in the *Official Gazette* of January 28, 1967, volume 4, on page 894, in the introduction of the French and English parts as well as in the redemption table in the French version read: $345,500 instead of $345,000

18265-o

Syndicats professionnels

The National Association of Commercial Travellers L'Association nationale des Voyageurs de Commerce

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « The National Association of Commercial Travellers—L'Association nationale des Voyageurs de Commerce », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 27 décembre 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 19 janvier 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18284 132-66

Association patronale des coiffeurs du Charlevoix, inc.

(*Loi des syndicats professionnels*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 29 novembre 1966, autorisé le changement de nom de « L'Association patronale des barbiers et coiffeuses du comté de Charlevoix », dont la constitution a été autorisée le 29 août 1955, et dont le siège social est situé à St-Étienne de la Malbaie, comté de Charlevoix, en celui de « Association patronale des coiffeurs du Charlevoix, inc. », et ce, en vertu de la Loi des syndi-

Professional Syndicates

The National Association of Commercial Travellers L'Association nationale des Voyageurs de Commerce

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "The National Association of Commercial Travellers—L'Association nationale des Voyageurs de Commerce", has been authorized by the Provincial Secretary on December 27, 1966.

The head office of the said professional syndicate is situated at Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, January 19, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18284-o 132-66

Association patronale des coiffeurs du Charlevoix, inc.

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on November 29, 1966, authorized the change of name of "L'Association patronale des barbiers et coiffeuses du comté de Charlevoix", whose incorporation was authorized on August 29, 1955, and whose head office is situated at St-Étienne de la Malbaie, county of Charlevoix, into that of "Association patronale des coiffeurs du Charlevoix, inc.", and such, in

cats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Québec, le 1er décembre 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18315-o 585-55

Syndicat de la Construction de Montréal (C.S.N.)

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat de la Construction de Montréal (C.S.N.) », a été autorisée par le secrétaire de la province le 25 janvier 1967.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 27 janvier 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18337-o 144-66

Syndicat de la Construction de Montréal (C.S.N.)

(*Loi des syndicats professionnels*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 25 janvier 1967, décrété la fin de l'existence corporative de la fédération « Syndicat de la Construction de Montréal (C.S.N.) », dont la constitution avait été autorisée le 19 décembre 1929, avec siège social à Montréal, et ce, en vertu de l'article 25 de la Loi des syndicats professionnels (Statuts refondus, 1964, chapitre 146).

Québec, le 27 janvier 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18337-o 2102-29

pursuance to the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

Quebec, December 1, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18315 585-55

Syndicat de la Construction de Montréal (C.S.N.)

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat de la Construction de Montréal (C.S.N.)", has been authorized by the Provincial Secretary on January 25, 1967.

The head office of the said professional syndicate is situated at Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, January 27, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18337 144-66

Syndicat de la Construction de Montréal (C.S.N.)

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is given that the Provincial Secretary has, on January 25, 1967, decreed the end of the corporative existence of the federation "Syndicat de la Construction de Montréal (C.S.N.)", whose incorporation had been authorized on December 19, 1929, with head office in Montreal, and such, in conformity with section 25 of the Professional Syndicates Act (Revised Statutes, 1964, chapter 146).

Quebec, January 27, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18337 2102-29

Vente d'effet non-réclamés

Canadian Pacific Railway Company

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant la premier jour de mars 1966, et non réclamés aux bureau de la Canadian Pacific Railway Company, seront vendus aux enchères par Fraser Brothers (Canada) Limited, 4950 de la Savane, ville Mont-Royal, à DIX heures de l'avant-midi, LUNDI, le 20 MARS 1967, conformément à la loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 16 janvier, 1967.

Canadian Pacific Railway Company,
Par le Gérant du Service des Postes et Bagages,
18140-3-6-o W. G. WRIGHT.

Sale of Unclaimed Baggage

Canadian Pacific Railway Company

Notice is hereby given that all baggage received prior to the first day of March 1966, and still remaining unclaimed in the offices of Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Fraser Brothers (Canada) Limited, auctioneers, at 4950 de la Savane, town of Mount Royal, at TEN o'clock in the forenoon, on MONDAY, MARCH 20, 1967, under the authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, January 16, 1967.

Canadian Pacific Railway Company,
Per: W. G. WRIGHT,
18140-3-6-o *Manager, Mail and Baggage Traffic.*

Vente par licitation

Venne (Gene) Ltée *vs* Cernak

Montréal, à savoir: Cour Supérieure, district de Montréal, No 720 911. Gene Venne Ltée, demanderesse, *vs* Peter Cernak, défendeur.

a) Un emplacement ayant front sur le boulevard Taschereau en la ville de Jacques-Cartier, connu et désigné comme étant les lots numéros neuf cent trente-trois, neuf cent trente-quatre, neuf cent trente-cinq, neuf cent trente-six, neuf cent trente-sept, neuf cent trente-huit, et neuf

Sale by Licitation

Venne (Gene) Ltée *vs* Cernak

Montréal, to wit: Superior Court, District of Montreal, No. 720 911. Gene Venne Ltée, plaintiff; *vs* Peter Cernak, defendant.

(*a*) An emplacement fronting on Taschereau Blvd. in the town of Jacques-Cartier, known and designated as being lots numbers nine hundred and thirty-three, nine hundred and thirty-four, nine hundred and thirty-five, nine hundred and thirty-six, nine hundred and thirty-

cent trente-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent cinquante-neuf (159-933, 934, 935, 936, 937, 938 et 939) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, comté de Chambly.

À déduire cependant des susdits lots la partie de ces mêmes lots expropriés par le Ministère de la Voirie de la Province de Québec, aux termes de l'avis d'expropriation enregistré au bureau d'enregistrement de Longueuil, sous le numéro 246250.

b) Du lot numéro neuf cent soixante-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent cinquante-neuf (159-968) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, comté de Chambly.

Avec bât'sses dessus construites, portant le numéro 965 boulevard Tachereau, à ville Jacques-Cartier.

Sujet et à la charge d'un bail fait et passé le 22 juin 1966 et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Chambly sous le numéro 271 130 pour une période de cinq années à compter du 1er mai 1966 pour un loyer mensuel de $325.00.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le DIXIÈME jour du mois de MARS 1967, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, le 30 janvier 1967. 18336-o

seven, nine hundred and thirty-eight and nine hundred and thirty-nine of the official subdivision of original lot number one hundred and fifty-nine (159-933, 934, 935, 936, 937, 938 and 939) on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Antoine de Longueuil, county of Chambly.

To be withdrawn, however, from the aforementioned lots is the part of these same lots expropriated by the Department of Roads of the Province of Quebec, under the terms of an expropriation notice registered in the Registry Office in Longueuil, under number 246250.

(*b*) Lot number nine hundred and sixty-eight of the official subdivision of original lot number one hundred and fifty-nine (159-968) on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Antoine de Longueuil, county of Chambly.

With the buildings thereon erected, bearing number 965 Taschereau Blvd., in the town of Jacques-Cartier.

Subject to a lease made and drawn up on June 22, 1966, and registered in the office of the registration division of Chambly under number 271 130 for a period of five years from and after May 1, 1966, for a monthly rent of $325.00.

To be sold in the registry office in the county of Chambly, in Longueuil, on the TENTH day of the month of MARCH, 1967 at ELEVEN o'clock in the forenoon.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, January 30, 1967. 18336

Ventes — Loi de faillite

Roger Dupré

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure « En faillite », No 1852 - 1964, dans l'affaire de la faillite de Roger Dupré, 5054, rue Ste-Catherine est, Montréal, cédant autorisé et Paul Rainville, syndic.

Avis de vente

Avis public est par les présentes donné que les immeubles suivants à savoir:

Désignation

« Un terrain situé en la paroisse de St-Roch de Richelieu, mesurant soixante-quinze pieds de largeur mesure anglaise et plus ou moins, par la profondeur qu'il peut y avoir a partir de l'ancien chemin public jusqu'à la Rivière Richelieu, soit une profondeur de deux cents pieds plus ou moins, et borné comme suit: à un bout, à l'ancien chemin; à l'autre bout à la Rivière Richelieu; et des côtés nord-est et sud-ouest, à des terrains appartenant à Monsieur Arthur Lavigne ou représentants; ledit terrain gagé étant et formant partie du lot numéro deux cent soixante-neuf (P. 269) du cadastre officiel de la paroisse de St-Roch, division d'enregistrement du comté de Richelieu, avec les bâtisses dessus érigées et circonstances et dépendances;

Un terrain de forme triangulaire, mesurant quatre-vingt-cinq pieds à son côté ouest, mesure anglaise et plus ou moins, et soixante-quinze pieds de longueur plus ou moins dans sa ligne de côté nord-est finissant à la route numéro 47, et borné comme suit: à un bout vers le sud-est,

Sales — Bankruptcy Act

Roger Dupré

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court "In bankruptcy", No. 1852 - 1964, in the matter of bankruptcy of Roger Dupré, 5054 Ste-Catherine St. East, Montreal, authorized assignor, and Paul Rainville, trustee.

Notice of sale

Public notice is hereby given that the following immovables, to wit:

Designation

"A lot of land situated in the parish of St-Roch de Richelieu, measuring seventy-five feet in width, English measure and more or less, by the depth which there may be from the former public road to the Richelieu River, which is a depth of two hundred feet, more or less, and bounded as follows: at one end, by the former road, at the other end by the Richelieu River, and on the two sides, the north-east and south-west, by the lands belonging to Mr. Arthur Lavigne or representatives, the said lot of land under distraint being and forming part of lot number two hundred and sixty-nine (P. 269) in the official cadaster of the parish of St-Roch, registration division of the county of Richelieu, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

A lot of land of triangular shape, measuring eighty-five feet on its west side, English measure and more or less, and seventy-five feet in length, more or less, on its north-east side ending at route number 47, and bounded as follows: on one end, on the south-east, by the former public

par l'ancien chemin public; à l'autre bout vers le nord-est, par ladite route numéro 47; d'un côté vers le nord-est par le terrain de Monsieur Arthur Lavigne; et vers l'ouest par un chemin privé appartenant à Thomas Duhamel, ledit terrain est en partie sus-décrite du lot numéro deux cent soixante-huit (P. 268) dudit cadastre; »

Seront vendus comme une seule et même exploitation à la porte de l'église du village de St-Roch de Richelieu, JEUDI le NEUVIÈME jour de MARS 1967, à DEUX heures de l'après-midi.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement rendu par la Cour Supérieure à Montréal, le 29 décembre 1966, et suivant les dispositions des articles 55 et suivants de la Loi de 1949 sur la faillite, afin de donner à cette vente l'effet du décret aux termes du Code de Procédure civile.

Conditions: Dix pour cent comptant lors de l'enchère et la balance à la signature de l'acte de vente. Pour autres renseignements et cahiers des charges, s'adresser au soussigné.

Daté à Montréal, ce 30e jour de janvier 1967.

Le Syndic,
PAUL RAINVILLE.

Bureau du Syndic,
484, rue McGill, Montréal.

18338-5-2-o

André Thériault

Canada, province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure, (en matière de faillite) C.S. No F-325; dans l'affaire de la faillite de André Thériault, Industriel, Rimouski, Québec.

Avis est par les présentes donné que JEUDI, le NEUVIÈME jour de MARS 1967, à DEUX heures de l'après-midi, sera vendu par encan public, sur les lieux, à 18, rue Bellavance, à Rimouski, l'immeuble de cette faillite comme suit:

Le lot No 139 au cadastre officiel de la ville de St-Germain de Rimouski, avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances.

Cet immeuble sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur.

Les titres et certificats peuvent être examinés en s'adressant au bureau du syndic soussigné.

Cette vente est faite conformément aux articles 670-671-683 et suivants et aussi à l'article 55 de la Loi sur la faillite. Cette vente équivaut à la vente faite par le shérif avec l'effet du décret, et faite conformément au Jugement rendu par monsieur J. B. Desjardins, régistraire des faillites, le 27e jour de janvier 1967.

Condition de paiement: Comtant

Rimouski, Québec, ce 30e jour de janvier 1967.

Le Syndic licencié,
HENRI A. MARTIN.

18339-5-2-o

road, on the other end, on the north-east, by the said route number 47, on one side, on the north-east, by the land of Mr. Arthur Lavigne, and on the west by a private road belonging to Thomas Duhamel; the said terrain is described above in part of lot number two hundred and sixty-eight (P. 268) in the said cadaster;"

To be sold as one and the same operation at the church door of the village of St-Roch de Richelieu, THURSDAY, the NINTH day of MARCH, 1967, at TWO o'clock in the afternoon.

This sale is made pursuant to a judgment rendered by the Superior Court of Montreal, on December 29, 1966, and following the provisions of sections 55 and those following of the 1949 Bankruptcy Act, in order to give the said sale the effect of a decree in the terms of the Code of Civil Procedure.

Conditions: Ten percent cash at the auction and the remainder upon signing the deed of sale. For further information and specifications, apply to the undersigned.

Dated at Montreal, this 30th day of January, 1967.

PAUL RAINVILLE,
Trustee.

Offices of Trustee,
484 McGill St., Montreal.

18338-5-2

André Thériault

Canada, Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court (in a matter of bankruptcy) S.C. No. F-325; in the matter of bankruptcy of André Thériault, industrialist, Rimouski, Quebec.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the NINTH day of MARCH, 1967, at TWO o'clock in the afternoon, will be sold by public auction, on the spot at 18 Bellavance St., in Rimouski, the immovable of this bankruptcy as follows:

Lot No. 139 in the official cadaster of St-Germain de Rimouski, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

This immovable will be offered in sale to the highest and last bidder.

The deeds and certificates may be examined at any time by applying to the office of the undersigned trustee.

This sale is made pursuant to sections 670-671-683 and those following, and also to section 55 of the bankruptcy Act. This sale is the equivalent of a sheriff's sale, and is made pursuant to a judgment rendered by J. B. Desjardins, registrar of bankruptcies, on the 27th day of January, 1967.

Conditions of payment: Cash.

Rimouski, Quebec, this 30th day of January, 1967.

HENRI A. MARTIN,
Licensed Trustee.

18339-5-2

Ventes pour taxes

Municipalité du comté de Labelle

Erratum

Dans l'avis de vente pour taxes de la municipalité ci-haut mentionnée, publiée dans les éditions de la *Gazette officielle de Québec* des 21 et 28 janvier 1967, veuillez apporter les corrections suivantes:

Sales for Taxes

Municipality of the county of Labelle

Erratum

In the notice of sale for taxes for the abovementioned municipality, published in the editions of the *Quebec Official Gazette* of January 21 and 28, 1967, please make the following corrections:

Canton Robertson (Commission scolaire de St-Jean sur le Lac)
Robertson township (School commission of St-Jean sur le Lac)

Nom du propriétaire Name of owner	Numéros des lots Number of lots	Rang Range	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School raxes	Total
Noël Ouellette	P. 49	6	$ 4.92	$ 25.82	$ 30.74
Au lieu de Noël Ouellette.		Instead of Nol Ouellette.			
Aleide Boies	P. 33	8	3.31	28.29	31.60
Au lieu de All de Boies.		Instead of All de Boies.			

Canton Campbell (Commission scolaire de Mont-Laurier)
Campbell township (School commission of Mont-Laurier)

Lionel Soucy: enrg. 56215	P. 14, 15, 16, 17A, 19 et-and ½ n. du-of 14	3		$ 272.78	$ 272.78
Il n'y a pas de lot 17B en vente.		There is not lot 17B on sale.			

Canton Décarie (Municipalité du canton de Décarie)
Décarie township (Municipality of the township of Décarie)

Ernest Miller	Lot 61	7	$ 19.00	$ 21.30	$ 40.30
Au lieu de 61, rang 10.		Instead of 61, range 10.			

18043-x-o

Municipalité du comté de Chicoutimi

Erratum

Dans l'avis de vente pour taxes de la municipalité ci-haut mentionnée, publiée dans les éditions de la *Gazette officielle de Québec* des 21 et 28 janvier 1967, veuillez apporter les corrections suivantes:

Municipalité du canton de Taché

Changer le nom de Henri Gobeil pour Jos.-Louis Lavoie.— Le lot 36, rang 6 etc. . . .

Ajouter la propriété suivante: Henri Gobeil (adresse inconnue).— Les lots 7 et 8, rang 5, sous billet de location, moins la lisière vendue à Sa Majesté la Reine, aux fins du Ministère provincial de la Voirie, aux termes d'un acte enregistré à Chicoutimi, sous le numéro 145-419. Taxes municipales: $94.50; taxes scolaires: $236.36; frais: $4.00. Total: $334.86.

Ajouter à Paul Poudrier, St-Nazaire.— Rang 6, soit: les lots 26 et 27, rang 6, au cadastre . . .

18318-o

Municipalité du comté de St-Maurice

Erratum

18043-x

Municipality of the county of Chicoutimi

Erratum

In the notice of sale for taxes of the abovementioned municipality, published in the editions of the *Quebec Official Gazette* of January 21 and 28, 1967, please make the following corrections:

Municipality of the township of Taché

Change the name of Henri Gobeil for Jos.-Louis Lavoie.— Lot 36, range 6, etc. . . .

Add the following property: Henri Gobeil (unknown address).— Lots 7 and 8, range 5, under ticket of rental, less the strip sold to Her Majesty the Queen, for the purposes of the Provincial Department of Roads, under the terms of a registered deed at Chicoutimi, under number 145-419. Municipal taxes: $94.50; school taxes: $236.36; costs: $4.00. Total: $334.86.

Add to Paul Poudrier, St-Nazaire.— Range 6, that is: lots 26 and 27, range 6, on the cadaster . . .

18318

Municipality of the county of St-Maurice

Erratum

Nom Name	No cadas.	Superficie Area	Rép. cours d'eau Rep. water courses	Frais Costs	Total
M.-Mr. Eugène Gagnon, Aug. du Town., paroisse de-parish of St-Barnabé	P-576	2½ arp.	$ 2.83	$ 1.30	$ 4.13
M.-Mr. Roland Désaulniers, Yamachiche	P-385a	15 arp.	16.95	1.20	18.15
M.-Mr. Joseph L. Désaulniers, Yamachiche	P-385a	15 arp.	16.95	1.20	18.15
M.-Mr. Germain J. Désaulniers, Yamachiche	P-385a	15 arp.	16.95	1.20	18.15
M.-Mr. Léon P. Désaulniers, Yamachiche	P-385a	15 arp.	16.95	1.20	18.15
M.-Mr. Pierre Gignac, Yamachiche	P-385b	15 arp.	16.95	1.20	18.15

Le Secrétaire-trésorier,
J.-ARMAND PELLERIN,
Secretary-Treasurer.

18319-5-2-o

Municipalité du comté de Terrebonne

Erratum

Dans l'avis de vente pour taxes de la municipalité ci-haut mentionnée, publiée dans les éditions de la *Gazette officielle de Québec* des 21 et 28 janvier 1967, veuillez apporter les corrections suivantes:

Dans la paroisse de Sainte-Adèle, concernant M. Vladimir Catlos, le numéro du cadastre devrait se lire P. 8 au lieu de P. 18.

18040-x

Municipalité du comté des Deux-Montagnes

Erratum

Dans l'avis de vente pour taxes de la municipalité ci-haut mentionnée, publiée dans les éditions de la *Gazette officielle de Québec* des 21 et 28 janvier 1967, veuillez apporter les corrections suivantes:

Dans la municipalité du village d'Oka, on devrait lire Marthe Landriault au lieu de Martine Simon.

18080-x

Municipality of the county of Terrebonne

Erratum

In the notice of sale for taxes of the abovementioned municipality, published in the editions of the *Quebec Official Gazette* of January 21 and 28, 1967, please make the following corrections:

In the parish of Sainte-Adèle, concerning Mr. Vladimir Catlos, the number of the cadaster should read P. 8 instead of P. 18.

18040-o

Municipality of the county of Two Mountain

Erratum

In the notice of sale for taxes of the abovementioned municipality, published in the editions of the *Quebec Official Gazette* of January 21 and 28, 1967, please make the following corrections:

In the municipality of the village of Oka, we should read Marthe Landriault instead of Martine Simon.

18080-x

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Fieris Facias de Terris
District d'arthabaska

Cour Supérieure, No 18-416. LAURENT TROTTIER, avocat, domicilié pratiquant à Victoriaville, demandeur *vs* ADRIEN LANGLOIS, domicilié à 2 rue Provencher à Victoriaville, défendeur.

« La subdivision du lot originaire quatre cent soixante-douze (472-148), du cadastre officiel revisé de cette partie du canton d'Arthabaska formant la paroisse de Ste-Victoire.

Avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et avec, aussi, toutes les servitudes, actives et passives, apparentes ou occultes pouvant concerner ledit immeuble. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division d'Arthabaska, 33, avenue Laurier, à Arthabaska, SAMEDI le QUATRIÈME jour de MARS 1967, à DIX heures de l'avant-midi. (Contrairement à ce qui a été annoncé pour samedi le 25 février à 11 heures de l'avant-midi).

Le Shérif,
LÉO FAUCHER.

Bureau du Shérif,
Arthabaska, 27 janvier 1967. 18326-o

LABELLE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Labelle

Cour Supérieure, No 6834. ALDÈGE BEAULIEU, garagiste, résidant et domicilié à Maniwaki, faisant affaires sous la raison sociale de Maniwaki Auto-

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Terris
District of Arthabaska

Superior Court, No. 18-416 LAURENT TROTTIER, advocate, domiciled and practicing in Victoriaville, plaintiff *vs* ADRIEN LANGLOIS, domiciled at 2 Provencher Street, in Victoriaville, defendant.

"The subdivision of original lot four hundred seventy-two (472-148), of the revised official cadaster of this part of the township of Arthabaska forming the parish of Ste-Victoire.

With all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and also with all the servitudes active and passive apparent or unapparent that may concern the said immoveable."

To be sold at the registration office of the division of Arthabaska, 33 Laurier Avenue, in Arthabaska, SATURDAY, the FOURTH day of MARCH, 1967, at TEN o'clock in the forenoon. (Contrary as it was advertised for February 25, at eleven o'clock in the forenoon.).

LÉO FAUCHER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Arthabaska, January 27, 1967. 18326

LABELLE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Labelle

Superior Court, No. 6834. ALDÈGE BEAULIEU, garage keeper, residing and domiciled in Maniwaki, carrying on business under the style and name

mobiles enrg., district de Labelle, demandeur, *vs* ALEXANDRE COURCHÊNES, de Maniwaki, district de Labelle, défendeur.

Avis de vente

« Un immeuble situé dans la ville de Maniwaki, Province de Québec, connu et désigné comme étant partie du lot trois (ptie 3) dans le rang A du canton D'Egan, contenant cent pieds (100') sur tous les côtés, mesure anglaise, et borné comme suit: en avant sur côté est par le chemin public, sur un côté au sud par partie du même lot appartenant à Joseph Payette ou successeurs, sur l'autre côté au nord par le résidu du même lot appartenant à Ernest Nault ou représentants, à l'arrière à l'ouest par le résidu du même lot la propriété d'Ernest Nault ou représentants.

Avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Avis du défendeur.

Pour être vendu, au bureau d'enregistrement de Maniwaki, comté de Gatineau, VENDREDI, le DIXIÈME jour de MARS 1967, à DEUX heures de l'après-midi, (10/3/67).

Le Shérif,
JEAN-RÉMI MARTIN.

Bureau du Shérif,
Mont-Laurier, ce 27 janvier 1967. 18327-o

of Maniwaki Automobiles enrg., district of Labelle, plaintiff, *vs* ALEXANDRE COURCHÊNES, of Maniwaki, district of Labelle, defendant.

Notice of Sale

An immoveable situated in the town of Maniwaki, province of Quebec, known and designated as being part of lot three (Pt. 3) in range A of the township of Egan, containing one hundred feet (100') on all sides, English measure, and bounded as follows: in front on the east side by the public road, on one side on the south by part of the same lot belonging to Joseph Payette or successors, on the other side on the north by the residue of the same lot belonging to Ernest Nault or representatives, in the rear on the west by the residue of the same lot property of Ernest Nault or representatives.

With buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Notice to the defendant.

To be sold at the registry office of Maniwaki, county of Gatineau, FRIDAY, the TENTH day of MARCH, 1967, at TWO o'clock in the afternoon, (10/3/67).

JEAN-RÉMI MARTIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Mont-Laurier, January 27, 1967. 18327

MONTMAGNY

Bref d'exécution De Terris
Canada — Province de Québec
District de Montmagny

Cour Supérieure, No 10-927. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demandeur *vs* M. SYLVIO LANGEVIN, cultivateur, de Notre-Dame-du-Rosaire, comté de Montmagny, défendeur.

« Un immeuble connu et désigné comme faisant partie du lot numéro trente-trois (P. 33), rang A, cadastre du canton de Ashburton, (Montmagny), mesurant quatre arpents et quatre perches de largeur environ, sur la profondeur qu'il peut y avoir, borné au nord au fronteau du rang E, au sud du terrain de Paul Langevin ou représentants, à l'est à un demi-arpent, à l'ouest du ruisseau Fraser, et à l'ouest au chemin public. Avec l'ensemble des bâtiments y érigés.

À distraire:

a) Le terrain de la compagnie d'aqueduc de Notre-Dame-du-Rosaire, contenant cent pieds du sud au nord par soixante pieds de l'est à l'ouest, vers le milieu de la terre.

b) Le terrain du chemin de fer.

c) Parcelle de terrain vendue à R. Aubé suivant enregistrement numéro 56542.

Servitudes:

L'immeuble ci-dessus est affecté des servitudes suivantes:

a) Droits de passage pour Price Brothers suivant vente par Philias Robin à Narcisse Proulx, le 12 octobre 1910, enregistrée sous le numéro 22802.

b) Servitude par Georges Langevin à The Shawinigan Water & Power Co., le 5 novembre 1941, enregistrée sous le numéro 48447, consistant en un droit d'ériger une ligne de transmission électrique. »

MONTMAGNY

Writ of Execution De Terris
Canada — Province of Quebec
District of Montmagny

Superior Court, No. 10-927. THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff, *vs* Mr. SYLVIO LANGEVIN, farmer, of Notre-Dame-du-Rosaire, county of Montmagny, defendant.

"An immovable known and designated as forming part of lot number thirty-three (P. 33), range A, in the cadaster of the township of Ashburton (Montmagny), measuring four arpents and four rods, approximately, in width, by the depth which may exist, bounded on the north by the line of range E, on the south by the land of Paul Langevin or representatives, on the east by one-half arpent to the west by Fraser Brook, and on the west by the public road. Together with all the buildings thereon erected."

To be withdrawn:

(*a*) The land belonging to the aqueduct company of Notre-Dame-du-Rosaire, measuring one hundred feet from south to north by sixty feet from east to west, near the middle of the farm.

(*b*) The terrain belonging to the railway.

(*c*) A parcel of land sold to R. Aubé according to registration number 56542.

Servitudes:

The above immovable is subject to the following servitudes:

(*a*) Right of ways for Price Brothers according to the sale made by Philias Robin to Narcisse Proulx on October 12, 1910, registered under number 22802.

(*b*) A servitude granted by Georges Langevin to The Shawinigan Water & Power Co. on November 5, 1941, registered under number 48447, consisting in the right to erect an electric transmission line."

Pour être vendu au bureau du shérif, Palais de Justice, Montmagny, MARDI, le QUATORZIÈME jour de MARS 1967, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Palais de Justice, Montmagny, le 27 janvier 1967. 18328-5-2-o

Le Shérif,
JEAN-PAUL TREMBLAY.

[Insertion: le 4 février 1967]

Bref d'exécution De Terris
Canada — Province de Québec
District de Montmagny

Cour Provinciale, No 26-127. { M. OSCAR PARADIS, entrepreneur, domicilié à Montmagny, demandeur, *vs* M. BERTRAND BLANCHARD, demeurant sur la 11e Rue, à Montmagny, défendeur.

Avis de vente

« Le lot numéro quinze des subdivisions du lot numéro cent cinquante-trois (153-15) du cadastre officiel de la paroisse de St-Thomas, division d'enregistrement de Montmagny, municipalité de St-Thomas de la Pointe-à-la-Caille, maintenant cité de Montmagny, et dont la description au livre de renvoi est la suivante: De figure irrégulière, borné au nord-est par la rue 153-2, au sud-est par la rue 153-13, au sud-ouest partie par la rue 1169-772, partie par le lot 1169-309 et partie par le lot 1169-311, au nord partie par le lot 153 non subdivisé, partie par le lot 153-3; mesurant au nord-est soixante-douze pieds (72′), au sud-est deux cent quatre pieds (204′), au nord soixante-seize pieds (76′), le long de 153 non subdivisé, puis quatre-vingt-dix-sept pieds et sept dixièmes (97′7) le long de 153-3; contenant en superficie environ dix-huit mille pieds carrés (18,000′), plus ou moins, mesures anglaises. Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau du shérif, rue du Palais de Justice, Montmagny, district de Montmagny, le TREIZIÈME jour de MARS 1967, à DIX heures de l'avant-midi (13 mars 1967).

Bureau du Shérif, 30 janvier 1967. 18329-5-2-o

Le Shérif,
JEAN-PAUL TREMBLAY.

(Insertion: le 4 février 1967)

To be sold in the sheriff's office, in the Court House in Montmagny, on TUESDAY, the FOURTEENTH day of MARCH, 1967, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Court House, Montmagny, January 27, 1967. 18328-5-2

JEAN-PAUL TREMBLAY, *Sheriff.*

[Insertion: February 4, 1967]

Writ of Execution De Terris
Canada — Province of Quebec
District of Montmagny

Provincial Court, No. 26-127. { MR. OSCAR PARADIS, contractor, domiciled in Montmagny, plaintiff, *vs* Mr. BERTRAND BLANCHARD, residing on 11th St., in Montmagny, defendant.

Notice of sale

"Lot number fifteen of subdivisions of lot number one hundred and fifty-three (153-15) in the official cadaster of the parish of St-Thomas, registration division of Montmagny, municipality of St-Thomas de la Pointe-à-la-Caille, now the city of Montmagny, the description of which in the book of reference is as follows: irregular in shape, bounded on the north-east by the street 153-2, on the south-east by street 153-13, on the south-west partly by street 1169-772, partly by lot 1169-309, and partly by lot 1169-311, on the north partly by lot 153, not subdivided, partly by lot 153-3, measuring seventy-two feet (72′) on the north-east, two hundred and four feet (204′) on the south-east, seventy-six feet (76′) on the north, lying along unsubdivided 153, and ninety-seven and seven-tenths feet (97.7′) along 153-3, having an area of approximately eighteen thousand square feet (18,000′), more or less, english measure. The whole with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies."

To be sold in the sheriff's office, in the Court House St., Montmagny, district of Montmagny, on the THIRTEENTH day of MARCH, 1967, at TEN o'clock in the forenoon (March 13, 1967).

Sheriff's Office, January 30, 1967. 18329-5-2

JEAN-PAUL TREMBLAY, *Sheriff.*

(Insertion: February 4, 1967)

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
District de Montréal

Montréal, à savoir: Cour Supérieure, No 722 107. { CROWN TRUST COMPANY, demanderesse *vs* DAME JESSIE FREEDMAN, épouse séparée de biens du Dr Benjamin Denenberg et ledit Dr Benjamin Denenberg tant personnellement comme garant personnel et aux fins d'autoriser sadite épouse en autant que ceci peut être nécessaire à toutes fins que de droit, défendeurs.

« Ce certain emplacement ayant front sur le chemin Côte Ste-Catherine, dans la ville de Montréal, connu et désigné comme partie de la partie non subdivisée du lot numéro neuf de la subdivision du lot originaire numéro cent vingt et un (121-ptie 9) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Côte des Neiges, mesurant vingt-sept pieds et cinq dixièmes

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
District of Montreal

Montreal, to wit: Superior Court, No. 722 107. { CROWN TRUST COMPANY, plaintiff, *vs* DAME JESSIE FREEDMAN, wife separated as to property to Dr. Benjamin Denenberg and the said Dr. Benjamin Denenberg both personally as Personal Guarantor and to authorize his said wife insofar as the same may be necessary for the legal purposes hereof, defendants.

"That certain emplacement fronting on Côte St. Catherine Road, in the city of Montreal, known and designated as part of the unsubdivided part of lot number nine of the subdivision of original lot number one hundred and twenty-one (121-pt. 9) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges, measuring twenty-seven and

(27.5′) de largeur par quatre-vingts pieds (80′) de profondeur et borné comme suit: en front au nord-ouest par le chemin Côte Ste-Catherine, d'un côté au nord-est par une ruelle (121-9-1), et de l'autre côté au sud-ouest et en arrière au sud-est par d'autres parties du lot No 121-9.

Avec le duplex semi-détaché dessus construit portant les numéros civiques 4780 et 4782, chemin Côte Ste-Catherine, dont le mur sud-ouest est mitoyen avec les lieux adjacents.

Avec et sujet à la servitude réciproque du droit de vue en faveur de l'emplacement décrit ci-dessus et en faveur de l'emplacement adjacent au sud-ouest et connu et désigné comme partie de la partie non subdivisée du lot numéro neuf de la subdivision du lot originaire numéro cent vingt et un (121-9) auxdits plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Côte des Neiges, mesurant quarante-deux pieds et cinq dixièmes (42.5′) de largeur par quatre-vingts pieds (80′) de profondeur et borné comme suit: en front au nord-ouest par le chemin Côte Ste-Catherine, d'un côté au sud-ouest par l'avenue Victoria, de l'autre côté au nord-est par l'emplacement ci-dessus décrit, à l'arrière au sud-est par une autre partie du lot No 121-9. Avec la bâtisse dessus construite portant les numéros civiques 4784-86, chemin Côte Ste-Catherine, afin de permettre l'existence continue dans leur présent état des galeries et escaliers construits en front et à l'arrière des bâtisses érigées sur lesdits emplacements à une moindre distance de la ligne de division entre lesdits deux emplacements que celle permise par la loi, cette présente servitude réciproque ayant été établie par destination du propriétaire en vertu des termes de ce certain acte de prêt par la Confederation Life Association and His Majesty The King à Harry Fineman ci-mentionné lequel a été exécuté devant I. R. Hart, notaire, le quatrième jour de décembre, dix-neuf cent cinquante, et enregistré au bureau d'enregistrement pour la division de Montréal, sous le numéro 869828.

Avec la servitude du droit de vue sur l'emplacement ci-dessus décrit en faveur de l'emplacement adjacent au sud-est, la propriété dudit Harry Fineman, et connu et désigné comme partie du lot numéro neuf de la subdivision de lot originaire numéro cent vingt et un (121-ptie 9) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Côte des Neiges, mesurant cent pieds de largeur (100′) par soixante-dix pieds (70′) de profondeur et borné comme suit: en front au sud-ouest par l'avenue Victoria, à l'arrière au nord-est par une ruelle (131-9-1) d'un côté au sud-est et de l'autre côté au nord-ouest par d'autres parties du lot No 121-9, la ligne nord-ouest de cette partie du lot étant située à une distance de quatre-vingts pieds vers le sud-est du chemin de la Côte Ste-Catherine, avec la conciergerie détachée dessus érigée portant le numéro civique 5575, avenue Victoria; afin de permettre l'existence continue dans leur présent état des galeries construites sur le côté nord-ouest de l'édifice érigé sur l'emplacement au sud-est de l'emplacement ci-dessus décrit, lesquelles sont à une distance moindre de la ligne de division entre lesdits deux emplacements que celle permise par la loi, cette servitude réciproque ayant été établie par destination du propriétaire en vertu des termes de ce certain acte de prêt ci-dessus référé enregistré sous le numéro 869828. »

five-tenths feet (27.5′) in width by eighty feet (80′) in depth and bounded as follows: in front of the northwest by Côte St. Catherine Road, on one side to the northeast by a lane (121-9-1), and on the other side to the southwest and in rear to the southeast by other parts of lot No. 121-9.

With the semi-detached duplex building thereon erected bearing civic numbers 4780 and 4782 Côte St. Catherine Road, the southwest wall whereof is mitoyen with the adjoining premises.

Together with and subject to the reciprocal servitude of right of view upon and in favour of the emplacement hereinabove described and upon and in favour of the adjoining emplacement to the southwest, and known and designated as part of the unsubdivided part of lot number nine of the subdivision of original lot number one hundred and twenty-one (121-9) on the said official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges, measuring forty-two and five-tenths feet (42.5′) in width by eighty feet (80′) in depth and bounded as follows: in front to the northwest by Côte St. Catherine Road, on one side to the southwest by Victoria Avenue, on the other side to the northeast by the emplacement hereinabove described in rear to the southeast by another part of lot No. 121-9. With the building thereon erected bearing civic numbers 4784-86 Côte St. Catherine Road, to permit the continued existence in their present state of the galleries and stairs constructed in front and in rear of the buildings erected on the said emplacements at a lesser distance from the division line between the said two emplacements than that permitted by law, this present reciprocal servitude having been established by destination of proprietor under the terms of that certain deed of Loan by Confederation Life Association and His Majesty The King unto Harry Fineman herein which was executed before I. R. Hart, notary, on the fourth day of December, nineteen hundred and fifty, and registered at the registry office for the division of Montreal, under the number 869828.

Together with the servitude of right of view upon the emplacement hereinabove described in favour of the adjoining emplacement to the southeast, the property of the said Harry Fineman, and known and designated as part of lot number nine of the subdivision of original lot number one hundred and twenty-one (121-pt. 9) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges, measuring one hundred feet in width (100′) by seventy feet (70′) in depth and bounded as follows; in front to the southwest by Victoria Avenue, in rear to the northeast by a lane (131-9-1) on one side to the southeast and on the other side to the northwest by other parts of lot No. 121-9, the northwest line of this part of lot being situate at a distance of eighty feet toward the southeast from Côte St. Catherine Road, with the detached apartment building thereon erected bearing civic number 5575 Victoria Avenue; to permit the continued existence in their present state of the galleries constructed on the northwest side of the building erected on the emplacement to the southeast of the emplacement hereinabove described, which are at a lesser distance from the division line between the said two emplacements than that permitted by law, this reciprocal servitude having been established by destination of proprietor under the terms of that certain deed of loan hereinabove referred to registered under the number 869828."

Pour être vendu à mon bureau, en la ville de Montréal, le DIXIÈME jour du mois de MARS 1967, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, 30 janvier 1967. 18330

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 696 577. { VINCENT DUBREUIL *et al*, es-qualité, demandeurs, *vs* Dame LUCIA SERRURIER *et al.*, défendeurs, et GÉRARD BLAIS *et al.*, es-qualité, mis-en-cause,

« Un emplacement situé en la paroisse de Ste-Jeanne de l'Ile Perrot, faisant partie du lot de terre portant le numéro deux cent dix-neuf (P. 219) au plan et sur le livre de renvoi officiels de ladite paroisse, mesurant cinquante pieds de largeur par cent vingt-cinq pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, borné en front par le chemin public, en arrière, par partie du même lot numéro deux cent dix-neuf appartenant à Alfred Lavigne, d'un côté par partie du même lot numéro deux cent dix-neuf, appartenant à Arthur Gauthier, ou représentants, et de l'autre côté par une autre partie du même lot numéro deux cent dix-neuf, avec les bâtisses. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Vaudreuil, à Vaudreuil, le NEUVIÈME jour du mois de MARS 1967, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, le 30 janvier 1967. 18331-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 721 999. { LEDAN INVESTMENTS INC., demanderesse, *vs* GÉRALD TRAVERS McRAE, défendeur.

« Un emplacement ayant front sur la 91e avenue, en la cité de Laval, connu comme étant la subdivision quatre-vingt-six du lot quatre-vingt-deux (82-86) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin, mesurant soixante-cinq pieds de largeur sur quatre-vingt pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec la bâtisse dessus érigée, portant le numéro civique 441, 91e avenue.

Comme ladite propriété existe présentement, avec tous ses droits, membres et appartenances, sans aucune exception ou réserve d'aucune sorte, et avec et sujette à toutes les servitudes, actives et passives, apparentes ou occultes, qui peuvent affecter ladite propriété.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, en la ville de Laval, (Ste-Rose), le NEUVIÈME jour du mois de MARS, 1967, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, 30 janvier 1967. 18332

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 702 368. { MARTIN RENTALS LTD., demanderesse, *vs* JOYCE EUGENIE SWANBURG MILLETTE CLEMENTS, défenderesse.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of the month of MARCH, 1967, at ELEVEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, January 30, 1967. 18330-o

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit : No. 696 577. { VINCENT DUBREUIL *et al*, es-quality, plaintiffs, *vs* Dame LUCIA SERRURIER *et al*, defendants, and GÉRARD BLAIS *et al*, es-quality, mis-en-causes,

"An emplacement situated in the parish of Ste-Jeanne de l'Ile Perrot, forming part of the lot of land bearing number two hundred nineteen (P. 219) on the official plan and book of reference for the said parish, measuring fifty feet in width by one hundred twenty-five feet in depth, more or less english measure, bounded in front by the public road, in rear by part of same lot, number two hundred nineteen belonging to Alfred Lavigne, on one side by part of same lot number two hundred nineteen belonging to Arthur Gauthier, or representatives, and on the other side by another part of same lot number two hundred nineteen, with the buildings."

To be sold at the registration office for the county of Vaudreuil, in Vaudreuil, the NINTH day of the month of MARCH, 1967, at TWO o'clock in the afternoon.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, January 30, 1967. 18331

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit : No. 721 999. { LEDAN INVESTMENTS INC., plaintiff, *vs* GÉRALD TRAVERS McRAE, defendant.

"An emplacement fronting on 91st Avenue in the city of Laval known as subdivisioneighty-six of lot eighty-two (82-86) on the official plan and book of reference of the parish of St. Martin measuring sixty-five feet in width by eighty feet in depth english measure and more or less;

With the building thereon erected bearing civic number 441, 91st Avenue;

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances without exception or reserve of any kind and with and subject to any servitudes, active or passive, apparent or unapparent which may affect the said property."

To be sold at the registry office of the county of Laval, in the town of Laval, (Ste-Rose), on the NINTH day of the month of MARCH 1967, at ELEVEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, January 30, 1967. 18332-o

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit : No. 702 368. { MARTIN RENTALS LTD., plaintiff, *vs* JOYCE EUGENIE SWANBURG MILLETTE CLEMENTS, defendant.

« Un emplacement ayant front sur la rue Sherbrooke, ouest, en la ville de Montréal, connu et désigné comme étant la partie nord-est du lot de subdivision numéro vingt-six du lot originaire, numéro deux cent quarante-quatre (244 Ptie N.E. 26) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant 25'3" de largeur sur 104'6" de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, borné comme suit: en front par ladite rue Sherbrooke, ouest, à l'arrière par le lot 22-31 auxdits plan et livre de renvoi officiels, d'un côté au sud-ouest par la partie sud-ouest dudit lot No 244-26 et de l'autre côté au nord-est par le lot No 244-27 auxdits plan et livre de renvoi officiels.

4462, Sherbrooke — le mur en pignon sud-ouest est mitoyen. »

Pour être vendu à mon bureau, en la ville de Montréal, le DIXIÈME jour du mois de MARS 1967, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, 30 janvier 1967. 18333

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Montréal

Montréal, à savoir: Cour Supérieure, No 721 483. } MATINEE HOLDINGS LIMITED, demanderesse *vs* MODPAP INVESTMENTS LTD., et BISHOP STREET REALTIES INC., défenderesses.

« Un emplacement ayant front sur la rue Bishop dans la ville de Montréal, formant partie du lot connu et désigné comme subdivision No huit du lor originaire numéro dix-sept cent trois (1703-Ptie 8) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Antoine, contenant une largeur d'environ vingt-trois (23) pieds en front et à l'arrière par une profondeur de cent vingt-neuf pieds (129) et trois pouces, mesure anglaise, mais sans garantie quant à la mensuration précise, avec la bâtisse dessus érigée portant le nouveau numéro civique 1472 (ancien No civique 220) de ladite rue Bishop et plus particulièrement connue comme les Appartements Roslyn (auparavant connus comme Appartements Corinthian) lequel dit emplacement est borné en front au nord-est par ladite rue Bishop, à l'arrière par subdivision un de ladite subdivision No dix-sept cent trois (1703-1) formant une ruelle, d'un côté, au nord-ouest par le lot No 7 de ladite subdivision No dix-sept cent trois (1703-7) et de l'autre côté au sud-est, par le résidu de ladite subdivision No 8 dudit lot officiel No dix-sept cent trois (1703-8). »

Pour être vendu à mon bureau, dans la ville de Montréal, le NEUVIÈME jour du mois de MARS 1967, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, 30 janvier 1967. 18334

"An emplacement fronting on Sherbrooke Street, West, in the city of Montreal, known and designated as being the northeast part of subdivision lot number twenty-six of original lot number two hundred and forty-four (244 N.E. P. 26) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, measuring 25'3" in width by 104'6" in depth, English measure, more or less, bounded as follows: In front by said Sherbrooke Street, West, in rear by lot 22-31 on said official plan and book of reference, on one side to the southwest by the southwest part of said lot No. 244-26 and on the other side to the northeast by lot No. 244-27 on the said official plan and book of reference.

4462 Sherbrooke — southwest gable wall is mitoyen."

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of the month of MARCH, 1967, at TEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, January 30, 1967. 18333-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Montreal

Montreal, to wit: Superior Court, No. 721 483. } MATINEE HOLDINGS LIMITED, plaintif, *vs* MODPAP INVESTMENTS LTD., and BISHOP STREET REALTIES INC., defendants.

"An emplacement fronting on Bishop Street in the city of Montreal, forming part of the lot known and designated as subdivision No. eight of the original lot number seventeen hundred and three (1703-Pt. 8) on the official plan and book of reference on the St-Antoine Ward, containing a width of about twenty-three (23) feet in front and in real by a depth of one hundred and twenty-nine (129) feet and three inches, english measure, but without guarantee as to precise measurement, with the building thereon erected bearing new civic No. 1472 (old civic No. 220) of the said Bishop Street and more particularly known as the Roslyn Apartments (formerly known as Corinthian Apartments) which said emplacement is bounded in front to the northeast by said Bishop Street, in rear by subdivision one of the said subdivision No. seventeen hundred and three (1703-1) forming a lane, on one side, to the northwest by lot No. 7 of the said subdivision No. seventeen hundred and three (1703-7) and on the other side to the southeast, by the residue of said subdivision No. 8 of the said official lot No. seventeen hundred and three (1703-8)."

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of the month of MARCH 1967, at TEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, BERNARD SARRAZIN, Q.C., *Sheriff.*
Montreal, January 30 1967. 18334-o

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, No 56,569. } JEAN MARIE AUBÉ, commerçant, de Piedmont, district judiciaire de Terrebonne, demandeur, *vs* AIMÉ FORGET, propriétaire de taxi de St-Sauveur des Monts, district de Terrebonne, en sa qualité de curateur à l'interdit Wilfrid Forget, des mêmes lieux.

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 56,569 } JEAN MARIE AUBÉ, trader, of Piedmont, judicial district of Terrebonne, plaintiff, *vs* AIMÉ FORGET, taxi proprietor, of St-Sauveur des Monts, district of Terrebonne, in his capacity as curator to interdict Wilfrid Forget, of the same place.

Les immeubles ci-après désignés et en la possession du défendeur:

« Un lopin de terre situé à Piedmont, comté de Terrebonne, formant partie du lot connu et désigné sous le numéro soixante-trois (pt. 63) du cadastre officiel de la paroisse de St-Sauveur.

Cet emplacement mesure deux cent seize pieds (216′) de largeur en avant vers le nord-est le long de la nouvelle route no 11; deux cent dix-huit pieds (218′) de largeur en arrière vers le sud-ouest, sur deux cent quatre pieds et huit dixième de pied (204.8′) de profondeur d'un côté vers le sud-est et deux cent huit pieds (208′) de profondeur de l'autre côté vers le nord-ouest.

Ce lopin de terre est borné comme suit: en avant vers le nord-est par la route no 11; en arrière vers le sud-ouest et d'un côté vers le nord-ouest par d'autres parties dudit lot no 63; de l'autre côté vers le sud-est par le lot no 64.

Ledit lot a une superficie de 41,604 pieds carrés. Ainsi que le tout se trouve actuellement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes, et que l'acquéreur déclare connaître.

Le tout comportant un immeuble, soit un garage érigé sur ledit lopin de terre.

Ne feront pas partie de la vente, des effets mobiliers, particulièrement des comptoirs et casiers ainsi que des pièces de machinerie à l'état libre, situés sur les lieux ainsi qu'un hangar portatif présentement sur ledit terrain et appartenant au demandeur.

Sont également exclus de ladite vente, les réservoirs et pompes à essence qui ne sont pas la propriété du défendeur. »

Pour être vendu au bureau du shérif du district de Terrebonne au Palais de Justice à Saint-Jérôme, MERCREDI le HUITIÈME jour de MARS mil neuf cent soixante-sept à DEUX heures de l'après-midi (8/3/67 à 2 hrs p.m.).

Conditions: comptant.

Le Shérif,
VILLENEUVE HUOT.

Bureau du Shérif,
St-Jérôme, le 26 janvier 1967. 18335-o

The immovables hereinafter designated and in the possession of the defendant:

"A lot of land situated in Piedmont, county of Terrebonne, forming part of the lot known and designated under number sixty-three (P. 63) in the official cadaster of the parish of St-Sauveur.

This emplacement measures two hundred and sixteen feet (216′) in width in front on the north-east along the new route No. 11, two hundred and eighteen feet (218′) in width in the rear on the south-west, by two hundred and four and eight-tenths feet (204.8′) in depth on one side on the south-east, and two hundred and eight feet (208′) in depth on the other side, on the north-west.

This lot of land is bounded as follows: in front, on the north-east, by route No. 11, in the rear, on the south-west, and on one side, on the north-west, by other parts of said lot No. 63, on the other side, on the south-east, by lot No. 64.

The said lot has an area of 41,604 square feet. The whole as it is presently to be found with all the active and passive servitudes, apparent or unapparent, which the purchaser declares to known.

The whole including an immovable which is a garage erected on the said lot of land.

The moveable effects, particularly counters, and cases, as well as moveable machinery parts, situated on the spot, as well as a portable shed now on the said lot of land and belonging to the plaintiff.

Also excluded from the said sale, are the fuel tanks and pumps which do not belong to the defendant."

To be sold in the sheriff's office of the district of Terrebonne, in the Court House in Saint-Jérôme, on WEDNESDAY, the EIGHTH day of MARCH, one thousand nine hundred and sixty-seven at TWO o'clock in the afternoon (8/3/67 at 2:00 o'clock p.m.).

Conditions: cash.

VILLENEUVE HUOT,
Sheriff.
Sheriff's Office,
St-Jérôme, January 26, 1967. 18335

INDEX No 5

ARRÊTÉS en Conseil — ***ORDERS in Council***

1828 — Écoles professionnelles privées, modifications aux règlements 1016
1828 — Private Vocational Schools, amendments to the regulations 1016
23 — Employés de garages 1020
23 — Garage Employees 1020
96 — Écoles professionnelles privées, mise en force des modifications aux règlements 1019
96 — Private Vocal Schools, bringing into force of amendments to the regulations 1019
134 — Construction, Maskinongé, St-Maurice, Laviolette, Champlain et Trois-Rivières 1020
134 — Construction, Maskinongé, St-Maurice, Laviolette, Champlain and Trois-Rivières 1020
156 — Chemise, hommes et garçons, province 1020
156 — Shirt, Men's and Boy's, Province 1020
157 — Construction, Hull, Gatineau, Papineau et Pontiac 1021
157 — Construction, Hull, Gatineau, Papineau and Pontiac 1021
158 — Construction, (Calorifugeurs) Montréal 1026
158 — Construction, (Insulation) Montreal 1026
159 — Employés des services funéraires, Ile de Montréal et l'Ile Jésus 1027
159 — Undertakers Employees, Island of Montreal and Jesus Island 1027
160 — Verre, Québec 1028
160 — Glass, Quebec 1028
161 — Confection pour hommes et garçons, province 1033
161 — Clothing (Men's and Boys'), Province 1033
162 — Coiffeurs pour hommes et dames, Roberval 1051
162 — Hairdressers, (Men's and Ladies') Roberval 1051
275 — Construction, (1966) Cantons de l'Est (*Erratum*) 1033
275 — Construction, (1966) Eastern Townships (*Erratum*) 1033

ASSOCIATIONS coopératives — ***COOPERATIVE Associations***

Association coopérative d'habitation de Boucherville (*Nom–Name ch.*) ... 1061
Association coopérative d'habitation St-Bruno, Lac St-Jean (*Nom–Name ch.*) ... 1061
Chantier de l'U.C.C. de Girardville, Association coopérative (*Const.–Inc.*) ... 1061
Coopérative d'habitation du Québec Métropolitain, association coopérative (*Nom–Name ch.*) ... 1062
Coopérative d'habitation du Sacré-Coeur, Chicoutimi, association coopérative (*Nom–Name ch.*) ... 1061
Habitation ouvrière, association coopérative (L') (*Nom–Name ch.*) ... 1062

AVIS divers — ***MISCELLANEOUS Notices***

Chevaliers de colomb de Ste-Adèle, conseil 3555 ... 1056
Garbish, Alfred (*Acc.– Grant.*) ... 1055
Knights of Colombus of Ste-Adèle, Council 3555 ... 1056
Olejarchyk, Alexander Nicholas (*Dem.–Appl.*) ... 1056
Pharmacie, règlements sur la loi de ... 1055
Parmacy, regulations on the Act ... 1055
Ste-Philomène, (*Dem.–Appl.*) ... 1056

CAISSES d'épargne et de crédit — ***SAVINGS and credit unions***

Caisse populaire St-Jean-Vianney de Jacques-Cartier (La) (*Ext. terr.*) ... 1062
Caisse populaire de Nazareth (La) (*Ext. terr.*) ... 1062
Jamaica (Montreal) Credit Union (*Const.–Inc.*) ... 1062

COMMISSION de géographie — ***GEOGRAPHICAL Commission***

Banc Beaugé ... 1057
Banc Bradelle ... 1057
Banc Carbonneau ... 1057
Banc de Mécatina ... 1058
Banc de Mingan ... 1058
Banc de la Romaine ... 1059
Banc de l'Orphelin ... 1060
Banc de Natashquan ... 1060
Banc de Pigou ... 1059
Banc des Américains ... 1057
Banc Moisie ... 1058
Banc Moniac ... 1058
Banc Ouellet ... 1060
Banc Parent ... 1060
Banc Perroquet ... 1061
Banc Rouge ... 1059
Fond Georges ... 1059
Grand-Banc ... 1059

COMPAGNIES Avis relatifs à la loi des — ***COMPANIES Notices relative to the Act of***

Chartes — Abandon de — ***Charters — Surrender of***

Audio Video Inc. ... 1063
Dextraze (L.) Inc. ... 1063
Donck Street Development Corp. ... 1063
Duparquet Store Ltd. ... 1065
Éditions de la Cité inc. (Les) ... 1064
Insocon Holdings Inc. ... 1063
International Glass Limited ... 1065
Lorraine Construction Co. Ltd. ... 1065
Magasin Duparquet limitée (Le) ... 1065
Nalco Quebec Holdings Limited ... 1063
Norbec Investments, Inc. ... 1064
Plateau Parking Inc. ... 1064
Potvin (Ovila) & Fils Limitée ... 1063
Riviera Corporation ... 1065
Téléphone Ste-Angèle de Laval Inc. ... 1064
Vitrerie Internationale Limitée ... 1065
Wallace (William H.) Ltd. ... 1064
Zip Plumbing & Hardware Supplies Ltd. 1064

Dissoutes — ***Dissolved***

Cavalier Drive-Ins Inc. ... 1065
Corporation d'Utilités Modeck (La) ... 1067
Crescent Realty Inc. ... 1065
Dawes Realty Co. Ltd. ... 1066
Dion (Lionel L.) inc. ... 1066
Dubrand Lumber Inc. ... 1066
Hatton (D.) Company ... 1066
Intercontinental Veneers Ltd. ... 1066
Loggers' Power Chain Saw Limited ... 1066
Mid-Town Investment Corp. ... 1067
Modeck Utilities Corp. ... 1067
Notre Dame Realties Ltd. ... 1067
Phildar Realties Inc. ... 1067
Safeguard Investments Inc. ... 1067
Salaberry Sport Limited ... 1067
Vincent Investment Corp. ... 1067

Divers — ***Miscellaneous***

Corporation des directeurs de funérailles et embaumeurs du Québec (La) (*Règl.*) 1068
Corporation of funeral directors and embalmers of Quebec (The) (*By-laws*) ... 1068
Montreal Terra Cotta Limited (*Dist. Actif–Assets*) ... 1068
Motel 67 Ltd. (*Dir.*) ... 1068
Whitehouse Fastenings Limited (*Dir.*) ... 1068

Lettres patentes avis d'annulation — ***Letters Patent Annulled***

Cauchon (Magloire) (Sept-Iles) Ltée ... 980

Lettres patentes — ***Letters Patent***

A. P. Manager Corp. ... 938
Aigles de Drummondville inc. (Les) ... 938
Alliance Petroleum Ltd. ... 939
Ampleman Florist Inc. ... 954
Amsel (Dave) Inc. ... 939
Association de Chasse et Pêche de Kamouraska inc ... 939
Association des Propriétaires de Rivièra ... 940
Association sociale U.A.P. Saguenay, Lac St-Jean inc. ... 940
Ateliers des Sourds (Montréal) inc. ... 940
Atomic Snow Removal Ltd. ... 941
Auberge du Pont inc. ... 942
Beran Ltd ... 941
Boucherie Tony-Benito ltée ... 941
Brettco Holdings Ltd ... 942
Breuvages Laurentiens ltée ... 942
Bridge Inn Inc. (The) ... 942
Canadian Battledores Ltd ... 943
Canadiennes Palettes ltée ... 943
Centre de loisirs de St-Adelphe inc ... 943

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Centre des loisirs de St-Pacôme inc. ... 943
Centre d'Otologie de Montréal, ltée ... 944
Charleclair ltée ... 944
Charleroi Sports Inc. ... 944
Chemise D. L. inc. (La) ... 945
Chorale Les Roitelets de Trois-Pistoles inc. (La) ... 945
Cie de Développement St-Charles inc. (La) ... 945
Clinique médicale du Pied Essiac inc. 946
Clinique Orthopédique de Montréal inc. 946
Club d'Auto-Neige Robinson inc. ... 946
Colpron (E.) & fils (Ste-Martine) inc. 947
Commandos de Ste-Anne-de-Beaupré inc. (Les) ... 947
Compact Agency Eastern Townships Inc. ... 947
Compagnie de Placements Lavaltrie (La) ... 948
Comptoir de Charité inc. ... 948
Comptoir Del Grande inc. ... 948
Conseil des Agences de Sécurité et d'Investigation du Québec (C.A.S.I.Q.) inc. ... 949
Courtiers Richelieu inc. ... 949
Davro Industries Ltd ... 949
Dechêne (G. H.) et fils inc. ... 950
Désilets & fils ltée ... 950
Deto-Nord ltée ... 950
Discothèque Mont Ste-Anne inc. (La) . 951
Dufour (Anatole) inc. ... 951
Durocher, Arpin, Lorange & associés, ltée ... 951
Dynamic Holdings Ltd. ... 951
Easton Chargers Football Club ... 952
École Cinq-Mars inc. (L') ... 952
Entreprises Bourgogne (1966) inc. ... 953
Entreprises Hemmings inc. (Les) ... 953
Entreprises Murielle inc. (Les) ... 953
Entreprises Unies Économiques incorporées (Les) ... 979
Entreprises Vega inc. (Les) ... 953
Entretien Saguenay inc. ... 954
Essiac Medical Foot Clinic Inc. ... 946
Finanbec inc. ... 954
Fleuriste Ampleman inc. ... 954
Fonds de Bien-Être Rolland (St-Jérôme) inc. ... 955
Food & Fun Publishing Co. Inc. ... 955
Foucault automobiles inc. ... 955
Foyer Notre-Dame des Lys inc. ... 956
Franco métal limitée ... 956
G. W. Furniture Ltd. ... 956
Gagnon (Jean-Louis) ltée ... 957
Gauvin (Roger) inc. ... 957
Gisèle Haute Coiffure inc. ... 957
Gravure Paul inc. ... 970
Harko Holdings Ltd ... 958
Hillclimb Realties Ltd ... 958
Hôtel Liban inc. ... 958
Houde, Lawrence, Dupont and Associates Inc. ... 959
Houle & Lambert inc. ... 959
Huiles Huot ltée (Les) ... 959
Hymus Tavern Inc. ... 960
Immeubles J.-M. T. ltée (Les) ... 960
Immeubles Louis-A. Raymond inc. (Les) 960
Importations Originales inc. (Les) ... 960
Imprimerie Gaboury ltée ... 961
Industrial Shops for the Deaf (Montreal) Inc. ... 940
Industries Ber-He ltée ... 961
Industries Davro ltée (Les) ... 949
Jarry Finance Corporation ... 961
Jean Loue Tout inc. ... 962
Johnny Rent-All Inc. ... 962
Journal de St-Léonard inc. (Le) ... 962
Labine Electric Ltd. ... 962
Labine électrique ltée ... 962
La Cross Realty Corp. ... 963
Légaré Téléphone Construction inc. ... 963
Lehouillier & Poulin ltée ... 963
Lemmo inc. ... 964
Lesage (Jacques) incorporée ... 964
Liberal Upholstering Co. Ltd ... 964
Loisirs de Ste-Julienne de Montcalm inc. (Les) ... 965
Marché Uni inc. ... 965
Marchildon (L.) & fils, inc. ... 965
Marcotte (Alex) inc. ... 965
Margie's Flower Shoppe (1966) Ltd. ... 966
Marly inc. ... 966
Meunier (André) inc. ... 966
Milano Homes Inc. ... 967
Montreal Orthopaedic Clinic Inc ... 946
Montreal Terra Cotta (1966) Ltd ... 967
Montréal Terra Cotta (1966) ltée. ... 967
Morzak Inc. ... 967
Mount Cartier Mines Ltd. ... 968
Nigeb inc. ... 968
Oeuvre des terrains de jeux de Ste-Euphémie sur Rivière-du-Sud, inc. (L') ... 968
Olympic Land Corp. ... 969
Opra inc. ... 969
Ora International Supply Co. Ltd. ... 969
Organ Restaurant Ltd. (The) ... 974
Original Imports Inc. ... 960
O. T. J. de Percé inc. ... 970
O. T. J. de St-Jean-de-Cherbourg. ... 970
Paul Engraving Inc. ... 970
Pednault (Georges) inc. ... 971
Placements Florence inc. ... 971
Placements Jean-Paul Jolicoeur ltée (Les) ... 971
Placements Thérèse L. Jolicoeur ltée (Les) ... 972
Prim-O Springs Inc. ... 973
Promotions Sports Nautiques inc. ... 972
Quebec Broadloom Industries Ltd. ... 972
Quincaillerie du Boulevard inc. (La) ... 973
Rapid Metal Fabricators Ltd. ... 973
Ressorts Prim-O inc. (Les) ... 973
Restaurant Le Grand Prix inc ... 974
Restaurant Le Richelieu inc. ... 974
Restaurant l'Orgue ltée (Le) ... 974
Richelieu Brokers Inc. ... 949
Rioux (P. E.) & fils ltée ... 974
Robert (A. & L.) automobiles inc. ... 975
Romer (J. N.) ltée ... 975
Romo & fils inc. ... 975
Saguenay Maintenance Inc. ... 954
Sanair inc. ... 976
Simard (Wilfrid) auto ltée ... 976
Simone Holdings Inc. ... 976
Société de Nutrition du Québec inc. ... 977
Sodelco inc. ... 977
Sogexport inc. ... 977
Tip Top Leather Goods Mfg. Ltd. ... 978
Tony-Benito Meat Market Ltd. ... 941
Transcripta inc. ... 978
Unigesco inc. ... 978
Union Pen & Pencil Ltd. ... 979
United Economical Enterprises Incorporated ... 979
Versailles Lodge Inc. ... 979
Vienna Motel Inc. ... 980
Whitehouse Holdings Limited ... 980

Sièges sociaux ***Head Offices***

Alsad Ltd. ... 1069
Alsad Ltée ... 1069
"Aurelle" Audio Vocal Centre Ltd. ... 1070
Bearn Construction Inc. ... 1069
Belhumeur (Jean) inc. ... 1069
Bisson (Roger) & Associés inc. ... 1069
Bolero Holdings Inc. ... 1070
Centre audio vocal « Aurelle » ltée ... 1070
Crichton Realties Limited ... 1070
Désautels (Marcel) Inc. ... 1070
Entreprises d'ingènerie inc. ... 1071
Entreprises Laurio ltée (Les) ... 1071
Foyer de St-Célestin ... 1071
Lac Chantillon Properties Ltd. ... 1068
Quebec Electron Serv. Inc. ... 1069
Trans-Ocean Travel Inc. ... 1071
Voyages Trans-Ocean Inc. ... 1071

DEMANDES ***APPLICATIONS***
à la Législature ***to Legislature***

Estate Joseph Masson ... 1071
Estate John Louis Sabbath ... 1072
Joutel, comm. scol.–school munic. ... 1073
Lachine, cité – city ... 1072
Lesage, munic. ... 1072
Magog, cité – city ... 1073
Saint-Michel, cité – city ... 1073
Sept-Iles, cité-city ... 1073
Soeurs Missionnaires de l'Immaculée Conception (Les) ... 1072
Succession Joseph Masson ... 1071
Succession John Louis Sabbath ... 1072

LIQUIDATION ***WINDING***
avis de ***up Notices***

Construction St-Régis Ltée ... 1074
St-Régis Construction Ltd ... 1074

MINISTÈRES ***DEPARTMENTS***

Affaires municipales ***Municipal Affairs***

Dolbeau, ville–town (*Annexion*) ... 1074
Farnham, cité-city (*Annexion*) ... 1075
Les Saules, ville–town (*Annexion*) ... 1075
Montréal-Nord-North (*Règl.-By-law 749*) 1076
Saint-Nil, par. (*Publ.*) ... 1076
Sainte-Foy, cité-city (*Annexion*) ... 1077

Agriculture ***Agriculture***

Coopérative agricole du Lac St-Pierre (*Nom–Name ch.*) ... 1078

Éducation ***Education***

Municipalité scolaire de: *School Municipality of:*

Lakeshore, c.s.r.–r.s.b. (*S.S.–H.O.*) ... 1078

Finances ***Finance***

Assurances: *Insurance:*

Boston Insurance Company ... 1078
Citizens Life Assurance Company (*Petition*) ... 1079
Citoyens, Compagnie d'Assurance-vie (*Requête*) ... 1079
St. Lawrence Sugar Refineries Limited Employees' Benefit Society ... 1079

Terres et Forêts ***Lands and Forests***

Cadastre: *Cadastre:*

Parent, canton-township ... 1080
Ste-Adèle d'Abercrombie, par. ... 1080
Ste-Anne de Chicoutimi, village ... 1080
Ste-Dorothé, par ... 1080
St-Martin, par ... 1080
Sherbrooke, ciré, Quartier Est ... 1080
Sherbrooke, city, East Ward ... 1080

Travail ***Labour***

Industrie ou métiers de: *Industry or Trades of:*

Automobile, Montréal (*Prél.–Levy*) ... 1012
Automobile, Roberval (*Prél.–Levy*) ... 1010
Boîte de carton, Québec (*Prél.*) ... 1005
Employés de garages, Shawinigan (*Mod.*) 1007
Garage Employees, Shawinigan (*Amend.*) 1007
Glass, Quebec (*Prél.*) ... 1015
Paper Box, Quebec (*Levy*) ... 1005
Plombiers, Trois-Rivières (*Appr.*) ... 1014
Plumbers, Three Rivers (*Appr.*) ... 1014
Verre, Québec (*Levy*) ... 1015

SOUMISSIONS ***TENDERS***

Bécancour, ville–town ... 1084
Dorval, cité–city ... 1081
Hauterive–town ... 1086
Lemoyne, ville-town (*Correction*) ... 1091
Melocheville, village ... 1087
Notre-Dame de Lorette, village ... 1088
St-Hyacinthe, c.s.-s.c. ... 1082
St-Hubert, ville-town ... 1089
Vieilles-Forges, c.s. reg.–reg. s. b. ... 1083

SYNDICATS ***SYNDICATES***
Professionnels ***Professional***

Association national des voyageurs de commerce (L') (*Const.*) ... 1091
Association patronale des coiffeurs de Charlevoix, inc. (*Nom–Name ch.*) ... 1091
National Association of Commercial Travellers (The) Inc. ... 1091
Syndicat de la construction de Montréal (C.S.N.) (*Const.–Inc.*) ... 1092
Syndicat de la construction de Montréal (C.S.N.) (*Dissolution*) ... 1092

VENTES ***SALES***

Effets non-réclamés ***Unclaimed Bagage***

Canadian Pacific Railways ... 1092

Licitation ***Licitation***

Venne (Gene) Ltée *vs* Cernak ... 1092

Loi de faillite ***Bankruptcy Act***

Dupré, Roger ... 1093
Thériault, André ... 1094

SHÉRIFS ***SHERIFFS***

Arthabaska ***Arthabaska***

Trottier *vs* Langlois ... 1096

Labelle ***Labelle***

Beaulieu *vs* Courchênes ... 1096

Montmagny ***Montmagny***

Office du crédit agricole du Québec (L') *vs* Langevin ... 1097
Paradis *vs* Blanchard ... 1098
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Langevin ... 1097

Montréal ***Montreal***
Crown Trust Company *vs* Freedman *et al* 1098
Dubreuil *et al vs* Serrurier *et al* 1100
Ledan Investments Inc. *vs* McRae 1100
Martin Rentals Ltd. *vs* Clements 1100
Matinee Holdings Limited *vs* Modpap Investments Ltd. *et al* 1101

Terrebonne ***Terrebonne***
Aubé *vs* Forget 1101

Taxes ***Taxes***
Beauharnois, comté – county 981
Charlesbourg, cité – city 1004
Chicoutimi, comté-county (*Erratum*) 1095
Deux-Montagnes, comté-county (*Erratum*) 1096
Labelle, comté-county (*Erratum*) 1094
Laflèche, cité – city 985
Maniwaki, ville – town 996
Matane, comté – county 982
St-Maurice, comté-county (*Erratum*) 1095
St-Théophile, (Laval), c.s.– s.c. 993
Saguenay, comté – county 1001
Terrebonne, comté-county (*Erratum*) 1096
Two Mountains, county (*Erratum*) 1096